

ORGANISATION OF AFRICAN UNITY



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

منظمة الوحدة الافريقية  
الامانة  
الامم المتحدة  
اللجنة الاقتصادية لافريقيا

NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

**PROPOSITIONS PRESENTEES PAR LES PAYS AFRICAINS  
A LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE  
A LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE**

Telles qu'adoptées par la première réunion extraordinaire de la Conférence des ministres de la CEA, tenue à Addis-Abeba, les 28 et 29 mars 1986 et par la quinzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, également tenue à Addis-Abeba les 30 et 31 mars 1986.

# TABLE DES MATIERES

Page

## VOLUME I

### PARTIE I : LA CRISE DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN ET RESUME DES CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

#### SECTIONS

1.	Introduction - - - - -	1
2.	La crise et les perspectives de développement en Afrique - - -	4
3.	Résumé des conclusions et recommandations - - - - -	13

### PARTIE II : PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

#### SECTIONS

4.	Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 - - - - -	30
5.	Analyse et problèmes au niveau sous-régional - - - - -	39
6.	Aperçu général - - - - -	55

## VOLUME II

### PARTIE I : APERCU GENERAL DES PAYS

1.	Algérie - - - - -	85
2.	Angola - - - - -	86
3.	Bénin - - - - -	88
4.	Botswana - - - - -	90
5.	Burkina Faso - - - - -	92
6.	Burundi - - - - -	94
7.	Cameroun - - - - -	96
8.	Cap-Vert - - - - -	98
9.	République centrafricaine - - - - -	100
10.	Tchad - - - - -	102
11.	Comores - - - - -	103
12.	Congo - - - - -	106
13.	Côte d'Ivoire - - - - -	108
14.	Djibouti - - - - -	110
15.	Egypte - - - - -	112
16.	Guinée équatoriale - - - - -	114
17.	Ethiopie - - - - -	116
18.	Gabon - - - - -	119
19.	Gambie - - - - -	121
20.	Ghana - - - - -	123
21.	Guinée - - - - -	125
22.	Guinée-Bissau - - - - -	127
23.	Kenya - - - - -	129
24.	Lesotho - - - - -	131
25.	Libéria - - - - -	133

	<u>Page</u>
26. Jamahiriya arabe libyenne - - - - -	134
27. Madagascar - - - - -	136
28. Malawi - - - - -	138
29. Mali - - - - -	140
30. Mauritanie - - - - -	143
31. Maurice - - - - -	145
32. Mozambique - - - - -	147
33. Niger - - - - -	149
34. Nigéria - - - - -	151
35. Rwanda - - - - -	152
36. Sao Tomé-et-Principe - - - - -	155
37. Sénégal - - - - -	156
38. Seychelles - - - - -	158
39. Sierra Leone - - - - -	160
40. Somalie - - - - -	162
41. Soudan - - - - -	164
42. Swaziland - - - - -	166
43. Togo - - - - -	168
44. Tunisie - - - - -	170
45. Ouganda - - - - -	172
46. République-Unie de Tanzanie - - - - -	174
47. Zaïre - - - - -	176
48. Zambie - - - - -	179
49. Zimbabwe - - - - -	181
50. République arabe sahraouie démocratique - - - - -	182

## PARTIE II : ANNEXES STATISTIQUES

Notes explicatives - - - - -	187
Tableau 1 : Statistiques de base par pays et par sous-région - - - -	189
Tableau 2 : Coût total du programme en millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-région et pays - - - -	199
Tableau 3 : Ventilation du coût total du programme par secteur, source de financement, sous-région et pays - - - - -	203
Tableau 4 : Coût total du programme en millions de dollars E.-U. par secteur, source de financement, sous-région et pays - - - -	207
Tableau 5 : Ventilation du coût total du programme par secteur, source de financement, sous-région et pays - - - - -	211
Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette (1986-1990)	215

**VOLUME I**

**PARTIE I. : LA CRISE DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN ET RESUME DES  
CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

**PARTIE II. : PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE  
DE L'AFRIQUE**

**PREMIERE PARTIE : LA CRISE DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN ET RESUME  
DES CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

**1. INTRODUCTION**

1. Nous, ministres africains des affaires étrangères et ministres chargés du développement économique et de la planification, réunis à Addis-Abeba du 28 au 31 mars 1986 à l'occasion de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine et de la session extraordinaire de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, et agissant au nom de tous les gouvernements et peuples africains, avons examiné attentivement la détérioration rapide des conditions sociales et économiques de notre région et soumettons le présent document, conformément au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique adopté par la vingt et unième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la situation économique de l'Afrique.

2. En premier lieu, nous tenons à exprimer notre gratitude à la communauté internationale, aux gouvernements, au système des Nations Unies, aux organisations et institutions bénévoles ainsi qu'aux millions de personnes à travers le monde pour leur assistance généreuse en vue de soulager nos populations durant les catastrophes qui ont récemment affecté nombre de nos pays.

3. Nous demeurons sérieusement préoccupés par la profonde crise qui affecte nos structures sociales et économiques. Nous reconnaissons que cette situation compromet non seulement le processus de développement de nos économies, mais également la survie même de millions de personnes dans nos pays. La famine et la faim tragiques et désastreuses que nombre de nos pays ont connues à la suite de la sécheresse récente ont renforcé notre conviction quant à la nécessité pour nos gouvernements de prendre de toute urgence, à titre individuel et collectif, des mesures concertées en vue d'assurer un développement économique et social harmonieux de nos pays.

4. Pleinement conscients des potentialités de notre région, nous réaffirmons notre engagement total à assumer la responsabilité principale du développement de notre continent. Dans ce contexte, nous réitérons notre ferme attachement aux principes fondamentaux et aux objectifs à long terme du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos.

5. Nous tenons cependant à souligner que, si l'on veut assurer à notre région un avenir prospère, il importe que nos gouvernements, nos peuples et le monde entier se concentrent à court et moyen termes sur les priorités spécifiques qui prépareront la voie à l'autosuffisance nationale et collective et à une croissance et un développement auto-entretenus de nos économies. Nous réitérons, en conséquence, notre détermination à relever les deux défis de la survie et du développement grâce à la mise en oeuvre immédiate du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa vingt et unième session ordinaire, tenue à Addis-Abeba, du 18 au 20 juillet 1985. C'est dans ce contexte que nous soumettons le présent document à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

6. L'Afrique est profondément reconnaissante à l'Assemblée générale pour sa résolution 39/29 et la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique qui y est jointe en annexe ainsi que pour sa résolution 40/40 dans laquelle elle décidait de tenir, du 27 au 31 mai 1986, une session extraordinaire chargée d'examiner en profondeur la situation économique critique en Afrique, en mettant l'accent, de manière globale et intégrée, sur les problèmes de redressement et de développement à moyen et long termes ainsi que sur les défis auxquels font face les pays africains, dans le but de promouvoir et d'adopter des mesures concrètes et concertées. Pour nous, la session extraordinaire fait partie du processus engagé depuis trois ans englobant notamment des discussions et débats intensifs au niveau international sur la nature, les causes et les solutions à apporter à la crise économique et sociale de l'Afrique. C'est pourquoi, nous espérons sincèrement qu'à la fin de la session extraordinaire, la communauté internationale aura pris des engagements viables et pratiques avec les pays africains, engagements qui amorceront une nouvelle ère dans la coopération internationale avec le continent.

7. Pour préparer la session extraordinaire, les pays africains se sont efforcés d'évaluer soigneusement leur situation passée et actuelle. Des missions conjointes OUA/CEA ont été envoyées dans chacun des pays africains afin de permettre une pleine articulation des conceptions et besoins relatifs à l'exécution du Programme prioritaire. De vastes consultations ont également eu lieu à tous les niveaux sur le plan international pour veiller à ce qu'un tableau détaillé et équilibré de la situation de l'Afrique soit brossé à l'intention de l'ensemble de la communauté internationale.

8. Le présent document, qui est une synthèse d'une autocritique et des consultations mondiales, analyse la nature de la crise de développement de l'Afrique, les potentialités offertes pour son développement futur, et présente les grandes lignes et les mesures à prendre par nous et par la communauté internationale afin d'assurer l'amorce d'un véritable processus de développement dans tous nos pays. Ce document comprend deux volumes comportant chacun deux parties. La première partie du volume I présente une analyse de la crise africaine et des perspectives qui s'offrent à la région ainsi qu'un résumé de nos principales conclusions, y compris le cadre d'un mécanisme de suivi. La deuxième partie de ce volume contient une présentation analytique du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990). Compte tenu de l'hétérogénéité et de l'immensité de notre continent, les préoccupations et intérêts spécifiques des différentes sous-régions ont été mis en lumière en vue de montrer les différenciations croissantes entre régions et pays pris individuellement. Cette partie se termine par un chapitre qui brosse le tableau de la situation globale qui s'est dégagée des présentations de chacun des pays africains. La première partie du volume II donne un aperçu par pays pour chacun des 51 Etats africains. Chaque aperçu expose en détail, en cinq sections, l'évolution de la situation économique depuis 1980, les principaux domaines du Programme prioritaire de redressement de l'économie nationale, les principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale, les montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme prioritaire de redressement de l'économie nationale, 1986-1990 et le montant requis au titre du service de la dette au cours de cette même période. La deuxième partie du volume II comporte des appendices statistiques sur tous les pays africains.

9. Nos propositions renferment ce à quoi nos gouvernements et nos populations s'emploient et s'attachent ainsi que ce que nous attendons de la communauté internationale. Pour notre part, nous réitérons notre engagement à mobiliser toutes nos ressources en vue de la réalisation de nos objectifs de développement et à adopter individuellement et collectivement toutes les mesures et réformes nécessaires au redressement de nos économies et à la redynamisation du développement pour le bien-être de l'ensemble de nos populations. Nous sommes déterminés à ne reculer devant aucun sacrifice pour que ces objectifs soient atteints. Aussi envisageons-nous notamment de renforcer les mesures d'encouragement, de réviser les politiques d'investissements publics, d'améliorer la gestion économique en faisant notamment preuve d'une discipline et d'une efficacité plus grandes dans l'utilisation des ressources, d'encourager la mobilisation de ressources internes et d'assurer une plus grande participation de nos populations à la lutte contre la pauvreté, la famine et la faim, la maladie et l'ignorance. A cet égard, nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'engage à aider nos gouvernements et nos populations dans la réalisation des objectifs définis dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, qui devrait constituer pour nous Africains et la communauté internationale un point de référence commun et nous animer de la volonté de faire mieux et plus pour l'Afrique, en dégagant les moyens financiers et économiques et autres qui, en complétant ceux fournis par les gouvernements africains, contribueraient à atteindre les objectifs du Programme de redressement économique de l'Afrique.

10. Nous sommes convaincus que l'Assemblée générale, à l'occasion de sa session extraordinaire, accordera à nos propositions toute l'attention qu'elles méritent en prenant, sur la base de ce cadre, des engagements et des décisions concrets qui ne les sous-tendront que mieux, cela, en vue de permettre aux pays africains de parvenir à un développement autosuffisant et auto-entretenu et de mieux contribuer aussi au développement mondial.

## 2. LA CRISE ET LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

11. Entre 1983 et 1985, soit au plus fort de la situation d'urgence causée par la sécheresse qui a sévi, la crise économique en Afrique a fait l'objet de longs débats à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social. Ces débats portaient sur plusieurs rapports analysant les causes - lointaines et immédiates - de la situation économique en Afrique, et ont abouti à l'adoption, par l'Assemblée générale, à sa trente-neuvième session, de la résolution 39/29 à laquelle était annexée la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique.

12. Il est donc clair que non seulement l'Afrique, mais également la communauté internationale tout entière connaissent le sort des pays africains ainsi que les principales mesures à prendre pour sortir l'Afrique du sous-développement. Les effets dramatiques de la sécheresse ne sont en fait que la manifestation de la fragilité des structures socio-économiques. Sans minimiser l'incidence de la sécheresse dévastatrice, nous devons reconnaître que la sécheresse n'a fait qu'aggraver les multiples problèmes structurels des pays africains. Par conséquent, l'action principale doit être portée sur les causes fondamentales de la crise socio-économique au moyen de mesures de transformation structurelle durable. C'est pour cela que la communauté internationale a reconnu l'urgente nécessité d'oeuvrer de concert avec les gouvernements africains en vue d'opérer la transformation structurelle durable qui, seule, permettra à l'Afrique de s'engager sur la voie du développement et du progrès, et assurera sa participation effective à l'exploitation des énormes possibilités qu'offrent la science et la technologie modernes pour le progrès de l'humanité.

13. L'Afrique ne saurait, sans doute, accomplir cette tâche complexe sans le soutien actif de la communauté internationale. Cette session extraordinaire offre à la communauté internationale l'occasion de prendre des engagements fermes à l'égard de l'Afrique en vue de contribuer à jeter les bases des transformations structurelles des économies africaines conformément au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 adopté en 1985 par les chefs d'Etat et de gouvernement africains.

### Causes fondamentales de la crise

14. La crise économique en Afrique est due principalement à l'insuffisance des transformations structurelles et de la diversification économique nécessaires pour se débarrasser des structures économiques héritées du colonialisme, structures qui se caractérisent par une étroite interaction entre la pauvreté extrême et des niveaux de productivité dérisoires, étant donné les graves lacunes que l'on observe en ce qui concerne les infrastructures économiques et sociales, notamment les équipements, les capacités de recherche, les connaissances technologiques et la mise en valeur des ressources humaines, tous facteurs indispensables à une économie intégrée et dynamique. Dans cette partie du document, notre propos est de mettre l'accent sur les causes fondamentales de la crise cyclique de l'Afrique.

15. Vingt-cinq ans après l'indépendance, malgré tous les efforts, les structures économiques de base des pays africains n'ont pas fondamentalement changé. La plupart des pays africains sont encore largement tributaires d'un ensemble

très limité de produits primaires. Bien que, tout récemment, l'accent ait été mis sur la production alimentaire, la recherche, les services de vulgarisation, les investissements directs de même que les infrastructures de base dans ce secteur vital sont loin de bénéficier de l'attention accordée aux cultures d'exportation; en outre, les effets d'entraînement entre les secteurs économique et social sont encore si faibles que de nombreux pays africains ne profitent pas encore des avantages des interactions intersectorielles, indispensables à l'édification d'économies dynamiques, autosuffisantes et auto-entretenuës. Par ailleurs, du fait de l'absence d'une telle interdépendance, les économies africaines sont à la merci des vicissitudes des facteurs externes et ne peuvent donner l'impulsion nécessaire à un développement auto-entretenu, ni la capacité de résister aux chocs extérieurs. Fait particulièrement grave, le dualisme socio-économique qui s'observe dans le vaste secteur de l'économie de subsistance ou de semi-subsistance contribue encore pour 60 et 80 p. 100 du produit intérieur brut et continue d'exister parallèlement à des îlots monétaires imparfaits, dominés par des industries d'exploitation minière et autres. Ces îlots modernes qui produisent un nombre très limité de minéraux et de combustibles pour l'exportation sont, pour l'essentiel, tributaires des capitaux, du matériel et des compétences techniques étrangers; par suite, faute de devises, leurs activités sont sérieusement entravées. En fait, il est symptomatique qu'au cours des dix ou 20 dernières années, les pays producteurs de minéraux n'aient pas été en mesure, faute de capitaux, d'opérer le réaménagement tant souhaité de ce secteur.

16. La faible performance du secteur prédominant de l'agriculture reflète une tendance à la détérioration à long terme de la production agricole et de la production alimentaire par habitant et constitue un motif de vive préoccupation. Cette situation décevante est due essentiellement à une agriculture trop dépendante des pluies, à l'insuffisance des investissements, au manque de mesures d'incitation pour les agriculteurs, à la mauvaise application de la science et de la technologie, au manque de recherche et de vulgarisation, à l'absence d'une politique efficace des prix, de systèmes de commercialisation et de distribution, et aux contraintes des procédures administratives. Pendant la période 1971-1980, la production agricole n'a augmenté en moyenne que de 1,6 p. 100 contre 3 p. 100 par an pour les pays en développement pris ensemble. Cette situation est plus perceptible pour la production alimentaire. Alors que la population de l'Afrique augmentait à un taux annuel moyen de 2,8 p. 100 dans les années 70, l'augmentation de la production alimentaire totale de la région tout entière ne dépassait pas 1,5 p. 100, entraînant ainsi une baisse du taux d'autosuffisance alimentaire qui est tombé de 98 p. 100 dans les années 60 à 36 p. 100 en 1980. Au cours de la période allant de 1980 à 1984, le taux d'autosuffisance alimentaire a encore baissé car la production alimentaire n'a augmenté que de 1 p. 100 alors que la population s'est accrue de 3 p. 100. Il est évident que la production alimentaire n'a pas bénéficié de l'attention qu'elle mérite et qu'elle est restée bien inférieure à la production de cultures marchandes. Il n'est donc pas étonnant qu'avec l'accroissement de la demande alimentaire, le volume total des importations alimentaires ait augmenté à un taux annuel moyen de 8,4 p. 100 entre 1970 et 1980, sans parler de la dépendance accrue vis-à-vis de l'aide alimentaire. Il s'ensuit qu'aujourd'hui, un pays africain sur cinq dépend, pour sa survie, des importations alimentaires dont 25 p. 100 environ au titre de l'aide alimentaire.

17. En ce qui concerne les produits primaires, certains ont fait valoir qu'en dépit de la chute des prix, l'Afrique n'a d'autre choix que de lutter pour maintenir sa part du marché mondial des principaux produits d'exportation afin de se procurer les ressources en devises nécessaires à l'importation des produits destinés aux programmes de développement et à la consommation ainsi que pour maintenir la dette extérieure à un niveau supportable, sans accroître sa dépendance vis-à-vis des dons et des conditions imposées de l'extérieur. Il est évident qu'une telle politique ne pourrait se justifier que si elle contribuait à accroître les rentrées de devises étrangères, c'est-à-dire lorsqu'une évaluation des perspectives concernant les cours des produits primaires permettra de conclure que les coûts en devises étrangères de l'accroissement des exportations seront inférieurs aux recettes brutes tirées de ces exportations. A certains moments, les producteurs africains de produits primaires se sont inquiétés du fait que les recettes supplémentaires provenant de l'accroissement des exportations ne suffiraient à couvrir même pas les coûts de production des produits d'exportation supplémentaires. Les coûts intérieurs devraient également être pris en compte, surtout lorsque la production des produits d'exportation supplémentaires amène à utiliser des ressources qui auraient dû servir à des activités intérieures telles que la production de denrées alimentaires de base, ce qui réduirait la dépendance vis-à-vis des importations.

18. Le problème fondamental des politiques des pays africains réside dans la faible productivité de leurs économies; la lourde dépendance de la production nationale vis-à-vis des exportations; l'incapacité de diversifier les exportations et l'absence d'effets d'entraînement intérieurs. Par exemple, aucun pays africain n'est à l'heure actuelle parvenu à mettre en place des structures économiques modernes qui permettent, en fonction des fluctuations des marchés mondiaux, un mouvement aisé des ressources entre les activités de production des produits d'exportation et celles relatives à la production des produits pour la consommation locale, y compris les produits de substitution aux importations.

19. Ce sont là les aspects essentiels du problème structurel auxquels il faudrait faire face afin de maintenir le niveau de compétitivité des matières premières exportées par l'Afrique, d'accroître la valeur ajoutée de ces exportations par le biais d'une transformation et d'une utilisation accrues des matières premières d'exportation, afin de créer un environnement propre à favoriser l'accès des pays africains aux marchés mondiaux des produits manufacturés. Tant que ces problèmes structurels fondamentaux ne seront pas résolus et que les pays africains continueront à s'accommoder de leurs vieilles habitudes, à savoir produire les mêmes matières premières pour l'exportation dans les mêmes secteurs avec le même degré de dépendance vis-à-vis des importations d'équipements et de compétences, leurs efforts seront vains.

20. Il est donc évident que l'absence de transformations structurelles et le faible niveau de productivité de l'ensemble des économies africaines constituent les causes profondes de la crise économique et du sous-développement persistants de l'Afrique. Un accroissement substantiel du niveau de la productivité dans tous les secteurs, notamment dans l'agriculture, est par conséquent une condition sine qua non pour engager les économies africaines sur la voie du développement. De même, sans les transformations structurelles nécessaires, de nombreux pays africains ne pourront pas atteindre le stade

le développement autosuffisant et endogène, ainsi que la flexibilité structurelle qui leur permettra de jouer leur rôle de partenaires à part entière dans le système international, de s'adapter, à peu de frais, tant sur le plan social qu'économique, aux fluctuations des marchés internationaux et de répondre d'une manière durable aux besoins et aux aspirations sans cesse croissants de leurs populations.

21. S'il est vrai que les pays africains sont pleinement conscients du fait que les transformations structurelles nécessiteront un apport accru de ressources extérieures et davantage de soutien de la part de la communauté internationale pour faire face aux contraintes extérieures auxquelles se heurte le développement de l'Afrique, ils n'ignorent pas pour autant la nécessité pour eux d'un changement radical de priorités en matière de développement. Cette constatation ne s'est jamais aussi clairement vérifiée que dans le cas de certains pays africains devenus producteurs de pétrole, qui se sont rendus compte que sans les transformations structurelles fondamentales et les changements radicaux dans le choix des priorités de développement, la dépendance vis-à-vis des exportations pétrolières revient à remplacer tout simplement un type de monoculture par un autre, sans parler des graves problèmes économiques et sociaux qui en découleraient.

#### Autres facteurs expliquant la crise

22. Outre les causes fondamentales de la crise, il existe également d'autres facteurs qui, au fil des ans, ont contribué à provoquer des distorsions économiques et sociales importantes dans le développement de l'Afrique. Certains de ces facteurs sont endogènes, alors que d'autres sont exogènes.

##### a) Facteurs endogènes

23. Au nombre des facteurs endogènes, les plus défavorables sont les déséquilibres structurels qui se traduisent par des contrastes frappants entre le développement des zones urbaines et la pauvreté en milieu rural, par des disparités énormes dans la répartition du revenu et par des tendances divergentes observées entre les taux de natalité et ceux de mortalité avec pour conséquence un taux de croissance démographique intolérable étant donné les taux de croissance économiques actuels.

24. On compte également au nombre de ces facteurs endogènes l'insuffisance et/ou la mauvaise utilisation des ressources humaines et financières; des stratégies et politiques économiques inadaptées; une mauvaise gestion économique; l'insuffisance des infrastructures institutionnelles et matérielles; des valeurs, attitudes et pratiques sociales tenaces qui ne favorisent pas le développement; et l'instabilité politique qui s'est manifestée, entre autres, par l'accroissement rapide et considérable de la population de réfugiés.

25. Etant donné que le problème de population a toujours préoccupé certains milieux, il convient de le traiter en profondeur. La population africaine qui croît actuellement à un taux moyen annuel de 3 p. 100, serait d'après les estimations, de plus de 880 millions d'ici la fin du siècle et de près de 2 milliards d'ici l'an 2025.

26. Cela dit, il existe des différences considérables de taux de croissance démographique dans les différentes parties du continent, dont il faut tenir compte. Alors que certaines parties connaissent ou connaîtront bientôt des taux de croissance démographique insupportables, d'autres par contre, en particulier l'Afrique centrale, connaissent des taux de croissance démographique relativement faibles. En dépit de l'augmentation générale rapide de sa population, le continent africain, dont la densité est la plus faible du globe, est sous-peuplé. Toutefois, cela n'empêche pas de constater que le continent connaît un problème alimentaire en raison du faible niveau de productivité, de la rigidité des structures, du taux d'accroissement de la production alimentaire qui, de manière constante, a été inférieur au taux de croissance démographique. En conséquence, les efforts des pays africains devant tendre à obtenir le plus rapidement un taux de croissance de la production alimentaire au moins égal à celui du taux de croissance démographique. Ainsi, bien qu'une politique démographique doive être élaborée par chaque gouvernement, sur la base du Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population, adopté en 1984 par tous les gouvernements, il n'en demeure pas moins vrai que si les transformations structurelles et les mesures visant à accroître le niveau général de la productivité ne sont pas mises en oeuvre - sans parler des progrès à réaliser dans le domaine de la recherche agronomique dont le continent a si grand besoin - avec la détermination et la diligence nécessaires en vue de renverser les tendances à la baisse de la production, le spectre de la surpopulation continuera de hanter les décideurs sur un continent qui n'est en fait qu'à moitié peuplé.

#### **b) Facteurs exogènes**

27. La récession mondiale, la chute des prix des produits de base, la détérioration des termes de l'échange, la baisse en valeur réelle de l'aide publique au développement (APD), le protectionnisme croissant, les taux d'intérêt élevés, les fluctuations des monnaies, le lourd fardeau de la dette et du service de la dette des pays africains sont parmi les plus graves contraintes externes qui ont exacerbé la crise. La situation aurait été meilleure si la communauté internationale avait honoré ses engagements, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés et à plusieurs résolutions de la CNUCED sur le commerce et le développement. S'il est vrai que l'Afrique n'est pas la seule région touchée par cette conjoncture défavorable, elle n'a malheureusement pas les mêmes capacités que les autres régions pour atténuer l'impact de ces chocs extérieurs, en raison de la rigidité des structures et du fait que les économies africaines sont extrêmement extraverties et lourdement tributaires de l'extérieur.

28. Il convient de s'attarder un peu plus sur l'effondrement des cours des matières premières, sur le fardeau de la dette et du service de la dette ainsi que sur la diminution des flux de capitaux en raison de leurs effets particulièrement négatifs.

29. La récession mondiale et la diminution substantielle de la demande mondiale ont engendré une chute considérable des cours des produits de base, notamment ceux pour lesquels l'Afrique est relativement privilégiée et qui vont certainement demeurer sa principale source de devises. En termes réels, les cours des produits de base ont atteint en 1982 leur niveau le plus bas depuis

1940. Entre 1980 et 1983, les pertes en devises occasionnées par la chute vertigineuse des cours des produits de base se sont élevées à 13,5 milliards de dollars, soit 2 p. 100 de la production totale durant cette période.

30. L'accroissement rapide de la dette de la région et de son service ont eu des effets néfastes sur les économies africaines. Alors que le montant total de la dette peut paraître modeste par rapport à celui des autres régions endettées, le fardeau de la dette africaine est plus lourd que pour les principales nations endettées. Entre 1974 et 1985, la dette totale extérieure de l'Afrique, y compris la dette à court terme et le montant des arriérés accumulés, s'est multipliée par plus de 7 pour atteindre 175 milliards de dollars en 1985. Par rapport aux exportations et au PIB, le montant total de la dette extérieure de l'Afrique a plus que doublé entre 1974 et 1984, et représenté environ 50 p. 100 de son PIB. Le ratio du service de la dette a augmenté si rapidement et est devenu si difficile à gérer dans un grand nombre de pays africains que la région dans son ensemble a dû recourir à plus de 32 rééchelonnements en moins de trois ans. L'accumulation des arriérés d'année en année est devenue tellement courante que c'étaient 20 pays africains qui avaient des arriérés à la fin de 1984. Le rapport entre la capacité d'assurer le service de la dette et les obligations au titre du service de la dette avoisine 50 p. 100 dans de nombreux pays et, si l'on tient compte de l'ensemble des obligations au titre du service de la dette - y compris les arriérés, - ce ratio dépasserait 100 p. 100 dans de nombreux pays et atteindrait des niveaux insupportables pour certains pays.

31. De fait, la situation pourrait dégénérer bientôt en un véritable chaos si de nouvelles mesures ne sont pas prises d'urgence pour alléger le fardeau de la dette et de son remboursement. On s'attend à ce que, par suite de l'expiration des périodes de franchise, de la récente restructuration et de l'accroissement possible du montant des remboursements - notamment en ce qui concerne les prêts de la BIRD et du FMI - le service de la dette ne passe de son niveau annuel moyen de 4,3 milliards de dollars pendant la période 1980-1982 à plus de 14,6 milliards de dollars par an pour les années de 1986 à 1990. Les mesures prises actuellement pour l'allègement de la dette - dans le cadre du Club de Paris - se sont avérées insuffisantes dans l'ensemble car elles n'ont pas réussi à attirer de nouveau des crédits commerciaux adéquats et de fournir des capitaux supplémentaires. En outre, les commissions relativement élevées associées à de tels rééchelonnements ont souvent aggravé le problème de la dette. Dans plusieurs cas, les arrangements du Club de Paris sont limités de par leur nature, étant donné qu'ils excluent les prêts non privilégiés, les crédits à court terme et les dettes envers des institutions d'aide multilatérale, envers des pays socialistes et autres pays en développement, ce qui représente une composante considérable de la dette, représentant dans plusieurs cas près de 50 p. 100 de la dette totale.

32. L'effondrement des cours des produits de base, l'alourdissement du fardeau de la dette et la diminution rapide de la capacité à assurer le service de la dette ont encore été aggravés par une baisse des mouvements de capitaux. Les flux nets de ressources fournies par toutes les sources ont baissé d'environ 28 p. 100 entre 1980 et 1984 tandis que l'aide publique au développement (APD) baissait d'environ 9 p. 100 au cours de la même période.

### Solutions préconisées

33. Ces déséquilibres structurels entraînant une réduction du niveau de productivité et l'aggravation des tendances internes et externes, ont mis l'Afrique dans une position si précaire que seules des mesures radicales pourront empêcher l'économie africaine de s'effondrer et assurer la restructuration fondamentale et la réorientation des politiques permettant de mettre le continent sur la voie du développement endogène. Il faut par conséquent prendre des mesures audacieuses pour changer ces structures et mettre sur pied des économies plus dynamiques, autosuffisantes et auto-entretenues dans lesquelles la croissance économique et le développement seront davantage fonction de la demande intérieure. On y parviendra en adoptant une approche intégrée en matière de développement, qui tienne compte de l'interdépendance réelle des activités économiques sectorielles; en reconnaissant le rôle spécifique de l'alimentation et de l'agriculture en tant que secteur de production primordial et noyau essentiel des relations intersectorielles nécessaires; en substituant davantage les intrants locaux aux intrants provenant de l'étranger, en modifiant la nature et le type des biens et des services nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de la population; en renforçant la coopération sous-régionale et régionale et en encourageant l'exploitation et l'utilisation coordonnées des énormes ressources du continent, dans l'intérêt de nos peuples. Avant tout, ces efforts doivent se traduire par une productivité accrue dans tous les secteurs, et en particulier dans le secteur clé de l'alimentation et de l'agriculture.

34. Cela dit, il doit être souligné que l'accomplissement de cette tâche serait extrêmement difficile, sinon impossible, sans une amélioration des facteurs à la fois internes et externes susmentionnés qui ont aggravé la crise structurelle.

35. Sur le plan national, il convient d'accorder une attention spéciale au rôle joué par les ressources humaines. Il sera également nécessaire de mettre en oeuvre des mesures spéciales en vue d'assurer un développement et une utilisation appropriés des ressources humaines dans tous les domaines et secteurs, d'assurer une participation effective de la population au développement dans toutes ses dimensions, de développer les capacités d'entreprise des nationaux, dans les secteurs public et privé, et d'instaurer la justice dans les domaines politique, économique et social. Dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, en particulier l'attention doit porter sur les petits agriculteurs, plus particulièrement les femmes qui assurent l'essentiel de la production alimentaire dans la plupart des pays.

36. Des efforts particuliers devront être fournis pour améliorer la gestion économique des pays africains, grâce, entre autres, à une allocation et à une utilisation plus rationnelles des ressources; à l'amélioration des systèmes de gestion, des institutions et des pratiques du secteur public; à la restructuration des services publics pour qu'ils soient orientés davantage vers le développement; à l'amélioration du rendement des entreprises publiques et à une meilleure gestion de la dette extérieure et de l'assistance étrangère.

37. Chaque pays africain devra, en outre, accorder une importance spéciale à la politique démographique qui portera, entre autres, sur les taux élevés de fécondité, de morbidité et de mortalité, l'urbanisation rapide, et de la migration des zones rurales vers les zones urbaines et des zones urbaines vers les zones rurales, les problèmes des enfants et des jeunes et la protection de l'environnement, de manière à concilier les tendances démographiques l'utilisation rationnelle des sols, les modes de peuplement et la croissance économique et le développement souhaités.

38. Sur le plan international, il sera nécessaire d'améliorer l'environnement économique si l'on veut voir aboutir les mesures de restructuration économique ainsi que la réforme des politiques et des institutions. La communauté internationale doit, par ailleurs, aider l'Afrique à trouver des solutions inédites pour éliminer les graves obstacles exogènes qu'elle ne peut contrôler et qui, s'ils persistent, feront échouer tous les efforts de développement, si audacieux et si louables soient-ils.

39. Il est reconnu que pour atténuer la gravité de la situation africaine, d'importantes ressources supplémentaires accordées à des conditions préférentielles seront nécessaires. A cet égard, il est admis que certaines initiatives ont déjà été prises, mentionnons la facilité spéciale de la Banque mondiale pour les pays africains situés au sud du Sahara, la restructuration du Fonds d'affectation spéciale du FMI, le Programme spécial du FIDA pour les pays africains sud-sahariens victimes de la sécheresse et de la désertification et la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale du développement. Cependant, considérant l'ampleur de la tâche à accomplir, de telles initiatives, bien qu'appréciables et importantes, devront être prolongées et il faudra examiner de nouvelles propositions en vue de mobiliser le volume de ressources nécessaires pour permettre aux pays africains de résoudre leurs problèmes de transformation structurelle et de faiblesse de la productivité.

40. La grave sécheresse qui a sévi au cours des trois dernières années a énormément contribué à donner à l'Afrique une image peu enviable. Il est cependant établi qu'en dépit des tragédies humaines et sociales que le continent a connues dans un passé récent et du recul économique accusé ces dernières années, l'Afrique reste un continent aux potentialités immenses jusqu'ici inexploitées dans leur quasi-totalité. Les Etats africains se préoccupent maintenant essentiellement d'exploiter ces potentialités pour que le continent cesse d'être le maillon le plus faible du réseau d'interdépendance économique mondiale.

41. Les pays africains possèdent des potentialités de développement qu'il faut exploiter afin de permettre à leurs populations de jouir d'un niveau de vie décent. L'Afrique est un continent immense qui couvre près du quart des terres émergées et qui possède une culture authentique propre. En outre, elle recèle d'immenses ressources matérielles et humaines ainsi que des minéraux stratégiques. Par exemple, elle possède d'importantes réserves prouvées d'énergie commercialisable et de ressources énergétiques renouvelables telles que l'énergie solaire, le biogaz et l'énergie éolienne. L'Afrique a par ailleurs la capacité de jeter les bases de sa transformation socio-économique rapide et auto-entretenu une fois qu'elle parviendra à surmonter sa crise et ses difficultés actuelles. Loin d'être une cause perdue, l'Afrique est en mesure de devenir un membre valable et à part entière de la communauté internationale.

42. Les gouvernements africains se sont engagés à jeter les bases d'un redressement et d'un développement économiques durables grâce à la reconstruction et à la redynamisation de l'économie de leurs pays tel qu'envisagé dans le Programme prioritaire de redressement. Cette entreprise suppose des coûts et des sacrifices considérables que l'Afrique ne saurait, incontestablement, consentir ou endurer toute seule qu'au prix de souffrances indicibles pour ses populations. Toutefois, pour nécessaire qu'elle soit, l'aide au développement n'est pas une condition préalable à la reconstruction et au redressement que les pays africains doivent nécessairement entreprendre afin de s'affranchir des situations d'urgence chroniques telles que la sécheresse, les cyclones et la famine.

43. Dans cette lutte pour la survie et le développement, les gouvernements africains reconnaissent la nécessité de mobiliser et d'utiliser pleinement toutes les ressources locales. La coopération et l'assistance sollicitées auprès de la communauté internationale sont donc destinées à compléter les efforts considérables que les pays africains ont décidé de consentir dans les années à venir pour assurer leur développement économique. Ce faisant, l'Afrique insiste de nouveau sur la nouvelle ère de partage des responsabilités et d'association authentiques qui doit s'instaurer dans un monde interdépendant. En partageant les tâches que requiert le développement du continent africain dans le cadre d'une nouvelle entente, la communauté internationale contribuerait sans aucun doute à faciliter ces tâches ardues et pénibles et permettrait de les accomplir plus rapidement et à atténuer les souffrances humaines. Les pays africains sont convaincus que si la communauté internationale leur apporte l'appui nécessaire, ils peuvent, dans un proche avenir, mettre en place des mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux assez dynamiques, autonomes et interdépendants qui leur permettront de jouer leur rôle de partenaire véritable sur la scène économique internationale.

44. La crise du développement des pays africains n'est pas un problème exclusif à ce continent, mais concerne l'humanité tout entière. L'interdépendance et l'enchevêtrement des intérêts sont aujourd'hui une réalité vivante, aucune région du monde ne pouvant agir comme si elle était seule. Quand l'Afrique est malade, le monde est malade; une Afrique enlisée dans la stagnation ou vouée au retard économique constitue une menace pour la sécurité mondiale. En reconnaissant sa communauté d'intérêts avec l'Afrique, la communauté internationale devrait naturellement être amenée à satisfaire les besoins réciproques grâce à la coopération internationale pour le développement. En l'absence d'un développement économique soutenu dans les régions déshéritées du monde, dont l'Afrique est un exemple, les nobles idéaux de développement international équitable et de solidarité humaine risquent fort de passer pour des propos creux et sans aucune utilité et, au pire, pour un simple vernis. Aider les pays africains à s'affranchir de la pauvreté généralisée doit donc être une composante essentielle de toute stratégie internationale qui tendrait à créer des conditions mutuellement plus acceptables pour l'ensemble des populations du monde.

### 3. RESUME DES CONCLUSIONS ET DES PROPOSITIONS

#### A. Conclusions

45. Le présent chapitre est consacré aux conclusions issues de nos débats et aux propositions que nous avons formulées. Comme indiqué dans le chapitre précédent, nous avons la ferme conviction que les causes profondes de notre sous-développement et de la crise économique chronique sont l'absence de transformation structurelle et la faiblesse persistante de la productivité qu'aggravent divers facteurs exogènes et endogènes. Au nombre des derniers facteurs, l'on compte les déséquilibres structurels qui ressortent clairement des différences de niveau de développement entre les zones urbaines et le milieu rural et de la mauvaise répartition du revenu, les tendances divergentes de la natalité et de la mortalité, l'insuffisance ou la mauvaise utilisation des ressources financières et humaines, l'incohérence des politiques et stratégies économiques adoptées, la mauvaise gestion de l'économie, l'inefficience des infrastructures institutionnelles et matérielles, l'instabilité politique et la prédominance de valeurs, de pratiques et de comportements sociaux qui freinent le développement. Parmi les principaux facteurs exogènes négatifs figurent la récession mondiale, l'effondrement des cours des produits de base, la détérioration des termes de l'échange, la chute en valeur réelle de l'APD, la montée du protectionnisme, la hausse des taux d'intérêt et l'alourdissement de la dette et du service de la dette des pays africains.

46. Compte tenu de la position de faiblesse dans laquelle se trouvent les pays africains du fait des effets conjugués de ces facteurs, nous sommes convaincus que seules des mesures hardies et radicales permettront d'éviter la faillite des économies africaines, d'opérer une restructuration profonde et d'adopter des orientations qui mettront le continent sur la voie d'un développement auto-entretenu. Tout en étant conscients que la transformation structurelle exige, de la part de la communauté internationale, l'adoption d'une nouvelle approche de l'aide au développement, nous sommes également conscients de la nécessité, pour nos pays, de s'engager résolument à mettre en oeuvre le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990), d'où la nécessité pour l'Afrique et la communauté internationale d'élaborer un nouvel accord.

47. Compte tenu de cette situation, nos propositions ont pour objet de trouver des solutions aux problèmes à moyen et long termes, à la lumière des conclusions générales ci-après :

a) Puisque la transformation structurelle est une oeuvre de longue haleine, il est urgent de s'y atteler immédiatement. En tant que programme d'action, le Programme prioritaire de redressement économique permet de traduire les principes et objectifs généraux en activités précises, concrètes et opérationnelles qui seront entreprises au cours des années 1986-1990 en vue de jeter les bases d'un changement structurel durable et d'améliorer le niveau général de la productivité;

b) Pour mener à bien tout programme d'action en vue du redressement et de la relance de l'économie africaine, il est indispensable d'accorder la priorité absolue au redressement et au développement du secteur agricole, tout en attachant une importance particulière aux secteurs d'appui à l'agriculture

et au développement rural, à savoir l'industrie, les transports, la santé, l'enseignement et les autres services sociaux. Il est également urgent que soient prises des mesures radicales pour lutter contre la sécheresse et la désertification et assurer la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des ressources humaines;

c) Les pays africains ne devraient ménager aucun effort pour mener à bien le Programme prioritaire. Le Programme ne représente, cependant, que le strict minimum et l'essentiel des programmes d'investissement devant permettre aux économies africaines de faire face à la crise actuelle et au grave problème du sous-développement. L'exécution du Programme devrait par conséquent être considérée comme la première étape de la transformation structurelle;

d) Si l'Afrique se félicite de l'attitude très satisfaisante de la communauté internationale pendant la période critique qu'elle a traversée entre 1982 et 1985, il est néanmoins primordial que la communauté internationale aille maintenant au-delà des secours d'urgence pour appuyer les efforts déployés sur le plan national pour trouver une solution durable au problème structurel et chronique qu'est le sous-développement. En effet, si la communauté internationale s'engage à apporter les ressources additionnelles nécessaires pour financer le Programme, cela permettra de le mener à bien rapidement et représentera également un accord entre l'Afrique et la communauté internationale destiné à assurer le redressement, la croissance et le développement de l'économie africaine;

e) Pour réaliser cet objectif, l'appui de la communauté internationale devrait aller au-delà du simple apport de ressources financières. Il devrait également permettre d'atténuer la gravité des facteurs exogènes négatifs, offrant ainsi à l'Afrique la possibilité de jeter de nouvelles bases de développement, et de créer un environnement économique international plus sain pour le bien de tous;

f) La transformation structurelle de l'Afrique serait considérablement facilitée par l'élimination des barrières non tarifaires, en particulier, qui limitent l'accès des produits africains aux principaux marchés d'exportation. Il serait également possible d'entreprendre les transformations nécessaires en s'attaquant aux problèmes de l'instabilité des cours des produits de base et de la pénurie de devises et en donnant aux pays africains les moyens d'assurer la transformation, la commercialisation, la distribution et le transport de leurs produits de base;

g) Etant donné la gravité du problème de l'endettement de l'Afrique, il est nécessaire que la communauté internationale apporte son appui à un ensemble de mesures qui allégeront le lourd fardeau de la dette qui pèse actuellement sur les pays africains;

h) Si les pays africains ont en commun certaines caractéristiques socio-économiques importantes, il n'en demeure pas moins qu'il existe de grandes diversités d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre. Par conséquent, en examinant les problèmes socio-économiques de l'Afrique et la crise du développement, et en vue d'assurer un développement harmonieux et équitable, il est indispensable de tenir dûment compte des problèmes et des besoins particuliers de chaque pays et de chaque sous-région. En conséquence, nous

avons décidé de diviser l'Afrique en sept sous-régions en fonction de facteurs purement écologiques et économiques plutôt que de suivre les divisions traditionnelles qui ne tiennent compte que des accords de coopération économique.

## **B. Mesures proposées**

48. Sur la base des conclusions susmentionnées, un certain nombre de propositions sont jugées importantes et urgentes. Elles tiennent compte de la décision découlant de la résolution 40/40 de l'Assemblée générale, selon laquelle il convient d'axer les efforts sur les défis auxquels les pays africains ont à faire face en vue de promouvoir et d'adopter des mesures concertées et concrètes. Les propositions portent aussi bien sur les aspects du Programme prioritaire que l'Afrique s'engage à mettre en oeuvre à court, à moyen et à long termes, que sur ce qu'elle attend de la communauté internationale. Il convient de souligner que les propositions en vue d'une action aux niveaux national et international ne s'annulent pas les unes les autres et ne sont pas non plus exhaustives. Tout comme le Programme prioritaire, elles sont plutôt axées sur les domaines qui requièrent une action urgente ayant des effets immédiats et durables pour sortir de la crise.

49. Pour que ces démarches soient couronnées de succès, nous proposons qu'un nouvel ensemble de relations - une entente - s'établisse entre l'Afrique et la communauté internationale, laquelle reposerait sur le principe de la coresponsabilité, selon lequel le soutien massif qui sera apporté à l'Afrique serait renforcé par la détermination de plus en plus résolue des peuples africains et de leurs gouvernements à opérer eux-mêmes le redressement grâce aux sacrifices exceptionnels qu'ils consentiront pour mobiliser des ressources au niveau national, pour rentabiliser au maximum l'utilisation de ces ressources et pour les appuyer par des réformes et ajustements appropriés. Pour sa part, la communauté internationale s'engagera à adopter une nouvelle attitude dans le domaine de la coopération avec l'Afrique, qui sera en partie basée sur un accroissement substantiel des ressources accordées à des conditions extrêmement libérales, et surtout, à appliquer des mesures économiques et politiques importantes, qui permettront de renforcer la capacité de l'Afrique de mobiliser les ressources au niveau national, et qui conduiront à une amélioration sensible des facteurs exogènes dont il a été question au chapitre précédent.

50. Quant aux pays africains, ils sont, individuellement et collectivement, fermement résolus à appliquer de toute urgence toutes les mesures définies dans le Programme prioritaire pour permettre un redressement rapide des économies africaines et une amélioration notable des conditions de vie des populations. Nos propositions en ce qui concerne l'action aux niveaux national, sous-régional et régional sont les suivantes :

### **1. Capacité nationale de réaction en cas de catastrophe**

51. L'Afrique semble avoir surmonté la phase la plus critique de la situation d'urgence, mais il convient de reconnaître que de nombreux pays africains restent exposés aux changements climatiques et autres catastrophes naturelles, et qu'il s'écoulera un certain temps avant que ces pays soient en mesure de mettre en place les dispositifs requis qui leur permettront de faire face à de tels problèmes au cas où ils viendraient à se poser. Il serait donc souhaitable de mettre en place des capacités nationales de planification préalable pour

faire face aux situations d'urgence, auxquelles il conviendrait d'apporter un appui. Il s'agirait de systèmes d'alerte avancée efficaces et de dispositifs nationaux de sécurité alimentaire, afin de parer aux situations d'urgence et aux catastrophes éventuelles.

## 2. Priorité au développement agricole

52. Conformément au Programme prioritaire, et pour amorcer la transformation structurelle, les gouvernements africains sont résolus à donner une nouvelle impulsion au développement agricole, en accordant une attention particulière à des éléments tels que l'augmentation des niveaux de productivité et de production. Les huit principaux domaines d'investissement sur lesquels nous allons axer nos efforts sont les suivants : i) accroissement de la production vivrière; ii) mise en valeur des terres cultivables et amélioration des politiques en matière foncière; iii) développement de l'élevage et exploitation des productions animales; iv) culture attelée et mécanisation; v) stockage et commercialisation; vi) recherche et vulgarisation agricoles; vii) exploitation des ressources en eau; et viii) programme de reboisement et de lutte contre la sécheresse et la désertification. En outre, l'accent est mis sur des éléments tels que l'institution ou l'amélioration des politiques d'encouragement, l'établissement de prix agricoles rémunérateurs des mécanismes efficaces de crédit, des systèmes adéquats de distribution des facteurs de production, de réseaux d'instituts de recherche agronomique, ainsi que sur la diffusion de techniques agricoles appropriées, l'amélioration des réseaux de transports ruraux et les mesures visant à faire des exploitants ruraux - en particulier les femmes productrices de denrées alimentaires - de véritables agents du développement. Les problèmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la transformation des produits alimentaires aux niveaux national, sous-régional et régional feront l'objet de mesures appropriées. L'investissement total au titre du Programme prioritaire est estimé à 57,4 milliards de dollars, soit 44,8 p. 100 du coût total du Programme. Ce pourcentage est largement supérieur à l'objectif de 20 à 25 p. 100 du total des investissements publics sur lequel les gouvernements africains s'étaient engagés l'année dernière.

## 3. Autres secteurs d'appui à l'agriculture

### i) Développement et réhabilitation des industries agro-alimentaires

53. En raison de la dépendance de l'Afrique à l'égard de biens industriels importés en quasi-totalité, et de la nécessité pressante d'améliorer la capacité du continent à accroître la production vivrière, les principales actions durant la période 1986-1990 seront : l'implantation d'industries pour la production d'équipements d'irrigation et d'intrants agricoles, notamment de matériel et d'outils aratoires, ainsi que la transformation des matières premières et des biens intermédiaires; la restauration et la modernisation des usines existantes; le développement de la capacité d'utilisation des sources d'énergie renouvelables, notamment la biomasse et l'énergie solaire; l'installation de la capacité technique nécessaire à la production de pièces détachées et de composants et la formation dans ce domaine; et l'établissement sur le plan local de moyens pour la conception et l'élaboration de projets.

**ii) Développement des transports et des communications**

54. Dans ce domaine, les actions devront porter sur l'extension et l'entretien des routes de desserte et des routes d'accès; la réfection des moyens de transport et de communication existants; la fabrication de pièces de rechange pour la réparation et l'entretien, des véhicules, engins et matériels publics; l'utilisation de techniques à forte intensité de main-d'oeuvre pour mettre en place et entretenir l'infrastructure de transport; et la participation au développement de réseaux internationaux de transport multimodal; afin de favoriser le développement complémentaire des échanges intra-africains de matières premières industrielles et d'autres biens et services. Nous intensifierons nos efforts pour financer et mettre en oeuvre, en coopération avec la communauté internationale, la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

**iii) Commerce et finances**

55. Une attention particulière devra être accordée à l'amélioration des circuits de distribution pour le commerce intérieur et à l'amélioration des accords de marché en vue de modifier les modes actuels de consommation et favoriser la consommation des biens produits localement, faciliter le crédit rural et diversifier les structures commerciales, à la fois en ce qui concerne les marchandises et les marchés, dans le cadre des mécanismes mis en place dans la région pour promouvoir les échanges intra-africains et la coopération financière en Afrique.

**4. Lutte contre la sécheresse et la désertification**

56. Bien que les problèmes de la sécheresse et de la désertification nécessitent une approche à long terme, il est indispensable que les pays africains entreprennent une action immédiate aux niveaux national, sous-régional et régional. Cette action consisterait à exécuter un programme complet de lutte contre la sécheresse et la désertification visant à contenir et à contrôler les effets de la sécheresse et de la désertification sur le milieu naturel aussi bien que sur le processus de développement. Les gouvernements africains doivent donc s'engager à entreprendre et à poursuivre des politiques de boisement et de reboisement à grande échelle, à améliorer la gestion des ressources en eau, notamment des bassins fluviaux et des ouvrages d'irrigation, à protéger les écosystèmes communs et à exploiter de nouvelles sources d'énergie pour remplacer le bois de feu.

**5. Amélioration de la gestion de l'économie**

57. Les gouvernements africains reconnaissent qu'il est nécessaire de consentir de gros efforts en vue d'améliorer la gestion des économies africaines et de rationaliser les politiques d'investissement public, compte tenu notamment du rôle important que le secteur public continuera de jouer dans le développement de la région. Ces efforts nécessiteraient, entre autres, l'amélioration des systèmes, institutions et pratiques en matière de gestion publique; un meilleur fonctionnement des entreprises publiques; la réforme des services publics pour les orienter davantage vers le développement; une plus grande mobilisation de l'épargne intérieure; l'amélioration de la gestion financière, de l'administration des finances publiques et du contrôle des dépenses publiques

afin de promouvoir l'utilisation efficace des ressources, de réduire le gaspillage et de mieux répartir les ressources; la diminution des fuites de capitaux; une meilleure gestion de la dette extérieure et de l'aide étrangère. Il convient d'encourager le rôle positif joué par le secteur privé grâce à une politique conséquente et bien définie.

#### **6. Mise en valeur, planification et utilisation des ressources humaines**

58. Les gouvernements africains sont pleinement convaincus que la réussite de l'application des mesures proposées pour être efficaces requièrent la mise en valeur, la planification et l'utilisation efficaces des ressources financières ainsi qu'une pleine et entière participation des collectivités au processus de développement. A cet égard, il s'avère nécessaire d'adopter des politiques globales en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines et de les intégrer aux politiques et plans nationaux de développement. Durant les cinq prochaines années, l'accent sera mis sur le changement radical des systèmes d'éducation à tous les niveaux pour s'assurer que les aptitudes, connaissances et attitudes qui sont requises pour les tâches de développement de l'Afrique sont créées. Il sera accordé un rang de priorité élevé aux efforts visant à promouvoir les programmes d'alphabétisation des masses et d'éducation des adultes. L'utilisation efficace des ressources humaines, notamment l'adoption de mesures pour endiguer l'exode des compétences et assurer la stabilité socio-politique et les droits de l'homme bénéficieront d'un degré élevé de priorité de façon à permettre de réduire la dépendance excessive de la plupart des pays africains à l'égard d'experts étrangers qui sont devenus une importante source de fuite de devises et un élément important de l'assistance étrangère.

59. Nous nous engageons également à assurer de bonnes conditions de travail et à faire participer les femmes et les jeunes, notamment en milieu rural, au processus de développement.

#### **7. Renforcement du cadre institutionnel**

60. Une gestion sociale et économique appropriée ne sera possible que si les pays africains renforcent rapidement leurs institutions sociales et économiques à tous les niveaux. A cette fin, on s'efforcera de rendre les institutions africaines nationales et multinationales mieux à même de faire face aux défis du développement en améliorant leurs systèmes de gestion, en rationalisant leurs activités et en éliminant les chevauchements et les doubles emplois.

#### **8. Renforcement de la coopération africaine**

61. Des organisations sous-régionales existantes devraient être renforcées en vue de consolider la coopération africaine, conformément aux objectifs du Plan d'action de Lagos. Il faudrait en outre créer, le cas échéant, des organisations sous-régionales, en tenant compte des critères économiques, notamment des ressources naturelles, en vue de réaliser les objectifs susmentionnés.

## 9. Autres réformes

62. L'Afrique a prouvé, notamment par les mesures d'ajustement qu'elle a prises récemment, qu'elle était déterminée à venir à bout de sa crise économique et sociale. Il s'agit notamment des mesures d'ajustement des taux de change, des dispositions visant à alléger le fardeau de la dette, de la réduction des salaires et du gel des emplois. Bien que les tâches aient été difficiles et ardues, l'Afrique a reconnu la nécessité de s'y atteler et de consentir tous les sacrifices nécessaires. Dans les années à venir, les mesures d'ajustement à court terme devraient faire place à un processus de transformation structurelle à moyen et à long termes. Les mesures d'austérité continueront à être mises en oeuvre avec prudence par le biais de réformes monétaires et fiscales adéquates. Enfin, les politiques démographiques seront également adoptées toutes les fois que le besoin s'en fera sentir.

## 10. Problèmes sous-régionaux

63. Compte tenu de la diversité des sous-régions et des pays africains, il a été décidé de formuler les propositions suivantes en tenant compte des problèmes particuliers rencontrés par les groupes de pays dans leurs efforts visant à accélérer la croissance économique :

a) Les pays les plus gravement touchés par la sécheresse et la désertification, à savoir ceux de la région du Sahel, plus le Soudan, l'Ethiopie, la Somalie, le Mozambique, le Botswana et le Lesotho éprouvent de plus en plus de difficultés à trouver les ressources intérieures nécessaires à l'application du Programme prioritaire. Ils se heurtent également à des problèmes dans l'élaboration de programmes de redressement du fait d'options économiques limitées, à la suite de conditions climatiques défavorables. En fait, pour certains de ces pays, en particulier ceux du Sahel, le chemin de l'autosuffisance alimentaire est parsemé d'embûches en raison notamment de leur incapacité de mobiliser localement plus de 4,21 p. 100 des fonds dont ils ont besoin et de leur dépendance à l'égard de l'extérieur pour le reste. Ainsi donc, pour remédier aux problèmes liés à l'environnement, au développement et à l'homme, des programmes de reboisement et de reforestation, de mise en valeur et d'utilisation des ressources en eau devront être mis sur pied et des investissements effectués pour exploiter des sources d'énergie destinées à remplacer le bois de chauffe et le charbon de bois dans le cadre de la protection de l'environnement. Il s'agira notamment de concevoir et de mettre au point de petits fourneaux à gaz, à charbon et à pétrole à l'usage des communautés rurales. En outre, des variétés xérophiles devront être développées.

b) Les pays africains insulaires sont, quant à eux, pratiquement coupés du continent du point de vue des transports et des communications, des échanges et d'autres facteurs sociaux, à la différence des pays des Caraïbes, qui entretiennent des relations avec les pays de l'Amérique du Nord qui ont une économie forte. Il faudra mettre au point un programme spécial pour aider ces pays à établir des relations commerciales et des liaisons de transport avec le continent et le reste du monde. Il faut disposer de ressources supplémentaires pour mettre en oeuvre des programmes tendant à protéger ces pays contre les effets dévastateurs des cyclones, des ouragans et des inondations.

c) Bien des pays des sous-régions de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique australe, de l'Afrique du Centre et des pays de l'Afrique de l'Ouest sont entre autres des pays enclavés et figurent parmi les pays les moins avancés. Dans le cas des pays de l'Afrique australe, ils sont soumis à une déstabilisation provoquée de l'extérieur. Ces pays ont besoin d'une assistance spéciale en matière de recherche agronomique tropicale et subtropicale. La recherche agronomique locale n'a jusqu'ici porté que sur la diversification des cultures, les espèces variétales à rendement élevé et la lutte contre les insectes. Ces pays sont également appelés à procéder d'urgence à des travaux de recherche approfondie sur les méthodes de lutte contre les maladies animales telles que la peste bovine, la fièvre aphteuse et la mouche tsé-tsé. En outre, les problèmes de stockage, de transport et de transit, qui sont tout aussi aigus, nécessitent également d'énormes investissements.

d) Certains pays de la sous-région de l'Afrique du Nord connaissent des déficits considérables de la balance des paiements comme l'indique l'alourdissement du fardeau du service de la dette. Le développement agricole dans certains pays a enregistré un ralentissement du fait de la sécheresse, de la pénurie d'eau, de la désertification et de l'érosion des sols sans cesse croissantes.

64. L'Afrique s'attend à ce que la communauté internationale s'engage résolument à soutenir les efforts individuels et collectifs que déploient les pays africains en vue de mener à bien le Programme prioritaire et d'ouvrir ainsi une nouvelle ère de coopération internationale entre l'Afrique et le reste du monde, conformément aux propositions que nous formulons au paragraphe ci-dessus. Les propositions pratiques que l'Afrique souhaite formuler dans ce contexte sont les suivantes :

#### 1. Engagement sur une base commune

65. Le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, offre le cadre nécessaire à une transition entre des actions immédiates et à court terme et la relance de programmes à long terme de développement socio-économique auto-entretenus. Cela étant, il est essentiel que la communauté internationale accepte, dans sa totalité, le Programme prioritaire en tant que texte fondamental pour la réorientation des programmes d'assistance. L'accord ainsi accepté mutuellement par l'Afrique et la communauté internationale constituerait une base universelle pour la programmation conjointe et l'élaboration de schémas directeurs et autres mécanismes pour la relance des économies africaines et leur transformation finale. Si la communauté internationale considère les priorités des pays africains dans ce cadre, la solidarité du reste du monde avec les pays africains permettra sans doute d'obtenir les résultats escomptés.

#### 2. Amélioration de l'environnement et des structures de coopération

66. S'il est généralement admis que chaque donateur bilatéral ou multilatéral a ses propres règles et procédures, il existe toutefois quelques domaines où des changements pourraient utilement intervenir. Pour soutenir comme il se doit les efforts faits par les pays africains pour favoriser le redressement économique et le développement à long terme, des mesures doivent être prises

---

pour améliorer les structures et le cadre de coopération. Pour ce faire, les actions suivantes sont recommandées :

- a) Passer du soutien de projets au soutien de programmes prioritaires des pays africains en vue de définir des critères d'évaluation à moyen terme;
- b) Utiliser en priorité des compétences nationales et africaines;
- c) Coordonner l'aide en vue d'une plus grande efficacité dans l'exécution de programmes spécifiques. A cet égard, la communauté internationale doit rationaliser la coordination de ses politiques en matière d'aide en vue d'un soutien plus efficace à l'exécution du Programme prioritaire;
- d) Instituer un mécanisme chargé de veiller au respect des engagements pris par les donateurs en matière d'assistance à l'Afrique;
- e) Evaluer le degré d'efficacité de l'assistance technique fournie à l'Afrique.

### 3. Amélioration de la situation sur le plan externe

67. Tout en reconnaissant que nombre de problèmes liés aux facteurs externes aggravant la situation en Afrique doivent être examinés dans de nombreux autres contextes, les pays africains sont convaincus que des mesures peuvent être prises concernant certains aspects des problèmes externes. Un consensus sur certains d'entre eux serait bénéfique à l'Afrique et créerait une situation économique plus favorable pour tous. Il s'agira notamment :

- a) D'adopter dans les autres pays des politiques qui favorisent la croissance plutôt que le ralentissement de l'économie mondiale;
- b) De mettre un terme aux politiques protectionnistes en éliminant notamment les barrières non tarifaires qui bloquent l'accès des produits africains à certains marchés importants;
- c) De renoncer aux politiques agricoles et commerciales qui ont des effets néfastes sur les programmes d'exportation et de diversification;
- d) De créer et renforcer les structures visant à fixer les prix justes et rémunérateurs et à stabiliser les recettes d'exportation des produits primaires africains. Si des prix à la production élevés et des profits garantis forment un aspect essentiel des réformes internes, il convient, sur le plan international, de signer des accords sur les produits primaires et de mettre en place des systèmes de financement compensatoire pour éviter la baisse vertigineuse des recettes d'exportation qui a été une constante pendant la première moitié des années 80 et qui a compromis la mise en oeuvre d'une stratégie de développement agricole cohérente;
- e) De renforcer la coopération internationale et l'appui de la communauté internationale en vue de donner aux pays africains les moyens d'assurer la transformation, la commercialisation, la distribution et le transport de leurs produits de base destinés à l'exportation.

#### 4. Redressement économique et problèmes de la dette

68. Il a été difficile d'estimer la dette extérieure de l'Afrique en raison de la diversité des définitions proposées. Certaines données sont disponibles en ce qui concerne certains éléments tels que les rachats effectués par le FMI, les intérêts sur la dette à court terme, les paiements au titre de la dette à long terme non garantie et des arriérés; par contre, d'autres données se limitent aux crédits publics et à la dette commerciale garantie par les pouvoirs publics. Par exemple, dans sa dernière publication intitulée Financement des ajustements par la croissance en Afrique au sud du Sahara, 1986-1990, la Banque mondiale a estimé que les obligations au titre du service de la dette en ce qui concerne 25 pays susceptibles de bénéficier du concours de l'IDA s'élevaient à 6 milliards 887 millions de dollars par an pour la période 1986-1990, contre 9 milliards 497 millions de dollars par an pour huit pays de l'Afrique au sud du Sahara n'appartenant pas à cette catégorie de pays et pour lesquels on dispose de données, ont été estimées à 7 milliards 244 millions par an les obligations des pays de l'Afrique du Nord. Les estimations pour les autres douze pays africains au sud du Sahara sont de 898 millions de dollars. Ceci donne un total de 24 milliards 516 millions de dollars par an en moyenne pour l'ensemble des pays africains. Les paiements au titre du principal et des intérêts de la dette des pays se décomposent comme suit :

**Tableau 1. Service prévu de la dette, y compris la dette privée non garantie**  
(Moyenne annuelle pendant 1986-1990)

	En millions de dollars
<b>Pays ayant droit aux prêts de l'IDA (25)</b> (Banque mondiale)	
Principal	3,910
Intérêt	2,967
Total partiel	6,877
<b>Autres pays ayant droit aux prêts de l'IDA (4)</b> (Estimations de la CEA)	
Principal	0,357
Intérêt	0,109
Total partiel	0,466
<b>Autres pays au sud du Sahara n'ayant pas droit aux prêts de l'IDA (8)</b> (Banque mondiale)	
Principal	5,268
Intérêt	4,229
Total partiel	

**Tableau 1. Service prévu de la dette, y compris la dette privée non garantie**  
(Suite)

(Moyenne annuelle pendant 1986-1990)

En millions de dollars		
Autres pays au sud du Sahara n'ayant pas droit aux prêts de l'IDA (8) (Estimations de la CEA)		
Principal	0,305	
Intérêt	0,127	
Total partiel		0,432
Afrique du Nord (5) (Estimations de la CEA)		
Principal	5,377	
Intérêt	1,867	
Total partiel		7,244
Total (50 pays)	24,516	

69. Les chiffres donnés pour chaque pays dans les aperçus généraux qui figurent dans la première partie du volume II du présent document ne concernent que les crédits publics et la dette commerciale garantie par l'Etat et constituent des projections fondées sur le montant de la dette au 31 décembre 1983. Le tableau d'ensemble qui se dégage de ces données est le suivant :

**Tableau 2. Projections concernant le service de la dette, non compris la dette privée non garantie**

(Moyenne annuelle pendant 1986-1990)

En millions de dollars		
Crédits publics		
Principal	24 692	
Intérêt	12 674	
Total partiel		37 366
Crédits commerciaux		
Principal	28 080	
Intérêt	7 721	
Total partiel		35 801
Service total de la dette		
Principal	52 772	
Intérêt	20 395	
Total partiel		73 167
Montant remboursable par an		14 633

Quel que soit le chiffre considéré, la gravité de l'endettement de l'Afrique est incontestable. Les obligations annuelles au titre du service de la dette s'échelonneront entre 14,6 milliards de dollars et 24,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Il est certain que cela dépasse les moyens et la capacité des pays africains. C'est pourquoi, des mesures appropriées doivent être prises de toute urgence par la communauté internationale pour alléger le fardeau de la dette africaine et, partant, permettre à la région de se pencher sur ses problèmes de redressement économique.

70. En conséquence, les objectifs à atteindre sont les suivants :

a) La conversion de la dette au titre de l'APD et de ses intérêts en dons;

b) La conversion des dettes publiques non contractées au titre de l'APD et les paiements au titre du service de ces dettes exigibles au cours de la période visée par le Programme prioritaire (1986-1990) en prêts à long terme remboursables sur 30-40 ans à des conditions de faveur assorties d'une période de grâce de 10 ans;

c) L'amélioration du cadre actuel de renégociation des dettes commerciales, le plafonnement et la diminution des taux d'intérêt perçus sur les dettes commerciales et la consolidation des paiements au titre du service de ces dettes et leur remboursement sur une longue période à des conditions libérales contribueront à alléger les obligations des pays africains au titre du service de la dette;

d) Assurer un flux adéquat et automatique des ressources à des conditions hautement libérales qui permettrait aux pays africains de réaliser une croissance économique soutenue.

##### 5. Appui aux réformes envisagées par les pays africains

71. Il importe d'appuyer les réformes que les pays africains ont considérées comme nécessaires et que nombre d'entre eux ont déjà entreprises. Si l'on n'aide pas les pays africains à augmenter leur capacité d'importation au cours de la période considérée, de nombreuses réformes seront en particulier compromises. A titre d'exemple, l'Afrique devra importer davantage d'engrais, de pesticides, de tracteurs, de pièces détachées et autres matériels pour redresser l'économie. Pour ce faire, les pays africains proposent ce qui suit :

a) L'aide hors projets - en particulier l'appui à la balance des paiements - aux pays africains devrait être considérablement accrue au cours de la période 1986-1990;

b) Les pays et organismes donateurs acceptent d'assouplir les conditions d'achat et les procédures administratives afin d'assurer les décaissements rapides au profit des pays africains des fonds devant servir à l'achat de facteurs de production et à appuyer les réformes;

c) Les pays et organismes donateurs augmentent de façon substantielle leurs budgets d'aide et accélèrent le décaissement des fonds destinés à appuyer les réformes;

d) Il faudrait dépolitiser la conception de l'aide.

#### 6. Appui financier au Programme prioritaire de l'Afrique

72. Le Programme prioritaire fixe des priorités parmi les nombreuses priorités des pays africains. Aussi l'appui que la communauté internationale devrait apporter pour son exécution devrait-il être considéré comme une assistance spéciale à un Programme spécial. Les ressources extérieures de l'ordre de 45,6 milliards de dollars qui doivent être mobilisées grâce à l'assistance extérieure au cours de la période considérée concernent le seul Programme prioritaire et représentent en moyenne 9,1 milliards de dollars par an.

73. La différence a été calculée sur la base de certaines hypothèses. Sur le montant total d'environ 25,6 milliards de dollars par an nécessaire à l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, les pays africains vont mobiliser 16,5 milliards de dollars en moyenne par an. Toutefois, 9 milliards environ seront constitués de ressources étrangères destinées à couvrir les importations nécessaires à la réalisation des programmes nationaux. Même s'il est possible de compenser ces montants par un accroissement des recettes d'exportation consécutivement à une augmentation du volume des exportations et à un relèvement des prix des produits primaires, hypothèse qui dépendrait de l'amélioration de la conjoncture internationale, les pays africains auraient toujours à faire face au problème qui consisterait à ramener le niveau actuel des importations au moins à celui de 1980, objectif qui pourrait nécessiter un accroissement du volume actuel des ressources. L'écart de 9,1 milliards de dollars par an (soit 45 milliards 600 millions de dollars pour la période de cinq ans comme l'indique le tableau 8) constituerait une assistance financière supplémentaire qui sera précisément affectée au financement du Programme prioritaire.

74. En outre, nous devons tenir compte des obligations au titre du service de la dette des pays africains au cours des cinq prochaines années. Ainsi qu'indiqué plus haut à la section d), le service de la dette se chiffrera entre 14,6 et 24,5 milliards de dollars par an si l'on se fonde sur les données disponibles. Toutefois, si nos propositions sur les moyens d'alléger la dette sont acceptées, le service de la dette en serait facilité d'autant. Par exemple, la conversion des dettes et des intérêts au titre de l'APD en dons permettrait d'alléger le fardeau d'environ 3 à 5 milliards de dollars par an. La consolidation de la dette publique non contractée au titre de l'APD et de son remboursement en prêts à long terme remboursables en 30 et 40 ans avec une période de franchise de 10 ans, permettraient un allègement supplémentaire de 4 à 6 milliards de dollars par an. Les pays africains n'auront donc plus qu'à supporter le service de la dette commerciale estimée entre 7 et 11 milliards de dollars par an. Si, ainsi que nous l'avons proposé plus haut, les taux d'intérêt prélevés sur cette dette commerciale étaient réduits et les paiements au titre du service de cette dette rééchelonnés à long terme, le sort des pays africains s'en trouverait amélioré. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de quantifier l'incidence de ces mesures.

75. Nos propositions font clairement apparaître que si l'aide internationale ne servait qu'à compléter les investissements nécessaires pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire sans pour autant permettre d'alléger sensiblement le poids du service de la dette, le sort des pays africains pourrait être pire

à la fin qu'au début de la période considérée. Cela d'autant plus que l'obligation des pays africains au titre du service de la dette passera de 4,3 milliards de dollars par an au cours de la période 1980-1982 à un niveau situé entre 14,6 et 24,5 milliards de dollars par an au cours de la période couverte par le Programme prioritaire. Même si toutes les ressources locales mobilisées pour financer l'exécution du Programme prioritaire étaient utilisées pour le service de la dette, les pays africains ne seraient cependant pas en mesure d'honorer leurs engagements, et encore moins de disposer de fonds pour financer l'exécution du Programme. Aussi la question fondamentale en ce qui concerne l'accord en question est de savoir ce que la communauté internationale fait pour alléger les obligations des pays africains au titre du service de la dette.

### C. Mécanismes de suivi

76. L'application des décisions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sera primordiale pour le succès du Programme de redressement de l'Afrique. En conséquence, la mise en place d'un mécanisme efficace de suivi et de surveillance représente un élément important du Programme global d'action visant à résoudre la crise sociale et économique de l'Afrique. Chacun est d'accord sur l'absolue nécessité d'instituer un mécanisme permanent de surveillance de l'application du Programme prioritaire de façon à définir au plus tôt les problèmes et goulots d'étranglement, et de prendre sans tarder des mesures correctrices. C'est pourquoi il convient de souligner que l'expérience montre qu'il est souvent trop tard pour appliquer de telles mesures lorsqu'on évalue les programmes à posteriori. Il est également indispensable de disposer d'un mécanisme de suivi et de surveillance pour tenir la communauté internationale informée des progrès réalisés à chaque étape de l'application du Programme prioritaire.

77. Les principes généraux qui sont à la base de la mise en place d'un mécanisme de suivi, aux niveaux national, régional ou international sont de deux types :

a) Le mécanisme devrait être simple et pratique et ne devrait pas entraîner des dépenses supplémentaires trop importantes;

b) Dans la mesure du possible, l'accent devrait être mis sur le renforcement des institutions existantes plutôt que sur la création de nouvelles institutions.

78. Toutefois, une entente entre l'Afrique et la communauté internationale pour exécuter le Programme de redressement devrait aussi comporter un élément de responsabilité mutuelle en ce qui concerne le suivi des actions engagées conformément aux décisions de la session extraordinaire. Cela implique, outre le mécanisme de suivi déjà mis en place au niveau national, la création d'un mécanisme commun de suivi des gouvernements et de la communauté des donateurs, selon les besoins de chaque pays. Un tel mécanisme assurera le suivi et l'évaluation tant des actions gouvernementales du pays considéré que des actions de la communauté internationale des donateurs. Il sera enfin nécessaire de conclure un accord relatif à l'examen et à l'évaluation périodique des actions au niveau international. Nous allons maintenant étudier ces deux mécanismes dans le détail.

1. Mécanisme commun de la communauté internationale et des gouvernements pour l'évaluation et le suivi des actions au niveau national

79. De nombreux pays africains ont acquis une expérience précieuse dans le cadre des groupes consultatifs et des tables rondes 1/. Toutefois, ces mécanismes se réunissent de manière ponctuelle et leurs responsabilités sont limitées. Le plus souvent, les discussions portent sur les apports financiers, encore que, ces derniers temps, les questions d'élaboration et de réforme des politiques aient été abordées. Il est rare que les problèmes de la dette et du service de celle-ci soient examinés dans ces instances, car ils sont considérés comme la chasse gardée des clubs de Paris et de Londres. Pourtant, il ressort clairement de notre analyse, qu'il serait totalement irréaliste de séparer les questions relatives à la dette et au service de la dette des problèmes d'apports financiers et de réformes fondamentales. Ces trois éléments sont interdépendants et il ne serait que logique qu'ils soient traités ensemble.

80. Le rôle de mécanismes tels que les groupes consultatifs et les tables rondes est également limité par le fait qu'ils ne se réunissent pas régulièrement. Le caractère ponctuel de leurs activités fait que de nombreuses décisions fondamentales sont prises de façon bilatérale, au milieu d'une coordination inadéquate et sans que l'attention nécessaire soit accordée aux besoins à long terme. A cet égard, il convient de rappeler qu'il a déjà été recommandé que les pays africains mettent en place un mécanisme de suivi adéquat. Nous proposons en conséquence la création d'un nouveau mécanisme, qui aurait les caractéristiques suivantes :

a) Il devrait s'agir d'un comité conjoint regroupant des représentants de haut niveau des gouvernements intéressés et de hauts responsables des principaux pays donateurs bilatéraux et multilatéraux et des institutions financières;

b) Afin de faire comprendre le principe de la coresponsabilité tel que défini dans l'accord, deux présidents devraient être appelés à présider les réunions du mécanisme de suivi et d'évaluation facultatif, l'un étant désigné par le gouvernement du pays hôte et l'autre par les donateurs opérant dans le pays intéressé;

c) Le mécanisme de suivi et d'évaluation réunira périodiquement, au moins deux fois par an, surtout au début et, de préférence, une fois dans le pays hôte et la fois d'après, dans la capitale de l'un des principaux pays donateurs;

---

1/ Des groupes consultatifs organisés avec l'aide de la Banque mondiale ont été réunis pour les pays suivants : Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Ouganda, Sénégal, Somalie, Soudan, Zaïre et Zambie. Des préparatifs sont en cours afin d'organiser des groupes du même genre pour la Guinée et la République-Unie de Tanzanie. Des tables rondes ont été également tenues avec l'assistance du PNUD pour les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Mali, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tchad et Togo.

d) Certes, chaque gouvernement et chaque groupe de donateurs concernés devraient avoir la faculté de déterminer le mandat de chaque mécanisme de suivi et d'évaluation; il faudrait cependant s'inspirer des éléments suivants :

- i) Aider à mettre en oeuvre les engagements souscrits au titre de l'accord pour l'ensemble de la période visée par le Programme prioritaire dont les activités et tâches s'échelonnent en phases annuelles;
- ii) Ces programmes et tâches viseront les flux de ressources, l'allègement du fardeau du service de la dette et les mesures pratiques à mettre en oeuvre par les différents gouvernements et la communauté internationale;
- iii) Evaluer et suivre l'application des engagements souscrits par les différents donateurs et gouvernements;
- iv) Aider à revoir et actualiser le programme d'action national; et
- v) Le mécanisme de suivi et d'évaluation assurera régulièrement la liaison avec le Comité directeur permanent et lui fournira les renseignements nécessaires en ce qui concerne l'exécution du Programme prioritaire au niveau national.

## 2. Mécanisme continental de suivi

81. En adoptant le Programme prioritaire, les chefs d'Etat et de gouvernement africains se sont mis d'accord sur un programme précis et global de suivi aux niveaux national, sous-régional et régional. Les dispositions les plus importantes sont la création d'un comité directeur permanent regroupant 15 pays pour assurer le suivi de la mise en oeuvre du programme et pour faire rapport périodiquement à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Le Comité directeur permanent de l'OUA jouera le rôle principal de catalyseur, d'animateur et de liaison avec la communauté internationale pour tout ce qui sera fait aux niveaux national, sous-régional et continental, conformément au paragraphe 111 du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990. Ce comité directeur permanent bénéficie des services conjoints d'un secrétariat mixte OUA/CEA. En fait, c'est le Comité directeur permanent qui a coordonné l'élaboration des propositions destinées à la session extraordinaire.

## 3. Au niveau international

82. Il a été proposé que l'Assemblée générale procède tous les trois ans, à partir de sa quarante-troisième session, à un examen et à une évaluation des progrès réalisés dans l'application des décisions adoptées à sa session extraordinaire. Nous proposons en outre que cela ait lieu lors de la session ordinaire et que trois à quatre jours y soient consacrés. A cet effet, nous suggérons que l'Assemblée générale, à sa session précédant cette rencontre,

établisse un organe préparatoire. Il appartiendra évidemment au Secrétaire général des Nations Unies de mobiliser les ressources du Secrétariat en collaboration avec le système des Nations Unies tout entier pour suivre et surveiller l'exécution du Programme prioritaire au niveau international.

83. Pour notre part, nous nous engageons à soumettre à cet organe préparatoire et, par son intermédiaire, à l'Assemblée générale, un rapport détaillé sur les progrès réalisés dans l'application des décisions adoptées par celle-ci en procédant de la même manière que lors de l'élaboration du présent document.

**DEUXIEME PARTIE : PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT  
ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990**

84. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 est un programme d'action qui s'inspire du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos dont la philosophie, les principes et les objectifs sont aujourd'hui plus pertinents que jamais. Ainsi, les objectifs suivants : changement radical dans les méthodes de production et de consommation, transformation structurelle dans les domaines sociaux et économiques, croissance et développement économiques accélérés et intégration des économies de la région, continuent d'être d'une importance capitale. Le Programme prioritaire traduit tous ces principes généraux en une série d'activités et de politiques bien orientées, pratiques et opérationnelles devant être mises en oeuvre dans les années 1986-1990, de façon à jeter les bases pour une réforme structurelle durable et un niveau général de productivité accrue.

85. Tout en attirant l'attention sur les facteurs extérieurs négatifs qui ont aggravé la situation en Afrique, le Programme révèle que les lacunes dans les politiques de développement ont été, en partie, responsables de la détérioration rapide et continue des structures sociales et économiques de la région. Le Programme est donc la preuve manifeste de la détermination des chefs d'Etat africains à prendre un certain nombre de mesures politiques visant à remédier aux lacunes des méthodes employées jusqu'ici.

86. Le Programme prioritaire de l'Afrique met un accent particulier sur le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, ce qui est naturel, compte tenu de l'importance vitale des secteurs économiques africains et de la nécessité de veiller à ce que les pays africains n'aient plus à subir les conséquences désastreuses et humiliantes de la famine. Il convient de mentionner, à cet égard la décision de porter le niveau des investissements dans le secteur agricole jusqu'à 20 ou 25 p. 100 de la totalité des investissements publics. En mettant particulièrement l'accent sur l'économie agricole, le Programme prioritaire vise à relancer les forces internes les plus dynamiques en vue de la croissance et du développement. Le Programme reconnaît que la satisfaction des besoins alimentaires des populations africaines dépend du renversement rapide de la tendance à la baisse de la productivité dans les zones rurales. La solution du problème de l'accroissement de la pauvreté des masses et la relance concomitante de la demande intérieure dépendent en grande partie aussi de l'amélioration rapide des revenus ruraux. Par ailleurs, pour nombre de pays africains, la capacité d'accroître les recettes en devises nécessaires pour le maintien de la croissance, dépend de la redynamisation effective du secteur rural. A un niveau plus structurel, le développement du secteur rural constitue le seul, voire l'unique moyen, de rompre avec le dualisme socio-économique déformant et tenace et de veiller à ce que tous les Africains participent plus activement au processus de développement. Le problème de la faiblesse de la productivité se pose dans presque tous les secteurs économiques et sociaux, mais c'est dans le secteur de l'agriculture et du développement rural (qui fournit leur subsistance à environ 80 p. 100 de la population africaine), que ses conséquences se font le plus sentir.

87. Toutefois, le Programme prioritaire ne néglige pas le fait que pour exploiter de façon efficace les ressources agricoles de l'Afrique, les rapports entre l'agriculture et d'autres secteurs, notamment l'industrie et les infrastructures, doivent être renforcés et déterminés davantage. Ainsi, le Programme s'efforce-t-il de situer la transformation du secteur agricole dans le contexte global de la transformation structurelle de l'économie tout entière. Par conséquent, le Programme envisage l'établissement de relations structurelles solides entre l'agriculture et l'industrie grâce à la fourniture d'instruments et d'outils aratoires, d'engrais et de pesticides ainsi que la transformation des produits alimentaires et autres produits agricoles. L'accent est mis sur les liens avec les infrastructures économiques, notamment les voies de desserte et d'accès, le stockage, la commercialisation et la distribution, les services de santé et d'éducation, la recherche dans le domaine des technologies agricoles et de nouvelles variétés de cultures plus adaptées.

88. L'importance des services d'appui à l'agriculture a été démontrée de façon éclatante en 1985 lorsque des pluies normales ont entraîné une amélioration de la situation alimentaire et permis à quelques pays de dégager des excédents alimentaires substantiels. Le fait le plus frappant est que de nombreux pays ont éprouvé des difficultés à gérer les excédents en raison de l'insuffisance des infrastructures de transport, de stockage et de traitement, si bien que dans certaines régions, une grande partie des récoltes a été perdue, alors que celles-ci auraient pu contribuer au renforcement des programmes de sécurité alimentaire nationaux ou régionaux. Si l'on n'applique pas rapidement des mesures en vue de prévoir les déficits ou les excédents agricoles grâce aux systèmes d'alerte avancée FAO-OMM, cette expérience pourrait fort bien décourager les producteurs.

89. Une des principales questions examinées dans le Programme prioritaire est la mise en valeur et l'utilisation rationnelle des ressources humaines en Afrique. Le Programme tient compte du fait que le développement global des économies africaines dépendra en dernier ressort de la formation des ressources humaines nécessaires à la formulation, la planification, l'application et la gestion des programmes de développement. A cet effet, le Programme prioritaire définit des domaines particuliers et énumère les stimulants destinés à atténuer la gravité du problème de l'exode des compétences et à améliorer les conditions de vie et de travail dans les zones rurales afin de juguler le fléau qu'est l'exode de la main-d'oeuvre agricole qualifiée et des jeunes.

90. En adoptant le Programme prioritaire, les gouvernements africains sont pleinement conscients des gigantesques efforts nationaux à déployer pour sa mise en oeuvre efficace. L'Afrique est consciente que son programme de redressement porte sur de nombreux domaines dont les problèmes devront être résolus dans un délai de cinq ans. Cependant, l'Afrique est pleinement convaincue que ce programme représente le strict minimum nécessaire pour renforcer les capacités des pays africains à faire face à toute crise future, en limitant au maximum les coûts en ressources humaines et en matériels. Les gouvernements africains sont donc déterminés à consentir tous les sacrifices et à procéder à toutes les réformes nécessaires aux plans individuel et collectif pour assurer l'application du Programme. Déjà, les mesures de redressement souvent pénibles que la plupart des pays africains ont prises ces derniers temps témoignent de la détermination et de l'engagement des gouvernements et des dirigeants africains à entreprendre les actions nécessaires à la réussite du Programme.

91. Cependant, il faut souligner que les récentes expériences qu'ont connues un certain nombre de pays africains dans l'élaboration et l'exécution des divers programmes d'ajustement ont révélé l'existence de nombreux obstacles de taille, dus à des facteurs externes qui échappent aux pays eux-mêmes. Tout d'abord, des proportions importantes des ressources externes qui devaient servir à soutenir les efforts d'ajustement ont dû souvent être utilisées pour payer des dettes considérables, ce qui a réduit le volume réel et effectif de l'assistance destinée à soutenir les programmes d'ajustement. Deuxièmement, la baisse continue des cours des produits d'exportation compromet les capacités des pays africains d'accroître leurs ressources intérieures et de disposer des devises nécessaires pour soutenir les programmes d'ajustement. Troisièmement, les taux d'intérêt élevés et la fluctuation des taux de change constituent un obstacle majeur à l'exécution des programmes. Il arrive souvent que les pays africains aient à payer des sommes supérieures aux profits réels qu'ils tirent de certains programmes d'ajustement. Ces problèmes nécessiteront une attention particulière de la part de la communauté internationale et notamment des institutions et des organisations internationales.

92. Pour sa part, l'Afrique est déterminée à perfectionner tous les instruments et politiques nécessaires à l'application des réformes structurelles définies dans le Programme prioritaire. Ainsi que celui-ci le recommande, les pays africains sont prêts à accorder une attention particulière aux problèmes que sont des mesures d'incitation appropriées et la politique de fixation des prix agricoles. Pour accroître la productivité, les pays africains ont réaffirmé leur engagement à fixer des prix rémunérateurs pour les produits, à assurer en temps opportun l'approvisionnement en intrants agricoles à des prix abordables, à améliorer l'efficacité des systèmes de commercialisation, à faciliter l'accès aux crédits et à garantir aux masses un approvisionnement suffisant en biens de consommation. Les gouvernements africains ont une fois de plus reconnu la nécessité qu'il y a à gérer leur économie de façon plus efficace afin d'éviter le gaspillage et d'accroître la productivité des investissements. Les mesures politiques spécifiques envisagées par chaque pays dans le cadre du Programme prioritaire sont définies dans les profils nationaux qui figurent dans la première partie du second volume du présent document.

93. Cependant, il va sans dire que les défis que les pays africains doivent relever nécessitent le soutien sans réserve de la communauté internationale dans un certain nombre de domaines sensibles. L'Afrique est, bien entendu, reconnaissante à la communauté internationale pour sa réaction très positive lors de la grave crise qu'elle a traversée de 1982 à 1985. C'est grâce à ce geste de solidarité humaine de tous les peuples du monde avec l'Afrique que la région dans son ensemble a pu atténuer les effets et les conséquences dramatiques de la famine. Toutefois, il est vital que la communauté internationale envisage de soutenir les efforts déployés par les pays africains en vue de résoudre définitivement les problèmes structurels et chroniques de sous-développement et du déclin socio-économique. Ce n'est que lorsque ces conditions seront réunies que l'Afrique pourra assurer son développement grâce à ses propres ressources et à ses propres efforts.

94. Le soutien de la communauté internationale devrait se situer à plusieurs niveaux et se traduire de diverses façons.

### 1. Sur le plan financier

95. Afin d'évaluer avec exactitude ses besoins en ressources, l'Afrique a calculé, pays par pays, le coût total du Programme prioritaire national élaboré dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990). Les estimations faites selon les diverses modalités de financement montrent le volume des ressources que les pays africains seront en mesure de mobiliser au niveau national pour soutenir leurs programmes prioritaires, et celui qu'ils recevront de la part des donateurs, calculé sur la base des indications fournies par les organismes et pays donateurs. L'appoint, devant être apporté par des sources extérieures, constitue un problème clef soumis à l'examen de la présente session extraordinaire de l'Assemblée générale. En effet, c'est l'engagement total de la communauté internationale à combler ce déficit qui permettra à l'Afrique d'exécuter le Programme prioritaire intégralement. Un tel engagement constituera un accord entre l'Afrique et la communauté internationale, qui aura pour objectif de permettre à l'économie africaine d'amorcer son redressement, sa croissance et son développement.

### 2. Sur le plan économique général

96. Cependant, il convient de noter que le déficit prévu dépendra étroitement de l'évolution de la conjoncture nationale ou internationale au cours des cinq prochaines années. Des facteurs tels que les termes de l'échange de l'Afrique, les politiques suivies dans les pays développés et la bonne santé de l'économie mondiale influenceront sans aucun doute sur le volume des ressources extérieures dont l'Afrique aura besoin pour financer son programme prioritaire. En outre, aucun effort n'est épargné pour accroître l'épargne intérieure afin de créer les ressources nécessaires, mais la capacité des pays africains de créer les fonds de contrepartie nécessaires à l'exécution des projets du Programme prioritaire demeure très faible. Ce problème aura sans doute de sérieuses incidences sur l'exécution du Programme. Il est en conséquence demandé à la communauté internationale des donateurs d'accepter de financer la totalité des projets du Programme prioritaire, à l'exception des salaires et rémunérations des ressortissants des pays employés à l'exécution de ces projets.

97. Il doit toutefois être souligné que l'appui de la communauté internationale ne doit pas se limiter aux ressources financières. Ces facteurs exogènes dont nous avons déjà parlé au deuxième chapitre nécessitent des solutions. Il s'agit, encore une fois, du fardeau de la dette des pays africains, de l'effondrement des cours des produits de base, de la montée du protectionnisme, des taux d'intérêt élevés et des fluctuations que connaissent les principales devises. Des solutions pratiques à ces problèmes permettraient dans une grande mesure d'accroître la capacité de l'Afrique de jeter de nouvelles bases de développement et d'instaurer un climat économique international plus sain, dans l'intérêt du monde entier.

### 3. Sur le plan de l'environnement économique international

98. Bien que l'amélioration des politiques intérieures et l'accroissement des flux financiers soient indispensables, le commerce international a un rôle crucial à jouer dans le processus de la relance et du développement. A cet égard, il est important d'instaurer un environnement international favorisant la croissance plutôt que le recul économique qui ne peut qu'être préjudiciable

aux Etats africains. Cet environnement sera largement amélioré grâce aux politiques favorisant la croissance adoptées par le reste du monde. La transformation structurelle de l'Afrique serait grandement facilitée par l'élimination des barrières, et en particulier les mesures non tarifaires, qui restreignent l'accès des produits africains aux principaux marchés d'exportation. Ces restrictions ne s'appliquent pas uniquement aux produits manufacturés mais aussi aux divers produits agricoles et aux minéraux. Les intérêts de l'Afrique doivent être effectivement pris en compte dans les négociations multilatérales proposées au sujet des échanges commerciaux. La communauté internationale se doit de renoncer à l'adoption des politiques agricoles ou concernant le commerce extérieur qui ont des retombées négatives sur les programmes africains ayant trait à la diversification des produits et à l'exportation. Les efforts doivent être intensifiés afin de réduire l'instabilité des prix et des recettes qui gênent sérieusement les pays exportateurs de produits de base, notamment les pays africains. Il serait avantageux d'assurer une transparence accrue sur les marchés mondiaux de matières premières et d'encourager une organisation et une conduite meilleures des activités d'exportation et d'importation. De nombreux pays seraient favorables à une réduction des taux d'intérêt, laquelle permettrait d'alléger immédiatement le service de la dette. De même, une plus grande stabilité des taux de change, notamment des monnaies fortes, serait salubre.

99. L'Afrique est convaincue que le problème de la dette est d'une acuité telle qu'il exige une attention immédiate et particulière. Les modes de financement actuels exceptionnels, dont le rééchelonnement fréquent des obligations, l'épuisement des réserves et une accumulation toujours plus importante d'arriérés, font planer sur les pays africains la menace d'un coût prohibitif en termes d'insolvabilité, d'insécurité et d'instabilité financières. Il convient, par conséquent, que la communauté internationale s'engage à appuyer un ensemble de mesures propres à débarrasser les pays africains du lourd fardeau de la dette, au cours des cinq prochaines années. L'élément clé d'un tel règlement d'ensemble, à prendre sérieusement en considération par la communauté internationale, a été fourni au troisième chapitre du présent document.

**a) Financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990**

100. Sur les 128,1 milliards de dollars nécessaires au financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, 82,5 milliards, soit environ les deux tiers du total, ont déjà été ou vont être mobilisés par les gouvernements africains à partir de ressources intérieures. Les ressources extérieures nécessaires ne représentent donc plus que 35,6 p. 100 du coût total du Programme prioritaire, c'est-à-dire 45,6 milliards de dollars. Les tableaux ci-dessous présentent une récapitulation du financement que requiert le Programme prioritaire, par secteur. Selon les informations recueillies auprès des Etats membres, environ 10 p. 100 de ce déficit font l'objet de négociations plus ou moins avancées en vue d'un appui extérieur.

---

**Tableau 3. Ressources requises pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990**  
(en millions de dollars)

Secteur	Coût total	Ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues	Ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	57 434,1	40 288,4	17 145,7
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	60 110,5	36 675,8	23 435,1
Sécheresse et désertification	3 408,9	1 505,5	1 903,4
Mise en valeur des ressources humaines	7 151,0	4 017,7	3 132,9
Total	128 104,5	82 487,4	45 617,1

Source : CEA.

**Tableau 4. Ressources requises pour l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990**  
(en pourcentage)

Secteur	Coût total	Ressources intérieures déjà mobilisées ou prévues	Ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	100	70,1	29,9
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	100	61,0	39,0
Sécheresse et désertification	100	44,2	55,8
Mise en valeur des ressources humaines	100	56,2	43,2
Total	100	64,4	35,6

Source : Calculer à partir des chiffres du tableau 3 et des appendices statistiques figurant dans le Volume II.

101. Ces tableaux mettent clairement en évidence les efforts considérables déployés par les gouvernements africains en vue de mobiliser des ressources intérieures pour financer le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990.

102. La répartition des ressources extérieures totales nécessaires par secteur est donnée dans le tableau ci-après :

**Tableau 5. Ressources extérieures totales nécessaires**

Secteur	Montant (en millions de dollars)	Pourcentage du coût total	Pourcentage des ressources extérieures totales nécessaires
Agriculture	17 145,7	13,4	37,6
Autres secteurs d'appui à l'agriculture	23 435,1	18,3	51,3
Sécheresse et désertification	1 903,4	1,5	4,2
Mise en valeur des ressources humaines	3 132,9	2,4	6,9
Total	45 617,1	35,6	100,0

Source : CEA.

103. Les ressources extérieures nécessaires sont, en valeur, plus élevées pour d'autres secteurs d'appui à l'agriculture viennent ensuite les secteurs de l'agriculture, de la mise en valeur des ressources humaines et de la sécheresse et de la désertification. Tandis que 51,36 p. 100 de l'ensemble des ressources extérieures nécessaires concernent les "autres secteurs d'appui à l'agriculture", 37,6 p. 100 vont à l'agriculture proprement dite. Ainsi, les deux secteurs qui sont au coeur même du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, représentent 38,9 p. 100 du montant que les gouvernements africains doivent obtenir de l'extérieur. La mise en valeur des ressources humaines et la sécheresse et la désertification représentent respectivement 6,9 et 4,2 p. 100 du financement extérieur total nécessaire.

104. Il conviendrait que l'aide que la communauté internationale doit apporter à l'Afrique en vue d'une application réussie du Programme prioritaire soit considérée comme une assistance spéciale à un programme prioritaire spécial. L'importance du montant (45,6 milliards de dollars) devant être financé par des sources extérieures en 1986-1990, soit en moyenne 9,1 milliards de dollars par an, montre à quel point le Programme prioritaire est unique en son genre.

**b) Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, mesures d'ajustement et réformes générales**

105. Au cours des dix dernières années, un grand nombre de pays africains ont pris d'importantes mesures et entrepris des réformes profondes, essentiellement avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale, pour faire face à la détérioration rapide de leur situation économique et créer les conditions nécessaires au rétablissement d'une croissance normale. Les mesures de réforme intérieures ont eu, dans de nombreux cas, des incidences profondes et ont consisté notamment en des ajustements des taux de change, en des mesures fiscales

et monétaires, et en des changements structurels - allant de l'amélioration de la gestion à la mise sur pied et à la modernisation des moyens de production, dans l'agriculture en particulier - et en des réformes institutionnelles portant sur le rôle des entreprises publiques, le secteur privé, les circuits de distribution et les réformes fiscales.

106. Au cours des quelques dernières années, 20 pays africains ont dévalué leur monnaie. Certains ont même dévalué plusieurs fois. La gestion de la demande par le biais de réformes budgétaires constitue l'un des moyens de stabilisation utilisés par les pays africains. Presque tous les pays ont inclus dans leurs programmes d'ajustement des objectifs précis en matière de croissance des dépenses et des recettes ainsi que des mesures appropriées pour y parvenir. Parmi les mesures généralement appliquées pour contenir les dépenses, il faut citer la limitation ou la réduction des traitements et salaires des fonctionnaires, le gel des salaires et la suspension des recrutements. Les mesures adoptées en vue d'accroître les recettes étaient notamment l'augmentation des droits de douane et des taxes indirectes sur une vaste gamme de produits et l'imposition d'une taxe sur les voyages et les exportations de produits minéraux.

107. De nombreux pays ont dû conclure des arrangements de réaménagement avec leurs principaux créanciers afin de pouvoir poursuivre leurs efforts d'ajustement. Ce qui a aggravé la situation et limité la marge de manoeuvre de nombreux pays lors de l'élaboration de leurs propres programmes d'ajustement, c'est l'insistance de nombreuses banques et même de bailleurs de fonds bilatéraux à lier un programme global avalisé par le FMI à un accord de réaménagement de la dette. Néanmoins, les arrangements destinés à soulager les pays du fardeau de la dette n'ont jusqu'à présent soulagé que temporairement les pays concernés, car ceux-ci auront à faire face dans quelques années à un problème d'endettement plus grave.

108. Les programmes d'ajustement n'ont pas permis un accroissement du PIB, mais ont permis de réduire le déficit financier. Les rares exceptions sont des pays comme le Ghana où, de ce fait, les conditions de vie ont commencé à s'améliorer considérablement. Bien que la réduction du taux d'inflation ait été l'un des principaux objectifs des programmes de stabilisation dans les pays africains, rares sont ceux qui ont réussi à réduire sensiblement ce taux. En ce qui concerne la balance des paiements, on n'a enregistré aucun accroissement des exportations dans la plupart des pays africains. En raison de cette situation, qui tient à la fois aux prix et à des questions de volume, de nombreux pays ont été contraints de réduire considérablement leurs importations, ce qui a eu des conséquences néfastes sur les nouveaux investissements et l'approvisionnement en facteurs de production essentiels.

109. La conclusion générale qu'on peut tirer de ce qui précède est que les mesures d'ajustement adoptées jusqu'à présent par les pays africains ne leur ont guère permis d'atteindre les objectifs généraux qu'ils se sont fixés, à savoir rétablir l'équilibre intérieur et extérieur et retrouver un rythme de croissance soutenu.

110. Les résultats peu satisfaisants des programmes d'ajustement peuvent s'expliquer par un certain nombre de facteurs. D'abord et avant tout, les programmes d'ajustement ont pu avoir été conçus, élaborés et exécutés sans

aucune considération des réalités des pays africains. Deuxièmement, les programmes n'ont pas duré assez longtemps pour résoudre le grave problème de la transformation structurelle et de la faiblesse de la productivité.

111. La plupart des arrangements concernant les crédits ont été conclus pour moins de deux ans alors que les problèmes africains sont essentiellement de nature structurelle et nécessitent des programmes d'ajustement également de nature structurelle qui doivent être exécutés à long terme pour porter leurs fruits. Troisièmement, les mesures de gestion de la demande semblent avoir gravement affecté les programmes d'investissement dans de nombreux pays. L'inflation par exemple n'est pas strictement un phénomène lié à la demande dans les pays africains et uniquement déterminé par une expansion excessive du crédit intérieur. La rigidité des structures, en particulier dans l'agriculture et les systèmes de distribution ainsi que l'inflation importée qui affecte la structure des coûts intérieurs, constituent également d'importants facteurs influant sur l'accroissement des prix intérieurs. Quatrièmement, l'environnement international n'a pas été particulièrement favorable au processus d'ajustement des producteurs de produits primaires en général et des producteurs africains en particulier. La récession dans les pays développés s'est traduite par une baisse de la demande et une chute des prix des produits africains, entraînant ainsi de graves conséquences pour les recettes en devises et les recettes publiques. Cinquièmement, l'assistance extérieure, grâce à laquelle les pays espéraient combler leur déficit en matière de change, n'a pas été fournie à temps, à de bonnes conditions et en quantité suffisante, ou alors elle était assortie de l'obligation d'adopter des mesures de politique intérieure socialement inacceptables pour la plupart des pays.

112. Le Programme de redressement contient, comme on l'a déjà souligné, des mesures destinées à accroître la capacité de l'économie, avec un accent accru sur l'agriculture et d'autres secteurs d'appui à l'agriculture. Il s'agit là d'une condition indispensable à la bonne exécution du Programme, étant donné que l'agriculture reste la base de l'économie des pays africains. L'exécution du Programme de redressement permettra sans aucun doute d'améliorer les résultats déjà obtenus grâce aux mesures d'ajustement et aux réformes générales appliquées jusqu'à présent dans les pays africains, étant donné que le Programme d'ajustement met plus que jamais l'accent sur les mesures d'incitation, l'épargne, l'investissement et sur les politiques sectorielles destinées à accroître la productivité.

---

## 5. ANALYSE ET PROBLEMES AU NIVEAU SOUS-REGIONAL

### Introduction

113. Si les pays africains présentent certains traits économiques et sociaux communs qui font du continent une entité originale, il convient de reconnaître que celui-ci est également hétérogène et extrêmement diversifié. Vouloir donc en donner une image globale serait plus qu'insuffisant. D'où la nécessité d'informations détaillées sur les problèmes qui se posent à l'Afrique, afin de dégager une image plus exacte de la réalité et de mieux attirer l'attention sur les problèmes communs propres aux différentes sous-régions. Mais faire un exposé détaillé des problèmes de l'Afrique amène à se poser la question de la méthode à adopter.

114. Il suffit de regarder la carte de l'Afrique pour constater immédiatement d'énormes différences dans l'environnement, le climat, les établissements humains et les cadres sociaux et culturels. Des plaines fertiles au climat tempéré que ponctuent çà et là de hautes montagnes, on passe directement à des zones désertiques, arides, au climat sec et inhospitalier, qui à leur tour se transforment en savanes, au climat instable, mais offrant de grandes possibilités pour la production de céréales et l'élevage. Les zones forestières, chaudes et humides, ont des caractéristiques et des problèmes qui leur sont propres, tandis que les îles qui entourent le continent et les pays sans littoral dont le nombre s'élève à 15, ont des problèmes de transport, de transit et de communications particuliers.

115. C'est pour ces raisons que les organisations continentales et régionales, telles que l'OUA et la CEA, ont institué différents types de regroupements afin de pouvoir aborder de façon plus précise les problèmes propres aux différentes sous-régions. Les groupements établis par l'OUA obéissent à des critères essentiellement politiques, tandis que la méthode adoptée par la CEA consiste à faciliter une meilleure coopération économique au niveau sous-régional.

116. Comme ces différentes approches pourraient ne pas convenir entièrement à la méthode de présentation détaillée qu'on souhaite adopter dans le présent document, il a été décidé de distinguer à cet effet, sept groupements sous-régionaux, définis en fonction de pays présentant les mêmes particularités écologiques ou connaissant les mêmes problèmes économiques.

Ces sept groupements sous-régionaux sont les suivants :

A. Les quatre îles de l'océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles;

B. Les pays de l'Afrique de l'Est qui sont au nombre de neuf : Burundi, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan et Tanzanie;

C. Les pays de première ligne de l'Afrique australe, au nombre de huit : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe;

D. L'Afrique centrale qui comprend sept pays : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et Zaïre;

---

E. Le Sahel qui comprend neuf pays : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad;

F. Les pays non sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, qui sont au nombre de huit : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria, Sierra Leone et Togo;

G. Les pays de l'Afrique du Nord : Algérie, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Tunisie et RASD.

#### A. Les pays insulaires de l'Océan Indien

117. Les principaux obstacles au développement de cette zone de l'océan Indien sont d'ordre physique, démographique et économique. L'éparpillement de plus d'une centaine d'îles dans un rayon de 1 500 km, rend extrêmement difficiles les communications entre ces îles. Chaque Etat est en quelque sorte éclaté, sauf Madagascar. Mais la grande Ile présente sur le plan intérieur les mêmes inconvénients que les petites, à savoir un relief très accidenté d'origine volcanique qui constitue un handicap majeur à la mise en place d'une infrastructure routière ou ferroviaire.

118. Les superficies de ces Etats, sauf celle de Madagascar, sont si faibles que les surfaces cultivables sont réduites et doivent être utilisées rationnellement, d'autant plus que les sols ont tendance à s'appauvrir. Ces pays sont périodiquement soumis à des phénomènes météorologiques, comme les cyclones ou les inondations provoquées par de fortes pluies, qui entraînent la destruction des produits agricoles, réduisant à néant les efforts et les investissements.

119. La population de chaque Etat est relativement faible sauf pour Madagascar. Néanmoins, les densités démographiques sont parmi les plus élevées de l'Afrique de l'Est et peuvent atteindre 520 habitants au kilomètre carré, comme à Maurice. Ramenée à la superficie cultivable, la densité de population de Madagascar est élevée. La diminution des taux de mortalité et l'existence de taux de natalité élevés provoquent une accélération inquiétante des taux de croissance démographique que ni Madagascar ni les Comores n'arrivent à maîtriser. Ces taux de croissance expliquent la forte proportion d'enfants par rapport aux adultes, ce qui constitue une charge pour le développement de l'économie, qui souffre également d'une insuffisance de main-d'oeuvre qualifiée et de cadres.

120. La production locale de ces pays reste très faible, restreinte principalement à l'agriculture. Les produits d'exportation sont le café, les essences de parfum, notamment l'Ilang-ylang, la vanille, le girofle, le sucre, la cannelle et les produits de la pêche. Les quantités exportées étant minimes par rapport à la production mondiale, sauf pour la vanille dont Madagascar et les Comores sont respectivement premier et deuxième producteur mondial, ces pays ne sont en mesure ni d'imposer, ni d'influencer les prix d'exportation qui sont déterminés par les grands producteurs en fonction des stocks. Leur unique débouché permanent est la France et la Communauté économique européenne.

121. L'inexistence de ressources naturelles et la faiblesse des productions vivrières et manufacturières entraînent des importations importantes de biens de consommation et d'équipement, d'où un déficit chronique de la balance commerciale.

122. Le bas niveau des revenus retarde la constitution d'une épargne. De ce fait, ces Etats sont largement tributaires des apports extérieurs pour financer leur plan de développement. En outre, le personnel qualifié pour l'exécution des projets de développement fait aussi cruellement défaut. Ainsi ces pays dépendent de l'assistance financière et technique extérieure.

123. Les liaisons intérieures et extérieures ont toujours constitué un problème pour l'ensemble des quatre pays de l'océan Indien, rendant le transport maritime international coûteux et irrégulier. Au cours de l'année 1986, le port en eau profonde de Mutsamudu (Comores) sera effectivement opérationnel. Vu le faible volume du commerce extérieur, les prix élevés du fret handicapent aussi bien l'exportation de produits que les importations. Le transport par mer entre les différents pays insulaires comme les Seychelles, Maurice ou les Comores, ou entre les différents ports de Madagascar, est assuré par de petits bateaux à vapeur ou par des boutres. Il est lent et souffre également de la vétusté des installations portuaires. Le transport à l'intérieur des îles est limité par l'absence de routes de pénétration ou leur état défectueux (excepté Maurice) entre la côte et l'intérieur du pays. Cela est un handicap pour le développement économique du pays tant pour l'évacuation et la commercialisation des produits que pour la diffusion des avantages de la modernisation.

124. Malgré leur éloignement de l'Europe, les quatre pays de l'océan Indien jouissent d'un bon potentiel de développement touristique. Mais la gestion de ce secteur nécessite une certaine prudence afin que les pays en tirent des bénéfices. Pour être intéressant, le tourisme doit procurer un excédent net de devises, une fois que toutes les factures d'importation, les intérêts et les dividendes sur les capitaux étrangers ont été payés. Il doit aussi stimuler parallèlement la production artisanale, la production agricole locale (céréales, fruits, élevage, poissons), voire même l'industrie agro-alimentaire, pour ses propres besoins et pour ceux de la population.

#### **B. Afrique de l'Est**

125. La sous-région de l'Afrique de l'Est dont il est question dans ce groupe comprend les pays suivants : Kenya, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Ethiopie, Soudan, Rwanda, Burundi et Djibouti. Tous, à l'exception d'un seul ont ratifié l'accord portant création de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP). "Six de ces pays sont membres de l'Autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et la désertification (IGADD)".

126. De nombreux pays de la sous-région ont eu à faire face à des problèmes de réfugiés et de personnes déplacées. Le plus grave problème causé par les réfugiés au pays d'accueil est leur insertion dans l'économie compte tenu de l'exiguïté du marché du travail et de l'impossibilité qu'il y a à fournir dans des brefs délais des installations d'eau et d'autres services dont ils pourraient avoir besoin. Les ressources nationales pourraient dans ce cas être consacrées à diverses activités non productives liées à l'accueil et à la réinstallation des réfugiés en dépit d'une certaine assistance fournie par la communauté internationale.

127. De nombreux pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est sont sujets à la sécheresse. L'Ethiopie a été l'un des pays les plus affectés par la sécheresse de 1983-1985, qui a entraîné une baisse de la production céréalière, tombée de 5,4 millions de tonnes en 1982 à 4 millions de tonnes en 1984 et à 3,5 millions de tonnes en 1985. Cela a eu pour conséquence d'accroître énormément le déficit vivrier. Les populations touchées par la sécheresse ont été estimées à près de 8 millions. Confronté à cette crise sans précédent, le gouvernement a adopté un programme d'action échelonné sur le court, le moyen et le long terme en vue de sauver des millions de vies humaines dans les zones touchées par la sécheresse, et de trouver des solutions à long terme au problème que pose la sécheresse. La communauté internationale a également apporté sa contribution sous forme de denrées alimentaires et d'un secours d'urgence. Cette sécheresse a perturbé les activités économiques, surtout l'agriculture et a entraîné des pertes en vies humaines et la souffrance, en même temps qu'elle a décimé une grande partie du cheptel. Les ressources vitales qui auraient pu être utilisées pour accroître la formation de capital fixe ont été détournées pour le secours d'urgence et la réinstallation des victimes de la sécheresse. C'est ainsi que de nombreuses provinces du pays ont pâti de la trop forte pression démographique et de la dégradation des terres due à la sécheresse. Actuellement, le gouvernement tente de trouver les moyens de résoudre ce problème grâce à des programmes de régénération des sols, de mise en valeur de nouvelles terres et à des programmes d'amélioration des systèmes d'irrigation et de mise en valeur des ressources en eau ainsi qu'à l'adoption de mesures d'incitation en vue d'une utilisation plus productive des terres arables. Dans un pays où l'agriculture contribue pour plus de 40 p. 100 à la formation du PIB, la sécheresse a eu de graves incidences sur l'économie éthiopienne, dont le taux de croissance est tombé de 3,7 p. 100 en 1984 à 6,5 p. 100 en 1985.

128. Le Kenya a également été touché par la sécheresse en 1984. Les grandes pluies, attendues aux mois de mars et d'avril ne sont finalement pas tombées, entraînant ainsi une baisse d'au moins 40 p. 100 de la production. Le maïs, aliment de base du pays, a chuté de 35 p. 100. La production de thé a été également affectée, tombant de 2,5 p. 100 en 1984 ; le cheptel a également été décimé en raison de l'absence de pâturages, ce qui s'est traduit par une baisse de la production de produits laitiers. Contrairement à l'Ethiopie, les ravages de la sécheresse ont été atténués, les petites pluies des trois derniers mois de l'année ayant été plus abondantes que prévu. Au Burundi, la sécheresse a obligé le gouvernement à lancer un appel en vue de la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence en 1984, pour la première fois depuis l'indépendance, soit 66 000 tonnes de céréales. Le Rwanda en a également fait de même. En République-Unie de Tanzanie, la sécheresse a entraîné de graves problèmes. Dans l'ensemble, en plus de l'aide alimentaire, les gouvernements des pays de l'Afrique de l'Est ont été obligés d'importer de larges quantités de denrées alimentaires pour combler le déficit vivrier, ce qui a eu des effets néfastes sur leur balance des paiements.

129. La Somalie a connu une grave sécheresse en 1983 et 1984 qui a provoqué une terrible pénurie d'eau et de pâturages destinés au bétail. La production agricole a baissé et les exportations sont tombées à leur plus faible niveau au cours des dernières années. Les exportations de bovins sont tombées de 157 000 têtes en 1982 à 44 000 en 1983 et à un niveau beaucoup plus bas en 1984. La valeur des exportations de bananes, le deuxième produit d'exportation,

a baissé en 1983 et 1984. Les importations, en particulier de produits alimentaires, ont augmenté, affectant ainsi la situation de la balance des paiements. Actuellement, huit régions du pays font face à une sécheresse sévère due au manque de pluie en 1985.

130. En 1984, la population des neuf pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est était estimée à 135,1 millions d'habitants. Sur le plan de la croissance démographique, la sous-région de l'Afrique de l'Est se place également au second rang après l'Afrique de l'Ouest avec 3,1 p. 100 par an en 1980-1984. Pour ce qui est de la densité, le Rwanda vient en tête avec 225 habitants au km<sup>2</sup>, suivi du Burundi avec 163 habitants au km<sup>2</sup>.

131. La sous-région de l'Afrique de l'Est a un énorme potentiel agricole mais la plupart des pays sont assez petits, d'où le surpâturage et le surexploitation des ressources qu'on y observe. Au Rwanda et au Burundi, 35 p. 100 des terres sont arables tandis qu'en Ethiopie, plus de 55 p. 100 des terres sont classifiées comme des prairies et des pâturages. Dans la sous-région, 7,5 p. 100 des terres sont arables, 38 p. 100 sont constituées de pâturages et de prairies et 25 p. 100 correspondent à des forêts et le reste à des terres en friches. La faible productivité agricole a toujours fait l'objet d'une vive préoccupation dans la sous-région.

132. Le Soudan était aussi sérieusement affecté par la sécheresse de 1983-1985. La production des céréales est tombée de 5 millions de tonnes métriques en 1982 à 2,1 millions en 1985. Ceci a amené le pays à importer 2,45 millions de tonnes pour nourrir plus de 6 millions de personnes dans les régions de l'Est et de l'Ouest. Cette sécheresse prolongée a aussi eu pour effet de déplacer les habitants de leurs terres natales vers les milieux urbains, surtout autour du fleuve Nil et de la capitale administrative. Le Soudan a perdu 55 p. 100 de ses ressources animales. Bien que la production alimentaire cette année ait été satisfaisante, il y a toujours environ 4 millions de personnes dans la région de l'Ouest qui vivent sous la pression de famine dont 400 000 crèvent de faim. Cependant, la production a beaucoup augmenté mais le rendement a baissé. Au nombre des raisons à cela, figuraient notamment l'absence d'engrais et d'autres produits chimiques, la pénurie de main-d'oeuvre au moment des récoltes et la mauvaise infrastructure du pays. En outre, les incitations à caractère financier dont avaient bénéficié jusqu'alors les producteurs de coton ont été réorientées vers les producteurs de produits alimentaires de base comme le sorgho et l'arachide. Les superficies cultivables ont beaucoup augmenté mais le rendement a baissé. Au nombre des raisons figuraient notamment l'absence d'engrais et d'autres produits chimiques, la pénurie de main-d'oeuvre au moment des récoltes et la mauvaise infrastructure du pays. En outre, les incitations à caractère financier dont avaient bénéficié jusqu'alors les producteurs de coton ont été offertes aux producteurs de denrées alimentaires de base comme le sorgho et l'arachide.

133. En République-Unie de Tanzanie, le regroupement de paysans dans des villages où l'on s'adonnait à divers types d'activités agricoles, a été l'un des plus grands objectifs du gouvernement. A la fin de 1980, il y avait 8 167 villages recensés avec une population d'environ 14 millions d'habitants. Au Kenya, la pression exercée sur les terres est particulièrement forte dans les provinces de l'Ouest, du Centre et de Nyanza et se fait au détriment de la

productivité agricole. Diverses solutions à ce problème sont actuellement envisagées par le gouvernement par le biais d'une remise en culture d'une bonne partie des terres grâce à l'irrigation et à la mise en valeur des ressources forestières et des pâturages bien que le taux de rendement de la plupart des projets d'irrigation ait été plutôt faible.

134. En ce qui concerne les pays en développement sans littoral, le fait d'avoir à dépendre d'un pays de transit pour accéder à la mer comporte un certain nombre de conséquences qui peuvent être assez graves. Les politiques en matière de transport et de fixation du taux de fret à l'intérieur du pays de transit sont formulées et administrées principalement pour soutenir sa stratégie globale de développement national. Une telle stratégie pourrait ne pas être conforme aux besoins du pays voisin enclavé. Par exemple, le pays de transit pourrait souhaiter protéger des modes de transport précis, ce qui pourrait ne pas convenir aux pays voisins enclavés. Dans le cas de la sous-région de l'Afrique de l'Est, ce problème se pose entre les pays de transit (Kenya, République-Unie de Tanzanie et Djibouti) dans leurs relations avec les pays enclavés (Rwanda, Burundi et Ouganda). "Avec la signature de l'Accord de transit du fret par le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda, la situation devrait s'améliorer".

135. La difficulté majeure dans le transport de transit réside dans l'absence d'une infrastructure appropriée. La réglementation en matière de transport routier inter-Etats régissant les dimensions du véhicule, son poids et d'autres aspects juridiques et administratifs relatifs aux permis et à l'assurance est soit inexistante soit son application est faible et inefficace. Le stockage des marchandises en transit soulève un certain nombre de problèmes qui pourraient être une source de conflits entre les pays enclavés et les pays de transit en particulier pour ce qui est de la capacité et de la fiabilité des modes de transport par voies d'eau intérieures ainsi que pour le temps mis à établir les documents de transit. Le problème de liaison entre les divers ports et les centres commerciaux des pays enclavés entraîne des retards dans l'acheminement des marchandises vers leur destination finale.

#### C. Etats d'Afrique australe

136. Ces pays ont connu de graves problèmes dans la mise en oeuvre de leurs stratégies et priorités de développement en raison de la proximité de l'Afrique du Sud et de leurs liens commerciaux et économiques particuliers avec le régime raciste, qui rendent leurs économies extrêmement vulnérables à toute politique que l'Afrique du Sud pourrait adopter pour des motifs économiques ou politiques. Pour les mêmes raisons, on s'attend à ce qu'ils rencontrent de sérieuses difficultés dans la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Historiquement, tous ces pays ont, à des degrés divers, été économiquement dépendants à l'égard de l'Afrique du Sud et établi des liens commerciaux et culturels avec ce pays. De fait, certains pays comme le Botswana, le Lesotho et le Swaziland importent d'Afrique du Sud entre 70 et 98 p. 100 de leurs produits. Le Mozambique, le Swaziland, le Zimbabwe et le Botswana ont des frontières communes avec l'Afrique du Sud tandis que le Lesotho est totalement enclavé dans cette dernière et la Zambie a une frontière commune avec la Namibie qui est illégalement et militairement occupée par l'Afrique

du Sud. L'Afrique du Sud exerce également un certain contrôle sur les transports et les communications de la plupart de ces pays, à l'exception du Mozambique et de l'Angola. Bon nombre de ces pays ont, au fil des ans, établi des arrangements relativement libéraux concernant l'émigration et une très bonne partie de leur main-d'oeuvre, qui se chiffre en millions de personnes, est employée en Afrique du Sud.

137. L'Afrique du Sud qui, en raison de ses abondantes ressources naturelles et minières, du développement de son industrie et de ses infrastructures économiques et sociales, offre des stimulants attrayants, constitue un pôle de développement industriel pour la sous-région. Depuis 1910, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland sont liés à l'Afrique du Sud dans la South African Customs Union (SACU) (Union douanière d'Afrique australe) dans le cadre de laquelle ils ont établi un tarif extérieur commun, une zone de libre échange et un régime commun de recouvrement des recettes douanières. Même si des nations indépendantes tirent des revenus substantiels de cet accord, elles le payent à un prix élevé se traduisant par une perte de possibilités d'industrialisation. Les pays de la sous-région coopèrent également dans le domaine monétaire. Le rand sud-africain est librement convertible dans tous les pays à l'exception de l'Angola. Le Swaziland et le Lesotho, qui sont d'ailleurs membres de la zone monétaire du rand, sont étroitement intégrés aussi bien dans le système monétaire que dans l'économie de l'Afrique du Sud qui joue le rôle d'un centre métropolitain.

138. Les principales conséquences de la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud sont très complexes. Bon nombre de pays de la sous-région tirent des recettes régulières des envois de fonds de leurs travailleurs migrants qui, pour la plupart, sont employés en Afrique du Sud. En second lieu, certains de ces pays bénéficient de l'infrastructure économique (transport et communications) de l'Afrique du Sud. Cependant, l'Afrique du Sud tire un avantage excessif de cette dépendance. On peut à cet égard mentionner ce qui suit :

a) Le Gouvernement sud-africain est capable de poursuivre des politiques de déstabilisation économique par divers moyens tels que le désinvestissement par les sociétés transnationales ou des sociétés installées en Afrique du Sud;

b) La perte de possibilités d'industrialisation due à l'existence d'accords de libre échange au titre desquels la plupart des économies des pays de la sous-région, hormis l'Angola, deviennent l'arrière-pays de l'Afrique du Sud sur le plan commercial;

c) La perte de revenus du fait des fuites de ressources et de sorties de capitaux généralement attirés par l'Afrique du Sud; et

d) La difficulté de mener une politique économique réellement indépendante et les problèmes rencontrés pour protéger les diverses économies contre les effets d'une dévaluation du rand.

139. La politique de déstabilisation économique et politique de l'Afrique du Sud dirigée contre les Etats de la sous-région a créé de nombreux problèmes en ce qui concerne le développement économique de ces pays. Cette politique prend essentiellement trois formes : 1) une intervention militaire directe

des troupes sud-africaines, comme en Angola; ii) le soutien accordé à des groupes dissidents comme en Angola, au Mozambique et au Swaziland; et iii) le blocus économique, l'embargo commercial et les désinvestissements concernant des projets de développement essentiels dans les Etats intéressés. Ces pays doivent non seulement affronter les problèmes de développement auxquels font face les autres pays du continent, mais également consacrer d'importantes ressources financières et humaines pour protéger leurs économies contre une telle politique. Les effets les plus frappants de cette politique sont les suivants : a) pertes en vies humaines, en bétail et en biens; b) désorganisation de la production économique et destruction de l'infrastructure, surtout des moyens de transport et de communications, ce qui pénalise lourdement les pays sans littoral; c) utilisation des ressources nécessaires au développement économique pour défendre le pays et réparer les dommages causés par la guerre; d) problèmes d'approvisionnement en produits essentiels et en matières premières; e) afflux de réfugiés et de personnes déplacées; et f) baisse des taux de croissance et de prospérité qui en résulte.

140. La politique d'agression et de déstabilisation de l'Afrique du Sud a coûté à ses voisins plus de 10 milliards de dollars durant la période 1980-1985, somme qui représente plus du tiers de l'ensemble de leurs exportations et plus de la moitié de toute l'aide étrangère qu'ils reçoivent. Cette perte tient aux dommages directs causés par la guerre; aux dépenses supplémentaires au titre de la défense; aux coûts de transport et d'énergie plus élevés; aux pertes au titre des exportations et du tourisme; à la contrebande; aux réfugiés; à la baisse de la production et de la croissance économique; aux boycottages et à l'embargo. La politique de déstabilisation entraîne également des mouvements de réfugiés et des déplacements de populations entre les pays d'Afrique australe eux-mêmes.

141. Six des huit pays de la sous-région (Malawi, Zambie, Botswana, Lesotho, Zimbabwe et Swaziland) sont des pays enclavés et font face à des problèmes particuliers de transport et de communications résultant de leurs liens historiques avec l'Afrique du Sud. En conséquence, outre les dommages directs provoqués par la guerre, les Etats d'Afrique australe ont dû supporter d'énormes dépenses supplémentaires entraînées par la politique délibérée de l'Afrique du Sud consistant à désorganiser des transports ferroviaires concurrentiels, ce qui fait perdre des recettes en devises essentielles. La plupart de ces pays ont également vu leur production baisser à la suite d'une forte chute de la production agricole et industrielle et en raison des retards intervenus dans l'exécution de bon nombre de projets de développement. De plus, jusqu'à récemment, tous les vols internationaux à destination de ces pays devaient transiter par l'Afrique du Sud, les correspondances étant assurées par des avions plus petits tandis que dans les pays voisins de l'Afrique du Sud, certains appels téléphoniques et certains télex internationaux devaient passer par ce pays.

142. Certains Etats de la sous-région sont également victimes de catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la désertification (Mozambique, Botswana, Lesotho) ou des inondations et des cyclones (Mozambique). Ces pays ont dû sacrifier une part importante de leurs maigres ressources tant intérieures qu'extérieures pour faire face à ces catastrophes. En outre, la politique d'apartheid et la politique de répression qui en découle ont entraîné un mouvement constant de milliers de réfugiés et de personnes déplacées d'Afrique

du Sud vers les Etats d'Afrique australe. Les Etats d'Afrique australe sont pleinement conscients de leur situation géographique particulière et des conséquences de la politique sud-africaine de déstabilisation sur leurs institutions politiques, économiques, sociales et culturelles. Cela explique la création de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) qui a pour but non seulement de promouvoir la coopération sous-régionale, mais aussi de fournir une plateforme commune pour faire face efficacement à la menace posée par l'Afrique du Sud.

#### D. Afrique du Centre

143. La sous-région de l'Afrique du Centre se compose de sept pays (Cameroun, Gabon, République centrafricaine, Congo, Zaïre, Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe) et couvre une superficie de plus de 4 millions de km<sup>2</sup>, soit environ un septième de la superficie du continent mais sa population ne représente que le onzième de celle de la région.

144. Un seul pays de la sous-région, le Zaïre, a une population supérieure à 10 millions d'habitants et deux pays, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, comptent moins d'un million d'habitants. En raison surtout de la mortalité infantile élevée et de l'impact prononcé de la stérilité, la croissance démographique de la sous-région, qui est de 2,8 p. 100, est inférieure à celle des autres sous-régions, qui va de 2,87 p. 100 pour l'Afrique du Nord à 3,1 p. 100 pour l'Afrique de l'Est ainsi qu'à celle de l'ensemble de l'Afrique qui est de 2,9 p. 100. Certains gouvernements de la sous-région, comme celui du Gabon dont le taux de croissance démographique est l'un des plus bas, non seulement parmi les pays en développement, mais également au niveau mondial, ont pris des mesures en vue d'accroître leur population. Les prestations familiales ont été généralisées et un service de santé publique efficace mis en place pour éliminer les obstacles à l'accroissement démographique. L'espérance de vie à la naissance est également faible dans la sous-région : 46 ans contre 55, 48 et 60 pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe respectivement; et tout comme les autres sous-régions du continent, l'Afrique du Centre a une population jeune, avec environ 44 p. 100 âgés de moins de 15 ans. Outre l'accroissement des charges de famille, une structure d'âge aussi peu favorable crée d'énormes problèmes à l'infrastructure économique.

145. En dépit des efforts considérables qui sont déployés ou envisagés et du fait encourageant qu'un accent particulier est mis sur les transports dans les programmes nationaux de redressement économique, les pays de la sous-région sont mal desservis par leurs réseaux de transport. Le Zaïre constitue peut-être une exception, mais son réseau d'avant l'indépendance doit être restauré. La prédominance de routes latéritiques dans la sous-région requiert d'importants investissements en matière d'entretien, non seulement des routes mais également des véhicules. Cependant, les transports aériens de la sous-région semblent être bien assurés par quatre compagnies aériennes africaines en dépit de la difficulté qu'il y a à desservir de façon régulière les îles de Guinée équatoriale et de Sao Tomé-et-Principe, même par mer. Les liaisons téléphoniques constituent un autre problème qui nécessite des investissements et un savoir-faire technique extérieurs. Les systèmes de transport et de communication de l'Afrique du Centre devraient par conséquent être développés pour promouvoir la production agricole et industrielle de la sous-région et favoriser l'intégration économique des pays membres.

146. Dans la sous-région, un seul pays, la République centrafricaine, est complètement enclavé, un autre, le Zaïre, est semi-enclavé et deux sont insulaires : la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe. L'absence d'accès à la mer et l'éloignement des ports de transit constituent un grave handicap supplémentaire pour la République centrafricaine et rendent son économie plus vulnérable. En particulier, les coûts supplémentaires de transport et de transit que ce pays doit supporter freinent le développement des exportations et des importations et ont un effet négatif sur ses termes de l'échange.

147. Même si le Zaïre est un pays semi-enclavé s'ouvrant sur l'océan Atlantique par un couloir de 60 km seulement, les centres de production minière et agricole sont situés très loin des ports maritimes d'exportation de Matadi, Boma et Banana, et le Zaïre doit assurer l'essentiel de son commerce extérieur par les ports de transit situés en République-Unie de Tanzanie, au Mozambique et en Afrique du Sud. Le port de Lobito en Angola, qui était auparavant utilisé à une grande échelle pour les importations, est fermé depuis 1975 en raison des activités de guérilla menées par l'UNITA.

148. Les pays insulaires - Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe - éprouvent principalement des difficultés dans leurs communications avec le monde extérieur même si en Guinée équatoriale existent d'autres problèmes de communication entre la partie continentale du pays (Rio Muni) et sa partie insulaire (Bioko) distantes l'une de l'autre de 250 km. Dans les pays insulaires, des communications internationales défectueuses ont habituellement constitué un obstacle majeur au développement économique. Bien qu'il y ait eu récemment certaines améliorations dans le domaine du transport maritime et du fret aérien, les arrangements sous-régionaux en vue de le rendre plus efficace laissent encore à désirer.

149. L'Afrique du Centre a également des problèmes de réfugiés. L'impact d'un gros afflux de réfugiés dans le pays d'accueil est important : des problèmes de logement et d'emploi entraînent des conditions précaires d'existence dans des bidonvilles qui connaissent des pénuries, notamment alimentaires ainsi que la destruction du mode de vie traditionnel. Pour les pays d'accueil, un important afflux de réfugiés entraîne la désorganisation des économies nationales, l'emploi des maigres ressources disponibles pour des activités improductives et rend les pouvoirs publics moins en mesure d'atteindre leurs objectifs de développement.

150. Compte tenu du caractère artificiel des frontières léguées par la colonisation, les flux migratoires à travers les frontières dans la période ayant précédé les indépendances étaient monnaie courante dans la région. Cependant, les changements politiques qui ont suivi les indépendances ont poussé plusieurs pays de la sous-région à restreindre les migrations entre les pays en dépit des accords conclus dans le cadre de l'UDEAC et de la CEEAC. Au cours des dernières années, plusieurs gouvernements ont pris des mesures visant à mettre un terme à l'immigration clandestine.

#### E. Le Sahel

151. Le Sahel constitue une sous-région relativement homogène dans son écosystème. Situé au sud du Sahara il est caractérisé par des contrastes climatiques allant de la sécheresse et de l'aridité la plus totale à des pluies dévastatrices. De plus, la sous-région est affectée par la désertification

qui, d'une année à la suivante, fait reculer la superficie des terres cultivables de 20 km environ. Cinq des pays du Sahel sont totalement enclavés ou insulaires, ce qui aggrave leur situation de dépendance. Ces pays partagent donc les mêmes problèmes qu'ils cherchent à résoudre individuellement et collectivement.

152. L'activité économique dominante des pays du Sahel est l'agriculture et l'élevage, tous deux soumis aux aléas climatiques et surtout au régime des pluies. Ces pays ont connu en moins de 10 ans, deux cycles de sécheresse grave, et d'autres calamités naturelles. Pis encore, les îles du Cap-Vert n'ont pas eu de pluies depuis 1967. Il a fallu attendre 1984 pour voir tomber des pluies diluviennes, tout aussi désastreuses pour l'économie nationale.

153. L'impact de la sécheresse et de la désertification dans le Sahel a été considérable, aussi bien sur l'agriculture que sur l'ensemble des économies nationales. Il convient de citer : la baisse importante de la production vivrière, qui a contribué à aggraver la situation alimentaire déjà précaire, la baisse des cultures de rente, la famine et la malnutrition, la surmortalité et l'aggravation de la morbidité, l'augmentation des importations et de la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire, la baisse des recettes en devises et l'aggravation du déficit commercial et de celui de la balance des paiements, la perte importante du cheptel (de 50 à 80 p. 100), voire la disparition complète de centaines de troupeaux, la détérioration de l'écosystème sahélien qui favorise l'avancée du désert, et le recul des terres cultivables, la baisse des régimes des cours d'eau, la difficulté d'assurer l'approvisionnement en électricité avec ses conséquences sur la production industrielle déjà faibles, la baisse du niveau des nappes phréatiques et le dessèchement des points d'eau, l'accentuation de l'exode vers les centres urbains et des zones moins hostiles, la pression sur les zones d'accueil entraînant la dégradation de l'environnement.

154. Le phénomène de la sécheresse et de la désertification a complètement perturbé les économies nationales et a sérieusement freiné les efforts de développement déployés par les pays concernés. Les gouvernements se sont retrouvés face à des problèmes majeurs tels que : la crise alimentaire et la famine, les maladies et la mortalité affectant aussi bien les hommes que le cheptel, les difficultés de transport et de communications, les problèmes aigus posés par le déplacement de populations à la recherche de subsistance, les problèmes spéciaux résultant de l'enclavement et de l'insularité des pays.

155. Au cours des deux sécheresses, les pays du Sahel ont enregistré des baisses notables dans la production de toutes les cultures vivrières. Par exemple, le mil et le sorgho, céréales traditionnellement résistantes aux aléas climatiques, ont connu une baisse de près de 40 p. 100 entraînant un déficit alimentaire en partie comblé par des aides en céréales de substitution comme le riz et le blé. Mais la conséquence la plus grave a été la malnutrition. Dans certaines zones, le déficit alimentaire auquel sont venus s'ajouter les maigres moyens logistiques ou même leur inexistence, ainsi que le mauvais état des routes, entre autres, ont conduit à la famine pure et simple.

156. Les premiers touchés ont été les groupes vulnérables que constituent les enfants en bas âge, les mères et les personnes âgées, compte tenu de la répartition par âge des populations du Sahel. La sécheresse a fait le lit de multiples épidémies et a accentué la mortalité chez les enfants, les personnes

âgées et les femmes d'âge fécond. Aussi préoccupante a été la situation du cheptel, une des principales richesses des pays du Sahel, qui a vu sa population réduite jusqu'à 20 p. 100 de son volume dans certains cas. Ces pertes dramatiques n'ont pu être évitées par manque généralisé d'eau et de pâturage.

157. Le secteur des transports et des communications constitue une contrainte majeure au développement du Sahel, aggravée par l'immensité des territoires de la sous-région, soit plus de 5,5 millions de km<sup>2</sup> et par les terres sujettes à l'érosion. L'infrastructure insuffisante pose des problèmes aigus d'entretien et de réparation, dont les coûts viennent s'ajouter à ceux de l'énergie. L'insuffisance des infrastructures et des moyens de transport et de communications voue à l'isolement un grand nombre de centres que séparent d'énormes distances aussi bien sur le continent que dans l'archipel du Cap-Vert. Face aux coûts des investissements dans ce secteur et aux dépenses ordinaires également élevées, les pays de la sous-région ne sont pas en mesure de dégager des ressources suffisantes pour faire face à la fois au fonctionnement normal de ce qui existe et au développement des divers modes de transport et communications.

158. Les pays du Sahel ont toujours connu des déplacements de population engendrés par le besoin vital de recherche de nourriture et d'eau. Ces mouvements se sont accélérés au cours des périodes de sécheresse, rompant certains équilibres socio-politiques et créant des problèmes aigus de toutes sortes. Au drame collectif de la paysannerie déplacée ne répond pas l'espoir de trouver une terre plus clémente et plus fertile, étant donné la généralisation de la sécheresse.

159. Les pays enclavés souffrent à la fois de leurs propres difficultés internes ainsi que de celles de leurs voisins, en ce sens que les marchandises qu'ils importent ou exportent voient leurs coûts obérés par les frais de transit dans les pays voisins ainsi que ceux engendrés dans les pays eux-mêmes. Le cas du Cap-Vert est aussi dramatique puisque sa géographie lui impose d'assurer constamment les liaisons entre ses différentes îles. L'isolement est encore aggravé en cas de catastrophes naturelles comme les sécheresses passées. En effet, l'acheminement rapide des marchandises devient vital. De plus, des volumes plus importants qu'en période normale doivent être traités. Les obstacles habituels que sont l'insuffisance des structures et des infrastructures deviennent alors plus insurmontables.

160. Le problème de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest a été à la base de la création de plusieurs organismes sous-régionaux ayant bien souvent les mêmes motivations et buts, et le même intérêt pour les filières du développement, comme l'économie, l'agriculture, les transports et communications, etc.. Ces institutions, au nombre d'une trentaine, n'ont pas toujours répondu à l'espoir et à l'attente que les gouvernements ont placés en elles pour la promotion de l'autosuffisance collective, la croissance et un développement auto-entretenu dans la sous-région.

#### **F. Afrique de l'Ouest non sahélienne**

161. L'accroissement démographique élevé constitue un des problèmes de cette sous-région. C'est ainsi que si le taux de diminution du PIB réel n'a pas été plus faible que celui d'autres sous-régions, il y a eu une chute plus marquée

du PIB par habitant. Le problème est davantage compliqué par le fait que les taux de croissance démographique pourraient atteindre des niveaux supérieurs dans un avenir immédiat, en raison du taux constamment élevé de la fécondité et d'une mortalité en déclin, ce qui impose de sérieuses contraintes aux pays de la sous-région et gêne les efforts visant à améliorer les niveaux de vie et à satisfaire les besoins fondamentaux. Même dans des pays comme le Nigéria et la Côte d'Ivoire, qui sont riches en ressources naturelles, le taux rapide de croissance démographique entrave la formation des compétences, les investissements d'équipement et la mise en place des structures administratives nécessaires à une exploitation plus efficace de ces ressources.

162. C'est la croissance démographique engendrée par le développement rapide de la population urbaine, consécutif en partie à un exode rural important, qui a posé de sérieux problèmes de gestion économique et contribué à de graves distorsions dans la répartition des investissements entre les zones urbaines et rurales de la sous-région. Réduire le coût élevé de l'urbanisation et freiner les courants de migration, constituent deux des principaux problèmes d'adaptation économique auxquels la sous-région fait face actuellement.

163. Si les pays de la sous-région ont d'assez bons régimes des pluies, le contraste frappant entre la saison des pluies anormalement humide et la saison, extrêmement sèche dans la plupart des pays, pose des problèmes de conservation de l'eau et d'érosion des sols. En outre, les infrastructures économiques ne permettent pas d'obtenir plus d'une récolte par an pour la plupart des cultures de base ou de promouvoir une protection efficace d'un environnement fragile. A cet égard, il convient de noter que les cultures de base de la sous-région, notamment les tubercules tels que l'igname et le manioc, sont précisément des cultures de la région subtropicale humide pour lesquelles, à l'exception de la Côte d'Ivoire, la recherche agronomique n'a jusqu'ici permis ni d'accroître la productivité, ni d'améliorer sensiblement les techniques de stockage et de conservation.

164. Pour ces raisons, la sous-région n'est pas entièrement à l'abri des effets d'une sécheresse cyclique, notamment dans les zones septentrionales qui, en fait, appartiennent écologiquement à la région sahélienne. En effet, la grave sécheresse qui s'est prolongée de 1983 à 1985 a provoqué une baisse et une désorganisation de la production agricole dans la plupart des pays de la sous-région, aggravant ainsi une situation alimentaire déjà précaire. En outre, l'insuffisance prolongée de pluies a entraîné une réduction des ressources en eau, et notamment l'assèchement total des puits et des trous de sonde dans certains cas, du fait de l'abaissement de la nappe phréatique. Dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria, l'approvisionnement adéquat en eau pour les centrales hydro-électriques, l'irrigation et la pêche a également été contrarié par la réduction du débit de la nappe phréatique. Au Nigéria, la sécheresse a également accentué la dégradation des pâturages, provoquant la mort de nombreuses têtes de bétail.

165. Presque tous les pays de la sous-région ont accueilli les populations qui se sont déplacées du fait de la sécheresse qui sévissait dans le Sahel. Celle-ci s'intensifiant, des mouvements de masse se sont produits vers le sud, du Sahel vers les pays non sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, à la recherche de nourriture et d'eau ainsi que de pâturages pour le bétail, exacerbant la crise alimentaire déjà préoccupante et ébranlant les structures économiques

et sociales fragiles de ces pays. En outre, en dépit de la nature relativement sous-développée de leurs infrastructures économiques, les pays de la sous-région ont dû prévoir des installations de transit pour les exportations et les importations de leurs voisins sahéliens sans littoral du nord ainsi que pour le transport des matériels de secours d'urgence. Cependant, de nombreux pays de la sous-région pourraient difficilement se permettre les investissements importants requis pour l'expansion et le maintien des infrastructures de transport nécessaires pour jouer un tel rôle.

166. Ces dernières années, la diminution des recettes publiques dans les pays de l'Afrique de l'Ouest non sahélienne, du fait de la conjoncture économique internationale défavorable, s'est traduite par une réduction des programmes d'investissement et un ralentissement des projets en cours, d'où un effet néfaste sur le fonctionnement et l'entretien des installations existantes, notamment des infrastructures matérielles. Toutefois, ces pays doivent, par la force des choses, faire porter davantage leur attention sur l'entretien des infrastructures matérielles, à cause des effets délétères et corrosifs d'une forte humidité, notamment sur les équipements très délicats, sensibles et coûteux qu'exige la technologie moderne.

167. Dans une sous-région où l'enseignement a progressé davantage que dans d'autres zones du continent et où le chômage croissant des diplômés, formés à grands frais, constitue déjà un problème social majeur, il est paradoxal que de nombreux pays comptent encore énormément sur une main-d'oeuvre spécialisée étrangère, qui a opéré une ponction importante sur leurs maigres réserves en devises. Il en est résulté une nouvelle prise de conscience de l'importance que revêtent la mise en valeur des ressources humaines et la planification de la main-d'oeuvre, ainsi que la nécessité de maintenir l'excellence du système.

168. Si la sous-région offre un bon exemple de l'effort considérable déployé en matière de coopération sous-régionale en Afrique au cours des 25 dernières années, elle porte également témoignage des résultats très limités que ces efforts ont permis d'atteindre jusqu'ici. En fait, il y a au moins 35 groupements de coopération économique dans la région de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble (tels que la CEDEAO, la CEAO, Mano River Union, le Bassin du fleuve Niger, le Conseil de l'Entente, etc.). Conçus comme des instruments de coopération économique et de développement accéléré sur la base de l'autosuffisance collective, ces groupements se sont efforcés à grand peine de parvenir à une amélioration des règles, des procédures, des stratégies et des programmes leur permettant de s'intégrer effectivement dans le cadre élargi de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest. Le développement de transports et de communications fiables par mer, terre et air dans l'Afrique de l'Ouest non sahélienne constituera un facteur important de promotion de cette coopération.

169. Un élément vital de la politique future dans cette sous-région est la revitalisation des instruments de coopération économique et la mobilisation des ressources intérieures et extérieures nécessaires à la promotion de programmes communs et à l'exécution de projets communs dans de nombreux secteurs de la vie économique et sociale, afin d'accélérer la réalisation des objectifs de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

### G. Afrique du Nord

170. La sous-région comprend cinq pays, à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne, la Tunisie et la RASD.

171. Tous ces pays produisent et exportent du pétrole ou du phosphate ainsi que leurs dérivés. Leur stratégie économique consiste essentiellement à réinvestir les recettes en vue de diversifier l'économie. La quasi-totalité de ces pays se heurtent à des problèmes analogues dont le plus important est peut-être l'accroissement démographique rapide qui exerce des fortes pressions sur les services publics surtout dans le domaine de l'enseignement, de la santé et du logement. Le taux d'accroissement démographique varie de 3,2 p. 100 par an dans le cas de l'Algérie à 2,5 p. 100 dans le cas de la Tunisie. Un autre problème étroitement lié à cette question est l'urbanisation rapide qui constitue une charge supplémentaire pour les services publics dans les centres urbains, les capitales en particulier. Aussi accorde-t-on un rang de priorité élevé aux programmes d'envergure d'aménagement rural intégré dans le but d'inverser l'exode rural massif.

172. Cette évolution démographique a eu de sérieuses incidences sur l'emploi. A l'exception de certains pays, il existe un personnel qualifié surabondant et des diplômés sans travail. Pour des raisons historiques, un grand nombre de ressortissants algériens et tunisiens travaillent actuellement en Europe occidentale; or, la récession qui sévit dans les pays industrialisés depuis quelques années a eu des répercussions néfastes sur leurs possibilités d'emploi et, partant, sur le rapatriement des salaires, source importante de devises pour leurs pays respectifs. L'Egypte connaît également une situation analogue, un grand nombre de ses ressortissants travaillant actuellement dans les pays arabes et comptant 3 millions de personnes risquant de rentrer au pays.

173. L'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) risque de poser un autre problème aux pays de la sous-région. Traditionnellement, la CEE entretenait des relations commerciales bilatérales avec la quasi-totalité des pays d'Afrique du Nord dans le cadre de sa politique dite méditerranéenne.

174. C'est ainsi que des pays tels que la Tunisie et l'Egypte entretiennent avec la CEE des relations commerciales traditionnellement basées sur l'exportation d'agrumes et de légumes vers la Communauté, celle-ci représentant 60 p. 100 du marché d'exportation de ces produits. Les problèmes qui découlent de l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la CEE et la concurrence qui en résulte pour les produits agricoles en provenance de l'Afrique du Nord ainsi que l'application, par la CEE, de sa politique agricole commune à caractère protectionniste constituent de sérieux obstacles aux exportations des pays de la sous-région à destination de l'Europe. C'est pourquoi ces pays envisagent sérieusement de diversifier leurs marchés d'exportation en se tournant vers des marchés non traditionnels, notamment en Afrique et dans le monde arabe.

175. La sécheresse et la désertification constituent un autre grave problème pour la sous-région. En effet, les zones septentrionales des pays d'Afrique du Nord sont, pour l'essentiel, désertiques. C'est ainsi que la sous-région a dû faire face à la désertification, aux effets dévastateurs des vents violents et des dunes de sable, ainsi qu'au déficit pluviométrique, à la pénurie d'eau

potable et au manque d'eau pour l'agriculture. Si, contrairement aux pays sahéliens de l'Afrique de l'Ouest, la sécheresse n'a pas eu d'effets dévastateurs dans la sous-région, il n'en demeure pas moins que les dégâts étaient assez importants dans le cas de certains pays d'Afrique du Nord. C'est ainsi que certaines régions situées au Nord du Sahara n'ont enregistré aucune précipitation pendant une douzaine d'années consécutives. Dans d'autres régions où l'eau provient de forages, celle-ci s'est révélée non potable et trop saline pour servir à l'irrigation.

176. La nécessité pour ces pays d'importer de plus en plus de denrées alimentaires pour satisfaire la demande intérieure constitue un autre problème. Tous les pays de la sous-région ne ménagent aucun effort pour augmenter rapidement la production agricole, mais ils se heurtent à un certain nombre de problèmes graves tels que la pénurie d'eau et l'épuisement des sols.

177. Ces pays couvrent de vastes zones qui leur imposent des contraintes majeures pour développer un réseau de transport qui les relie entre eux et qui relie les régions côtières et l'arrière-pays au reste de l'Afrique; mais le coût élevé d'un tel projet ne devrait pas les dissuader dans la mesure où il y va de l'avenir de l'intégration économique nationale, de la coopération sous-régionale et du projet, encore plus important, de la création d'une communauté économique africaine.

#### Analyse sous-régionale du financement du Programme prioritaire de redressement économique

178. En conclusion de cette partie, on trouvera bien illustré dans le tableau ci-après le problème des disparités de plus en plus accentuées entre les diverses sous-régions. Alors que l'Afrique du Nord mobilisera 90 p. 100 du coût total du Programme prioritaire de redressement de l'économie africaine, le Sahel ne mobilisera que 4,3 p. 100 de ce coût. Par conséquent, bien que, comme nous l'avions indiqué antérieurement, 70 p. 100 du coût total pour la mise en oeuvre du PPREA soit mobilisé intérieurement, les diverses sous-régions tout comme les différents pays n'ont pas les mêmes capacités de mobilisation.

**Tableau 6. Etude comparative de la situation en ce qui concerne le financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, dans les diverses sous-régions**

	Coût total du Programme prio- ritaire	Ressources intérieures mobilisées ou prévues			Ressources ex- térieures nécessaires	
	(En millions de dollars)	Pourcen- tage	(En mil- lions de dollars)	Pourcen- tage	(En mil- lions de dollars)	Pourcen- tage
Sous-région						
Pays insulaires de l'océan Indien	1 250,3	100	195,1	15,6	1 055,2	84,4
Afrique de l'Est	21 127,6	100	9 539,0	45,1	11 588,6	54,9

**Tableau 6. Etude comparative de la situation en ce qui concerne le financement du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990, dans les diverses sous-régions (suite)**

Sous-région	Coût total du Programme prioritaire	Ressources intérieures mobilisées ou prévues		Ressources extérieures nécessaires	
	(En millions de dollars)	Pourcentage	(En millions de dollars)	Pourcentage	(En millions de dollars)
Etats de l'Afrique australe	9 418,0	100	3 580,7	38,0	5 837,3
Afrique centrale	12 834,5	100	7 462,4	58,1	5 372,1
Sahel	5 625,9	100	237,2	4,2	5 388,7
Etats non sahéliens d'Afrique de l'Ouest	21 901,8	100	10 540,5	48,1	11 353,3
Afrique du Nord	55 946,4	100	50 924,5	90,0	5 021,9
Total pour l'Afrique	128 104,5	100	82 487,4	64,4	45 617,1

Source : CEA.

## 6. APERCU GENERAL

### A. Caractéristiques géographiques et démographiques

179. Pour comprendre les causes et les conséquences de la crise économique qui sévit actuellement en Afrique, il est important d'examiner brièvement la situation géographique et démographique du continent. L'Afrique est un immense territoire s'étendant sur approximativement 30 millions de km<sup>2</sup>, soit environ le quart des surfaces émergées du globe et dont la population est d'approximativement 550 millions d'habitants. Sur l'ensemble de ce territoire, seuls 44 p. 100 des terres sont propices à l'agriculture et au pâturage. La végétation est diverse allant des forêts équatoriales luxuriantes de l'Afrique centrale aux déserts arides du Sahara et du Kalahari. Il y existe de grandes différences en ce qui concerne la superficie des pays et leurs populations. Le plus petit pays a une superficie de moins de 500 km<sup>2</sup>, alors que le plus grand (le Soudan) couvre plus de 2,5 millions de km<sup>2</sup>. Quant à la taille de la population par pays, elle varie de 65 000 pour les Seychelles à quelque 95 millions d'habitants pour le Nigéria.

180. Les caractéristiques géopolitiques de la région sont les suivantes :

- a) Un grand nombre de pays avec des marchés exigus;

b) Un certain nombre de pays enclavés où les réseaux routiers et les communications sont inadéquats et qui éprouvent des difficultés pour exporter leurs produits de base et importer des biens essentiels;

c) Quelques pays dont les fenêtres maritimes sont étroites;

d) Vastes zones arides et semi-arides;

e) Un grand nombre de pays victimes de la sécheresse et de la désertification.

181. Les principales caractéristiques démographiques du continent sont :

a) Une grande diversité des densités de populations et des densités critiques;

b) Un rapport population inactive/population active élevé;

c) Une structure par âge caractérisée par une forte proportion (plus de 40 p. 100) de jeunes de moins de 15 ans;

d) Un taux d'urbanisation élevé dû en particulier à l'exode rural avec son cortège de problèmes économiques et sociaux.

#### B. Produit intérieur brut

182. Il ne fait aucun doute que les résultats économiques enregistrés par les pays africains au cours de ces dernières années ont été médiocres. Le PIB évalué en prix courants pour l'ensemble de l'Afrique a été de 295 milliards 076,3 millions de dollars en 1983 et de 298 milliards 496,6 millions de dollars en 1984, soit un taux d'accroissement de 1,2 p. 100 seulement. Le PIB par habitant, toujours en prix courants, a été, pour l'ensemble de l'Afrique, de 611 dollars en 1984. Toutefois, la situation diffère énormément d'une sous-région à l'autre, ainsi que l'illustre le tableau 1 ci-après.

Tableau 7. PIB et PIB par habitant selon les sous-régions  
(en prix courants)

Sous-région	PIB (en millions de dollars)		PIB par habitant
	1983	1984	(en dollars)
Pays insulaires de l'océan Indien	4 170,0	3 649,2	326
Afrique de l'Est	29 817,1	30 681,5	227
Afrique australe	18 893,7	18 452,7	399
Afrique du Centre	18 337,0	17 709,6	386

**Tableau 7. PIB et PIB par habitant selon les sous-régions  
(en prix courants) (suite)**

Sous-région	PIB (en millions de dollars)		PIB par habitant (en dollars)
	1983	1984	1984
Sahel	7 943,7	7 490,7	202
Afrique de l'Ouest non sahélienne	96 717,8	93 003,9	697
Afrique du Nord	119 197,0	127 509,0	1 607
Total de l'Afrique	295 076,3	298 496,6	611

Source : Secrétariat de la CEA.

183. Il ressort du tableau précédent qu'entre 1983 et 1984, le PIB en prix courants a baissé dans quatre sous-régions, à savoir: pays insulaires de l'océan Indien, Afrique centrale, Sahel et Afrique de l'Ouest non sahélienne. Il est resté pratiquement inchangé en Afrique de l'Est et en Afrique australe et n'a augmenté que de 5,4 p. 100 en Afrique du Nord.

184. Les taux de croissance ont également été excessivement faibles en Afrique au cours de la première moitié des années 80. Le PIB en prix constants a augmenté de 1,6 p. 100 en 1980-1981 et de 2,5 p. 100 en 1981-1982, diminué de -1,0 p. 100 en 1982-1983 et augmenté de 0,9 p. 100 en 1983-1984. Pour le PIB par habitant en prix constants, les chiffres pour l'ensemble de l'Afrique ont été de -1,3 p. 100 en 1980-1981, -0,4 p. 100 en 1981-1982, -3,9 p. 100 en 1982-1983 et -2 p. 100 en 1983-1984, ce qui donne une moyenne de -1,9 p. 100 par an au cours de la période 1980-1984. Comme pour le PIB et le PIB par habitant en prix courants, ces résultats ont varié énormément d'une sous-région à l'autre comme il ressort du tableau 8 ci-après.

**Tableau 8. Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant en prix constants  
(taux de croissance annuelle moyen en pourcentage pour la période  
allant de 1980-1981 à 1983-1984)**

Sous-région	PIB	PIB par habitant
Pays insulaires de l'océan Indien	-0,1	-2,7
Afrique de l'Est	1,6	-1,5
Afrique australe	0,6	-2,4
Afrique centrale	5,5	2,7
Sahel	0,2	-2,8
Afrique de l'Ouest non sahélienne	-3,5	-6,2
Afrique du Nord	3,6	0,8
Total de l'Afrique	1,0	-1,9

Source : Secrétariat de la CEA.

185. Ce qui frappe dans le tableau ci-dessus c'est qu'aucune sous-région n'a atteint l'objectif de 7 p. 100 du taux de croissance du PIB fixé dans la Stratégie internationale de développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Seule l'Afrique centrale s'est quelque peu rapprochée de ce chiffre. Le taux de croissance du PIB en prix constants a chuté considérablement dans les pays d'Afrique de l'Ouest non sahéliens et dans les pays du Sahel, tandis qu'on a enregistré une stagnation des taux de croissance en Afrique de l'Est, dans les Etats de première ligne de l'Afrique australe et dans les pays insulaires de l'océan Indien. Dans le cas du PIB par habitant, seule l'Afrique centrale a enregistré, au cours de la période allant de 1980-1981 à 1983-1984, une remarquable croissance de 2,7 p. 100 par an. Le PIB par habitant a stagné en Afrique du Nord et connu une chute brutale dans toutes les autres sous-régions, avec des chiffres catastrophiques p. 100 en Afrique de l'Ouest non sahélienne et de -2,8 p. 100 dans le Sahel.

186. Il ressort clairement de ce qui précède que la situation économique en Afrique est très préoccupante. Selon les tendances actuelles, il est peu probable que le PIB en prix constants pour l'ensemble de l'Afrique augmente plus vite au cours de la seconde moitié de la décennie qu'au cours de la première. On pourrait toutefois retrouver les taux de croissance annuels des années 70 si le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique était intégralement mis en oeuvre et si la conjoncture économique internationale s'améliorait nettement.

187. S'agissant de la composition du PIB, par secteur les parts relatives de l'agriculture et de l'industrie sont restées pratiquement inchangées. L'agriculture représentait 41 p. 100 en 1980 et en 1982, tandis que l'industrie qui représentait 13 p. 100 du PIB en 1980 n'en représentait plus que 17 p. 100 en 1982 pour l'ensemble de l'Afrique. Les résultats du secteur industriel ont été particulièrement décevants. La croissance globale dans ce secteur qui était pour l'ensemble de l'Afrique, de 1 p. 100 au cours de la période 1973-1980 est tombée à -4,1 p. 100 entre 1980 et 1982.

### Agriculture

188. Etant au coeur de la plupart des économies africaines le secteur agricole a une forte influence sur le PIB global. Au cours des deux dernières décennies, l'agriculture a été caractérisée, d'une manière générale, par la stagnation et une baisse de la production par habitant. Près de la moitié des pays africains ont enregistré une baisse de la production par habitant de 1 p. 100 ou plus par an. Les chiffres relatifs à la production des denrées alimentaires de base font clairement ressortir l'incidence de ces résultats médiocres sur les approvisionnements en produits alimentaires locaux. Au cours des années 60, le taux de croissance de la production des denrées alimentaires de base était d'en moyenne 2,8 p. 100 par an, mais entre 1970 et 1984, il est tombé à 1,6 p. 100. Cette production, qui avait stagné au cours des années 60 (avec une baisse annuelle de 0,1 p. 100) a accusé une chute brutale durant la période 1970-1984, de 1,4 p. 100 en moyenne par an. L'inversion de cette tendance constitue le plus grand défi à la survie économique de l'Afrique.

189. Les principaux problèmes à aborder sont donc les suivants : maintien d'un équilibre entre le taux de croissance de la population et celui de la production alimentaire; restauration et protection des terres arables;

augmentation de la productivité des terres marginales grâce à une meilleure gestion de l'eau et du sol et une lutte plus efficace contre les épizooties; augmentation des productions animales par l'amélioration de la gestion des parcs et une importance accrue à l'action vétérinaire; importance particulière de l'agriculture et du développement rural dans les plans et stratégies des pays africains et en particulier augmentation sensible du volume des investissements dans l'agriculture; modification des habitudes de consommation dans les zones urbaines en faveur des aliments produits localement; et maintien de l'équilibre voulu dans la recherche et la commercialisation, entre les cultures de rente et les cultures vivrières destinées à la consommation intérieure.

190. En partie à cause de la faible priorité accordée à l'agriculture, la productivité est extrêmement faible. L'utilisation de techniques traditionnelles est la règle plutôt que l'exception. A l'heure actuelle, les agriculteurs n'utilisent que rarement les facteurs de production modernes tels que les engrais, les semences sélectionnées, les équipements de culture et de traitement et les produits chimiques pour la lutte contre les parasites et les épiphyties. Dans l'ensemble, l'utilisation généralisée de semences de céréales améliorées se limite à quelques pays dotés de solides industries de semences appuyées par de sérieux programmes de production de variétés d'espèces végétales. Il en va des semences comme des pesticides, dont très peu sont utilisés régulièrement pour les cultures de denrées de première nécessité, encore que l'on puisse lutter contre plusieurs insectes nuisibles avec des pesticides relativement sûrs et à bon marché. Les problèmes de main-d'oeuvre ne se limitent pas aux opérations de sarclage. Ils entravent la préparation et la culture des terres dans tous les pays africains au sud du Sahara en raison de l'utilisation généralisée d'outils manuels. L'utilisation des tracteurs est également limitée, sauf en Afrique du Nord où environ 40 p. 100 des terres arables sont cultivées avec des tracteurs. Dans la plupart des autres régions, le tracteur entre pour moins de 5 p. 100 dans les opérations de préparation des terres arables.

#### Relance industrielle

191. Nombre de pays africains ont accordé une attention particulière au développement du secteur industriel qui doit permettre de réaliser des taux de croissance plus élevés et d'opérer la transformation structurelle de leur économie en vue de parvenir à une croissance et à un développement autonomes et auto-entretenus. Toutefois, le rythme d'expansion de ce secteur a été faible. S'il est difficile d'étendre cette constatation à tous les pays, on peut cependant dire que la lenteur de la croissance de ce secteur tient entre autres aux phénomènes suivants : les résultats agricoles généralement faibles enregistrés par les industries agro-alimentaires, les mauvaises techniques de conception, de construction ou de gestion, les mauvais choix de technologies et d'équipement, l'absence d'effets d'entraînement, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, la faiblesse des débouchés locaux et extérieurs, le renchérissement relatif de l'énergie, les difficultés d'entretien de l'équipement et des machines, la pénurie de devises étrangères et les difficultés qui en résultent pour l'importation de facteurs de production et les pièces de rechange.

192. La structure de l'industrie dans la plupart des pays africains n'est pas conforme à la dotation de ces pays en ressources naturelles et les effets d'entraînement avec le reste de l'économie sont soit très faibles ou pratiquement inexistants. Le développement de l'industrie lourde a connu un obstacle sérieux d'ordre interne et externe d'effets variables qui ont entravé son déploiement harmonieux et contrarié les objectifs que les pays concernés s'étaient assignés à l'origine.

193. L'industrialisation des pays africains a été pour l'essentiel de type intraverti, l'accent étant fortement mis sur les politiques et stratégies de substitution aux importations. Ces stratégies ont toutefois souffert de la sous-utilisation de la capacité industrielle, du mauvais choix de technologies et de problèmes institutionnels et de gestion. Cela étant, la plupart des pays africains entreprennent vigoureusement à l'heure actuelle de relancer leurs industries tout en réajustant leurs politiques à la lumière de l'expérience acquise. Les obstacles que les stratégies intraverties opposent à la satisfaction de la demande locale sont devenus patents. A cet égard, l'attention est maintenant portée sur des projets à faible intensité de capital, l'économie d'énergie et une plus forte mobilisation des compétences et des ressources locales en vue de réduire les coûts et de rendre l'industrie locale plus compétitive.

### C. Commerce extérieur

194. Le commerce joue un rôle important dans l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique. Les taxes sur le commerce extérieur représentent plus de la moitié de l'ensemble des recettes publiques et près des trois quarts du total des recettes fiscales. Chacun sait qu'environ 95 p. 100 des exportations de l'Afrique sont des produits primaires, y compris les combustibles. Par conséquent la présente section met l'accent sur les problèmes de la stagnation des exportations; les fluctuations des recettes d'exportation; l'instabilité des cours des produits primaires et les effets de la chute de ces cours sur les ressources; les effets de la détérioration des termes de l'échange sur les recettes et la balance des paiements; le protectionnisme; le faible accroissement de la part de l'Afrique dans les exportations mondiales et les problèmes relatifs à la baisse des importations.

#### a) Stagnation des exportations

195. Depuis 1975, le montant total des recettes d'exportation des pays africains a augmenté à un taux annuel moyen de l'ordre de 5 p. 100. Bien qu'elles soient passées d'environ 36 milliards de dollars en 1975 à 96 milliards en 1980, elles sont tombées à 63 milliards en 1984. Si les recettes d'exportation des pays exportateurs de pétrole sont exclues, les chiffres deviennent respectivement 13, 23 et 18 milliards de dollars. Toutefois, si l'on considère la valeur unitaire et le quantum du commerce extérieur figurant au tableau 9, il est évident qu'en prenant 1980 comme année de base, les recettes des pays exportateurs et non exportateurs de pétrole pour 1984 se sont situées respectivement à 65 et 77 p. 100 de leur niveau de 1980. Les diminutions des recettes ont été dues tant à la baisse des prix (valeur unitaire des exportations) qu'aux faibles quantités exportées. La situation a également été aggravée par la récession de l'économie mondiale après 1980 et aussi par la chute de la production à la suite de la sécheresse.

---

**Tableau 9. Valeur, valeur unitaire et quantité des exportations en Afrique  
1985-1984 (1980 = 100)**

	1975	1976	1982	1983	1984
<u>Pour toute l'Afrique</u>					
Valeur	38	79	69	64	68
Valeur unitaire	40	104	95	85	85
Quantum	95	76	73	76	79
<u>Pour les principaux pays exportateurs de pétrole</u>					
Valeur	33	78	67	60	65
Valeur unitaire	35	109	99	87	85
Quantum	95	72	68	69	76
<u>Pour les pays non exportateurs de pétrole</u>					
Valeur	55	84	76	81	77
Valeur unitaire	59	90	83	78	84
Quantum	93	93	92	103	91

Source : Secrétariat de la CNUCED.

196. A l'exception du cuivre, des huiles végétales et, dans une moindre mesure, du thé dont la croissance a été en moyenne nettement supérieure en 1982/1983 à celle de 1972/1973, le taux annuel moyen de croissance des échanges au niveau mondial de la plupart des principales matières premières de l'Afrique a été faible. En conséquence, le taux d'accroissement du volume des exportations de bananes, de café, de cacao et de bauxite au niveau mondial a été inférieur à 1 p. 100, tandis que dans le cas du coton, du sisal, du bois, du minerai de fer, du manganèse et du phosphate, il a même été négatif. Seuls le thé, les huiles végétales et le cuivre ont atteint respectivement des taux de croissance moyens de l'ordre de 1,6, 4,1 et 4,3 p. 100. Pour les autres principales matières premières exportées, le volume sur le plan mondial est resté pratiquement inchangé au début des années 1980. Les chiffres du tableau 10 montrent le taux annuel moyen de croissance des exportations de produits primaires (à l'exception des combustibles) pendant les périodes 1966-1970, 1970-1975, 1975-1980 et 1980-1984 par rapport à la moyenne mondiale et à celle d'autres régions. A la lecture de ces chiffres, on s'aperçoit que pour les pays développés à économie de marché, les exportations de produits primaires ont augmenté plus vite que celles des pays en développement, et que c'est en Afrique que les exportations ont connu le plus faible taux d'accroissement (sinon le plus fort recul).

**Tableau 10. Taux annuels moyens de croissance des exportations de produits primaires autres que les combustibles de 1966-1970 à 1980-1985 (en pourcentage)**

	1966-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985
Monde	7,1	16,7	15,0	-2,7
Pays développés à économie de marché	8,0	18,1	16,1	-3,2
Pays en développement	6,2	14,0	14,4	-1,9
Afrique	6,6	10,1	9,6	-4,0
Amérique	7,0	15,1	14,3	-1,2
Asie	4,5	15,1	17,9	-1,3

Source : Secrétariat de la CNUCED.

**b) Diminution de la part de l'Afrique dans les exportations mondiales de produits primaires**

197. Le fait le plus important est peut-être la baisse généralisée de la part de l'Afrique dans les exportations mondiales des produits primaires dont elle est le principal fournisseur. Cette baisse a été la plus marquée pour les produits primaires agricoles, les matières minérales, les minerais et les métaux, qui constituent en fait l'essentiel des recettes d'exportation de l'Afrique. Aucun des principaux produits primaires d'exportation, à l'exception du thé et des ressources halieutiques, n'a été épargné.

198. Si le volume des exportations de l'Afrique avait augmenté de façon satisfaisante, tout porte à croire que la baisse de la part des pays africains aurait été moins importante. Il convient toutefois de souligner que les exportations de quelques produits de base tels que le sucre et le tabac ont augmenté en volume en dépit de la tendance générale à la baisse. Il convient d'ajouter que les chiffres globaux relatifs aux résultats des exportations de l'Afrique cachent parfois certaines différences intéressantes entre pays. Par exemple, la Côte d'Ivoire a considérablement accru sa production et ses exportations de cacao, tandis que les autres principaux producteurs africains (Ghana et Nigéria) n'ont pas suivi ce mouvement. Dans l'ensemble, la croissance relativement faible de la production et des exportations africaines a permis à d'autres exportateurs de développer leurs débouchés au détriment du continent africain.

**c) Problèmes rencontrés dans le secteur des importations**

199. Les problèmes rencontrés par l'Afrique sur le plan du commerce extérieur apparaissent nettement dans la diminution des importations accompagnée d'une baisse des recettes en devises. Après être passées d'un niveau d'indice de 95 en 1972 (1980 = 100) à 117 en 1978, les importations des pays africains non exportateurs de pétrole ont continué de chuter pour se situer à 79 en 1984.

200. Ce phénomène a eu des incidences considérables, puisque, dans la plupart des cas, il a fallu réduire les importations de biens d'équipement et autres produits intermédiaires nécessaires. Deux phénomènes ont été observés dans la plupart des pays. Il a non seulement fallu réduire les importations totales mais également abandonner les importations des machines et de matériel au profit des importations énergétiques et de produits alimentaires, ce qui fait que l'on a eu tendance à reléguer au second plan les efforts de développement devant la nécessité de nourrir la population.

**d) Fluctuations des recettes d'exportation**

201. Outre sa faible croissance, le commerce des produits primaires africains se caractérise par des fluctuations des recettes d'exportation dues à l'instabilité des cours et/ou de l'offre. Cela a constitué pour la plupart des pays africains une source d'insécurité qui a eu pour effet de compromettre considérablement les efforts de développement qui exigent habituellement un volume élevé d'importations, et de rendre moins attrayante la production de cultures.

202. Le commerce des produits de base est d'une manière générale beaucoup plus sujet aux fluctuations que celui des produits manufacturés. L'effondrement récent des cours a très durement touché les pays tributaires des produits primaires pour leurs recettes d'exportation et ces pays ont ainsi été plus touchés que les autres par l'instabilité relative des marchés des produits de base. Les effets de cette instabilité ont été plus pernicioeux sur l'économie fragile des pays africains que sur l'économie plus saine et plus diversifiée d'autres pays, notamment les pays nouvellement industrialisés. En outre, cette instabilité rend la planification économique et l'exécution des programmes économiques difficiles, voire impossibles, et partant, il a souvent fallu abandonner des grands projets entrepris lorsque les prix des produits de base étaient élevés.

**e) Termes de l'échange et pouvoir d'achat des exportations**

203. Les termes de l'échange de l'Afrique pour 1975 et 1981-1984 sont indiqués au tableau 11. Bien que la baisse des valeurs unitaires d'exportation ait été quelque peu compensée par celle des valeurs unitaires d'importation, la baisse relativement plus faible des valeurs unitaires d'importation a été telle que les termes de l'échange et le pouvoir d'achat des exportations de tous les pays africains, y compris les principaux exportateurs de pétrole, s'en sont trouvés en général réduits au cours des années 80. Les pays africains non exportateurs de pétrole, quant à eux, ont enregistré à partir de 1983 une amélioration de leurs termes de l'échange suite à une baisse amorcée en 1982. Toutefois, le pouvoir d'achat de leurs exportations, après avoir augmenté en 1982, a baissé en 1984.

**Tableau 11. Termes de l'échange et pouvoir d'achat des exportations des pays africains 1975-1984 (1980 = 100)**

	1975	1981	1982	1983	1984
<u>Ensemble de l'Afrique</u>					
Termes de l'échange	71,0	106,9	101,2	94,0	96,7
Pouvoir d'achat des exportations	67,4	81,3	73,5	71,4	76,8
<u>Principaux pays exportateurs de pétrole</u>					
Termes de l'échange	59,0	113,4	107,2	97,4	97,8
Pouvoir d'achat des exportations	56,2	81,0	72,5	66,9	74,6
<u>Autres pays</u>					
Termes de l'échange	113,9	89,7	85,6	85,9	94,1
Pouvoir d'achat des exportations	106,4	83,8	78,6	88,8	86,1

Source : Secrétariat de la CNUCED.

204. L'incidence de la détérioration des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations sur l'économie d'une région ou d'un pays donnés dépend de la part relative des exportations dans le PIB. Les chiffres figurant au tableau 12 indiquent les variations du revenu qui sont dues aux variations des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations en pourcentage du PIB <sup>2/</sup>. On constate que les fléchissements du pouvoir d'achat des exportations ont eu une incidence relativement plus grave sur le PIB des pays africains exportateurs de pétrole, pris dans leur ensemble, que sur celui des pays africains non exportateurs de pétrole, et ce, en dépit du fait que les termes de l'échange de ce dernier groupe n'ont cessé d'accuser du recul, l'effet négatif du facteur volume ayant été plus grave dans le cas des pays exportateurs de pétrole.

<sup>2/</sup> On détermine la variation du revenu en multipliant les chiffres du tableau 11 par la part des exportations dans le PIB de chaque groupe de pays. Le signe moins indique un manque à gagner, reflétant les effets négatifs de la détérioration des termes de l'échange sur la croissance de l'économie africaine.

**Tableau 12. Variations du revenu résultant des variations des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations 1981-1984**  
(en pourcentage du PIB)

	Variations par rapport à 1980			
	1981	1982	1983	1984
<b>Ensemble de l'Afrique</b>				
Atribuables aux termes de l'échange	2,0	0,3	-1,7	0,9
Atribuables au pouvoir d'achat des exportations	5,4	-4,7	-5,3	-3,8
<b>Principaux pays exportateurs de pétrole</b>				
Atribuables aux termes de l'échange	4,5	2,4	-0,9	-0,7
Atribuables au pouvoir d'achat des exportations	-6,4	-9,2	-11,1	-7,9
<b>Autres pays</b>				
Atribuables aux termes de l'échange	-2,2	-2,8	-2,7	-1,1
Atribuables au pouvoir d'achat des exportations	-3,1	-4,1	-2,1	-2,7

Source : Secrétariat de la CNUCED.

#### **f) Protectionnisme**

205. Les mesures protectionnistes imposées par les pays industrialisés constituent également un groupe de facteurs qui influent sur les résultats du commerce extérieur de l'Afrique, dans la mesure où cela s'est traduit par une contraction du volume des exportations de la plupart des pays africains. A ces facteurs, il faut ajouter la saturation des marchés pour ce qui est de la plupart des denrées alimentaires, la fabrication de produits synthétiques et de produits de substitution et l'adoption généralisée de techniques permettant d'économiser les facteurs de production, ce qui se traduit par une contraction du volume des importations de produits primaires.

206. Les mesures économiques adoptées par la plupart des pays industrialisés ont eu pour résultat de réduire l'activité économique et, partant, la demande de produits primaires. Dans de nombreux pays développés, le protectionnisme est devenu le moyen courant de résoudre les problèmes posés par le chômage, sans qu'il soit tenu compte des répercussions désastreuses de ces mesures sur le volume du commerce mondial. En outre, les politiques agricoles de nombre de ces pays ont consisté à apporter un appui financier massif aux producteurs agricoles, d'où un accroissement spectaculaire de la production agricole avec pour pendant une baisse des prix de ces produits, ce qui à son tour, a eu une incidence négative sur les recettes d'exportation de nombreux pays africains.

**g) Echanges de produits de base : perspectives**

207. Si certains produits africains jouissent d'un régime préférentiel en vertu du système généralisé de préférences commerciales, on constate toujours des omissions et limitations de taille. En outre, un certain nombre de mesures non tarifaires s'opposent à l'entrée des exportations africaines sur les principaux marchés. Il s'agit notamment de restrictions volontaires des exportations, de quotas tarifaires, d'institution de systèmes de surveillance, de contingentements, de divers droits et taxes, de droits antidumping et d'autres mesures de contrôle des prix.

208. Il convient d'évaluer l'incidence possible que le commerce extérieur des pays africains peut avoir sur l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique en tenant compte de ce qui a été dit plus haut.

209. Il ressort clairement que la demande de produits primaires est essentiellement fonction des changements au niveau des activités économiques mondiales et des activités dans les pays développés à économie de marché en particulier. A cet égard, il convient de souligner que les modifications éventuelles des politiques agricoles et commerciales des pays développés ont une forte incidence sur les cours de plusieurs produits de base ayant un intérêt pour l'Afrique, ce qui réduit d'autant la capacité de l'Afrique à réaliser ses objectifs.

210. Lorsqu'on tient compte de certaines considérations macro-économiques, on constate que nombre de ces facteurs montrent qu'il est improbable que le marché des produits de base enregistre une nette amélioration d'ici à 1990, à moins, bien entendu, que des mesures correctives ne soient prises. Si l'on peut s'attendre à certaines fluctuations conjoncturelles à la hausse en raison de l'instabilité de l'offre dans les principaux pays producteurs, il n'en demeure pas moins que les fluctuations des principales monnaies ont des répercussions plus importantes sur les cours des produits de base et, partant, sur les recettes en devises. Le rapport entre le volume des recettes et l'aptitude de l'Afrique à assurer le service de sa dette extérieure (comme en témoigne le ratio élevé du service de la dette) est un facteur très important dans le Programme global de redressement économique.

**D. Finances extérieures**

211. Après avoir enregistré pendant une dizaine d'années un accroissement rapide, les apports nets de ressources extérieures - toutes sources confondues - dont bénéficiaient les pays africains ont baissé en 1984 de 5,5 milliards de dollars par rapport au niveau de 1980 (et de 6,5 milliards de dollars par rapport au chiffre record de 1982) (tableau 13). Ce déclin de l'accroissement global (environ 26 p. 100) enregistré au cours des années 80 donne une idée du recul de la coopération financière internationale, lorsqu'on se souvient qu'au cours des années 70 les apports nets avaient augmenté de plus de 500 p. 100.

212. La stagnation, voire le déclin des apports, a été particulièrement nette dans le cas des apports de crédits commerciaux, des investissements directs privés et des prêts. Si une légère augmentation des apports publics a contribué à compenser le fléchissement des apports privés, il n'en demeure pas moins que les apports nets globaux accusent actuellement une tendance générale à la baisse. Comme on pouvait s'y attendre, les transferts nets (apports nets moins les intérêts et les dividendes) accusent une chute brutale, les versements au titre du remboursement de l'intérêt et de l'amortissement de la dette représentant une part de plus en plus importante des décaissements bruts. Pour l'ensemble des pays africains les transferts nets ont baissé, en 1984, de 10 milliards de dollars par rapport au niveau de 1980.

**Tableau 13. Sources des apports nets à court et à long termes en faveur de l'Afrique a/ (en milliards de dollars)**

	1975	1980	1981	1982	1983	1984 b/
Total des apports nets de capitaux	12,8	20,2	19,7	21,2	19,0	14,6
A des conditions libérales	6,9	10,8	10,5	10,5	9,4	9,8
<u>Bilatéraux</u>	5,7	8,0	7,7	7,8	6,9	7,6
<u>Multilatéraux</u>	1,2	2,8	2,8	2,7	2,5	2,2
Aux conditions du marché	6,0	9,4	9,2	10,7	9,6	4,6
<u>Bilatéraux</u>	5,5	8,6	8,2	9,8	8,4	4,0
Dont crédits à l'exportation publics et privés	2,9	4,6	3,6	3,3	3,6	2,0
<u>Multilatéraux</u>	0,5	0,8	1,0	0,9	1,2	0,8
Pour mémoire : FMI, achats nets	0,3	0,7	1,8	1,6	1,7	0,7

Source : Estimations de la CEA, d'après les données du Manuel du commerce international de la CNUCED (1985), supplément consacré au développement et des données de l'OCDE.

a/ Provenant des pays membres du CAD, des pays membres de l'OPEP et des institutions d'aide multilatérale.

b/ Chiffres estimatifs.

### Aide publique au développement

213. La stagnation du volume des apports au titre de l'APD, des ressources accordées par le FMI et des crédits à l'exportation a des incidences considérables. Pour ce qui est de l'APD, il convient de se rappeler que la part des ressources, par ailleurs extrêmement rares, allouée à l'Afrique a augmenté assez rapidement au cours des années 70, passant de 25 p. 100 en 1970 à plus de 40 p. 100 en 1980. La part des pays africains au sud du Sahara a augmenté, au cours de la même période, d'environ 12 p. 100. Cette expansion, qui est essentiellement le fait d'établissements financés par l'OPEP, a fait que ces derniers pays se trouvent actuellement excessivement tributaires de l'APD pour ce qui est du financement de leurs programmes d'investissement à long terme. Le fait que les exportations ne concernent qu'une gamme réduite de produits et l'absence d'une politique dynamique en la matière les ont effectivement exclus des marchés des capitaux, tout en les mettant dans l'impossibilité d'accéder aux crédits de la BIRD, tant pour ce qui est des crédits à court et à moyen termes que pour ce qui est des crédits à long terme.

### Ressources du FMI

214. Pour un grand nombre de pays africains ainsi exclus, le FMI demeure l'unique source d'appui à la balance des paiements. En effet, le Fonds a joué un rôle décisif en la matière au cours des années 80. C'est ainsi qu'entre 1980 et 1983, les achats nets auprès du Fonds ont plus que doublé, ce qui a permis d'atténuer quelque peu les chocs économiques du début des années 80. Toutefois, étant donné le caractère autorenouvelable des ressources du Fonds et les conditions régissant l'accès aux facilités du FMI, les remboursements effectués sur les tirages antérieurs posent de sérieuses difficultés au niveau des comptes courants. Cette situation a été aggravée par le fait que de nombreux programmes du FMI ne sont pas parvenus à rétablir l'équilibre de la balance des paiements de bien des pays débiteurs. A cet égard, d'aucuns soutiennent que les programmes de stabilisation généralement prônés par le FMI ne sauraient corriger le déséquilibre de la balance des paiements lorsqu'il est chronique ou est dû à des facteurs exogènes. En tout état de cause, il ressort clairement que, ces dernières années, les programmes du Fonds accordent de plus en plus la priorité aux accords de confirmation (d'une durée de 12 à 18 mois) qu'aux arrangements élargis (à moyen terme). C'est ainsi que sur les 15 arrangements conclus avec les pays africains au 30 septembre 1985, seul celui conclu avec le Malawi a pu être élargi. Les ressources accordées par le FMI ne sauraient toutefois répondre qu'à une fraction des besoins de l'Afrique en matière de financement, les pays africains n'apportant que 3,3 p. 100 des quotes-parts. En outre, étant donné que les restrictions quant à l'utilisation des ressources du Fonds ont été réduites à la faveur de l'augmentation des quotes-parts intervenue en 1983, les pays africains au sud du Sahara se trouvent, depuis 1985, dans une situation moins favorable en ce qui concerne l'accès aux ressources du Fonds.

215. L'incapacité des pays africains à freiner la détérioration de leur pouvoir d'achat est généralement considérée comme l'un des principaux obstacles au bon fonctionnement du système actuel de coopération financière internationale. Compte tenu du rôle primordial que joue le FMI dans presque toutes les transactions financières - notamment en ce qui concerne les engagements des bailleurs de fonds bilatéraux, les organismes de financement du crédit à

l'exportation, les arrangements du Club de Paris et l'accès au financement privé - il est indispensable d'examiner et d'évaluer ce rôle de près si l'on veut surmonter la crise financière que traversent actuellement les pays africains. Le fait inquiétant sinon surprenant, qu'un nombre croissant de pays africains payent des arriérés au FMI et à d'autres institutions multilatérales de crédit peut permettre d'établir des relations plus stables entre l'Afrique et le FMI. La récente décision de reconstituer le Fonds d'affectation sous la forme d'un compte spécial de paiements en faveur des pays à faible revenu pourrait bien être considérée comme le premier pas dans cette direction. Toutefois, un accroissement substantiel des quotas des pays africains par rapport à leur niveau actuel et une allocation importante de droits de tirage spéciaux pour reconstituer leurs réserves et liquider les arriérés accumulés revêtent une plus grande importance pour ces pays.

#### Banque mondiale

216. Tout comme le FMI, la Banque mondiale a joué ces dernières années un rôle clé dans la mobilisation des ressources financières dont les pays africains ont besoin. Ses interventions - par le biais de l'IDA, de la Facilité spéciale de crédit pour l'Afrique et grâce à son savoir-faire considérable dans l'élaboration de programmes d'ajustement structurel propres aux pays - a progressivement créé les conditions générales qui doivent constituer les bases d'une croissance soutenue. Toutefois, malgré les récentes initiatives, les flux nets de ressources multilatérales mises à la disposition des pays africains sous forme de prêts sont actuellement inférieurs de quelque 0,5 milliard de dollars à leur niveau du début de la décennie en cours. On craint de plus en plus que, sur la base des décaissements bruts actuels d'une part, et des perspectives en matière de service de la dette d'autre part, un nombre croissant de pays africains deviennent emprunteurs nets auprès d'institutions multilatérales de prêt au développement telles que la Banque mondiale. Il est donc primordial, lors de la huitième reconstitution des ressources de l'IDA, de tenir compte de la nécessité de soutenir pleinement les mesures d'ajustement structurel que de nombreux pays de la région ont commencé d'appliquer.

#### Groupe de la Banque africaine de développement

217. Le Groupe de la Banque africaine de développement a un rôle de plus en plus important à jouer dans le financement des projets et programmes de développement économique et social dans les pays africains. Ces dernières années, le Groupe de la Banque a réussi à accroître sa part du volume total des ressources extérieures allouées aux pays africains et à diversifier quelque peu ces opérations par de nouvelles formes de prêts. Il faut encourager et appuyer pleinement ces efforts. Il faut en particulier accroître les ressources du Fonds africain de développement, qui fournit un appui financier aux pays africains à des conditions libérales. La cinquième reconstitution des ressources du Fonds au moyen de fonds octroyés à des conditions très libérales contribuerait énormément à gonfler le flux de ressources en direction des pays africains et à garantir leur utilisation rationnelle.

### Fonds international de développement agricole (FIDA)

218. Le FIDA a également accru sensiblement le volume des ressources qu'il alloue aux pays africains. Le Fonds, qui a exclusivement pour mission de financer des projets pour le développement des petites exploitations agricoles, d'améliorer la production alimentaire et d'atténuer la pauvreté en milieu rural, a acquis des compétences et une expérience particulières dans ces domaines. La communauté internationale devrait appuyer pleinement le Fonds de ressources spéciales pour l'Afrique au sud du Sahara que le FIDA vient de créer; de même, la santé financière de cette institution devrait être garantie pour l'avenir.

### Assistance multilatérale

219. Au cours des dernières années, les ressources mobilisées par l'intermédiaire de sources multilatérales, en particulier le système des Nations Unies, sous forme d'assistance technique, financière et de produits de base ont diminué en dépit de l'augmentation des besoins des pays africains et ce, à un moment où la plupart connaissent de graves crises socio-économiques. De là, la nécessité d'apporter un soutien sans faille au système des Nations Unies et de mobiliser des ressources suffisantes, par l'intermédiaire du système, pour aider les pays africains à répondre à leurs besoins immédiats et à long terme en matière de développement.

### Crédits à l'exportation

220. Les crédits à l'exportation et d'autres mesures de financement du commerce ont joué, par le passé, un rôle clé dans le financement d'importations vitales pour la production et le commerce des pays africains, en particulier les biens d'équipement et les éléments nécessaires à l'entretien. Les crédits à l'exportation accordés par l'OCDE aux pays africains au sud du Sahara se sont accrus, au cours des années 70, à un rythme exceptionnel de 21 p. 100 par an en moyenne. Toutefois, depuis les années 80, cette source vitale de financement extérieur s'est considérablement tarie de plus de 50 p. 100 - ce qui se traduit, dans de nombreux pays africains, par des remboursements au titre d'emprunts anciens nettement supérieurs aux remboursements de crédits nouveaux. Ce phénomène reflète, d'une part, les conditions relativement peu favorables régissant l'octroi des prêts de cette nature et, ce qui est peut-être plus grave, le fait que de nombreuses institutions de crédit à l'exportation ont considérablement réduit le volume des crédits accordés aux pays africains. Cette situation a eu pour conséquence immédiate qu'une part croissante des échanges africains se font sur la base d'un paiement au comptant ou d'un accord de troc. Une deuxième conséquence du fléchissement du volume des crédits au commerce est une accumulation accrue des arriérés dont le montant, selon les estimations, est de 10 à 17 milliards de dollars, principalement imputable aux crédits du commerce à court terme. Enfin, conséquence indirecte - et économiquement paralysante - de cette situation, une pratique est apparue qui consiste à majorer sensiblement le prix des produits importés au comptant, en partie pour compenser les arriérés accumulés auprès des fournisseurs traditionnels.

221. L'activité économique a, à maints égards, pâti de la stagnation des apports de capitaux. En premier lieu, elle a donné lieu à de graves difficultés pour ce qui est du refinancement et de la reconduction des prêts à échéance. En second lieu, étant donné la relation étroite qui existe entre les importations

---

et la formation de capital, la réduction de la capacité d'importation, due à la diminution des transferts nets, a accentué le ralentissement de la formation de capital. Ce dernier phénomène est lui-même la conséquence d'une série de facteurs complexes liés à la diminution des recettes publiques et de l'épargne intérieure, et à la nécessité de consacrer plutôt l'épargne au financement des dépenses de consommation courante et à un service de la dette de plus en plus lourd. Même si le volume de l'épargne intérieure devait augmenter sensiblement, sa contribution à la formation de capital serait relativement modeste, compte tenu de la nécessité de faire face à l'accroissement des obligations au titre du service de la dette extérieure.

222. Pour résumer, dans le cas de nombreux pays d'Afrique, la coopération financière internationale ne donne plus guère de résultats, dans la mesure où on n'a plus recours qu'à des moyens de financement exceptionnels, notamment le rééchelonnement fréquent des obligations, qui a pour résultat la réduction des réserves et l'accumulation des arriérés, notamment pour ce qui est des prêts multinationaux. De toute évidence, si un tel mode de financement donne un certain répit, il ne peut être utilisé longtemps car son coût, en termes de solvabilité, est considérable.

#### E. Dette extérieure

223. Alors qu'entre 1980 et 1984, les apports nets de capitaux avaient diminué d'environ 6 milliards de dollars, le montant de l'encours de la dette a continué de croître - d'environ 50 milliards de dollars pour l'ensemble des pays africains, et d'environ 18 milliards de dollars pour les pays au sud du Sahara. L'augmentation de l'encours de la dette, concurremment avec la diminution des apports nets de capitaux, est liée à la capitalisation des arriérés et au versement des intérêts, ainsi qu'au recours systématique par les pays africains au rééchelonnement de la dette au cours des dernières années.

224. A la fin de l'année 1984, la dette extérieure publique ou garantie par les pouvoirs publics s'élevait à environ 145 milliards de dollars, mais la dette extérieure globale, toutes catégories confondues, décaissée et non décaissée, approchait les 200 milliards de dollars à la fin de l'année 1985. Les indicateurs relatifs à la dette montrent que l'endettement des pays africains n'est pas moins grave que celui des autres grands pays débiteurs, mais il est évident que l'Afrique n'est plus à même d'assurer le service de sa dette : entre 1974 et 1984, la dette extérieure globale a été multipliée par sept, alors qu'au cours de la même période, la production effective a connu un fléchissement de près de 1 p. 100 par an. Le ratio de la dette extérieure de l'Afrique aux exportations et au PIB a presque doublé entre 1974 et 1984, accusant une hausse plus nette dans le cas des pays africains au sud du Sahara. Parallèlement à l'accumulation de la dette en Afrique, les échanges ainsi que les apports ont enregistré une tendance à la baisse, phénomène qui s'est aggravé depuis le début des années 80.

225. Les estimations du service de la dette étaient fondées sur une limite inférieure et une limite supérieure. La limite inférieure de 14,6 milliards de dollars représente la projection du service annuel moyen de la dette de l'ensemble des pays africains pour la totalité de la dette publique et garantie par les pouvoirs publics. Cette estimation exclut le service de la dette privée non garantie, qui constitue cependant une charge pour les ressources en devises

des pays africains. En outre, le service de la dette projetée est inférieur au service de la dette échelonnée sur la période considérée. On trouvera au tableau 6 de l'annexe statistique du volume II les détails de ces projections du service de la dette, présentés pays par pays. La limite supérieure de 24,5 milliards de dollars par an représente le service de la dette échelonnée, y compris les renseignements disponibles sur le service de la dette privée non garantie et ce, pour tous les pays africains. Le montant de cette limite supérieure est fondé sur les estimations de la Banque mondiale pour les 25 pays africains pouvant prétendre à l'APD et huit autres pays subsahariens, ainsi que sur nos propres estimations pour ce qui est du reste des pays africains.

226. L'écart de plus en plus grand entre la capacité d'assurer le service de la dette, d'une part, et les obligations au titre du service de la dette, d'autre part, se manifeste par le quadruplement du ratio du service de la dette par rapport aux exportations au cours de la période de 10 ans qui s'est terminée en 1984, le ratio atteignant 30 p.100 la dernière année. Pour de nombreux pays à faible revenu, le fardeau est encore plus lourd : les estimations disponibles laissent apparaître actuellement des ratios du service de la dette de plus de 30 p. 100, certains pays ayant un ratio parfois supérieur à 100 p. 100 lorsqu'on tient compte de la dette à court terme, des rachats du FMI, des arriérés et autres charges. Les données récemment recueillies par les missions conjointes OUA/CEA qui se sont rendues dans tous les Etats membres, auprès de plusieurs autorités nationales indiquent un écart de plus en plus grand entre les paiements et les obligations au titre du service de la dette. Dans la plupart des cas, les obligations sont supérieures de près de 50 p. 100 aux paiements effectifs. La baisse de la capacité des Etats de payer la dette a été aggravée par le flux des emprunts contractés à l'étranger. En 1984, les transferts de capitaux nets, provenant de diverses sources, vers l'Afrique au sud du Sahara ont diminué, d'après les estimations, de près de 8 milliards de dollars par rapport au niveau de 1980-1982, qui était légèrement supérieur à 11 milliards, étant donné que l'accroissement des paiements effectués au titre du service de la dette a coïncidé avec l'arrêt presque total des prêts volontaires provenant de sources privées et la fermeture du financement sur le marché mondial.

227. Pour la majorité des économies africaines, les problèmes relatifs au service de la dette sont intervenus à la suite des bouleversements financiers successifs causés par des chocs économiques extérieurs, et ont été aggravés par les catastrophes naturelles, telles que la sécheresse et la famine, encore que la mauvaise gestion économique ait également contribué à aggraver la crise.

228. Des indicateurs macro-économiques importants montrent que la baisse est intervenue sur plusieurs fronts : entre 1980 et 1983, les pertes cumulées en devises provoquées par la baisse des prix des produits de base ont atteint environ 13,5 milliards de dollars. Dans le même temps, 27 pays sur 39 au sud du Sahara ont vu leur PIB par habitant baisser, alors que 23 pays enregistraient une chute dans le transfert net des flux de capitaux provenant de l'étranger et dans les réserves en devises qui, d'après les estimations actuelles, suffisent à peine à couvrir six semaines d'importation. Les Etats africains ne disposent manifestement pas de marge de manoeuvre. Cependant, les économies africaines ont fortement tendance à voir se répéter les crises financières en raison de leurs structures rigides et peu protégées et de la base de production très

étroite dont elles disposent. La part très importante qui revient à quelques produits primaires dans l'économie en général rend les résultats économiques et les possibilités financières très incertains, du fait qu'ils sont à la merci de conditions climatiques changeantes et de fluctuations importantes des cours des produits de base. Dans le même temps, la demande en produits d'importation, qui porte essentiellement sur des produits de première nécessité, tels que les vivres et le combustible, ne peut être comprimée sans porter atteinte au bien-être des populations ainsi qu'à la capacité de production de ces pays. En outre, comme nous l'avons dit plus haut, en raison de leur insolvabilité, les Etats africains n'ont généralement pas la possibilité d'obtenir des crédits provisoires auprès de sources privées pour combler temporairement leurs déficits budgétaires.

229. Les problèmes de liquidité en Afrique ont en outre été exacerbés par la rigidité des conditions liées aux prêts. Entre 1975 et 1984, 15 pays africains ont en plus de 40 occasions demandé une aide au titre de la dette relative au crédit à l'exportation officiel et officiellement garanti par le biais d'un rééchelonnement sous les auspices du Club de Paris. Les mesures d'allègement de la dette prises dans le cadre du Club de Paris se sont révélées inadéquates, car elles n'ont pas permis de rétablir rapidement des niveaux appropriés de financement des échanges ni d'assurer des apports d'aide supplémentaires. De plus, les frais relativement élevés liés à ces rééchelonnements ont le plus souvent pour effet d'aggraver le service de la dette. Quoi qu'il en soit, les arrangements du Club de Paris ont un caractère limité, puisqu'ils envisagent principalement la dette publique et officiellement garantie : ils n'envisagent pas la dette non garantie, les crédits à court terme, la dette vis-à-vis d'institutions multilatérales, de créanciers dans les pays socialistes ou de la plupart des autres pays en développement. En conséquence, un élément important de la dette - près de 50 p. 100 - n'est pas pris en compte dans les arrangements du Club de Paris et fait l'objet d'autres arrangements spéciaux. Le fait que les mesures fréquentes et fragmentaires de rééchelonnement ne permettent pas de lutter efficacement contre la nature chronique de la crise des liquidités de l'Afrique est illustré par les demandes pour de nouvelles mesures de rééchelonnement et par l'augmentation des arriérés. S'agissant de cette dernière question, il conviendrait de noter que sur les 43 pays qui avaient des arriérés à la fin de 1984, plus de 20 étaient des pays africains.

230. Les perspectives du service de la dette à moyen terme ne sont pas prometteuses et aucune amélioration majeure n'est en vue. L'environnement international demeure difficile. La persistance de taux d'intérêt élevés a pour effet d'accroître les obligations au titre du service de la dette, tandis que les cours des produits de base et les recettes d'exportation n'ont guère de chance d'augmenter s'il n'y a pas une amélioration du marché pour ces produits. En outre, à la fin du délai de grâce lié au réaménagement récent de la dette, on prévoit que le montant total des paiements effectués au titre du service de la dette augmentera, passant de 4,3 milliards de dollars en moyenne en 1980 - 1982 à environ 14,6 à 24,5 milliards de dollars par an en 1986-1990.

## **F. Estimations globales des besoins en ressources**

231. En conséquence, l'assistance de la communauté internationale devrait aller au-delà du seul souci de combler ce déficit. De fait, pour une application réussie du Programme prioritaire pour l'Afrique et afin que des changements structurels des économies africaines puissent être introduits, il est essentiel que la communauté internationale prenne des mesures et s'engage fermement à fournir les ressources extérieures nécessaires à l'exécution du Programme, comme on l'a souligné plus haut, et qu'elle veille à ce que :

a) Les facteurs exogènes qui ont aggravé la situation de l'Afrique, surtout les problèmes liés à la lourdeur de la dette et au service de la dette, ne rendent pas vains les efforts de restructuration;

b) Les ressources autres que celles qui sont requises pour l'application du Programme prioritaire prennent la forme de subventions ou de prêts à des conditions libérales, de façon à couvrir le remboursement de la dette et assurer la disponibilité d'un niveau de ressources étrangères largement suffisant, propre à rétablir la santé financière des pays africains et appuyer les efforts de relance et tendant à élever le revenu par habitant;

c) Pendant la période d'exécution du Programme, aucun pays africain ne devrait enregistrer une sortie nette de ressources. En d'autres mots, aucun pays donateur ne devrait être bénéficiaire net de ressources provenant d'un pays africain.

232. Au cours des cinq prochaines années, le service de la dette de l'Afrique exigera un montant annuel se chiffrant entre 14,6 et 24,5 milliards de dollars. Il est impossible aux pays africains d'assurer le financement du Programme à raison de 82,5 milliards de dollars en moyenne, soit environ 64,4 p. 100 du coût total, et de maintenir en 1986-1990 des niveaux suffisants d'importation au moyen de leurs propres ressources, tout en s'acquittant de leurs obligations au titre du service de la dette.

233. Faute de mesures efficaces d'allègement de la dette et de flux importants de ressources, les ressources propres mobilisées pour financer le Programme et animer la croissance devront être allouées au service de la dette. En effet, si l'appui international ne devait servir qu'à combler l'écart dans les montants à investir pour appliquer le Programme, sans assurer dans le même temps un allègement sensible du service de la dette, la situation des pays africains pourrait être pire à la fin de la période qu'au début. Il est impossible à l'Afrique de passer d'un niveau d'obligations au titre du service de la dette de 4,3 milliards de dollars par an pendant la période 1980-1982 à un niveau annuel de 14,6 à 24,5 milliards de dollars pendant la période 1986-1990. Même si toutes les ressources propres mobilisées pour financer le Programme sont allouées au service de la dette, les pays africains ne pourront toujours pas s'acquitter de leurs obligations et encore moins disposer de ressources pour financer le Programme de redressement économique.

234. Les pays africains devant en principe financer le Programme prioritaire à raison de 64 p. 100, il convient de souligner qu'il faudra environ 9 milliards de dollars en devises afin de couvrir les importations au titre des programmes prioritaires. A supposer que ce montant puisse être couvert grâce à une

---

augmentation des recettes d'exportation résultant d'une augmentation du volume des exportations et d'une amélioration des cours des produits de base, il resterait malgré tout aux pays africains à financer des importations accrues dont le niveau serait au moins celui de 1980. Or, les recettes d'exportation de l'Afrique n'y suffiront pas. Il faudra donc continuer à aider les pays africains en augmentant les flux nets de ressources afin qu'il puissent accroître les importations. Le montant annuel de 9,1 milliards de dollars représenterait donc une assistance spécifique à l'application du Programme prioritaire. Cela étant dit, les ressources supplémentaires requises (moyenne annuelle), y compris les montants estimatifs requis au titre du service de la dette pour la période 1986-1990 sont indiquées au tableau 14.

**Tableau 14. Apports requis pour le Programme prioritaire et le service de la dette (en milliards de dollars des Etats-Unis)**

		Moyenne annuelle pour la période 1986-1990	
		Minimum	Maximum
1.	Ressources extérieures requises pour financer le Programme prioritaire (écart entre le coût global du Programme et les ressources mobilisables localement	9,1	9,1
2.	Estimation des apports nécessaires pour assurer le service de la dette	14,6	24,5
Apports requis		(23,7)	(33,6)

235. De toute évidence, les besoins diminueront si des mesures efficaces d'allègement de la dette sont appliquées. Si, par exemple, toutes les dettes bilatérales étaient converties en dons, le montant global des apports requis passerait à 20 milliards de dollars dans l'estimation minimale et à 26 milliards de dollars dans l'estimation maximale. La conversion des dettes publiques non contractées au titre de l'APD et des paiements au titre du service de ces dettes en prêts à long terme remboursables sur une période de 30 à 40 ans, avec un différé de remboursement de 10 ans, pourrait entraîner un allègement supplémentaire de l'ordre de 4 à 6 milliards de dollars par an des paiements au titre du service de la dette.

236. Un autre moyen de réduire l'ampleur des besoins en apports extérieurs consisterait à plafonner et à réduire les taux d'intérêt des dettes commerciales, et à convertir les remboursements de ces dettes en remboursements sur une longue période à des conditions libérales.

237. De fait, il conviendra de concevoir et de mettre en application un programme comportant des mesures d'allègement de la dette et un volume important de ressources, tenant compte des particularités de la situation relative à la dette et des capacités de remboursement de la dette dans chaque groupe de pays. Par exemple, pour les pays africains à faible revenu, les ressources

extérieures requises devront être obtenues au moyen d'apports à des conditions libérales et de mesures d'allégement de la dette extrêmement favorables. Pour les pays à revenu moyen, ces dernières mesures pourraient s'ajouter à des emprunts d'un niveau accru à des conditions non libérales mais toutefois raisonnables.

238. L'estimation des ressources extérieures requises ne peut fournir, au mieux, qu'un ordre de grandeur. La valeur des estimations est très largement fonction des hypothèses et des tendances de l'environnement économique extérieur, des cours des produits de base, des fluctuations des termes de l'échange, des taux d'intérêt et de change et du remboursement de la dette. En outre, les résultats des efforts d'épargne intérieure et des autres politiques visant à agir sur l'environnement global déterminent de façon non négligeable la valeur de l'estimation.

239. Cela étant dit, notre fourchette du montant estimatif des apports extérieurs montre à l'évidence que la communauté internationale doit absolument fournir un apport massif de ressources et alléger considérablement la charge du service de la dette, charge paralysante et déjà incontrôlable, et améliorer l'environnement économique extérieur pour appuyer des réformes fondamentales et l'effort de développement, si l'on veut que l'Afrique sorte du cercle vicieux du sous-développement et atteigne des taux de croissance positifs au cours des cinq prochaines années.

#### G. Priorités des gouvernements dans le cadre du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique

240. D'après les données figurant dans les aperçus généraux de pays (chapitre I du volume II), il apparaît clairement, dans le cadre de ce Programme, que le rang de priorité le plus élevé est accordé à l'agriculture, viennent ensuite d'autres mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines, la sécheresse et la désertification.

241. En ce qui concerne les investissements dans l'agriculture, nous nous concentrons sur les secteurs suivants en vue d'atteindre les objectifs du Programme prioritaire :

- a) L'augmentation de la production agricole;
  - b) Le développement de terres arables et l'amélioration des politiques agricoles;
  - c) L'élevage, la production animale et le développement des pêches (continentales et maritimes);
  - d) La mécanisation et la culture attelée;
  - e) La conservation et la commercialisation des produits agricoles;
  - f) L'aménagement des ressources en eau (de surface et souterraines) et le développement de structures d'irrigation simples et peu coûteuses;
-

g) La lutte contre la sécheresse, la désertification et le développement des programmes de reboisement;

h) La recherche agricole, la vulgarisation et le développement des ressources humaines.

242. La deuxième priorité a été accordée à l'adoption de mesures sectorielles liées à l'agriculture et comprenant notamment la construction et l'entretien de routes de desserte, de voies d'accès et de service, la restructuration du réseau ferroviaire, la relance industrielle par le biais de la fourniture de facteurs de production et d'investissements à caractère incitatif dans le domaine agricole (implantation d'usines d'engrais et traitement de produits agricoles), le développement rural, la planification et l'utilisation des terres et la fourniture de logements décentes aux populations. Dans le domaine de la santé rurale et des soins primaires, des stratégies ont été adoptées pour l'immunisation de tous les enfants et l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement pour 1990.

243. En ce qui concerne la sécheresse et la désertification, les secteurs définis sont les suivants : reforestation et reboisement, surveillance de la sécheresse, mise en valeur de nouvelles sources d'énergie pour remplacer le bois de chauffe, gestion des terres, mise en valeur et conservation des ressources en eau. La quatrième priorité, c'est-à-dire la mise en valeur des ressources humaines, porte entre autres sur l'amélioration des institutions de gestion et le fonctionnement du secteur public ainsi que sur le renforcement des méthodes de planification et de gestion des ressources humaines. La dernière catégorie porte en outre sur la réalisation d'études de planification de la main-d'oeuvre et de projets tels que la création d'instituts d'administration publique et de gestion et de centres de productivité.

244. Il n'a pas toujours été possible de distinguer clairement ces quatre domaines dans tous les pays, et dans certains la gestion des terres et la reforestation ont été rattachées à l'agriculture, étant donné que la reforestation n'avait pas pour but de lutter contre la sécheresse et la désertification mais de remplacer les ressources forestières épuisées.

245. Les tableaux 2, 3 et 4 de l'annexe statistique montrent le coût du Programme prioritaire pour 1986-1990, secteur par secteur, les sources de financement par sous-région et par pays, en millions de dollars et en pourcentage.

246. Le coût total du Programme s'élève à 120,1 milliards de dollars, dont 57,4 milliards (44,6 p. 100) au secteur de l'agriculture; 60 milliards de dollars (46,9 p. 100) pour les autres mesures sectorielles liées à l'agriculture, 3,4 milliards de dollars (2,7 p. 100) pour la lutte contre la sécheresse et la désertification et 7,2 milliards de dollars (5,6 p. 100) pour la mise en valeur des ressources humaines. Par pays, le coût total du Programme va de 3,2 millions de dollars pour le Swaziland à 27,6 milliards pour l'Algérie.

**H. Moyens d'action pour atteindre les objectifs du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique**

247. En vue d'atteindre les objectifs du Programme, les pays africains ont mis en oeuvre des mesures importantes et accordent une attention particulière à la réorientation de leurs politiques. Les principaux moyens d'intervention sont présentés ci-après.

**a) Mesures d'incitation**

248. Les gouvernements africains ont pris conscience du fait que, pour améliorer la productivité, en particulier dans le secteur agricole, il était nécessaire d'adopter des mesures adéquates d'incitation à la production, notamment de modifier les politiques de prix qui avaient tendance à décourager la production. Dans le cadre du Programme de redressement, de nombreux pays ont amélioré leur système d'incitation à la production, et d'autres mesures doivent être prises dans cette direction afin de stimuler la production, non seulement pour contribuer au redressement économique mais aussi pour maintenir l'élan donné et accroître la production à plus long terme.

249. Les différentes mesures adoptées par les pays africains sont les suivantes : avantages financiers à accorder aux producteurs agricoles, notamment l'augmentation des prix à la production dans les sous-secteurs de la production alimentaire et de l'agriculture d'exportation, et encouragement de l'épargne individuelle et des investissements privés. Un rang de priorité élevé devrait être accordé à la prestation d'un ensemble de services aux agriculteurs et à l'amélioration de l'efficacité de l'infrastructure économique, sociale et administrative. En général, cependant, les mesures d'incitation financière doivent être complétées par une amélioration et une augmentation des facteurs de production, des programmes d'action visant à réduire les goulets d'étranglement technologiques et institutionnels dans le secteur, et par l'adoption de politiques visant à améliorer les résultats des secteurs publics de commercialisation et à encourager la participation du secteur privé et du secteur coopératif. Quelques pays sont allés plus loin en interdisant ou en limitant l'importation de certains produits agricoles et de denrées de première nécessité afin d'encourager la production intérieure et l'autosuffisance.

250. Afin de relancer la croissance du secteur industriel, qui, dans de nombreux pays, a été sérieusement entravée ces dernières années par une sous-utilisation de la capacité existante, en raison de pénuries de pièces de rechange et de matières premières importées et de technologie, les pays de la région ont alloué au secteur industriel des ressources accrues en devises afin de permettre une meilleure utilisation de la capacité existante et d'entreprendre les opérations essentielles de rénovation. Dans le cadre de leurs mesures d'incitation des exportations, quelques pays ont introduit un système de prélèvement automatique des revenus en devises pour certaines catégories d'exportateurs. Ces devises peuvent ensuite être utilisées pour importer des équipements, pièces de rechange et facteurs de production essentiels, ainsi que pour remplir les obligations financières extérieures des exportateurs.

251. Afin d'améliorer et de libéraliser le cadre général dans lequel intervient le secteur privé, des mesures ont été adoptées, dans certains pays, consistant notamment à appliquer avec moins de rigueur les mesures de contrôle des prix et de la distribution, à réduire l'inefficacité et la rigidité du système

d'octroi de licences d'importations, et à adopter un taux de change plus réaliste. Dans certains pays, de nouveaux codes des investissements sont entrés en vigueur, tandis que dans d'autres, les codes existants ont été modifiés afin d'attirer les investissements étrangers et de simplifier la législation et les procédures réglementant l'investissement industriel en général. Quelques pays s'emploient à rétablir la confiance du secteur privé, en faisant participer des représentants de ce secteur à certains organes de décision et en favorisant la création de petites et moyennes entreprises et en améliorant les flux d'investissements privés productifs. Il faudrait développer les marchés et débouchés grâce aux échanges sous-régionaux et aux groupements économiques en place ou envisagés et à la rationalisation des tarifs et des régimes d'investissements sous-régionaux.

#### **b) Politiques d'investissement public**

252. Le secteur public a été le moteur essentiel de l'investissement intérieur dans les pays en développement d'Afrique, et il a joué un rôle primordial d'impulsion et de soutien au processus de modernisation du continent. Ce secteur s'est ainsi développé et occupe actuellement une position dominante dans les économies des pays africains. En effet, le pourcentage de formation brute de capital fixe des entreprises publiques en Afrique est l'un des plus élevés parmi les régions à économie de marché. Le pourcentage moyen de capital investi dans les entreprises publiques représentait 32,4 p. 100 de la formation brute de capital fixe entre 1974 et 1977, contre 11,1 p. 100 dans les pays industrialisés et 27 p. 100 dans l'ensemble des pays en développement pour la même période. Dans un certain nombre de cas, il était évident que le volume des investissements dans le secteur public par rapport au volume global des investissements était en augmentation, même dans les pays ayant un secteur privé traditionnellement important.

253. Toutefois, l'augmentation du volume de l'investissement public a été souvent accompagnée de certains éléments inquiétants : la part des investissements à forte intensité de capital s'est accrue alors que l'on assiste à une aggravation du chômage; le taux d'utilisation des capacités a été faible et ce problème est devenu particulièrement grave depuis la fin des années 70, en raison des pénuries chroniques de devises pour l'importation de facteurs de production; et le niveau de productivité a été faible à cause, entre autres choses, de la mauvaise gestion, de l'inefficacité des services d'entretien et de l'absence de services d'appui. Les effets combinés de ces phénomènes ont entraîné une baisse de l'efficacité de l'utilisation du capital.

254. La forte expansion du volume de l'investissement public s'explique également par le fait que dans les plans de développement de la majorité des pays africains, l'on a toujours dans le passé accordé la priorité au secteur public. Ce n'est que dans quelques pays que des efforts ont été déployés pour faire en sorte que la planification du développement embrasse l'ensemble de l'économie. Dans la formulation des plans de développement à moyen terme de divers pays africains ainsi que dans le cadre du Programme prioritaire, l'accent est mis sur les programmes d'investissements publics. Il convient en outre de promouvoir le développement du secteur national et de créer, là où c'est jugé souhaitable, les structures d'accueil adéquates pour les investissements privés étrangers dans les secteurs productifs de l'économie.

255. Le but global de la nouvelle politique agricole est d'accélérer les efforts visant à atteindre l'autosuffisance et assurer la sécurité en ce qui concerne les denrées de base locales ainsi qu'à relancer et à augmenter la capacité nationale de production de matières premières agricoles et à favoriser la relance des exportations afin de générer la capacité d'importation supplémentaire requise pour financer la croissance.

256. Une importance accrue a été accordée au développement des infrastructures rurales dans pratiquement tous les pays. De fait, ce n'est qu'à l'intérieur de ce secteur et en appuyant leur gamme d'activités que certains pays ont entrepris, ou envisagé d'entreprendre de nouveaux programmes d'investissement au cours des cinq prochaines années. La politique des pouvoirs publics en la matière ne vise pas tant à lancer de nouveaux projets qu'à s'attacher à achever des projets d'investissement en cours générant des rendements économiques élevés ainsi qu'à remettre en état des infrastructures essentielles, qu'elles soient matérielles ou sociales, pour lesquelles des fonds n'avaient pu être disponibles ces dernières années.

#### c) Gestion des ressources

257. Pour harmoniser les mesures budgétaires avec les politiques et les plans contenus dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, on a intensifié la mobilisation des ressources nationales dans presque tous les pays africains et notablement augmenté la part des ressources allouées aux dépenses d'investissement. Il importe de redéfinir les politiques budgétaires afin d'assurer une mobilisation plus complète de toute la gamme des ressources au niveau intérieur, tout en maximisant leur utilisation.

258. Le budget national joue un rôle clé dans la mobilisation effective des ressources intérieures et constitue un instrument de contrôle et de stabilisation économiques. C'est pourquoi une bonne gestion financière est un préalable à la réalisation des principaux objectifs de croissance et de stabilité. Ces dernières années, du fait de la récession, et plus particulièrement de la chute des recettes d'exportation, de l'alourdissement du fardeau de la dette extérieure et de la diminution du flux des ressources financières, il est de plus en plus difficile d'assurer une bonne gestion financière.

259. Ces dernières années les recettes publiques ont été utilisées pour faire face à la situation d'urgence occasionnée par la sécheresse, compenser les taux d'inflation en hausse constante et, plus récemment, couvrir les obligations croissantes au titre du service de la dette.

260. Dans de nombreux pays de la région, de nouvelles mesures sont actuellement mises en vigueur pour accroître les recettes publiques par le biais d'une hausse des taxes à la consommation et sur les voyages. L'introduction de réformes et de nouvelles mesures fiscales est également envisagée dans un certain nombre de pays. Pour l'ensemble des pays, toutefois, y compris les moins avancés, les très faibles niveaux de revenus limitent les possibilités de créer de nouveaux impôts ou d'augmenter les taxes. De nombreux gouvernements s'attachent à améliorer et à mettre sur pied des mécanismes institutionnels appropriés destinés à assurer un meilleur recouvrement fiscal et à encourager l'épargne

intérieure. Les gouvernements de certains pays dont les marchés monétaires et financiers sont relativement développés envisagent également de recourir davantage à l'emprunt public par le biais du secteur privé en émettant des obligations, titres et certificats à des taux attrayants et rémunérateurs.

261. Le sous-développement des procédures bancaires, la pénurie d'institutions financières actives et le déséquilibre dans la répartition des agences des institutions existantes en faveur de quelques grandes villes constituent quelques-uns des principaux problèmes d'ordre structurel et institutionnel qui entravent l'épargne individuelle et son utilisation à des fins d'investissements productifs dans les pays africains. Des réformes bancaires, y compris des programmes de développement bancaire en milieu rural, ont été envisagées ou intensifiées dans la plupart des pays, tandis que l'on observe une tendance générale en faveur du développement d'un grand nombre d'institutions financières et d'une redynamisation du rôle des intermédiaires financiers. L'objectif est d'accroître leur efficacité et de les rendre plus dynamiques en vue de mobiliser des ressources intérieures.

262. Dans le cadre des mesures adoptées en rapport avec le Programme prioritaire, près de la moitié des gouvernements africains comptent remédier au problème des faibles taux d'intérêt en adoptant une politique souple en la matière. Dans quelques pays, les taux d'intérêt sur les dépôts ont été augmentés récemment et cela va se poursuivre jusqu'à ce qu'ils aient atteint des niveaux convenables, ce qui permettrait d'éliminer les entraves à l'épargne organisée. En vue d'accroître le taux de l'épargne publique et de dégager un excédent budgétaire, la plupart des gouvernements ont adopté des mesures destinées à réduire les dépenses ordinaires et les subventions de l'Etat en dépit des bouleversements sociaux et politiques manifestes qu'ils risquent d'engendrer. Ces mesures comprennent la réduction de la masse salariale par le biais d'une diminution des effectifs, la baisse du niveau des traitements et salaires et la réduction des avantages financiers dont bénéficiaient les employés du secteur public, ainsi que le gel des salaires. Les déplacements à l'étranger ont été considérablement réduits. Dans la plupart des pays, les gouvernements envisagent de supprimer ou de réduire les subventions sur le pétrole, l'énergie et les engrais en pratiquant une politique des prix appropriée. Cela n'a pas été sans difficultés. En fait, réduire les dépenses courantes à un moment où les services par habitant se trouvent à leur niveau le plus bas relève de la gageure. Que nombre de pays aient pu geler ou réduire les salaires et traitements, supprimer les subventions, rationaliser les opérations de leur secteur public et fixer un plafond aux dépenses de l'Etat, traduit leur détermination à opérer les changements économiques nécessaires, ce qui n'est pas exempt de graves risques politiques. Ce qui rend le coût social d'un tel ajustement si élevé, c'est le fait que cela se passe à un moment où le taux de croissance est faible et les revenus par habitant en diminution.

263. La question de la réforme administrative et financière, particulièrement au niveau du secteur public, a fini par se poser en rapport avec le Programme prioritaire, car c'est ce secteur qui est chargé de le gérer. La question de la faible productivité du secteur public, quant à elle, est examinée à la fois en relation avec la gestion des entreprises publiques et la politique économique en général. Certains pays ont pris des mesures pour mieux gérer

---

leurs économies tandis que d'autres mènent des efforts qui visent pour l'essentiel à assurer une meilleure gestion financière, à planifier les investissements à améliorer la capacité administrative, à renforcer les principaux organismes d'exécution et de surveillance et à améliorer le fonctionnement des services publics en général. Presque tous les pays envisagent de réformer le secteur des entreprises publiques pour qu'il cesse de grever le budget national et qu'il contribue davantage à financer le développement. Les mesures prévues sont notamment la réduction de la taille des entreprises du secteur public grâce au désinvestissement, à la restructuration, à la privatisation ou à la création de coentreprises avec le secteur privé, ainsi qu'à l'amélioration de l'efficacité des entreprises et à l'assainissement de leur gestion par le biais de réformes monétaires et financières.

264. S'agissant de l'utilisation des ressources, l'accent a continué d'être placé dans de nombreux pays sur les secteurs directement productifs. Les dépenses publiques doivent donc permettre en priorité de mieux utiliser la capacité industrielle et d'accroître la capacité de production de l'économie.

**VOLUME II**

**PARTIE I : APERCU GENERAL DES PAYS**

## 1. ALGERIE

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Avec un taux de croissance de 4,9 p. 100 au cours des cinq dernières années, l'Algérie connaît sans aucun doute une croissance économique moyenne soutenue. Si le pétrole demeure le levier du développement économique constituant avec le gaz naturel plus de 90 p. 100 des exportations et environ 43 p. 100 des recettes publiques, il n'en demeure pas moins que l'Algérie s'est attelée durant ces dernières années à la mise en oeuvre d'une politique visant à la diversification de ses exportations. Le développement des secteurs de l'industrie, de la construction et des services a soutenu l'essor de l'économie. Toutefois, au cours de ces dernières années, les effets cumulés de la crise économique mondiale et l'affaiblissement du marché pétrolier ont, d'une certaine manière, ralenti la forte croissance enregistrée vers la fin des années 70.

Alors que les mesures prises pour diversifier la base économique commencent à porter leurs fruits, l'affaiblissement du secteur pétrolier n'en a pas moins affecté la balance des paiements. Les obligations au titre du service de la dette pour un encours d'environ 16,6 milliards de dollars absorbent quelque 33,1 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. Cependant, l'économie demeure solide sur le plan intérieur. La production agricole (environ 10 p. 100 du PIB) enregistre de nets progrès à la suite de l'adoption des mesures visant à accorder la priorité au développement du secteur agricole et des secteurs connexes tels que l'hydraulique et l'agro-alimentaire.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme de développement de l'économie vise essentiellement la poursuite de la modernisation et le développement de l'agriculture, par l'amélioration des techniques culturales, la mise en valeur des terres et la fourniture de crédits, la rationalisation du secteur d'Etat dans l'agriculture, l'incitation à l'exploitation des zones sahariennes. En même temps, d'autres secteurs et services directement liés à l'agriculture sont développés, en particulier le secteur hydraulique, la diffusion de techniques et méthodes améliorées d'irrigation et de culture et les industries en amont et en aval de l'agriculture. Un accent particulier a été mis sur la production alimentaire, surtout céréalière et animale en vue de renforcer l'autosuffisance alimentaire. Des efforts importants sont poursuivis dans d'autres secteurs de l'économie nationale, industries notamment et travaux publics, éducation, santé, etc.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de développement économique des mesures directes et indirectes relatives à l'agriculture et à l'amélioration de la gestion globale de l'économie ont été adoptées. Dans ce contexte, le gouvernement a entrepris de rationaliser les dépenses publiques en accordant la priorité aux investissements productifs. Les entreprises publiques ont été restructurées en vue de rendre leur gestion plus efficace et autonome. Des mesures d'incitation ont été adoptées en vue du développement des petites et moyennes entreprises. Le gouvernement, tout en préservant le secteur public dans l'économie nationale, encourage la participation du secteur privé au développement économique dans le cadre du rôle qui lui est assigné.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	5 520	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>5 520</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	22 080	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>22 080</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		27 600
iv) Coût estimatif du Programme		27 600
v) Ecart		-

**E. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	762,8	2 083,9	2 846,7
Principal	2 363,1	8 435,6	10 798,7
Total	3 125,9	10 519,5	13 645,4

**2. ANGOLA**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Avec une superficie de 1 246 670 kilomètres carrés et une population de 8,44 millions d'habitants (en 1984), l'Angola est principalement préoccupé par le maintien de son intégrité territoriale, sérieusement menacée par des incursions armées venant de l'Afrique du Sud. La priorité absolue est réservée à la défense nationale. L'exécution du dernier plan quinquennal (1981-1985) du pays, qui

était reformulé en plans annuels "glissants", a été sérieusement perturbée par la guerre. Les quelques données disponibles montrent que le PIB a augmenté, en moyenne, de 1,9 p. 100 entre 1980 et 1984 : -2 p. 100 en 1980-1981, +5,4 p. 100 en 1981-1982, +1,5 p. 100 en 1982-1983, +2,5 p. 100 en 1983-1984. L'encours global de la dette extérieure publique s'élève à 818,5 millions de dollars en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Dans le cadre de son programme de redressement, l'Angola accorde une grande importance aux domaines suivants :

- a) Maintien de l'intégrité territoriale;
- b) Développement de l'agriculture : accroître la production alimentaire et mettre en place un système de sécurité alimentaire;
- c) Développement des secteurs d'appui : améliorer et réhabiliter les infrastructures de transport et de communications, surtout celles endommagées par la guerre, développer les voies de desserte rurales en faveur de l'agriculture, développer l'industrie utile à l'agriculture et aux mines;
- d) Mise en oeuvre des ressources humaines : mettre en place des structures d'enseignement favorables à l'angolisation des cadres.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les réformes suivantes sont envisagées :

- a) Politique d'incitation à l'investissement : octroi de terres de culture, mesures incitatives de prix aux producteurs, distribution de semences et d'outillage de production agricole aux fermiers déplacés victimes de la guerre et/ou de la sécheresse;
- b) Politique d'investissements publics : promotion de coopératives de commercialisation, réhabilitation de la capacité de production des entreprises industrielles existantes, approvisionnement en matières premières, formation du personnel administratif et de gestion;
- c) Politique de gestion de ressources : planification budgétaire plus efficace, élaboration de comptes nationaux et d'un procédé approprié d'enregistrement de la dette;
- d) Décentralisation de la gestion économique et administrative en faveur des provinces et des régions militaires, création d'un ministère de coordination des provinces en vue de la relance de la production agricole susceptible de réduire les importations de produits vivriers et d'accroître l'exportation de produits agricoles.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

La mission conjointe CEA/OUA n'a pu obtenir de données à ce sujet.

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	520,0	-	520,0
Principal	1 275,0	-	1 275,0
Total	1 795,0	-	1 795,0

**3. BENIN**

**1. Evolution de la situation économique depuis 1980**

L'économie du Bénin a connu de nombreuses difficultés ces dernières années. Le taux de croissance du PIB qui était de 4,1 p. 100 en 1980 a baissé régulièrement jusqu'en 1983. Un redressement dû à l'amélioration de la production agricole a été amorcé en 1984; il s'est poursuivi notamment avec la prise en compte de la production pétrolière et de la production de clinker. Plusieurs facteurs ont contribué à cette détérioration de la situation économique, notamment les obligations croissantes au titre de la dette et les mauvaises conditions climatiques. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 638 millions de dollars en 1984 avec le service de la dette représentant 35,6 p. 100 des recettes d'exportations. En même temps, le flux net de ressources est tombé de 149,4 millions de dollars en 1980 à 73 millions seulement en 1983, résultant principalement de la contraction de ressources non officielles de 59 millions de dollars -3 millions durant cette période.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Les objectifs de développement économique retenus par la République populaire du Bénin comprennent quatre principales priorités, à savoir :

a) L'amélioration de la productivité dans le domaine agricole et l'augmentation des surfaces cultivées, en particulier des cultures vivrières;

b) Le développement du secteur industriel en vue d'accroître les débouchés de l'agriculture par la création d'unités engagées dans la transformation de produits agricoles et la production de biens intermédiaires et de consommation pour ce secteur;

c) Le renforcement des infrastructures économiques dans le domaine des transports ruraux et dans celui de la production et de la distribution de l'énergie;

d) Le développement des capacités de formation technique et professionnelle et l'augmentation des structures communautaires d'éducation.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes sont les suivantes :

- a) Renforcement de centres d'action rurale (CARDER) pour l'encadrement des exploitants et la vulgarisation des techniques agricoles;
- b) Création de la Commission permanente d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation des produits agricoles;
- c) Renforcement de la Direction de la recherche agronomique pour la mise au point des variétés nouvelles;
- d) Régularisation des cours des céréales par l'Office national des céréales (ONC) et garantie de meilleurs prix aux producteurs;
- e) Création de commissions d'établissement des barèmes et de fixation des prix des produits agricoles;
- f) Création d'un Fonds de soutien et de stabilisation des prix agricoles;
- g) Promulgation d'un code des investissements comprenant trois régimes;
- h) Encouragement de la participation du secteur privé dans les entreprises publiques et semi-publiques.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-

Total partiel	=
---------------	---

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur	265,4
A l'extérieur	-

Total partiel	<u>265,4</u>
---------------	--------------

---

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le deuxième Plan d'Etat, 1983-1987.

Millions de dollars E.-U.		
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	265,4
iv)	Coût estimatif du Programme	924,3
v)	Ecart	658,9

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	39,9	43,8	83,7
Principal	94,8	198,9	293,7
Total	134,7	242,7	377,4

**4. BOTSWANA**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Le Botswana est un pays enclavé dont la superficie est de 582 000 km<sup>2</sup> et sa population était de 1 053 000 habitants en 1984. La croissance économique a toujours reposé sur le secteur minier orienté vers l'exportation. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen de 9,7 p. 100 et le PIB par habitant au taux de 5,9 p. 100. Le pays a eu une balance des paiements relativement équilibrée. Le deuxième secteur dominant du pays est l'agriculture, et en particulier l'élevage bovin. La poussée de la fièvre aphteuse durant les dernières années de la décennie 70 a occasionné une baisse des exportations de la viande bovine. En outre, la dégradation du milieu et la grave sécheresse qui a frappé le pays ont aggravé cette situation. En ce qui concerne le service de la dette, le pays ne connaît pas de problèmes sérieux. A la fin de 1981, la dette extérieure se chiffrait à 165 millions de dollars alors que le flux net des ressources s'élevait à 403,3 millions de dollars. Cependant, depuis 1982, le Gouvernement a dû avoir davantage recours aux emprunts à l'étranger pour financer nombre de projets de mise en place d'infrastructures, ce qui s'est traduit par un gonflement de la dette extérieure qui a atteint 356,1 millions de dollars en 1984, le ratio du service de la dette se chiffrait à 2,3 p. 100 contre 1,4 p. 100 l'année précédente.

L'un des problèmes majeurs du pays tient à un nombre croissant de chômeurs dû à l'intensité du capital dans le secteur des mines. En raison du manque d'infrastructures adéquates et de la faiblesse de la base industrielle, la plupart

des produits manufacturés sont produits plus efficacement en Afrique du Sud, ce qui oblige à recourir au protectionnisme sous les auspices du SACU afin que les industries locales puissent être compétitives. Cependant, la stabilité politique et la conjoncture économique favorable ont encouragé le flux des ressources extérieures.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

L'agriculture, notamment la production des cultures afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'élevage bovin, est la préoccupation centrale. Un accent important est mis sur le paiement de prix rémunérateurs aux producteurs agricoles et sur la construction d'installations de transport et de marchés. Des mesures pour combattre la sécheresse sont prises pour accélérer la réhabilitation du secteur agricole. Le programme de redressement met aussi l'accent sur le développement rural et la création d'emplois.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Dans le secteur agricole, des mesures d'incitation seront utilisées pour accélérer la croissance de la production. Les mesures d'incitation financière telles que la politique d'assistance financière seront utilisées pour promouvoir le développement industriel, diversifier l'économie et créer des possibilités d'emploi. Il sera accordé à la formation technique et vocationnelle une grande priorité de manière à avoir la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire, qui constitue un obstacle majeur au développement.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	4,2
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>4,2</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	45,9
	Total partiel	<u>45,9</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	50,1
iv)	Coût estimatif du Programme	142,2
v)	Ecart	92,1

---

E. Montant estimatif requis au titre du service la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	112,5	14,0	126,5
Principal	140,8	10,9	151,7
Total	253,3	24,9	278,2

5. BURKINA FASO

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Burkina Faso fait face à une sécheresse qui ne cesse de causer de grands dommages depuis plus d'une décennie et à l'extension du phénomène de désertification mettant à rude épreuve le potentiel productif. Le produit intérieur brut a connu, durant la période 1980-1984, un taux de croissance en prix constants négatif (-0,7 p. 100), en raison de la chute de la production agricole, notamment des cultures vivrières.

Le niveau de la dette extérieure du Burkina Faso a été estimé à 754,2 millions de dollars en 1985. A partir de 1981, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations a dépassé la limite du tolérable. En effet, ce ratio qui était de 36,83 p. 100 en 1982, a atteint respectivement 48,1 et 60,81 p. 100 en 1984 et 1985. Le flux de ressources nettes qui était de 277,9 millions de dollars en 1980, s'établissait à 224,6 millions de dollars en 1984. La part de l'APD qui était de 77 p. 100 au début de la décennie, s'élevait à 84,1 p. 100 en 1983.

B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux identifiés dans le Programme prioritaire de redressement sont les suivants :

a) L'agriculture sur laquelle portent 74 p. 100 des investissements et des activités de modernisation, comprend les éléments suivants : promotion des cultures vivrières en vue de l'autosuffisance alimentaire, vulgarisation d'intrants améliorés, hydraulique et aménagements hydro-agricoles et mise en oeuvre de la réforme agraire;

b) Aux autres secteurs d'appui direct à l'agriculture, seront dévolus 13 p. 100 des investissements au cours de la période quinquennale 1986-1990, en vue de renforcer l'appareil productif à travers une forte intégration de l'agriculture à l'industrie de transformation des produits agricoles et de développer et réorganiser le système de commercialisation pour limiter le nombre des intermédiaires;

c) La lutte contre la sécheresse et la désertification consistera à adopter une politique judicieuse d'utilisation de l'eau, à diffuser des fourneaux améliorés et à vulgariser les "trois luttes" (contre la coupe abusive du bois, contre la divagation des animaux et contre les feux de brousse);

d) La mise en valeur des ressources humaines sera surtout axée sur les soins de santé pour tous, l'alphabétisation de masse, la formation du personnel, l'organisation et la mobilisation du monde rural.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Dans le cadre de son Programme populaire de développement (PPD), le Gouvernement Burkinabé a défini pour 1984 et 1985 un certain nombre de mesures de restructuration sociale et de relance économique. L'élaboration du premier plan quinquennal de développement populaire économique et social, couvrant la période 1986-1990, s'inspire de mêmes préoccupations. La particularité du PPD réside en son caractère décentralisé et la participation effective des masses à toutes les phases d'identification, de choix et d'exécution des projets. Dans le secteur privé, l'accent est mis sur la prise de conscience du rôle des opérateurs privés dans le développement socio-économique. La révision du code des investissements vise également à encourager les investissements privés. Dans le secteur public, le Gouvernement a pris des mesures adéquates de gestion visant à redynamiser ce secteur ainsi que des mesures budgétaires visant à alléger le poids des dépenses de fonctionnement, à augmenter la capacité d'investissement et à s'acquitter de ses arriérés vis-à-vis des entreprises locales, publiques ou privées.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	242,6
	Total partiel	<u>242,6</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	197,9
	Total partiel	<u>197,9</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	440,7
iv)	Coût estimatif du Programme	339,1
v)	Ecart	390,4

---

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	42,3	3,5	50,8
Principal	115,7	17,6	133,3
Total	163,0	21,1	184,1

**6. BURUNDI**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Le Burundi fait partie de la région interlacustre africaine. Sa superficie brute est de 27 834 km<sup>2</sup>, dont 51 p. 100 environ sont des terres agricoles cultivables. La très forte densité de la population (162 hab/km<sup>2</sup>) place le pays parmi les plus peuplés d'Afrique. Les autres contraintes sont l'enclavement, la faiblesse du secteur agricole et l'exiguïté du marché. L'évolution de l'économie était particulièrement faible, avec une moyenne de taux de croissance de 2,0 p.100 pour la période 1980 à 1984.

Le montant de la dette extérieure contractée, à des conditions libérales, s'élevait à 335 millions de dollars à la fin de 1984, avec un service de la dette de 27 p. 100 pour la même période. Néanmoins, les projections montrent que le service de la dette augmentera plus rapidement dans les prochaines années pour atteindre 24 p. 100 en 1986. Le flux total des ressources nettes est passé de 165,9 millions de dollars en 1980 à 200,5 millions de dollars en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le programme prioritaire du Burundi met l'accent sur les secteurs suivants :

- a) Alimentation et agriculture (sécurité alimentaire);
- b) Mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, y compris les industries, transports et communications, commerce et finances etc;
- c) Protection de l'environnement et des sols;
- d) Mise en valeur des ressources humaines.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les principales réformes sont :

- a) La révision et l'assouplissement du code des investissements;

b) La fixation de prix rémunérateurs aux paysans et la stimulation des coopératives de commercialisation;

c) L'octroi de faveurs fiscales et douanières aux investissements orientés vers les secteurs prioritaires de développement;

d) La réduction des emprunts auprès de la Banque centrale;

e) L'orientation des investissements vers des secteurs productifs;

f) La mise en place des mesures financières et monétaires qui favorisent la croissance économique;

g) L'analyse du secteur des entreprises publiques en vue de les rendre plus efficaces;

h) L'adoption de mesures de réhabilitation et de renforcement des services d'encadrement agricole, etc..

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.		
<hr/>		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	440,5	
Total partiel		<u>440,5</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	143,7	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>143,7</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		584,2
iv) Coût estimatif du Programme		912,4
v) Ecart		328,2

---

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	66,8	3,6	70,4
Principal	97,5	23,8	121,3
<b>Total</b>	<b>164,3</b>	<b>27,4</b>	<b>191,7</b>

**7. CAMEROUN**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Le niveau du PIB durant la période 1980-1984 est caractérisé par le changement dans sa structure, surtout après l'expansion du secteur pétrolier dont la part est passée de 4,3 p. 100 en 1980 à 14 p. 100 en 1984. Le PIB a atteint 7,8 milliards de dollars des Etats-Unis pour l'année 1984 au prix courants du marché. Ceci donne un PIB par habitant de 792 dollars en 1984, classant le Cameroun parmi les pays à revenu relativement élevé en Afrique. Malgré une sécheresse exceptionnelle en 1981-1983 et la tendance à la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial, l'économie du Cameroun se maintient à un niveau élevé, probablement à cause de la gestion saine et de la diversification de son économie. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen en termes réels était de 5,8 p. 100 durant la période 1980-1984.

L'encours total de la dette publique extérieure s'élève à un peu plus de 2,7 milliards de dollars en 1984 contre 1,9 milliard en 1982, soit un accroissement de près de 42 p. 100. Il convient cependant de souligner que le gouvernement continue de mener une politique d'endettement prudente et s'emploie à privilégier l'utilisation des ressources nationales. Le service de la dette est estimé à 7 p. 100 des exportations des biens et services en 1984. Le gouvernement a été, de temps en temps, amené à honorer sa garantie sur les dettes contractées par les entreprises publiques ayant connu des difficultés financières. Par ailleurs, l'aide publique au développement (APD) a baissé de 264,1 millions de dollars en 1980 à 131,4 millions en 1983.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

L'année fiscale 1985-1986 marque la fin de la période d'exécution du cinquième plan quinquennal (1982-1986) en même temps que la première phase de la deuxième étape de planification à long terme en vue de l'élaboration du sixième plan. Cependant, les orientations générales suivantes seront incorporées dans le sixième plan dont certaines correspondent aux objectifs du Plan d'action de Lagos : le libéralisme communautaire, le développement autocentré, auto-entretenu et équilibré, l'ouverture démocratique, l'intégration nationale

et la justice sociale. Pour les principales préoccupations sectorielles, le gouvernement a approuvé l'ordre des priorités sectorielles adopté par les chefs d'Etat de l'OUA, à savoir : a) agriculture; b) autres secteurs d'appui direct à l'agriculture; c) mise en valeur des ressources humaines; et d) sécheresse et désertification.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le gouvernement vient de réaménager le Code d'investissement en vue de favoriser la création des petites et moyennes entreprises et, d'une manière générale, de stimuler l'activité économique. Plusieurs autres réformes et mesures sont envisagées ou engagées pour rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier et permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques. D'importantes mesures incitatives ont été prises dans le secteur agropastoral : concours de la plus belle plantation, augmentation des prix d'achat aux producteurs, paiement de ristournes, création d'un office pharmaceutique vétérinaire. Dans le cadre de la mobilisation des ressources intérieures, l'Etat envisage de poursuivre sa politique d'émission d'emprunts intérieurs.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) 1/

---

Millions de dollars E.-U.		
<hr/>		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	3 020
	A l'extérieur	289
	Total partiel	<u>3 309</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	3 309
iv)	Coût estimatif du Programme	3 619
v)	Ecart	310

---

1/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le cinquième plan quinquennal (1981-1986).

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	364,2	60,6	424,7
Principal	574,4	262,1	836,6
Total	938,6	322,7	1 261,3

8. CAP-VERT

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'archipel du Cap-Vert se trouve dans une situation unique d'ensemble d'îles isolées, éloignées les unes des autres, subissant le régime climatique aride ou semi-aride et disposant, lorsqu'elles sont propices à l'agriculture, de très peu de terres. Même avec les conditions climatiques favorables, le pays ne couvre pas le tiers de ses besoins alimentaires. De plus, la sécheresse qui apparaît de façon cyclique sur le continent, reste d'une nature permanente dans l'archipel, de sorte que la situation, qualifiée ailleurs d'urgente, ici ne constitue que le cours normal des choses. Cependant, l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,6 p. 100 durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure s'élevait à 113 millions de dollars des Etats-Unis alors que le service de la dette représente 20 p. 100 des exportations en 1984.

B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La préoccupation majeure du Gouvernement est de restaurer quelques terres de culture par un reboisement massif, par le forage de puits en vue de l'irrigation, par la réforme foncière. Les actions gouvernementales dans leur ensemble doivent être considérées comme inscrites dans ce cadre.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le terme de redressement pour le Cap-Vert est synonyme de développement, compte tenu de sa situation particulière. Parmi les mesures envisagées, il convient de citer les suivantes :

a) Exploitation de l'eau souterraine pour l'irrigation et d'autres besoins agricoles;

b) Remise en état des parcelles irriguées et des infrastructures hydrauliques dans l'île de Santo Antao, Sao Tiago et Sas Nicolau;

- c) Formation des cadres de base à tous les niveaux;
- d) Amélioration des services de commercialisation et de vulgarisation;
- e) Fourniture d'une aide alimentaire, de l'eau et des produits de première nécessité à la population;
- f) Intensification du programme de reforestation;
- g) Lutte contre l'érosion et la dégradation des sols.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.			
i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		=
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		=
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		-
iv)	Coût estimatif du Programme	334,0	
v)	Ecart	334,0	

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	15,0	0,5	15,5
Principal	27,7	1,0	28,7
Total	42,7	1,5	44,2

## 9. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie centrafricaine a connu des difficultés majeures durant la période 1980-1983, en raison de la sécheresse. Le taux de croissance du PIB était de 1,5 p. 100 seulement en 1981, 1,6 p. 100 en 1982 et -6,5 p. 100 en 1983. Cependant, la situation économique s'est améliorée considérablement en 1984. Le PIB a progressé à un taux exceptionnel de 8,7 p. 100 en termes réels, cette année, dû en grande partie au redressement de l'agriculture à la suite du rétablissement de conditions climatiques normales. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB pour la période 1980-1984 était de 4,5 p. 100 résultant de l'impact d'une bonne production agricole en 1984.

L'encours total de la dette extérieure publique à la fin de 1985 était de 209,7 millions de dollars des Etats-Unis, soit une augmentation de 4,5 p. 100 par rapport à l'année 1984. La dette à titre libéral représente environ 30 p. 100 du total et la dette commerciale à long terme 70 p. 100. La dette provenant des sources bilatérales représente 40,4 p. 100 du total et la dette multilatérale 40,4 p. 100. Le service de la dette représente 17,1 p. 100 des recettes d'exportations en 1984. L'aide publique au développement (APD) est tombée à 92,9 millions de dollars des Etats-Unis en 1983 contre 110 millions en 1980, mais s'est élevée à 120 millions de dollars en 1984.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le gouvernement est actuellement dans la phase de finalisation de son programme d'ajustement sectoriel dans le cadre de son deuxième plan quinquennal (1986-1990). Ce plan sera présenté à la deuxième conférence de la Table ronde des bailleurs de fonds qui se tiendra au courant de cette année 1986. Les priorités sectorielles retenues dans ce programme sont : a) agriculture; b) promotion des petites et moyennes entreprises; c) mise en valeur des ressources humaines; d) développement des infrastructures matérielles et institutionnelles et d'autres secteurs.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) La réorganisation et la décentralisation du ministère du développement rural;

b) La réforme des institutions de formation agricole, surtout l'Institut supérieur de développement rural et le recyclage des fonctionnaires du Ministère;

c) L'assainissement des sociétés à vocation agricole, notamment la Société industrielle centrafricaine des produits agricoles et dérivés (SICPAD) et la Caisse de stabilisation et de péréquation des produits agricoles (CAISTAB);

d) Le maintien des grands équilibres dans le cadre d'un programme de stabilisation avec le FMI et la vérité des prix reflétant les coûts de production et tenant compte du pouvoir d'achat des consommateurs;

e) La poursuite de la suppression des "barrières économiques" et la dynamisation du secteur des PME, notamment des PME de production;

f) Des réformes profondes de structures obsolètes et inadaptées de l'Etat et la réforme de l'administration publique en adoptant de nouveaux textes portant sur la redéfinition de la mission confiée aux différents départements ministériels;

g) La promotion des petites entreprises.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	71,2	
A l'extérieur	328,5	
Total partiel		<u>399,7</u>

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>-</u>

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles 399,7

iv) Coût estimatif du Programme 657,2

v) Ecart 275,5

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	29,8	4,1	33,9
Principal	70,2	13,0	83,2
Total	100,0	17,1	117,1

## 10. TCHAD

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le volume du PIB du Tchad a enregistré des taux de croissance négatifs durant toutes les années donnant une moyenne annuelle de -6,9 p. 100 en termes réels pour toute la période 1980-1984. Ces mauvais résultats sont imputables, dans une large mesure aux conséquences de la guerre d'occupation pendant la période 1980-1983 et aux effets de la sécheresse qui a dévasté le pays durant la campagne 1984-1985.

Le développement économique du Tchad dépend principalement de l'aide extérieure. L'endettement extérieur public se chiffre à 157,9 millions de dollars à la fin de 1984. L'aide bilatérale à des conditions libérales s'élève à 44,1 millions de dollars et l'aide multilatérale à 91,2 millions de dollars alors que la dette à long terme à des conditions non libérales est évaluée à 22 millions de dollars. Le flux des ressources obtenues durant la période 1982-1985 s'élève à 153,3 milliards de FCFA (393 millions de dollars). Le service de la dette extérieure globale représente environ 10,9 p. 100 des exportations du pays en 1984. Les arriérés de la dette extérieure se montent à 16,5 millions de dollars. L'aide publique au développement est passée de 35,3 millions de dollars en 1980 à 115 millions en 1984. Le gouvernement a négocié le rééchelonnement des arriérés au titre de la dette.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les priorités sectorielles suivantes ont été retenues par le gouvernement pour son Programme prioritaire de redressement économique (1986-1990) : a) l'agriculture comprenant l'agriculture vivrière, l'élevage, l'hydraulique pastorale et villageoise, les forêts et la pêche; b) l'industrie comprenant les mines et les carrières, les industries manufacturières et l'énergie; c) les infrastructures comprenant les routes et travaux connexes, les bâtiments, le cadastre-urbanisme-eau urbaine, les postes et télécommunications, les transports routiers et les transports aériens; d) les ressources humaines comprenant l'enseignement primaire, secondaire, technique et universitaire, l'enseignement général, la formation professionnelle, les affaires sociales et la promotion féminine, la jeunesse, la culture et la santé; e) l'appui au développement comprenant l'administration, le commerce et l'information.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Deux sortes d'incitations sont envisagées : a) incitations à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, à l'investissement étranger, à toutes les formes d'investissements productifs par l'actualisation du code des investissements actuellement en chantier avec le concours du FMI; et b) les incitations pour promouvoir les exportations : incitation fiscale, assistance technique, aide au démarrage des investissements, assistance de gestion, études du marché d'exportation, aide pour l'amélioration de la qualité des produits, groupements de producteurs, coopératives de commercialisation.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisés	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	-
iv)	Coût estimatif du Programme	392,9
v)	Ecart	392,9

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	6,3	0,0	6,3
Principal	16,5	0,4	16,9
Total	22,8	0,4	23,2

**11. COMORES**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Durant la période 1980-1984, le produit intérieur brut a crû en termes réels de 4,3 p. 100 par an. Ce taux supérieur au taux de croissance de la population (3,3 p. 100) dénote une amélioration du PIB par habitant. Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort soutenu d'investissement malgré la situation financière intérieure difficile. Le secteur primaire fournit presque la totalité

des recettes d'exportation, mais n'a crû, durant la période, que de 3 p. 100 par an en moyenne. Le secteur secondaire a enregistré un taux de croissance annuel de 4,4 p. 100 dû à l'essor de la branche bâtiment et travaux publics. Le secteur tertiaire a connu un taux réel de 5,6 p. 100 grâce à la forte augmentation de la valeur ajoutée du commerce.

Les finances publiques ainsi que la balance courante des paiements des Comores ont toujours présenté un déficit financé grâce à l'aide extérieure. Les aides publiques gratuites reçues au cours de la période ont atteint un montant de 120,2 millions de dollars des Etats-Unis et les tirages sur les emprunts extérieurs publics ont totalisé 93,3 millions de dollars. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 203 millions de dollars dont 183,4 millions à des conditions libérales et le service de la dette représentait cette année-là 45 p. 100 des recettes d'exportation. Ce taux élevé est la conséquence de la chute des recettes d'exportation. Il est estimé à 22 p. 100 pour l'année 1985.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

En 1983, le gouvernement a présenté à la Conférence des bailleurs de fonds son programme d'investissements pour la période 1984-1990 qui définit les priorités suivantes :

- a) le développement rural qui comprend l'agriculture (productions vivrières, cultures de vente, aménagement des périmètres), l'élevage, la pêche et la forêt;
- b) La construction des routes, ports et aéroports et le développement de transports en vue du désenclavement interne et externe du pays;
- c) Les ressources humaines (éducation, santé et formation professionnelle).

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Pour la mise en oeuvre de ce programme d'investissements 1984-1990, le gouvernement entend adopter les mesures suivantes :

- a) Assainissement des finances publiques : amélioration des procédures de recouvrement des impôts; adoption d'un nouveau code général des impôts; élaboration d'un nouveau tarif douanier; élaboration d'un nouveau code des douanes;
- b) Assainissement des entreprises publiques (adoption en février 1986 d'une charte définissant les droits et obligations du gouvernement vis-à-vis de chaque entreprise);
- c) Assainissement de la fonction publique;
- d) Renforcement des institutions d'encadrement et d'animation dans le secteur agricole (CEFADER-CADER);
- e) Meilleure coordination entre le Ministre du plan et celui de l'économie et des finances;

f) Adoption d'un nouveau mode d'investissement;

g) Mise en oeuvre d'une politique en matière de tourisme;

h) Création d'une caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles (en existence depuis 1982).

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	3,3
A l'extérieur	63,8

Total partiel	<u>67,1</u>
---------------	-------------

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur	9,6
A l'extérieur	16,0

Total partiel	<u>25,6</u>
---------------	-------------

iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	92,7
---	------

iv) Coût estimatif du Programme	148,4
---------------------------------	-------

v) Ecart	55,7
----------	------

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

Type de créanciers

	Publics	Privés	Total
Intérêt	12,7	0,0	12,7
Principal	29,6	0,1	29,7
<b>Total</b>	<b>42,3</b>	<b>0,1</b>	<b>42,4</b>

## 12. CONGO

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie congolaise se caractérise par la prédominance du secteur pétrolier qui représente environ 40 p. 100 du PIB tandis que l'ensemble des autres secteurs directement productifs (agriculture, élevage, pêche, forêt et les industries de transformation) représentait 14 p. 100 du PIB. En termes réels, le taux de croissance annuel moyen était de 14,5 p. 100 durant la période 1980-1984 en raison de l'expansion plus rapide du secteur pétrolier.

Au 31 décembre 1984, l'encours de la dette publique décaissée s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Bien qu'une partie importante de l'encours de cette dette extérieure publique soit remboursable en dollars des Etats-Unis, l'impact d'une fluctuation du taux de change entre le FCFA et le dollar sur le budget ou sur la balance des paiements est relativement limité comparé à d'autres pays de la Zone CFA, si l'on considère que la quasi-totalité des exportations, notamment de pétrole, est également libellée en dollars. Le service de la dette était équivalent à 27,2 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Les projections montrent que le service de la dette extérieure publique continuera à augmenter jusqu'en 1987 pour ne commencer à baisser qu'en 1988-1990. Le flux net des capitaux s'élève à 205 millions de dollars en 1984.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Congo est actuellement à la fin de l'exécution de son plan quinquennal 1982-1986, et prépare son prochain plan. Cependant, suite à la crise pétrolière, le gouvernement a adopté un programme national d'ajustement structurel et d'austérité économique. Ce programme comprend une liste limitative des projets prioritaires devant être exécutés sur la période 1985-1986, qui pourraient continuer durant la période 1986-1990. L'ordre des priorités suivantes a été retenu : a) développement des secteurs productifs, notamment le secteur de l'agriculture, des mines, du pétrole, de l'industrie (la petite et moyenne entreprise), etc.; b) l'unification administrative du territoire et création d'un espace économique viable, notamment le désenclavement par route; et c) mise en valeur des ressources humaines, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les mesures de réformes comprennent :

a) La suppression de certains monopoles en créant plusieurs entités juridiques autonomes pour les entreprises ayant des activités demandant des techniques et des méthodes de gestion très différentes;

b) La libéralisation des activités pour lesquelles les réseaux économiques et commerciaux semblent suffisamment développés;

c) Le réaménagement des prix afin de concilier d'une manière harmonieuse les objectifs de service public de l'Etat et de maintien du pouvoir d'achat des consommateurs avec les coûts de production des entreprises;

organisation de l'intervention de l'Etat dans le domaine agricole  
ion du domaine de la recherche et du développement des cultures;

gestion par une tierce personne morale ou physique de certains  
grande envergure au moyen d'un contrat de programme liant les entrepri-  
ses . Etat;

f) L'appel aux partenaires privés pour la création des sociétés mixtes  
avec le secteur public;

g) La création d'un ministère des petites et moyennes entreprises.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement  
de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	64,7	
Total partiel		<u>64,7</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>-</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		64,7
iv) Coût estimatif du Programme		1 317,1
v) Ecart		1 252,4

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (mil-  
lions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	144,8	139,2	284,0
Principal	348,9	603,0	951,9
Total	493,7	742,2	1 235,9

### 13. REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

#### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie ivoirienne a été marquée par une croissance très faible du produit intérieur brut en termes réels au cours de la période 1980-1984, avec une moyenne de 0,7 p. 100 par an, malgré une croissance de la production pétrolière qui, négligeable en 1980, représente aujourd'hui 2,7 p. 100 du PIB. Le secteur le plus touché est celui des bâtiments et travaux publics dont l'activité est directement liée au niveau des investissements. Or l'investissement, plus précisément la formation brute de capital fixe, a enregistré durant la période une décroissance en volume de plus de 12 p. 100.

L'encours de la dette publique extérieure se situait à 4 596 millions de dollars en 1984. Sous l'effet favorable du rééchelonnement de la dette, le service de la dette s'est ramené au niveau de 19,9 p. 100 en 1984 contre 37,3 p. 100 des recettes d'exportation en 1983. Le flux net des ressources a chuté considérablement en 1984 il était de 277,0 millions de dollars contre 1 876,3 millions en 1980.

#### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les principales orientations proposées pour le plan de développement économique et social et culturel 1986-1990 et relatives au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique sont :

- a) Poursuite de la formation et de la valorisation des ressources humaines;
- b) Poursuite de la modernisation et de la diversification de l'agriculture... secteur;
- c) Mutation du secteur industriel vers un redéploiement des exportations par une transformation plus rentable des matières premières;
- d) Entretien et rentabilisation des infrastructures et équipements existants;
- e) Meilleure gestion des ressources et mise au point de stratégies dans le domaine de l'énergie.

#### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Regroupement, réorganisation et rationalisation des anciennes structures d'encadrement des planteurs ayant pour principale action fourniture de semences de bonne qualité; fourniture de facteurs de production et de matériels agricoles; pré vulgarisation; vulgarisation pour assurer un transfert rapide et efficace des technologies nouvelles et de l'information; le recensement du crédit agricole à octroyer; le suivi statistique des exploitations et des opérations. Ces structures sont réduites à quatre alors qu'auparavant il en existait un grand nombre dont certaines depuis plus de 20 ans comme la SATMACI, MOTORAGRI, la BNDA, etc.. A ces structures s'ajoutent des instituts de recherche : IRFA, IRHO, IRCC, IDESSA,

CTFT, etc. qui en coopération avec l'ORSTOM, assurent le développement technologique et l'amélioration des rendements et des espèces variétales les plus adaptées au pays;

b) Adoption d'un nouveau code des investissements (le nouveau code est entré en vigueur le 15 mars 1985);

c) Révision générale du tarif douanier basée sur la recherche d'un taux de protection de 40 p. 100 en faveur de l'industrie ivoirienne par rapport à ses concurrentes étrangères;

d) Réforme de certaines dispositions de la fiscalité du droit commun ayant pour objet d'accroître les avantages offerts aux PME;

e) Amélioration des instruments de prévision et de gestion macro-économiques permettant une plus grande cohérence des actions de l'Etat;

f) Réforme complète du système des incitations industrielles visant à encourager la production destinée à l'exportation;

g) Amélioration du système d'informations et de données statistiques;

h) Dissolution, assainissement ou réforme de certaines entreprises importantes du secteur parapublic, pour améliorer leur efficacité. Ces mesures vont être appliquées avant l'élaboration et la sortie du plan 1986-1990;

i) Poursuite de la politique de décentralisation pour renforcer la participation de la population au processus de développement.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) a/**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-

Total partiel	=
---------------	---

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur	331,6
A l'extérieur	-

Total partiel	<u>331,6</u>
---------------	--------------

---

a/ Chiffres estimés sur la base des données contenues dans le programme d'investissement : VIII<sup>e</sup> congrès du PDCI - RDA.

Millions de dollars E.-U.	
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	331,6
iv) Coût estimatif du Programme	1 381,5
v) Ecart	1 049,9

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	808,4	783,5	1 591,9
Principal	997,9	2 114,3	3 112,2
Total	1 806,3	2 897,8	4 704,1

**14. DJIBOUTI**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Depuis 1980 la croissance du PIB s'est ralentie et s'est traduite par un taux moyen annuel de 1,5 p. 100 au cours de la période 1980-1984 alors qu'il était de 3 p. 100 par an de 1978 à 1980. Cette croissance positive du PIB pendant cette période est le résultat du maintien du niveau de l'investissement et de la consommation. Pour une économie aussi pauvre en ressources naturelles et humaines, cela n'aurait pas été possible sans la contribution des sources extérieures d'aide technique et financière.

L'économie djiboutienne reste fragile et déséquilibrée : les secteurs primaire et secondaire ne représentent que 20 p. 100 du PIB; la production de biens pour l'exportation est quasi nulle et l'économie dépend essentiellement du secteur tertiaire (services).

Les aides publiques gratuites, reçues au cours de la période 1980-1984, ont atteint un montant estimé à 479 millions de dollars. Les tirages sur les emprunts extérieurs publics à des conditions très libérales ont totalisé 74,5 millions de dollars. L'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 179 millions de dollars à la fin de 1984 et le poids du service de la dette est encore faible puisqu'il ne représentait que 2,3 p. 100 des recettes totales d'exportation. L'aide publique au développement (APD) était de 40,1 millions de dollars en 1984 contre 71,6 millions en 1980.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Compte tenu de la situation particulière de l'économie djiboutienne basée essentiellement sur le secteur tertiaire, le gouvernement a accordé toute la priorité au secteur primaire pour diversifier l'économie.

Le Programme prioritaire met l'accent sur le secteur primaire par la mobilisation et la valorisation des ressources en eau, l'augmentation de la production végétale, l'extension des aires irriguées, la diversification des cultures selon les différentes zones écologiques du pays, l'amélioration de la production animale et la promotion des petits élevages, le développement de l'agriculture oasienne, l'association de l'agriculture et de l'élevage, la poursuite des efforts de modernisation des équipements de pêche.

Les autres domaines d'intervention du programme prioritaire sont les transports pour désenclaver les zones rurales, le développement des énergies locales (géothermie, solaire, éolienne), lutte contre la sécheresse (notamment par la conservation des eaux et des sols, la restauration des parcours et l'amélioration des pâturages, le reboisement, le développement des ressources humaines et le renforcement des institutions et services de soutien au secteur primaire.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Pour réaliser son programme prioritaire, une priorité sera accordée à la mobilisation effective des populations rurales.

Les principales réformes envisagées ou en cours sont :

- a) Un meilleur accès des agriculteurs au crédit;
- b) Un meilleur accès à l'information et au marché;
- c) L'élaboration d'une législation de l'environnement afin de préserver le milieu naturel;
- d) Des mesures d'incitation à l'investissement (code des investissements);
- e) La mise en valeur et l'exploitation de toutes les sources d'énergie.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	3,0
A l'extérieur	7,0

---

Total partiel	10,0
---------------	------

---

Millions de dollars E.-U.		
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	6,1
	A l'extérieur	14,1
	Total partiel	<u>20,2</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	30,2
iv)	Coût estimatif du Programme	182,7
v)	Ecart	152,5

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	13,1	0,8	13,9
Principal	32,1	3,3	35,4
Total	45,2	4,1	49,3

## 15. EGYPTE

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'Egypte continue de maintenir la croissance soutenue qui caractérise son économie depuis le milieu des années 70. La revitalisation de la base industrielle et infrastructurelle ainsi que l'accroissement des recettes en devises tirées du canal de Suez, des exportations de pétrole, du tourisme et des transferts de fonds des quelque 3 millions d'Egyptiens travaillant dans les pays arabes pétroliers voisins ont permis d'imprimer un bon élan à l'économie. Grâce à ces facteurs favorables, celle-ci a enregistré un taux de croissance annuel moyen d'environ 7,5 p. 100 au cours des cinq dernières années.

Bien que l'économie semble se développer conformément au plan quinquennal (1981/82-1986/87), les autorités égyptiennes se sont quelque peu préoccupées de l'incapacité du secteur public d'atteindre le taux de croissance prévu de 3,3 p. 100. Cette situation pouvait en partie être attribuée à l'accroissement des coûts de production et par conséquent à la baisse de la rentabilité relative de ce secteur. Le fardeau que constituent les subventions continue de s'alourdir et représente environ 24 p. 100 des recettes fiscales. Le service de la dette

constitue également un fardeau de plus en plus lourd pour le budget de l'Etat, la dette égyptienne se chiffrant à environ 25 milliards de dollars en 1985, soit environ 31,3 p. 100 des recettes d'exportation, y compris les invisibles. Compte tenu de cette situation et malgré le niveau croissant des flux de ressources extérieures qui se sont élevés à environ 2 milliards 800 millions de dollars en 1984, la situation de la balance des paiements continue de poser un important problème au développement du pays. La situation sera certainement aggravée par le retour attendu d'un grand nombre de ressortissants égyptiens travaillant à l'étranger et par la nette diminution prévue des recettes pétrolières, des envois de fonds, des recettes provenant du tourisme et du Canal de Suez.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le programme prioritaire égyptien vise à lever les obstacles qui freinent actuellement le développement du secteur agricole et à doter celui-ci des services nécessaires, notamment de semences améliorées, de crédits et de services de vulgarisation afin de lui permettre de satisfaire une part croissante des besoins alimentaires de plus en plus importants et de développer les cultures d'exportation. Le programme vise également à remettre en culture les terres désertiques et à protéger les terres arables de l'empiètement du désert. "Le rehaussement de l'efficacité du système météorologique pour faire face aux besoins locaux et régionaux des rapports sur les conditions climatiques constitue une grande priorité". Une haute priorité est accordée au renforcement des capacités de formation, en ce qui concerne notamment les cadres moyens et supérieurs. Les autres secteurs prioritaires sont : l'agro-industrie, les transports et les communications et le développement rural

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

L'Egypte applique une politique de "porte ouverte" dans le cadre du développement prévu, son objectif étant d'encourager l'initiative privée, d'élargir la base économique, de moderniser le processus de production et de renouveler le matériel vétuste. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a entrepris un certain nombre de réformes consistant notamment à corriger les distorsions des prix, à supprimer les subventions directes ou indirectes à la consommation, à adopter des mesures d'incitation de l'agriculture, notamment grâce à une augmentation régulière des prix aux producteurs, à la mise en place d'infrastructures de commercialisation et à la fourniture de facteurs de production indispensables. Les pouvoirs publics ont également pris d'importantes mesures pour réformer le secteur public en mettant l'accent sur l'efficacité et la suppression des obstacles administratifs.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

**i) Ressources déjà mobilisées**

A l'intérieur	2 271,0
A l'extérieur	700,0

Millions de dollars E.-U.	
Total partiel	<u>3 571,0</u>
ii) Ressources à mobiliser	
A l'intérieur	14 335,0
A l'extérieur	-
Total partiel	<u>14 335,0</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	17 906,0
iv) Coût estimatif du Programme	21 467,0
v) Ecart	3 561,0
<b>E. <u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u></b>	

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	2 500	700	3 200
Principal	3 700	1 400	5 100
Total	6 200	2 100	8 300

## 16. GUINEE EQUATORIALE

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie équato-guinéenne a connu une période de déclin (1968-1978). Une politique de redressement a été entreprise en 1979, mais cette politique s'est heurtée aux contraintes monétaires du fait de la faiblesse de la monnaie nationale. Avec l'entrée dans la zone franc CFA en janvier 1985 et la mise en place d'un programme de réformes appuyé par l'aide attendue des pays développés amis et des institutions internationales, les conditions de la reprise économique se sont trouvées réunies. Ainsi quelques mois après l'entrée dans la zone franc, on a remarqué un réveil notable de l'activité économique, notamment du secteur agricole qui constitue le moteur de l'économie: les objectifs de la production de cacao pour la campagne 1984-1985 ont été dépassés. Cependant, au moment de l'enquête, l'absence de données concrètes n'a pas permis d'évaluer l'activité économique durant la période 1983/1985. Selon les estimations préliminaires, le PIB a crû de 1,4 p. 100 par an au cours de la période 1980-1984 en termes réels.

La dette publique extérieure de la Guinée équatoriale s'élevait à 126 millions de dollars à la fin de 1984, dont 70,6 p.100 contractés à des conditions libérales. Les difficultés budgétaires et le manque de ressources en devises ont entraîné l'accumulation d'importants arriérés depuis plusieurs années. Les pays créanciers ont été sensibles au redressement économique accompli après le programme d'assainissement et de redressement mis en oeuvre dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI. C'est ainsi que le pays a obtenu du Club de Paris le rééchelonnement de 25,9 millions de dollars sur sa dette extérieure. Le service de la dette pèse lourdement sur le pays : en 1984 il représentait environ 84 p. 100 des recettes d'exportations. L'aide publique au développement (APD) s'élevait à 11,2 millions de dollars en 1984 contre 9,3 millions en 1980.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

La Guinée équatoriale est en train d'élaborer un programme à moyen terme pour le redressement économique qui sera présenté à la deuxième conférence de la Table ronde de bailleurs de fonds au courant de cette année. Les priorités sectorielles suivantes ont été provisoirement retenues: a) agriculture comprenant l'appui institutionnel à l'agriculture, la production des cultures vivrières, la production des cultures de rente, le développement rural intégré, la pêche et les forêts; b) les autres secteurs directement liés à l'agriculture, notamment l'industrie, le commerce, la main-d'oeuvre les transports et communications et l'énergie; c) la valorisation des ressources humaines par le biais de la santé et l'éducation.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

La politique de réforme consiste essentiellement à restructurer l'ensemble du secteur para-public et à le limiter à six organismes seulement. Le gouvernement va renforcer sa capacité de planification et de coordination interministérielle, afin d'intégrer toutes les activités économiques et sociales et garantir la cohérence des décisions économiques. Des mesures pour lutter contre toutes sortes de blocage ont été prises ainsi que pour éviter la bureaucratisation de l'économie. Le gouvernement entend aussi prendre les mesures nécessaires pour assurer un meilleur contrôle des ressources disponibles afin qu'elles soient utilisées dans l'intérêt national. L'affectation de ressources en devises pour l'importation, de crédits à l'investissement et de fonds de l'Etat s'effectuera selon des règles transparentes et sous un contrôle efficace qui garantira la réalisation des objectifs prioritaires nationaux.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	~
A l'extérieur	49,5

Total partiel

49,5

Millions de dollars E.-U.

ii) Ressources à mobiliser			
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel	-	
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles			
			49,5
iv) Coût estimatif du Programme			
			107,4
v) Ecart			
			57,9
<b>E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</b>			

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	7,4	1,8	9,2
Principal	36,0	8,8	44,8
Total	43,4	10,6	54,0

## 17. ETHIOPIE

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

La situation économique en Ethiopie s'est nettement améliorée depuis la révolution de 1974, grâce en particulier à la mise en place d'infrastructures socio-économiques destinées à jeter les bases d'un développement accéléré et à l'adoption de la réforme agraire. Depuis 1980, elle s'est détériorée du fait de la sécheresse cyclique et de l'environnement internationale défavorable. Le produit national brut aux prix courants du marché a été estimé à 4 845 800 000 dollars en 1983 contre 4 831 100 000 dollars en 1984, soit un déclin de 0,5 p. 100. Entre 1980 et 1984, le taux d'accroissement du PIB en prix constants n'a cessé de décliner passant de 3,1 p. 100 en 1981 à -3,7 p. 100 en 1984 contre un taux de 5,3 p. 100 en 1983, soit en moyenne un taux d'accroissement annuel de 1,5 p. 100. Pour ce qui est du revenu par habitant, les résultats ont été plus mauvais. Le PIB par habitant aux prix courants du marché est tombé de 118 dollars en 1983 à 114 dollars en 1984, le taux moyen, pour la période 1980-1984, ayant été de -1,8 p. 100.

Le facteur le plus important qui explique le mauvais comportement de l'économie éthiopienne est peut-être la sécheresse sans précédent qui a ravagé le pays pendant trois années consécutives (1981-1984). Cette sécheresse a bouleversé les activités agricoles et provoqué de lourdes pertes en biens et en vies humaines. Le pays souffre toujours des effets de cette catastrophe. Le niveau très bas des investissements résultant des contraintes financières a aussi joué une part dans ce déclin économique et s'est ajouté à la situation économique défavorable.

La dette extérieure globale du pays s'élevait, à la fin de 1984, 1 550 200 000 dollars, le ratio du service de la dette étant de 19,3 p. 100 environ. Il est également à noter que les flux nets des ressources n'ont cessé d'augmenter au cours des quelques dernières années, passant, au total, de 302 millions de dollars en 1980 à 493,2 millions de dollars en 1984. L'APD est passée, de 221,5 millions de dollars en 1982 à 397,2 millions de dollars en 1984 et le volume de l'assistance extérieure sous toutes ses formes a baissé de 61 millions de dollars à 46 millions de dollars au cours de la même période, demeurant toutefois l'une des plus faibles du monde par habitant.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Ayant accordé la priorité à l'alimentation et à l'agriculture, l'Ethiopie a axé ses efforts sur l'aménagement rural, en mettant l'accent sur la mise en valeur des ressources en eau. Dans le domaine agricole, un certain nombre de mesures d'incitation ont été adoptées : fourniture d'engrais, de semences, de crédit, à des conditions préférentielles, et d'outils aratoires, prestation de services de vulgarisation et organisation de programmes de développement agricole (PADEP), le but étant d'augmenter la productivité et la production agricoles dans l'ensemble du pays. Parmi les mesures sectorielles prises pour appuyer le secteur agricole figure la promotion de l'industrie, l'accent étant mis sur la fabrication des équipements, les agro-industries et le développement des petites entreprises. Le pays s'est embarqué dans un programme de mise en valeur de la main-d'oeuvre agricole, et c'est dans ce cadre qu'il a été institué des programmes de formation à l'intention des exploitants. Pour améliorer la qualité de vie conduisant à l'augmentation de la productivité, l'accent sera mis sur la promotion des services de santé aux paysans et aux pauvres urbains avec leur participation active à la mise en oeuvre des huit éléments du programme de soins de santé primaires adopté à Alma-Ata en 1978.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Le Gouvernement éthiopien a adopté un certain nombre de mesures visant à assurer l'application du programme de redressement et à réaliser une croissance soutenue, après plusieurs années de sécheresse dévastatrice. Dans le domaine agricole, un certain nombre de mesures d'incitation ont été accordées : fourniture d'engrais, de semences, de crédits à des conditions préférentielles et d'outils aratoires, prestation de services de vulgarisation et organisation de programmes de formation à l'intention des agriculteurs, et lancement de programmes régionaux de développement agricole (PADEP), le but étant de veiller à l'application des politiques et programmes agricoles dans l'ensemble du pays. En raison d'une réinstallation inégale et d'une dégradation irréversible des terres dans certaines régions du pays du fait de la haute densité de la population, de la déforestation et de l'érosion des sols, un vaste programme de réinstallation des victimes de

la sécheresse, dans des régions plus fertiles et moins peuplées se poursuit. Une série d'activités destinées à assurer aux populations concernées les moyens de mener une vie stable (construction de barrages et de puits, etc.) dans des zones fertiles et à faible densité démographique ont été entreprises. A la fin du mois de janvier 1986, environ 600 000 personnes, victimes de la sécheresse, avaient été réinstallées, en général dans les régions de l'Ouest et du Sud-Est. Parallèlement, le Gouvernement cherche à renforcer ses moyens en matière de planification, en mettant en place des centres régionaux de planification et en créant de nouveaux débouchés pour le secteur privé, tout en encourageant le secteur des coopératives et en adoptant des mesures en faveur des coentreprises. A ces mesures, il convient d'ajouter d'autres mesures macro-économiques visant à promouvoir l'épargne et à améliorer la gestion financière et l'utilisation des ressources.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	2 897,9	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>2 897,9</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		2 897,9
iv) Coût estimatif du Programme		4 880,6
v) Ecart		1 982,7

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	124,5	48,3	172,8
Principal	356,3	115,8	472,1
Total	480,8	164,1	644,9

## 18. GABON

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Des recettes d'exportations considérables et un taux d'accroissement démographique très bas se sont combinés ensemble pour placer le Gabon parmi les pays d'Afrique ayant le revenu par habitant le plus élevé. Le PIB par habitant était de 3 490 dollars en 1984. Cependant, la croissance du PIB reste encore très faible : 1,5 p. 100 par an en termes réels durant la période 1980-1984. Ceci est principalement dû à la baisse des prix pétroliers ces dernières années, malgré l'expansion de la production qui a atteint 9 millions de tonnes en 1984. C'est pourquoi le gouvernement fait actuellement un effort important de diversification de l'économie par la relance de l'exploitation forestière et le développement des industries du bois, ainsi que le développement de l'agriculture et la promotion des petites et moyennes entreprises.

L'encours de la dette extérieure publique s'élève à 611 millions de dollars en 1984. Le gouvernement a fait un grand effort pour diminuer son endettement vis-à-vis de l'extérieur: à la fin de 1979, l'encours de la dette extérieure était de 1,5 milliard de dollars. Environ 66,6 p. 100 de cette dette ont été contractés à des conditions libérales et le reste à des conditions commerciales à long terme. Le service de la dette publique représente environ 10,5 p. 100 en 1984. Avec la diminution des recettes pétrolières, qui s'accroît d'année en année, la capacité d'endettement du pays ou de remboursement de sa dette ira en diminuant. C'est pourquoi l'Etat gabonais, en prévision de la baisse de ses recettes pétrolières, a fait refléter une forte réduction de l'encours de la dette extérieure nouvelle dans le plan quinquennal (1984-1988) pour éviter une baisse sensible du volume des investissements publics après 1988. Le Gabon ne reçoit presque pas d'aide à son développement sous forme de dons. Cependant, l'aide publique reçue sous forme de prêts à des conditions concessionnelles est passée de 90 millions de dollars en 1983 à 214 millions de dollars en 1984, année au cours de laquelle le flux net des ressources était nul, s'élevant à 62 millions de dollars.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Gouvernement est actuellement à la deuxième année d'exécution de son plan quinquennal (1984-1988). Ce plan tient compte des tendances à la baisse des revenus pétroliers et prévoit la restriction des dépenses publiques d'investissement dans les limites des revenus projetés ainsi que la réduction de la dette extérieure pour préserver la capacité d'endettement du pays. La tranche du plan qui reste encore à exécuter est considérée comme faisant partie du programme prioritaire du redressement économique et dont les priorités sectorielles sont les suivantes : a) agriculture et développement rural insistant sur toutes les opérations agro-industrielles et les actions et opérations d'accompagnement et le développement du riz, du maïs et du soja; b) l'infrastructure économique, notamment la réalisation des grands projets ferroviaires et routiers; c) l'aménagement du territoire; et d) la mise en valeur des ressources humaines.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les principales réformes suivantes ont été réalisées :

a) En prévision de la chute des prix du pétrole et des revenus d'exportation, les mesures suivantes ont été prises : gel du recrutement dans la fonction publique à l'exception des jeunes cadres sortis des différentes écoles, suspension des avantages et promotions à titre exceptionnel, suspension des baux administratifs, arrêt immédiat de tout marché en cours de discussion ou récemment signé et non inscrit dans la loi de finances, report ou étalement de certains projets prévus dans la loi de finances;

b) La création d'un service de contrôle financier des sociétés d'Etat, des organismes publics et parapublics au sein de la Direction générale du contrôle financier;

c) Le blocage des subventions et autres aides financières et l'élaboration du cadre législatif et réglementaire apte à améliorer le contrôle de l'utilisation des subventions et autres aides financières allouées par l'Etat;

d) L'adoption du libéralisme économique en restaurant le dynamisme et l'esprit d'initiative du secteur privé.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale, 1986-1990

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	1 324,3	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>1 324,3</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>-</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		1 324,3
iv) Coût estimatif du Programme		1 784,2
v) Ecart		459,9

---

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	71,1	147,9	219,0
Principal	139,1	411,4	550,5
Total	210,2	559,3	769,5

19. GAMBIE

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la majeure partie de la période 1980-1985, l'économie gambienne a pâti des effets de la sécheresse, de l'infestation parasitaire et des déficiences administratives. Il s'est produit une baisse substantielle des exportations d'arachides, base de l'économie, en raison de la sécheresse et de l'insuffisance de stimulants. Au cours de la période 1980-1984, le taux annuel de croissance du PIB était en moyenne de 3,1 p. 100 et celui du PIB par habitant a chuté de 0,5 p. 100 par an. De ce fait, le pays a été confronté à de graves pénuries de devises et à des problèmes de balance des paiements. Pour résoudre ce problème, un certain nombre de mesures fiscales, notamment la dévaluation du dalasi, ont été prises au cours des trois dernières années.

Les obligations de paiement ont augmenté et, en 1984, la dette extérieure totale atteignait 311,7 millions de dollars, contre 105,5 millions en 1980. Le service de la dette représentait 32 p. 100 des recettes d'exportation en 1984. Les flux nets de ressources provenant surtout de sources officielles sont passés de 175,3 millions de dollars en 1980 à seulement 42,7 millions en 1984.

La plupart des problèmes économiques tiennent au fait que l'économie de la Gambie, un pays sahélien, repose sur une monoculture et au fait que le secteur touristique, qui absorbe 15 p. 100 de la population active, n'a pas été entièrement intégré à l'économie nationale.

B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement national accorde la priorité à l'agriculture pluviale, et surtout aux cultures concurrentielles (céréales secondaires et arachides). La politique d'investissement public vise des projets directement productifs et susceptibles de promouvoir les exportations et l'assainissement et le maintien de l'infrastructure existante.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes suivantes ont été adoptées par le Gouvernement :

a) Plans d'incitation : augmentation des prix à la consommation et à la production du riz et des arachides; suppression des taxes à l'exportation de certains produits; et distribution de semences d'arachides et "plus grande participation du secteur privé dans la distribution des intrants et la commercialisation des produits".

b) Réformes dans le secteur public : le plafonnement de l'emploi dans le secteur public et l'embargo sur les postes nouveaux;

c) Réformes dans le secteur privé : libération des importations de riz et privatisation de certaines activités économiques du gouvernement. Le gouvernement a également ouvert la porte au secteur privé pour ce qui est du transport des produits agricoles, de l'importation et de la distribution des engrais.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	7,8	
A l'extérieur	15,2	
Total partiel		<u>23,0</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>=</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		23,0
iv) Coût estimatif du Programme		157,4
v) Ecart		134,4

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	15,4	7,2	22,6
Principal	42,4	20,7	63,1
Total	57,8	27,9	85,7

## 20. GHANA

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Ghana a continué durant la période 1980-1984 de connaître les mêmes faiblesses que pendant les années 70. Le PIB global a baissé à un taux annuel moyen de 1,3 p. 100 durant la période 1980-1984. Le PIB a continué à baisser entre 1980 et 1983, avant de se redresser, avec en 1984 un taux de croissance de 10,8 p. 100 et en 1985 de 5,8 p. 100. Il y a eu aussi une baisse du revenu par habitant, avec une moyenne de 3,8 p. 100 durant la même période. L'encours de la dette publique extérieure a atteint 2 milliards de dollars et le ratio du service de la dette s'est élevé à 35,9 p. 100 en 1984. Cependant, le flux net des ressources est passé de -90,5 millions de dollars en 1980 à 566,3 millions en 1984.

Les mauvais résultats économiques s'expliquent principalement par une mauvaise gestion économique et le manque d'incitations adéquates pour promouvoir la production. A ces problèmes relevant de la politique économique, s'ajoutent plusieurs autres facteurs exogènes contraignants. Les plus importants de ces facteurs sont la sécheresse prolongée, qui a sérieusement réduit la production agricole, et la détérioration des termes de l'échange du pays. La baisse des exportations a entraîné un plafonnement sévère des devises étrangères et, comme conséquence, un excès de la capacité industrielle. La faiblesse de la production accompagnée d'une politique monétaire inflationniste a entraîné des pressions inflationnistes dans l'économie. Le redressement remarquable accompli en 1984 est le résultat de l'amélioration des conditions climatiques et des réformes et incitations introduites par le gouvernement. Les exportations augmentent et le taux d'inflation est tombé de 116 à 11 p. 100 en 1985. Le Programme de redressement a permis de jeter les bases d'une économie dynamique.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'économie nationale qui a été adopté en 1983 pour renverser la tendance à la baisse de l'économie est axé sur la fourniture de services agricoles, de services de vulgarisation et facilités de crédit, ainsi que sur des plans d'incitation visant à accroître la production agricole, à atteindre l'autosuffisance et à augmenter les exportations; à maintenir la souplesse des taux de change, à assurer une discipline monétaire et financière pour corriger certaines faiblesses économiques. Durant la période 1986-1988, seconde phase du Programme de redressement économique, l'accent ne sera plus mis sur les problèmes au niveau macro-économique mais sur les secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, l'industrie, l'éducation et la santé.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes générales adoptées par le gouvernement sont les suivantes :

a) Plans d'incitation à la production : adoption d'une politique judicieuse en matière de fixation des prix applicables à certains secteurs clés tels que l'agriculture (notamment la production de cacao) ; la libération des prix et le décontrôle des circuits de distribution dans le cas du secteur industriel;

l'adoption d'une politique libérale en matière de crédit et de fourniture de facteurs de production; allocation de devises pour l'achat de fournitures de base.

b) Réformes dans le secteur public : l'accent sur la nécessité de rationaliser la gestion et de responsabiliser les fonctionnaires;

c) Réformes concernant le secteur privé : l'adoption d'un nouveau code régissant les investissements privés et certaines mesures de dérèglementation seront considérés comme les bases d'une économie plus productive et plus rentable;

d) Maintien de la souplesse des taux de change, discipline monétaire et financière et mesures pour corriger certaines faiblesses structurelles.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	517,0	
	Total partiel		<u>517,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	946,0	
	A l'extérieur	2 712,0	
	Total partiel		<u>3 658,0</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		4 175,0
iv)	Coût estimatif du Programme		4 724,0
v)	Ecart		549,0
E.	<u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u>		

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	122,7	12,4	135,1
Principal	307,8	43,5	351,3
Total	430,5	55,9	486,4

## 21 GUINEE

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

La Guinée a connu un léger progrès en 1984 avec une croissance de l'ordre de 3 p. 100. Cependant, il y a eu le déclin de l'économie guinéenne avant cette date. En effet, l'agriculture, principale activité du pays, n'a pu progresser à cause de l'intervention intempestive de l'Etat et de l'absence d'investissements. Le secteur minier a connu aussi des difficultés dues à la crise mondiale et à d'autres facteurs internes. L'absence conséquente de devises a paralysé l'économie.

A une balance des paiements déficitaire s'est ajoutée une lourde dette de 1306,9 millions de dollars. En effet, malgré des modalités d'emprunt relativement favorables, les arriérés se sont élevés à 320 millions de dollars à la fin de 1984. D'où l'impérieuse nécessité de rééchelonnements. Le flux net des ressources a baissé à 47 millions de dollars en 1984 contre 89 millions en 1980.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dès 1985, le gouvernement s'est attelé à adopter et à appliquer un programme intérimaire de redressement national (1985-1987) dont les objectifs sont les suivants : relance de la production vivrière (riz, légumes) et ravitaillement des villes, développement des cultures de rapport (le café, l'ananas, le cacao et le palmiste), et de l'élevage par l'initiative privée; reconstruction des structures d'appui aux paysans (crédits agricoles, distribution d'intrants; installations de commercialisation et formation des paysans et services de vulgarisation; encouragement de la culture attelée; développement de la pêche et aménagement des points d'eau.

Développement du secteur des transports et des communications par le renforcement des infrastructures nécessaires pour atteindre cet objectif.

Accroissement de la production notamment par la promotion et le développement des petites et moyennes entreprises.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes visant à appuyer le programme de redressement national s'inscrivent dans le cadre d'une politique libérale dont les principales composantes sont:

a) Décentralisation et déconcentration de la responsabilité des agents économiques;

b) Transformation des structures institutionnelles, en particulier dans le monde rural;

c) Promotion des ressources humaines et stimulation des capacités d'initiative;

d) Valorisation des ressources agricoles et halieutiques;

- e) Réhabilitation du secteur minier;
- f) Désengagement de l'Etat du secteur productif;
- g) Réforme du secteur public et de l'Etat sur la base de la vérité économique;
- h) Relance des travaux d'équipement et mise en place des infrastructures de base: routes, distribution d'eau, centres de santé primaire;
- i) Revalorisation du potentiel humain par la formation et l'éducation;
- j) Révision en hausse des prix au producteur rural;
- k) Révision de la législation fiscale, du tarif douanier et du code des investissements et incitation des investissements dans le secteur productif;
- l) Amélioration de la gestion de l'économie nationale grâce à des mesures d'austérité.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	102,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>102,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>-</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	102,0
iv)	Coût estimatif du Programme	840,0
v)	Ecart	738,0

---

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	94,3	10,9	105,2
Principal	494,6	64,6	559,2
Total	588,9	75,5	664,4

22. GUINEE-BISSAU

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

La dégradation de la situation économique de ces dernières années à laquelle s'ajoutent la sécheresse et la désertification a placé la Guinée-Bissau dans une crise profonde.

La production agricole aussi bien vivrière (riz, mil) que pour l'exportation (arachide, palmistes, noix de cajou) ont souffert de la sécheresse de 1983. Mais l'amélioration de la production en 1984 n'a pas suffi à couvrir le déficit de 40 000 tonnes pour 1985. Cependant, le PIB global a progressé à un taux de croissance de 3,3 p. 100 par an durant la période 1980-1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 214,2 millions de dollars en 1984 dont 170,9 millions ont été contractés à des conditions libérales et 43,3 millions à des conditions non libérales. Le service de la dette représente environ 17 p. 100 des exportations. Les flux nets de ressources sont tombés de 141,4 millions de dollars en 1980 à 44,2 millions en 1984.

B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les domaines principaux de préoccupation du gouvernement dans le cadre du programme de redressement national sont : l'augmentation des superficies consacrées au riz et à d'autres céréales, l'amélioration progressive des rendements, le développement de la pêche artisanale, le contrôle de la pêche industrielle, l'amélioration de l'infrastructure portuaire, des voies de desserte et des routes.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Certaines réformes ne seront décidées que lors du prochain congrès du Parti, cependant, les lignes directrices qui seront poursuivies sont les suivantes :

- a) Mise en place de politiques de vente à des prix incitatifs;
- b) Promotion de la production agricole par la mise en place d'un crédit agricole;

c) Subvention des intrants agricoles (engrais, outillage agricole, produits chimiques etc.);

d) Mise à la disposition des paysans des résultats de la recherche en leur fournissant des semences de céréales améliorées;

e) Adoption d'une politique visant à satisfaire les besoins de première nécessité des pêcheurs artisanaux en vue d'accroître leur production;

f) Redistribution de l'excédent de production agricole vers les régions déficitaires;

g) Réhabilitation de petits projets hydro-agricoles et construction de barrages pour lutter contre la salinisation;

h) Formation des cadres à tous les niveaux;

i) Aménagement des sols et récupération des terres de bas-fonds;

j) Construction de routes et de voies d'accès vers les centres de production;

k) Entretien des routes existantes; et

l) libéralisation et promotion de certains circuits commerciaux;

m) Services de soins de santé primaire dans les régions rurales.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	21,6
	A l'extérieur	44,2
	Total partiel	<u>65,8</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>-</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	65,8
iv)	Coût estimatif du Programme	160,4
v)	Ecart	94,6

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	12,4	0,9	13,3
Principal	46,0	8,7	54,7
Total	58,4	9,6	68,0

23. KENYA

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

En dépit des prévisions très optimistes du quatrième plan quinquennal 1979-1983 du Kenya faisant état d'un taux annuel de croissance de 6,3 p. 100, celui-ci n'a en réalité été que d'environ 4 p. 100 en moyenne au cours de cette période. Par ailleurs, le déficit de la balance des paiements s'est en fait alourdi et la situation budgétaire s'est beaucoup détériorée. La détérioration sensible des termes de l'échange enregistrée par le Kenya, la chute des cours du café, la récession mondiale, la contraction de la demande de biens et services kényens de la part des pays voisins et les mauvaises conditions climatiques expliquent cette situation.

Le gouvernement a donc été conduit à adopter en 1980-1981 un programme d'ajustement structurel destiné à stabiliser l'économie, à contrôler les principales variables monétaires et fiscales et à éliminer les entraves structurelles à la croissance. C'est ainsi que le taux d'inflation est tombé en dessous de 10 p. 100 en 1984 contre plus de 20 p. 100 en 1982, que le déficit budgétaire est passé de 10 p. 100 du PIB en 1981 à moins de 5 p. 100 en 1983-1985, que le volume de la masse monétaire est passé de 15 p. 100 en 1980 et 1982, à moins de 8 p. 100 en 1983 et à 11 p. 100 en 1984; en outre par suite de la diminution sensible du volume des importations, le déficit courant qui était de 886 millions en 1980 a pu être réduit de plus de moitié.

La sécheresse d'une ampleur sans précédent qui a ravagé le pays en 1983-1984 a entraîné une baisse de 3,7 p. 100 de la production agricole, ramenant ainsi le taux de croissance du PIB à 0,9 p. 100 au cours de la même période. Toutefois, les prix élevés des exportations de thé et de café ont permis d'améliorer la situation sur le plan des recettes en devises. Au cours de la période 1980-1984, le PIB du Kenya a augmenté en chiffres réels à un taux annuel moyen de 3 p. 100, alors que le PIB par habitant baissait de 1 p. 100.

Entre 1980 et 1984, la dette extérieure du Kenya a plus que triplé, atteignant 3,5 milliards de dollars dont 1,2 milliard contracté aux conditions du marché, ce qui, par rapport à la dette totale, représente 54 p. 100 du PIB et 204 p. 100 par rapport aux exportations de 1984. Le rapport entre le service de la

dette et les exportations de biens et services pour la même année a été de 31,8 p. 100. Les flux de ressources en 1984 ont été de 56 p. 100 inférieurs à leur niveau de 1980, soit 428,6 millions de dollars contre 964,4 millions de dollars.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le souci premier du Kenya est de relancer l'économie à un rythme annuel d'environ 6 p. 100 et ce, jusqu'à la fin du siècle. L'agriculture est le principal secteur mais on privilégie également la mise en place d'une infrastructure matérielle et la création de petites industries en milieu rural et urbain. Les ressources financières nationales seront consacrées d'abord à l'accroissement des dépenses renouvelables au titre de projets déjà réalisés et à l'utilisation optimale de la capacité industrielle et ensuite à l'exécution de projets immédiatement rentables.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les réformes générales du secteur public visent à réduire le déficit budgétaire, à mobiliser davantage de ressources aux niveaux national et international, à améliorer la gestion de la dette, à rationaliser les investissements publics, à juguler l'inflation, à utiliser un taux de change flexible et à assouplir les restrictions juridiques et administratives. Les politiques sectorielles ont quant à elles pour but de favoriser la croissance industrielle, de promouvoir les exportations, d'encourager la production agricole, de rationaliser les dépenses de développement et d'assurer l'expansion du secteur privé.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.		
<hr/>		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	91,0
	A l'extérieur	73,0
	Total partiel	<u>164,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	375,0
	A l'extérieur	417,0
	Total partiel	<u>792,0</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	956,0
iv)	Coût estimatif du Programme	1 197,0
v)	Ecart	241,0

---

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	552,7	119,7	672,4
Principal	709,2	374,2	1 083,4
Total	1 261,9	493,9	1 755,8

**24. LESOTHO**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Le Lesotho est un petit pays enclavé d'une superficie de 30 335 km<sup>2</sup>; sa population s'élevait à 1,5 million d'habitants en 1984. Le produit intérieur brut était de 353,2 millions de dollars en 1983 et le PIB par habitant de 245 dollars. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a connu une baisse annuelle moyenne de 1,2 p. 100 en prix constants. L'aide publique au développement (APD) est passée de 90,3 millions de dollars en 1980 à 101,3 millions en 1983; les autres ressources hors APD n'ont connu qu'une croissance marginale, passant de 0,7 million de dollars en 1980 à 1,5 million en 1983. La dette extérieure totale a atteint 140 millions de dollars dont 107 millions au titre de l'aide à des conditions libérales. Le rapport entre les obligations au titre de service de la dette et les exportations de biens et de services a été de 29,9 p. 100 en 1983. Les flux nets de ressources sont tombés de 137,8 millions de dollars E.-U. en 1980 à 102 millions de dollars E.-U. en 1984.

Entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho est le pays qui souffre le plus de la politique de déstabilisation politique et économique pratiquée par le régime sud-africain. Il dépend presque entièrement de l'Afrique du Sud pour ses liaisons avec le reste du monde. Son économie est totalement intégrée à celle de l'Afrique du Sud (commerce, unions douanière et monétaire) et elle a été en butte aux blocus et à l'embargo décrétés par son puissant voisin.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Dans le programme de redressement, qui couvre la même période que le cinquième plan quinquennal, l'agriculture et le développement rural, les activités d'appui à l'agriculture, en particulier l'industrie, les ressources en eau, l'énergie, les transports et les communications constituent les domaines prioritaires retenus par les pouvoirs publics. Le gouvernement cherchera également à améliorer la qualité et le nombre des services publics tels que l'enseignement et la santé.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les mécanismes de planification vont être renforcés afin de promouvoir la gestion économique. Les programmes d'incitation à la production seront réexaminés et modifiés en vue de mieux les adapter aux exigences de la croissance économique. Les activités des établissements publics, y compris les départements gouvernementaux, les entreprises semi-publiques et les circuits de commercialisation et établissements financiers, seront réévaluées et rationalisées. Une nette préférence serait délibérément accordée aux investissements à forte intensité de travail. Il sera également procédé à l'utilisation rationnelle et systématique des ressources humaines. La participation de l'ensemble des collectivités sera intensifiée notamment par le renforcement des coopératives et la restructuration des institutions de participation rurales.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.			
i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel	-	
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	26,7	
	A l'extérieur	31,7	
	Total partiel	58,4	
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		58,4
iv)	Coût estimatif du Programme		119,6
v)	Ecart		61,2

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	16,1	0,6	16,7
Principal	30,0	3,3	33,3
Total	46,1	3,9	50,0

## 25. LIBERIA

### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie du Libéria a subi une grave récession entre 1980 et 1985. La baisse des recettes totales d'exportation a été suivie de la chute des recettes publiques, de déficits budgétaires en grande partie financés par des ressources extérieures, et d'un alourdissement du fardeau de la dette. Entre 1980 et 1984, le PIB en prix constants a baissé en moyenne de 3,6 p. 100 par an, tandis que le PIB par habitant déclinait à un rythme annuel moyen de 5,7 p. 100. L'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 997,4 millions de dollars E.-U. en 1984 et le ratio du service de la dette à 25,6 p. 100 des exportations entre 1980 et 1984. Le total net du flux de capitaux a chuté de 178,9 millions de dollars en 1980 à 168 millions de dollars en 1984. Les résultats économiques médiocres ainsi que la grave récession ont entraîné la fermeture de la raffinerie, l'accumulation d'arriérés dans le traitement des fonctionnaires et mis les pouvoirs publics dans l'impossibilité de satisfaire les conditions imposées par le FMI dans le cadre des accords stand-by qui, en conséquence, ont été annulés.

Ces graves difficultés économiques provenaient de divers facteurs, dont les bas prix appliqués aux principales exportations du Libéria, des problèmes de gestion économique, de graves pénuries de ressources, le manque de stimulants appropriés et la fuite massive des capitaux au cours de la période qui a suivi le soulèvement politique et la guerre civile.

### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le programme de redressement de l'économie nationale met un accent tout particulier sur l'augmentation de la production alimentaire, grâce à l'amélioration de la gestion agricole, à des aides à la production et à des services de vulgarisation. La politique en matière d'investissements publics a consisté à encourager les investissements à très haute rentabilité et à périodes de gestation courtes, ainsi que ceux nécessitant un apport très faible de fonds de contrepartie.

### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

a) Aide financière aux agriculteurs pour la production de caoutchouc, d'huile de palme, de produits forestiers et de riz ;

b) Réformes dans le secteur public : restructuration des finances et de l'emploi, rationalisation de toutes les entreprises publiques et privatisation de certaines ; création de l'Office des sociétés d'Etat chargé de superviser les entreprises publiques ;

c) Réformes dans le secteur privé : dispositions relatives à la coentreprise et à la gestion dans le secteur privé ; élimination progressive des restrictions sur 36 articles industriels produits localement, et amélioration de la structure tarifaire.

---

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.

i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		-
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	14,0	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		14,0
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		14,0
iv)	Coût estimatif du Programme		374,0
v)	Ecart		360,0

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	133,3	30,7	164,0
Principal	229,9	143,2	373,1
Total	363,2	173,9	537,1

26. JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie libyenne continue de subir le contrecoup des perturbations observées sur le marché mondial du pétrole, perturbations qui ont des répercussions sur les cours et la demande de pétrole brut et qui a été aggravé par les mesures d'embargo économique et financier prises par les Etats-Unis à l'encontre de la Libye, suite à la détérioration des relations avec les Etats-Unis. C'est la raison

pour laquelle, en 1984, le volume des exportations de pétrole n'a été que de 59 p. 100 de son niveau de 1980. En valeur, les revenus pétroliers ont chuté de plus de moitié, passant de 21 691,9 millions de dollars en 1980 à 10 629,9 millions en 1984 et 9 549,0 millions en 1985. La quasi-totalité des recettes d'exportation et des revenus publics provenant de la vente du pétrole, les autres secteurs de l'économie ont été parallèlement touchés, encore qu'à un degré moindre. Depuis 1980 le pays enregistre donc un taux de croissance économique négatif de 6 p. 100 par an en moyenne. Le pays a été contraint, devant la diminution constante des revenus pétroliers et en dépit de la réduction du volume des importations, de puiser abondamment dans ses réserves en devises dont le niveau a baissé pour la quatrième fois consécutive en 1984. La dette publique extérieure s'élevait à 797,8 millions de dollars en 1984 et les flux nets de ressources ont atteint -3,3 milliards de dollars contre -1,5 milliard en 1980.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

La Libye accorde la plus haute priorité à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, d'où l'accent mis sur le développement de l'agriculture et du secteur alimentaire en particulier. L'un des principaux objectifs de son programme de priorités est de parvenir à un taux d'autosuffisance d'environ 90 p. 100 pour ce qui est des céréales alimentaires et à une autosuffisance complète pour ce qui est des produits de l'élevage et de la volaille. Des méthodes modernes de production alimentaire et d'irrigation et une réorientation de la gamme des productions agricoles sont envisagées pour privilégier des cultures dont les besoins en matière d'irrigation sont moindres. Le développement de l'agriculture est également considéré comme un moyen de freiner l'exode rural. A cet égard, le grand projet d'aménagement d'un fleuve artificiel dont l'exécution doit commencer en 1990 constitue l'un des principaux programmes de transformation. Ce projet qui nécessite une assistance technique permettra d'acheminer 1 500 millions de mètres cubes d'eau souterraine par an vers l'intérieur du pays désertique. Les bénéfices pour l'agriculture pourraient être sérieusement compromis en raison de mines qui gisent dans certaines régions du pays depuis la seconde guerre mondiale. Pour protéger les projets de zones côtières et désertiques de l'avancée du désert, les programmes de reboisement en cours d'exécution seront renforcés.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Sur le plan de la production, le Gouvernement accorde la priorité au développement du secteur agricole par le biais d'une participation directe à la mise sur pied d'exploitations pilotes mixtes et de mesures destinées à encourager la pratique de l'agriculture en tant qu'occupation en octroyant des titres fonciers, en révisant à la hausse les prix des produits agricoles et en encourageant la création d'entreprises populaires de production, de financement et de commercialisation. Des routes de desserte sont actuellement construites et des services agricoles mis à la portée des agriculteurs. Compte tenu de ses difficultés financières actuelles, le Gouvernement met l'accent sur l'achèvement des projets en cours d'exécution, l'utilisation accrue des moyens existants, en particulier dans l'industrie, la réduction des dépenses superflues, la rationalisation de l'utilisation des devises et l'adoption de mesures rigoureuses de contrôle bancaire.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 097,8
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>1 097,8</u>
ii)	Nouvelles ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	4 406,5
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>4 406,5</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	5 504,3
iv)	Coût estimatif du Programme	5 504,3
v)	Ecart	-

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	...	...	...
Principal	...	...	...
Total	...	...	...

27. MADAGASCAR

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984 le produit intérieur brut a diminué en moyenne de 1,9 p. 100 par an. Cependant, on observe un léger redressement de la situation économique au cours de l'année 1984 qui a enregistré un taux de croissance de l'ordre de 2,1 p. 100 par rapport à l'année précédente, à la sui

des programmes d'ajustement structurel. Compte tenu de l'accroissement de la population (2,8 p. 100), le PIB par habitant a accusé une baisse annuelle de 4,5 p. 100 entre 1980 et 1984. Le secteur primaire a crû de 3 p. 100 par an en moyenne tandis que le secteur secondaire a connu une baisse annuelle d'environ 6 p. 100 par suite de la chute de la valeur ajoutée de la branche "Construction". Le secteur tertiaire n'a pas évolué au cours de la période considérée.

Après plusieurs années de déficit, la balance des paiements s'est améliorée avec un solde positif en 1984, résultant surtout de bonnes conditions climatiques, de la réduction des importations et de la croissance des exportations de café, de clous de girofle, du chrome, et du graphite. Le déficit des transactions courantes en pourcentage du PIB est passé de 14,6 p. 100 en 1981 à 10,2 p. 100 en 1984. De même, le déficit des finances publiques qui était de 14,9 p. 100 du PIB en 1981 est revenu à 4,8 p. 100 du PIB en 1984. Le taux d'inflation n'était plus que de 9 p. 100 au cours de l'année 1984 alors qu'il avait augmenté annuellement de 30,5 p. 100 et de 31,5 p. 100 respectivement en 1981 et 1982.

A la fin de l'année 1984, le niveau de la dette extérieure atteignait 2 119,8 millions de dollars dont 1 326,4 millions de dollars à des conditions libérales. Le ratio du service de la dette par rapport aux exportations après rééchelonnement s'élevait en 1984 à 33,0 p. 100. Le flux net de ressources a baissé de 561,3 millions de dollars en 1981 à 318,0 millions en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le programme d'investissements publics portant sur la période 1984-1990 met l'accent sur les secteurs productifs et l'infrastructure. Il se rapporte par ordre de priorité aux secteurs suivants :

- a) Secteur du développement rural : programmes d'augmentation des productions vivrières (riz, maïs, blé etc.) et des produits d'exportation, projets d'irrigation des terres, élevage et pêche;
- b) Secteur infrastructure : réhabilitation des routes et des pistes de desserte;
- c) Lutte contre l'érosion des sols.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Afin d'atteindre les objectifs du programme, le gouvernement a pris des mesures pour :

- a) Accroître la production : accroissement des prix aux producteurs, notamment des produits agricoles; libéralisation des prix de la collecte et de la commercialisation; élaboration d'un nouveau code des investissements plus libéral et assouplissement des procédures administratives du commerce extérieur;
- b) Renforcer la capacité de l'épargne publique : réduction du déficit des finances publiques; assainissement de la situation financière des entreprises publiques et privatisation de leur gestion;

c) Mobiliser les ressources extérieures par l'intermédiaire du Groupe consultatif de Paris.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	46,3	
A l'extérieur	67,3	
Total partiel		<u>113,6</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	76,0	
A l'extérieur	97,1	
Total partiel		<u>173,1</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		286,7
iv) Coût estimatif du Programme		872,0
v) Ecart		585,3

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette 1986-1990 (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	221,7	83,3	305,0
Principal	544,8	273,9	818,7
Total	766,5	357,2	1 123,7

**28. MALAWI**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Le Malawi a une superficie de 118 484 km<sup>2</sup> dont 24 208 km<sup>2</sup> sont des lacs et compte une population de 6,84 millions d'habitants, le taux d'accroissement

démographique étant de 3,1 p. 100 par an. L'agriculture est la clé de voûte de l'économie; les petites exploitations agricoles produisent principalement du maïs, des arachides, du coton et du tabac tandis que les exploitations commerciales produisent du thé, du tabac et du sucre. Entre 1980 et 1984, le PIB en termes réels a crû à un taux annuel moyen de 1,2 p. 100. Ce taux de croissance faible est attribuable à la rupture des routes de chemin de fer traditionnelles vers les ports, aux mauvaises conditions climatiques en 1977-1980 et à la détérioration des termes de l'échange du pays. Comme résultat, le Malawi a dû faire face à une baisse sévère du revenu par habitant, à des taux d'inflation galopants et à des déséquilibres sérieux de balance des paiements et du budget.

L'emprunt extérieur à des conditions commerciales a augmenté sensiblement pour compenser les coûts d'importation requis pour la production et le maintien du standard de vie, pendant que la dette extérieure augmentait. Le montant total de la dette extérieure du Malawi s'est élevé en 1984 à 788 millions de dollars, dont un montant de 482 millions accordé à des conditions libérales et 306 millions à des conditions non libérales. Le coefficient du service de la dette s'est monté, en valeur réelle, à 27,3 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a baissé à 195,0 millions de dollars des Etats-Unis en 1984 contre 293,3 millions en 1980.

La situation relativement favorable aux investisseurs locaux et étrangers a fortement contribué au développement du pays.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Les quatre principaux domaines du Programme prioritaire de redressement économique sont :

a) Agriculture : le développement rural, la sécurité alimentaire, la recherche agricole, le renforcement du système de commercialisation agricole et la diversification des cultures;

b) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : la recherche des routes d'accès à la mer, la petite industrie, l'amélioration des routes d'accès et la réhabilitation des industries existantes;

c) La mise en valeur des ressources humaines;

d) Sécheresse et désertification : l'accent est mis sur le reboisement, l'électrification des zones rurales et l'exploitation du charbon.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

En vue d'accroître la productivité des petits exploitants, des prix intéressants, de meilleures structures de commercialisation agricole et d'approvisionnement en facteurs de production, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et des facilités de crédit sont offerts. Dans le secteur public, les mesures comprennent : la modernisation de la gestion, l'accroissement de l'accès au crédit et la diversification de la production. Dans le secteur industriel, l'accent est mis sur l'assouplissement du système de contrôle des prix et sur le renforcement des institutions et mécanismes de promotion des exportations. Des mesures ont également été prises pour améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)<sup>a/</sup>

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	-
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	83,4
	A l'extérieur	255,7
	Total partiel	<u>339,1</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	339,1
iv)	Coût estimatif du Programme	849,9
v)	Ecart	510,8

a/ Les estimations ont été mises à jour d'après le tableau 2 de l'annexe.

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	90,4	19,6	110,0
Principal	122,4	87,6	210,0
Total	212,8	107,2	320,0

29. MALI

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Depuis 1980, le Mali a été confronté à d'énormes difficultés avec des conséquences désastreuses sur les performances de l'économie en général : faible niveau d'organisation et forte centralisation de l'appareil économique; déséquilibres des comptes extérieurs et des finances publiques; faible capacité intérieure

de financement des investissements; exacerbation des conditions climatiques entraînant une aggravation du déficit alimentaire. Le taux d'accroissement du produit intérieur brut à prix constants a été en moyenne de 0,2 p. 100 par an entre 1980 et 1984.

Le montant de la dette extérieure s'élevait à 1 milliard 176 millions de dollars en 1984 dont 1 milliard 84,5 millions à des conditions libérales et 91,5 millions à des conditions non libérales. Entre 1982 et 1984, on estime que le ratio du service de la dette après rééchelonnement est passé de 6,2 à 16,7 p. 100 des recettes d'exportation de biens et services.

Le flux de ressources nettes qui était de 812,2 millions de dollars en 1980 a baissé sensiblement à 302,0 millions en 1984. La part de l'APD s'est élevée respectivement à 776,2 et à 278,0 millions de dollars durant la même période.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Les quatre grands domaines identifiés dans le Programme prioritaire sont les suivants :

a) L'agriculture dont les principales composantes sont : la sécurité alimentaire avec notamment les mesures de lutte contre les crises alimentaires; la sécurisation et l'accroissement des revenus agricoles, spécialement par la maîtrise de l'eau et le développement des ressources en eau; l'amélioration des techniques de stockage villageois des produits vivriers;

b) La lutte contre la sécheresse et la désertification dont la stratégie repose sur deux axes : protéger ce qui existe et reconquérir les zones en voie de désertification;

c) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : l'approvisionnement suffisant et régulier des unités de transformation des produits agricoles; l'amélioration de la commercialisation et du crédit agricole; l'entretien et le développement des pistes rurales.

d) Mise en valeur des ressources humaines par l'amélioration de la gestion des institutions et du rendement du secteur public et la planification de l'emploi.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les mesures correctives suivantes ont été adoptées :

a) Le secteur des finances publiques : réduction, voire élimination du déficit budgétaire chronique (application de mesures fiscales et monétaires);

b) Le renforcement du secteur des comptes extérieurs par la réduction des importations de produits non céréaliers et accroissement des exportations de coton;

c) La restructuration du secteur d'Etat grâce à la compression des effec-

tifs; la fermeture de certaines entreprises non viables; le rétablissement de la vérité des prix;

d) L'amélioration des conditions de production qui a porté notamment sur la réhabilitation du secteur d'Etat, la restructuration du marché céréalier et la réorganisation de la filière coton.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	59,4	
A l'extérieur	17,7	
Total partiel		<u>77,1</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	290,7	
Total partiel		<u>290,7</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		367,8
iv) Coût estimatif du Programme		539,1
v) Ecart		171,3

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	74,5	7,2	81,7
Principal	340,3	18,5	358,8
Total	414,8	25,7	440,5

### 30. MAURITANIE

#### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'ampleur des problèmes de la Mauritanie constitue une lourde hypothèque pour l'avenir, si un programme de redressement vigoureux n'est pas exécuté. Le produit intérieur brut par habitant a chuté, malgré un taux d'investissement très élevé. La persistance de la sécheresse, la crise économique internationale et les effets de la guerre comptent dans l'aggravation de la situation qui a prévalu jusqu'alors. La production des céréales est tombée au sixième de son niveau moyen. Les exportations de minerai de fer ont également chuté bien qu'elles aient repris en volume en 1984, avec cependant la dégradation des prix mondiaux et la baisse de leur valeur réelle. Le PIB par tête d'habitant a décru de 0,6 p. 100 en termes réels de 1980 à 1984. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 1,7 milliard de dollars en 1984 alors que le ratio du service de la dette aux exportations était de 36 p. 100 en 1984.

#### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Dans le cadre du Programme de redressement 1985-1988, le Gouvernement met l'accent sur la valorisation de la pêche, considérée comme une source renouvelable de richesse, la relance de la production de mil, de sorgho, de maïs et de paddy, l'extension des surfaces cultivables, la reconstitution du cheptel, la priorité à l'eau potable, le désenclavement de régions éloignées, l'amélioration de l'environnement institutionnel, la promotion du secteur privé notamment des petites et moyennes entreprises.

#### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes décidées ou envisagées comprennent :

- a) L'augmentation des prix aux producteurs d'au moins 20 p. 100;
- b) La généralisation de l'accès aux avantages du code des investissements;
- c) La mise en place d'un crédit agricole;
- d) La prise en charge par les bailleurs de fonds des charges récurrentes de certains projets;
- e) La promulgation d'une nouvelle législation foncière;
- f) La promulgation d'un code de l'eau;
- g) Des mesures de rentabilisation du secteur de la pêche;
- h) Le redéploiement des investissements vers les domaines prioritaires et l'amélioration de la productivité;
- i) La sélection des projets à impact rapide sur la production ou absolument vitaux pour satisfaire les besoins essentiels de la population;

- j) La réduction du programme des investissements;
- k) Des politiques de gestion des ressources (monétaires et fiscales) : mobilisation et amélioration des recouvrements;
- l) La refonte du système d'exonération fiscale, des taxes douanières et de la taxation des exportations;
- m) L'amélioration de la coordination entre services fiscaux;
- n) L'institution du débarquement obligatoire des prises de pêche;
- o) Le gel des effectifs en 1985 et la diminution de la masse salariale;
- p) La réduction des subventions et la réhabilitation du secteur public;
- q) Le rééchelonnement de la dette et la mise en place d'un comité du suivi de la dette.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

---

Millions de dollars E.-U.		
<hr/>		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	49,0	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>49,0</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	809,0	
Total partiel		<u>809,0</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		858,0
iv) Coût estimatif du Programme		1 221,0
v) Ecart		363,0

---

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	132,8	21,0	153,8
Principal	527,0	69,7	596,7
Total	659,8	90,7	750,5

**31. MAURICE**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Après la très mauvaise année qui a prévalu en 1980, le Gouvernement a introduit un programme d'ajustement structurel pour redresser l'économie. Au cours de la période 1980-1984, le PIB a augmenté à un taux moyen annuel de 4,1 p. 100 et son niveau en 1984 a dépassé celui de 1979. Le fait le plus important de la période est la performance du secteur industriel, en particulier celle de l'Export Processing Zone (EPZ) et du secteur du tourisme qui ont crû respectivement de 16 et de 10 p. 100 par rapport à l'année 1983. Ces deux secteurs, en termes de production, de création d'emplois et de gains en devises, sont devenus le moteur de la croissance économique. De même le secteur agricole a aussi enregistré un progrès sensible dans la production du sucre et du thé grâce à de meilleures conditions climatiques et à des prix élevés à l'exportation.

La balance des paiements s'est améliorée considérablement. Le déficit du compte courant a chuté; de 13 p. 100 du PIB en 1981 il est tombé à environ 3,8 p. 100 du PIB en 1984. Le déficit des finances publiques n'est plus que de 6,5 p. 100 du PIB en 1984 contre 12,9 p. 100 en 1981. Le taux annuel de l'inflation s'est modéré aux alentours de 7 p. 100 après une période de très forte inflation avec un maximum de 42 p. 100 pour l'année 1980. Le taux d'épargne intérieure qui était de 12 p. 100 du PIB a augmenté au cours de la période par suite de l'amélioration de la situation économique et a atteint 18 p. 100 du PIB en 1984. Mais il a toujours fallu recourir aux emprunts extérieurs pour financer les investissements.

A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique s'élevait à 412,4 millions de dollars. Il est à signaler que seulement 24 p. 100 de cette dette sont des prêts à des conditions libérales et que le reste est constitué par des prêts commerciaux à long et à court termes contractés sur les marchés des capitaux (prêts en eurodollars). Le poids du service de la dette est assez critique puisqu'il représente 28,3 p. 100 des exportations de biens et services en 1984. Le flux net de ressources a baissé de 199,1 millions de dollars en 1980 à 46,6 millions en 1984.

B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

En 1985 le Gouvernement a adopté le Programme d'investissement du secteur public pour la période fiscale 1984/1985-1986/1987 avec des projets qui s'étalent jusqu'à l'année fiscale 1989/1990. Le Gouvernement a accordé la première priorité à l'agriculture portant sur des projets de développement des ressources en eau (irrigation), de recherche, d'études et de formation dans le domaine agricole, d'infrastructures physiques (entrepôts, aménagement des sols) et à la reforestation. La seconde priorité se rapporte aux industries agro-alimentaires, suivies du développement des ressources humaines (projets relatifs à la formation technique).

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La stratégie de développement pour la réalisation de ce programme d'investissements du secteur public consiste à drainer les ressources vers les secteurs productifs. Ainsi, le Gouvernement réduira ses dépenses de fonctionnement et maintiendra le déficit des finances à un niveau bas afin de permettre au secteur privé de bénéficier encore de plus de crédits sur le marché local de capitaux. De même, afin de soutenir davantage les investissements et de préserver les réserves extérieures de change, la politique monétaire restrictive introduite dans le cadre du programme de stabilisation sera maintenue.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	2,6
	A l'extérieur	12,8
	Total partiel	<u>15,4</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	52,1
	A l'extérieur	10,3
	Total partiel	<u>62,4</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	77,8
iv)	Coût estimatif du Programme	99,0
v)	Ecart	21,2

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	90,8	31,4	122,2
Principal	141,6	73,9	215,5
Total	232,4	105,3	337,7

32. MOZAMBIQUE

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le mauvais fonctionnement de l'économie mozambicaine, observé en particulier depuis 1980, s'explique principalement par une conjonction de facteurs négatifs liés à l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud, à l'effondrement des structures administratives coloniales après l'accession à l'indépendance en 1975, aux activités déstabilisatrices de l'Afrique du Sud, à la crise économique internationale et à une série de catastrophes naturelles : inondations (1976 et 1984), tempêtes de grêle (1978), cyclones (1982) et grave sécheresse (1979 à 1984).

Les pertes de production et la faible productivité, notamment dans le secteur agricole, dont les causes sont énumérées ci-dessus, ont été les principaux agents de la baisse du PIB (-2,6 p. 100 par an en moyenne entre 1980 et 1984). Pendant la même période, le PIB par habitant a baissé de 5,9 p. 100 par an.

La baisse de la production et de la commercialisation des biens d'exportation qui s'en est suivie a alourdi le fardeau de la dette. En outre, le problème de la dette a été aggravé par la faiblesse de l'aide publique au développement par rapport aux prêts commerciaux. En 1983, l'aide publique au développement représentait 211,9 millions de dollars alors que la valeur totale des prêts commerciaux s'élevait à 366,3 millions de dollars.

B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990): Principaux domaines d'intervention

La priorité la plus élevée est accordée à l'accroissement de la production agricole. Viennent ensuite la remise en état, la construction et l'entretien des infrastructures, la mise en valeur des ressources humaines et la lutte contre les effets de la sécheresse.

C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

L'accroissement de la production agricole, en particulier au niveau des unités de production familiales, est encouragé grâce à la fourniture aux villages

de biens de consommation et de facteurs de production agricole. En outre, dans le cadre d'une vaste réforme visant à améliorer l'efficacité des sociétés semi-publiques en accordant à leurs dirigeants une autonomie et une responsabilité plus grandes, on espère augmenter la production agricole et industrielle dans le secteur public. Les sociétés semi-publiques devraient prendre des mesures pour améliorer leur rentabilité. Des mesures ont également été prises pour instituer des méthodes efficaces de contrôle et de supervision des sociétés semi-publiques.

S'agissant de la mobilisation des ressources, des réformes ont été introduites afin d'augmenter les recettes en améliorant l'encaissement de ces ressources.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	95,0	
A l'extérieur	500,0	
Total partiel		<u>595,0</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	600,0	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>600,0</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		1 195,0
iv) Coût estimatif du Programme		2 595,0
v) Ecart		1 400,0

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	273,0	-	273,0
Principal	1 326,0	-	1 326,0
Total	1 599,0	-	1 599,0

### 33. NIGER

#### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Niger a accordé une haute priorité à l'extraction et à la commercialisation de l'uranium, en vue de dégager les ressources nécessaires au financement d'autres secteurs l'agriculture, l'industrie et les infrastructures. Cependant, la baisse de la demande et l'effondrement des cours mondiaux de l'uranium commerc dès 1981 n'ont pas permis de réaliser le plan d'investissement. Le recours aux financements extérieurs n'a pu compenser le manque à gagner dans les recettes d'exportations et a alourdi le service de la dette. Cette conjoncture a entraîné un ralentissement du niveau des affaires. Ceci a été accentué par la réduction de l'emploi.

A ces difficultés se sont ajoutés en 1983-1984 les effets de la terrible sécheresse qui a réduit à néant les maigres récoltes, décimé le cheptel et accéléré la dégradation du pouvoir d'achat des populations rurales et urbaines. Par conséquent, l'évolution du PIB correspondait à des taux de croissance négatifs durant les quatre sur les cinq dernières années, avec une moyenne annuelle de -4,5 p. 100. L'encours de la dette extérieure publique s'élevait à 886 millions de dollars en 1984. Le service de la dette représentait 36,4 p. 100 des recettes d'exportations. Le flux net de ressources a baissé de 419,6 millions en 1980 à 79,5 millions de dollars en 1984.

#### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement national est axé principalement sur la relance de la production alimentaire, avec l'accent sur les cultures irriguées, l'hydraulique villageoise, la poursuite de la mise en place des infrastructures routières, la réforme du crédit agricole et la relance de la recherche agronomique et de la formation professionnelle.

#### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La mise en place du Programme prioritaire nécessite des mesures de réforme politique que le Gouvernement entend promouvoir ou a déjà prises :

a) La mise en place, définitivement terminée à présent, sur toute l'étendue du territoire national, de structures de consultation, de concertation et de participation directe des populations à la gestion des affaires;

b) Mesures visant au recouvrement par l'Etat d'une part importante des coûts des services publics;

c) Rendre le secteur public plus efficace sur le plan économique et financier : combinaison de la rigueur budgétaire avec une restructuration des dépenses pour améliorer l'efficacité des investissements; formulation d'un programme d'investissement triennal glissant; limiter le rôle dominant du secteur public dans l'économie; réduction des charges sociales, du personnel et des subventions directes; introduction de la TVA et révision du code des investissements;

d) Permettre au secteur privé de participer davantage aux activités économiques grâce aux mesures suivantes : introduction de mesures d'incitation appropriées pour les investissements privés à travers la libéralisation des prix et de la distribution; suppression de tous les monopoles et quasi-monopoles à l'importation à l'exception des produits pétroliers et du gaz; privatisation complète ou partielle de certaines entreprises publiques et réduction de la participation de l'Etat dans des sociétés d'économie mixte; réforme des politiques industrielles et commerciales pour contribuer à dynamiser le secteur privé avec notamment la révision du système des prix des produits industriels locaux.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	31,1	
A l'extérieur	482,2	
Total partiel		<u>513,3</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>-</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		513,3
iv) Coût estimatif du Programme		1 204,7
v) Ecart		691,4

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	100,9	40,2	141,1
Principal	171,8	140,0	311,8
Total	272,7	180,2	452,9

### 34. NIGERIA

#### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Les résultats économiques enregistrés par le Nigéria au cours de la période 1980-1985 étaient liés aux recettes pétrolières, à l'efficacité de la gestion économique et aux performances des secteurs de production, notamment alimentaire, agricole et manufacturier. Au cours des années 80, on a assisté à une baisse des cours des produits pétroliers et, partant, des recettes d'exportation et des recettes fédérales. La crise pétrolière a entraîné une diminution sensible de la production industrielle et agricole, un accroissement des importations de denrées alimentaires et exacerbé les problèmes de balance des paiements. Au cours de cette même période, trois différents gouvernements se sont succédés, dont un civil appuyé par un énorme corps administratif bien structuré aussi bien au niveau local que fédéral; en outre, on a assisté à une baisse des réserves extérieures du Nigéria, qui sont passées de 10,2 milliards de dollars en 1980 à 1,5 milliard en 1984; la dette extérieure a presque quadruplé, soit moins de 5 milliards de dollars en 1980 contre 19,8 milliards de dollars en 1985; ce dernier chiffre comprend les arriérés commerciaux à court terme. Le ratio du service de la dette est passé de 15 p. 100 en 1980 à 27,5 p. 100 en 1984. Le flux net de ressources a augmenté considérablement de 2 025 millions de dollars en 1980 à 4916,0 millions en 1982, et est ensuite tombé à 3457,0 millions en 1983 et à 1 139,0 millions en 1984.

#### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Le Programme de redressement économique met l'accent sur le développement du secteur des petits exploitants dans le cadre de programmes de développement rural intégré et sur l'achèvement des projets en cours de réalisation ainsi que sur le redressement et l'entretien des équipements existants, la promotion des exportations, et la livraison des matières premières locales aux industries.

#### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les réformes s'inscrivant dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale comprennent notamment : a) des mesures d'incitation sous forme d'élimination graduelle des subventions sur les intrants agricoles, et l'introduction de l'appui effectif des prix de distribution d'engrais et de pesticides aux agriculteurs et de libéralisation de l'accès au crédit agricole. Les importations de riz, de maïs, de poussins, d'huile d'olive et de poisson séché ont cessé; b) il a été décidé d'établir au niveau du secteur public un service de production agricole et de développement rural, de privatiser certaines entreprises publiques agricoles, hôtelières et industrielles non stratégiques et de mettre un terme à la participation directe des pouvoirs publics à la production agricole et à sa répartition; c) au niveau du secteur privé, il s'est agi de permettre aux compagnies aériennes privées d'exploiter davantage les lignes intérieures, de libéraliser davantage les politiques d'importation de matières premières, d'équipements agricoles et de pièces détachées et de simplifier la réglementation et les directives régissant les investissements industriels et l'activité bancaire commerciale; d) politique du taux de change : l'ajustement réel de la valeur

extérieure du Naïra en vue de réduire le degré de surévaluation et l'opération du second marché du change des devises étrangères comme un prolongement logique du système des comptes nationaux relatifs aux monnaies étrangères.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	8 724,0
	A l'extérieur	596,0
	Total partiel	<u>9 320,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	1 117,0
	Total partiel	<u>1 117,0</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	10 437,0
iv)	Coût estimatif du Programme	12 437,0
v)	Ecart	2 000,0

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	904,4	2 207,3	3 111,7
Principal	1 276,4	9 316,7	10 593,1
Total	2 180,8	11 524,0	13 704,8

**35. RWANDA**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Pays complètement enclavé dans l'Afrique centrale, le Rwanda doit faire face à deux autres problèmes : l'étroitesse de ses terres arables et la raréfaction

de ses ressources naturelles. En 1984, la population totale s'élevait à 5,9 millions, soit une densité de 225 hab/km<sup>2</sup>, ce qui place ce pays parmi les pays les plus densément peuplés en Afrique. Avec un taux de croissance annuelle de 3,6 p. 100, la population atteindra 7,4 millions en 1990, dont 95 p. 100 en milieu rural.

La croissance du PIB a été généralement faible et irrégulière. Après une croissance de 8,1 p. 100 en 1981, il est tombé sensiblement à 1,1 p. 100 en 1982 pour monter à 3,0 p. 100 en 1983 et tomber encore à -2,8 p. 100 en 1984. Dans l'ensemble, le PIB a progressé à un taux annuel moyen de 2,4 p. 100 pour la période 1980-1984. Cela veut dire que le revenu par habitant a diminué de l'ordre de 1,2 p. 100 par an au cours de la même période 1/.

Le montant de la dette extérieure à des conditions libérales s'élevait à 254,5 millions, en 1984. Quant au service de la dette, il représente 6,1 p. 100 pour la même année, mais il est estimé qu'il sera de l'ordre de 15 à 20 p. 100 pour la période 1986-1990. Le flux total des ressources nettes est tombé de 171,3 en 1980 à 147,4 millions de dollars en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Parmi les principaux domaines retenus dans le cadre du Programme de redressement économique national figurent notamment :

- a) L'alimentation et l'agriculture (autosuffisance alimentaire);
- b) Les mesures de soutien à l'agriculture, dont notamment : la protection des sols et l'amélioration des rendements, le développement des ressources énergétiques et des petites et moyennes industries;
- c) La valorisation des ressources humaines.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Parmi les différentes mesures adoptées ou envisagées, il y a lieu de noter :

- a) La révision de la législation fiscale, du tarif douanier et du code des investissements et la stimulation des investissements surtout dans les petites et moyennes entreprises et leur répartition régionale;
- b) La création d'un fonds spécial de garantie pour les entrepreneurs nationaux qui n'ont pas de garanties réelles;
- c) L'austérité et la rigueur dans la gestion du secteur public;
- d) La mobilisation de l'épargne populaire;
- e) L'application de taux d'intérêt sélectifs sur les crédits à l'économie;

---

1/ Source : Secrétariat de la CEA.

f) La révision de la législation fiscale et du tarif douanier et l'austérité dans la gestion;

g) La coordination et l'harmonisation des actions de développement par le biais du Ministère du Plan et des comités interministériels de coordination;

h) L'orientation des investissements publics vers des secteurs rentables;

i) La mise en place de mécanismes de suivi et de contrôle de l'exécution des programmes de développement.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.			
i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		-
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	238,9	
	A l'extérieur	723,6	
	Total partiel		<u>962,5</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		962,5
iv)	Coût estimatif du Programme		1 251,2
v)	Ecart		288,7

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	20,3	-	20,3
Principal	54,1	-	54,1
Total	74,4	-	74,4

### 36. SAO TOME-ET-PRINCIPE

#### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le PIB à prix courants du marché atteindrait un niveau de 34,7 millions de dollars en 1984 contre 45,6 millions en 1980, soit une régression de 6,7 p. 100 par an en moyenne. Les causes de cette chute catastrophique de l'activité économique sont la baisse de la production et des cours du cacao, le principal produit agricole représentant environ 40 p. 100 du PIB et 80-90 p. 100 des exportations. La sécheresse des années 80 a aussi contribué à la régression de l'économie. Le PIB par habitant a chuté d'une façon dramatique de 486 dollars en 1980 à 328 dollars en 1984.

La dette publique extérieure a atteint 75,2 millions de dollars à la fin de 1984. La moitié de ces prêts a été consentie à des conditions très favorables (à taux d'intérêt de 1 p. 100 et durée de remboursement de 13 ans), un quart à des conditions favorables (à taux d'intérêt de 4 p. 100 et 8 ans pour remboursement) et le dernier quart à des conditions commerciales. Le service de la dette qui était estimé à 0,9 million de dollars en 1981 s'est élevé à 2,5 millions de dollars en 1984, représentant environ 23,7 p. 100 des recettes d'exportations des biens et services. Le flux net des ressources se monte à 7,9 millions de dollars en 1984.

#### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

L'ordre des principaux domaines retenus par le Gouvernement comme priorités nationales est le suivant : a) agriculture avec l'accent mis sur les cultures d'exportation, les cultures vivrières, l'élevage, la pêche et la sylviculture; appui à la recherche agronomique, valorisation et réhabilitation du cacao et des entreprises agro-pastorales; b) programme en vue de la remise en état des centrales électriques, du stockage des produits pétroliers, extension de la centrale hydroélectrique de Guegne; c) autres secteurs d'appui à l'agriculture, notamment l'industrie, les transports, le développement rural et l'administration; d) mise en valeur des ressources humaines; assistance technique au Ministère de l'agriculture, formation en matière forestière, centre de formation des agents.

#### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

La politique économique actuelle du Gouvernement consiste à dynamiser l'économie sao-toméenne, avec pour objectif primordial à court terme de restaurer la capacité d'exportation du cacao. Cette politique implique un grand nombre de réformes dans les domaines suivants: a) restructuration des entreprises publiques, soit par des contrats de gestion avec des partenaires étrangers, soit par la création de sociétés mixtes; b) mesures incitatives en faveur des travailleurs du secteur agricole en favorisant le gain de productivité, dans le souci d'améliorer les performances de l'économie; c) distribution de parcelles de terres où chaque individu peut se consacrer à la production de cultures vivrières; d) réforme du système commercial par la libération du commerce intérieur et extérieur; e) politique monétaire ayant pour but de doter le pays d'une monnaie forte en évitant toute augmentation de la masse monétaire qui ne serait pas accompagnée d'une

augmentation équivalente de la production; f) mobilisation de l'épargne populaire au service de l'économie afin de remplacer progressivement les apports extérieurs.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	25,0
	Total partiel	<u>25,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	-
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>-</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	25,0
iv)	Coût estimatif du Programme	110,6
v)	Ecart	85,6

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	2,9	-	2,9
Principal	10,9	-	10,9
Total	13,8	-	13,8

**37. SENEGAL**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

L'économie sénégalaise a été frappée par la sécheresse persistante qui a suivi le contrecoup du choc pétrolier de 1979. Avec la chute des cours des matières premières et les fluctuations marquées des termes de l'échange, le Sénégal

a connu une période extrêmement difficile pendant laquelle le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réels était de 3,1 p. 100 par an seulement entre 1980 et 1984. La poussée de la demande intérieure conjuguée à une dégradation de la situation financière a produit un déficit alarmant de la balance des paiements. L'encours de la dette extérieure s'élevait en 1984 à 1 722,8 millions de dollars E.-U. dont 83 p. 100 contractés à des conditions libérales. Le service de la dette représentait 18,1 p. 100 des exportations après rééchelonnement (28,5 p. 100 avant rééchelonnement) en 1984 et les flux nets des ressources ont baissé constamment de 460,6 millions de dollars des Etats-Unis en 1980 à 137,7 millions en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Face à cette situation, le Gouvernement a décidé d'un programme de stabilisation, suivi d'un plan de redressement économique et financier et d'un plan d'ajustement à moyen et long terme visant à assainir la situation et à rétablir les grands équilibres. L'agriculture considérée comme secteur de base a reçu une attention particulière. Il s'agit d'accroître la production des céréales (maïs, millet, sorgho, paddy) en vue de l'autosuffisance alimentaire, d'adapter les cultures d'exportation (coton, arachide) aux conditions du marché mondial, de mettre l'accent sur l'élevage par la production de fourrages et la fixation des transhumants autour des points d'eau, de dynamiser le secteur de la pêche, de restaurer un environnement propice à la relance de l'industrie, de protéger la nature, de restaurer les sols, de lutter contre la désertification, de désenclaver les régions agricoles en poursuivant le programme des pistes de production, de développer les soins de santé primaire en milieu rural, de promouvoir la formation et l'animation des populations rurales.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

A cet égard, le Gouvernement entend appliquer des réformes dans le cadre du Programme de redressement national :

a) En appliquant la nouvelle politique agricole visant à responsabiliser davantage les producteurs ruraux et à améliorer les services à l'agriculture;

b) En donnant la priorité à des projets productifs à haute rentabilité économique et financière et en améliorant les programmes de réhabilitation et de maintenance des infrastructures existantes;

c) En sélectionnant plus rigoureusement les projets d'infrastructures économiques et sociales non productifs en tenant davantage compte des coûts;

d) En rendant plus efficace le système de planification des investissements publics;

e) En appliquant la nouvelle politique industrielle et la nouvelle politique relative au secteur semi-public; et

f) En consolidant les acquis dans le domaine de la restructuration financière.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	68,3	
A l'extérieur	449,0	
Total partiel		<u>517,3</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>-</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		517,3
iv) Coût estimatif du Programme		777,3
v) Ecart		260,0

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	577,0	204,4	781,4
Principal	311,2	55,7	366,9
Total	888,2	260,1	1 148,3

38. SEYCHELLES

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Au cours de la période 1980-1984, le PIB a enregistré une croissance annuelle négative de l'ordre de 2,1 p. 100, alors qu'il a augmenté rapidement de 10 p. 100 par an de 1977 à 1979. Ce renversement de tendance est dû à la chute du nombre et des dépenses des touristes, à la réduction des dépenses du Gouvernement, à la baisse des activités dans le secteur des bâtiments et travaux publics et d'autres secteurs productifs. En 1984, avec la forte reprise du tourisme, le taux de croissance réelle du PIB a augmenté de 2 p. 100 par rapport à 1983.

La balance des paiements est toujours déficitaire malgré les aides gratuites reçues et les tirages sur les emprunts extérieurs qui ont atteint un montant total de 50,6 millions de dollars au cours de la période. A la fin de l'année 1984, l'encours de la dette publique extérieure s'élevait à 57,5 millions de dollars dont 72 p. 100 à des conditions libérales. Le poids du service de la dette semble faible mais il s'est alourdi depuis 1988. On estime qu'il représentait 11 p. 100 des recettes en devises en 1985 et qu'il a atteint 16 p. 100 en 1986. Les flux nets des ressources ont baissé considérablement de 23,9 millions de dollars en 1980 à 2,1 millions en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Plan de développement 1985-1989 définit les grandes orientations du Gouvernement qui sont surtout axées sur :

- a) Le rétablissement de la croissance en concentrant les investissements sur les systèmes productifs tels que l'agriculture (production vivrière, élevage, pêche, irrigation);
- b) La création d'industries de transformation des produits agricoles;
- c) La mise en valeur des ressources humaines (formation et création d'emplois).

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Bien que le Plan de développement repose fortement sur le secteur public, le Gouvernement reconnaît l'importance du rôle du secteur privé et des investissements privés. Des mesures fiscales (exemptions et avantages fiscaux) et financières (liberté des transferts) ont été prises, seront maintenues et même améliorées. De même, la capacité d'épargne publique sera renforcée en réduisant le déficit du secteur public de façon à réorienter vers le secteur privé une part importante du crédit bancaire intérieur.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) a/**

---

Millions de dollars E.-U.		
<hr/>		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	2,5
	A l'extérieur	13,8
	Total partiel	16,3
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	2,6
	A l'extérieur	8,3

---

a/ Estimations mises à jour d'après les données du Tableau 2 de l'annexe.

Millions de dollars E.-U.	
Total partiel	10,9
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	27,2
iv) Coût total du Programme	350,0
v) Ecart	322,8

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

		Type de créanciers		
		Publics	Privés	Total
Intérêt	6	6,1	2,8	8,9
Principal		16,3	9,4	25,7
Total		22,4	12,2	34,6

b/ D'après les estimations du Gouvernement des Seychelles, il faudra 68 millions de dollars pour assurer le service de la dette au cours de la période 1986-1990.

### 39. SIERRA LEONE

A. Evolution de la situation économique depuis 1980

La situation économique de la Sierra Leone a continué d'être médiocre au cours de la période 1980-1984 en raison de la baisse de la production agricole et minérale, de la réduction dans l'approvisionnement en énergie et de graves pénuries de devises. Le lourd déficit commercial et le déséquilibre continu de la balance des paiements ont amené les pouvoirs publics à prendre des mesures de compression des dépenses en devises, ce qui s'est traduit par un développement de la contrebande à grande échelle. Il y a eu également des problèmes liés à la gestion économique, aux effectifs pléthoriques dans la fonction publique ainsi qu'à l'insuffisance des mesures d'incitation à la production agricole.

Le taux de croissance du PIB en termes réels était donc négatif pour toutes les années depuis 1981. Dans l'ensemble, le taux de croissance a été de -11,4 p. 100 par an entre 1980 et 1984. L'encours de la dette extérieure s'élevait à 593,7 millions de dollars E.-U et le service de la dette représentait 27,4 p. 100 des exportations en 1984. Parallèlement, les mouvements nets de ressources sont tombés de 197,5 millions de dollars en 1980 à 39,7 millions en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Programme de redressement de l'économie nationale porte essentiellement sur les transports et les communications ainsi que sur l'amélioration de la production économique globale grâce au secteur non structuré urbain, aux entreprises artisanales, aux moyennes entreprises industrielles et aux exploitations agricoles commerciales.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Le Programme de redressement national doit s'appuyer sur les mesures suivantes :

a) Mesures d'incitation : Prix rémunérateurs aux petits agriculteurs; accroissement des taux d'intérêt payés sur les dépôts bancaires et augmentation des prix des produits manufacturés localement, suppression du contrôle des prix de ces produits; libération du crédit.

b) Réformes dans le secteur public : compression de personnel dans le secteur public; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; rationalisation du programme des dépenses publiques, décentralisation et redynamisation des conseils de districts; rétablissement des concours d'entrée dans la fonction publique;

c) Réformes dans le secteur privé : imposition de la licence générale pour la plupart des importations; privatisation de certaines sociétés semi-publiques; exécution conjointe de projets par le secteur public et le secteur privé; restriction minimale au fonctionnement du secteur privé.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	42,0	
Total partiel		<u>42,0</u>

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>-</u>

iii) Montant estimatif des ressources  
probablement disponibles

42,0

Millions de dollars E.-U.	
iv) Coût estimatif du Programme	219,1
v) Ecart	177,1
<b>E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</b>	

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	25,0	10,1	35,1
Principal	83,8	36,8	120,6
Total	108,8	46,9	155,7

#### 40. SOMALIE

##### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

A la fin des années 70 et au début des années 80, l'économie somalienne s'est heurtée à de sérieuses difficultés qui ont été principalement exacerbées par les effets négatifs de la sécheresse sur la production zootechnique et le rendement des cultures ainsi que les graves incidences économiques des conflits frontaliers et le déferlement de réfugiés qui en a résulté.

A la faveur d'une bonne pluviométrie, une excellente récolte ainsi qu'une augmentation de la production zootechnique ont été enregistrées en 1982; c'est ainsi que l'activité économique s'est sensiblement accrue et la balance des paiements s'est nettement améliorée. L'adoption de mesures budgétaires et monétaires rigoureuses a contribué à réduire le très grave déficit budgétaire et à juguler l'inflation rampante.

Toute une série de facteurs internes et externes ont, depuis 1983 replongé l'économie dans une crise. Le rendement des cultures a baissé en raison de la sécheresse de 1983 et des pluies tardives de 1984. Les exportations d'animaux sur pied, principale source de devises, ont été pratiquement interrompues lorsque ces produits ont été exclus de leur marché traditionnel en 1983. D'autres secteurs de production ont pâti de la pénurie de devises qui sont nécessaires à l'acquisition de facteurs de production, et la situation financière tant externe qu'interne s'est sensiblement détériorée. En 1984, le déficit budgétaire et les dépenses publiques sont montés en flèche pour atteindre respectivement 30 et 36 p. 100 du PIB, tandis que l'inflation a atteint le chiffre record de 92 p. 100 avant de chuter à 36 p. 100 du fait des efforts déployés par le Gouvernement

dans le cadre de son programme d'ajustement et de stabilisation. Dans l'ensemble, le taux de croissance annuel moyen du PIB était de 3,2 p. 100 durant la période 1980-1984. En même temps, la dette extérieure ainsi que les versements au titre du service de la dette se sont considérablement alourdis. A la fin de 1984, la dette extérieure s'est élevée à 1,4 milliard de dollars dont 1,2 milliard contractés à des conditions libérales. Le ratio de la dette globale au PIB et aux exportations des biens et des services non facteurs s'est élevé en 1984 à 90 p. 100 et à 1 944 p. 100 respectivement. Les obligations du pays au titre du service de la dette ont atteint une proportion alarmantes. Le reliquat des versements au titre du service de la dette a atteint, à la fin de 1984, 225 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 312 p. 100. Les obligations au titre du service de la dette globale, reliquat non compris, se sont élevées, à la fin de 1984, à 131 millions de dollars, soit un ratio aux exportations de biens et services de 182 p. 100. Le ratio effectif du service de la dette a été de 50 p. 100.

Les flux nets au titre de l'aide au développement sont passés, au total, de 262 millions de dollars en 1980 à 303 millions de dollars en 1984. Toutefois, l'augmentation du volume des obligations de remboursement devrait probablement se traduire, dans les années à venir, par une réduction considérable des flux nets, à moins que ces obligations ne soient annulées.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Programme d'investissement public (1986-1988) met l'accent sur l'agriculture et l'élevage (48 p. 100), les transports et les communications (13,5 p. 100) et les ressources en eau (11,6 p. 100).

Les investissements seront essentiellement consacrés à l'achèvement des projets en cours ainsi qu'à l'exploitation de la capacité de production inutilisée ou sous-utilisée. Certains nouveaux investissements seront consacrés à des projets rentables à court terme.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les réformes adoptées dans le cadre du Programme prioritaire (1986-1988) sont, pour la plupart, une continuation et un renforcement des mesures d'ajustement et de stabilisation prises dans le cadre du Programme d'investissement public (1984-1986) qui comporte notamment l'adoption d'un taux de change régissant les opérations privées qui soit déterminé par les lois du marché, mesure intervenant après un ajustement radical des taux de change, la libéralisation des politiques en matière de fixation des prix et de commercialisation, la promotion du secteur privé et des investissements étrangers; la diminution des pouvoirs régulateurs des entreprises publiques, l'assainissement de ces dernières, la mobilisation systématique de ressources intérieures et extérieures et l'assouplissement des mesures de contrôle budgétaire et monétaire.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.			
i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		-
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	147,0	
	A l'extérieur	675,3	
	Total partiel		<u>822,3</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		822,3
iv)	Coût estimatif du Programme		1 458,6
v)	Ecart		636,3

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	96,2	9,5	105,7
Principal	452,0	26,0	478,0
Total	548,2	35,5	583,7

**41. SOUDAN**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

L'économie soudanaise se heurte aux pires difficultés que le pays ait jamais connues. Sur la longue liste des maux chroniques, figurent la baisse de la productivité agricole et industrielle, l'alourdissement du déficit de la balance des paiements, les difficultés budgétaires, l'inflation galopante et les problèmes de remboursement de la dette, devenue incontrôlable, et l'entrée massive de réfugiés.

Depuis 1978, le Gouvernement a lancé une série de mesures d'ajustement structurel : dévaluation de la monnaie et adoption d'un taux de change flottant; assouplissement des mesures de contrôle des prix; stricte régulation de la demande; privatisation des entreprises commerciales publiques et élargissement de l'autonomie des autres. Cependant, les résultats furent dans l'ensemble très décevants. Le taux de croissance du PIB en termes réels était de 0,4 p. 100 par an entre 1980 et 1984, alors que le PIB par habitant baissait à un rythme annuel moyen de 2,1 p. 100 au cours de la même période. Le PIB n'a cessé de baisser au cours des trois derniers exercices budgétaires et l'économie est tombée dans le marasme. Les recettes en devises étaient largement insuffisantes et il y a eu un gonflement du volume des arriérés de paiement de la dette. En 1984, les obligations au titre du service de la dette s'élevaient au total à 1 milliard 210 millions de dollars, soit 125 p. 100 de la valeur des exportations et des services non facteurs. En 1985, le montant des créances au titre du service de la dette atteignait 1,2 milliard de dollars alors que les arriérés de paiement s'élevaient à 2,3 milliards à la fin de 1984. Le ratio effectif du service de la dette était de 32 p. 100 à la fin de 1984. A la fin de 1985, la dette extérieure du Soudan a atteint plus de 9 milliards de dollars. L'accumulation des arriérés a forcé nombre d'institutions multilatérales à suspendre leur aide.

Les flux nets de ressources ont connu des fluctuations considérables. Ils sont tombés à 611 millions de dollars en 1983 après avoir atteint un sommet de 988 millions en 1981. Cependant, ils ont atteint 904 millions de dollars en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Dans le cadre du programme d'investissements publics, la majeure partie des investissements est allouée à l'agriculture. Viennent ensuite les transports et communications, l'énergie, le secteur minier et le développement régional, les soins de santé primaires et la mise en valeur des ressources en eau.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Au lendemain de la révolution d'avril 1985 qui a abouti au renversement du régime de Nimeri, le Gouvernement a essayé de réorienter la politique économique et de parvenir avec le FMI à un accord en la matière. Cependant, le Soudan n'a pu présenter un programme acceptable par le FMI et les négociations avec le Fonds ont été finalement abandonnées en février 1986. Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite au sujet des nouvelles orientations, il est fort probable que les politiques seront axées sur la nécessité de réaliser l'autonomie, d'exercer un contrôle plus strict en matière de change et de prix et d'instaurer un contrôle fiscal et monétaire rigoureux.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

Millions de dollars E.-U.		
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	1 252,0	
A l'extérieur	911,0	
Total partiel		<u>2 163,0</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		2 163,0
iv) Coût estimatif du Programme		2 913,0
v) Ecart		750,0
<b>E. <u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u></b>		

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	847,6	192,5	1 040,1
Principal	1 499,5	765,8	2 265,3
Total	2 347,1	958,3	3 305,4

#### 42. SWAZILAND

##### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

La proximité de l'Afrique du Sud, son appartenance à la Rand Monetary Area (Zone monétaire du rand) et à l'Union douanière de l'Afrique australe font du Swaziland un pays dont l'économie dépend de la situation en Afrique du Sud, qui bénéficie d'une économie assez florissante si on la compare à celle de nombreux pays africains. Sur le marché libre qui régit l'Union douanière de l'Afrique australe, les industries du Swaziland n'ont pu soutenir la concurrence face à celles de l'Afrique du Sud.

Le taux de croissance élevé de la population, qui est de 3,2 p. 100 par an, exerce des pressions sur le marché de l'emploi, surtout dans les zones urbaines. Cette situation a été aggravée par la faible productivité des terres cultivées du Swaziland.

Le taux de croissance du PIB, en termes réels était de 2,3 p. 100 par an en moyenne entre 1980 et 1984. Cependant cette évolution était irrégulière. A l'exception de 1980 où le taux de croissance du PIB était de 6,8 p. 100, la croissance économique dans les années suivantes a été très faible. Le total net des flux de capitaux a été de 38,0 millions de dollars en 1984, contre 57,9 millions de dollars en 1980. La dette extérieure qui était de 198 millions de dollars en 1985 est élevée et constitue un fardeau pour l'économie. Le ratio réel du service de la dette était de 6,9 p. 100 en 1984, mais on croit qu'il montera légèrement durant les prochaines années.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Les principaux domaines d'intervention du Programme national prioritaire sont par ordre d'importance : l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines, notamment en matière de formation professionnelle, le développement des services d'infrastructure et la lutte contre les effets de la sécheresse.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Des réformes ont été adoptées pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité des entreprises semi-publiques et du secteur public en matière de planification et d'exécution des programmes, grâce à l'établissement d'un Comité national chargé du budget et de la planification. En outre, un programme de développement rural a été lancé pour stimuler la production agricole. Le Gouvernement a également institué une taxe à la vente pour élargir ses sources de revenus et réduire sa dépendance vis-à-vis des recettes provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe qui constituait la principale source de revenus. Le Swaziland ne peut entreprendre aucune action indépendante en raison de son appartenance à la Zone monétaire du rand, et cela détermine la nature et la portée des mesures d'ajustement qu'il peut prendre. Toutefois, des démarches sont en cours pour accroître son autonomie dans le domaine financier et monétaire. Les principales mesures générales ont consisté à stimuler l'investissement privé dans les entreprises existantes et nouvelles.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	0,7	
A l'extérieur	0,2	
Total partiel		<u>0,9</u>

ii) Ressources à mobiliser

A l'intérieur	0,2	
A l'extérieur	0,2	
Total partiel		<u>0,4</u>

Millions de dollars E.-U.	
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	1,3
iv) Coût estimatif du Programme	3,2
v) Ecart	1,9

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	47,9	1,7	49,6
Principal	62,7	7,9	70,6
<b>Total</b>	<b>110,6</b>	<b>9,6</b>	<b>120,2</b>

**43. TOGO**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Frappé par la récession et la crise économique et financière mondiales, le Togo n'a pas pu exécuter intégralement son quatrième plan quinquennal de développement économique et social (1981-1985). Dès 1979, le Gouvernement togolais, soucieux de corriger les déséquilibres, a élaboré et mis en oeuvre un programme d'austérité avec l'appui du Fonds monétaire international (1979-1980), qui consistait, entre autres, à réduire les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Le pays a, par ailleurs, bénéficié en 1979 d'un réaménagement d'une partie de sa dette extérieure après des négociations avec le Club de Paris. Malgré ces efforts, le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels a baissé de 2,5 p. 100 entre 1980 et 1984.

La dette extérieure, dont l'encours en 1984 et en 1985 s'élevait environ respectivement à 843,4 et à 764,7 millions de dollars, représente une charge de 25,9 p. 100 et de 36,7 p. 100 par rapport aux exportations du pays. Mais le Gouvernement togolais s'emploie à ramener le service de la dette à un niveau compatible avec les exigences de son développement économique et social; il y réussit progressivement et bénéficie en conséquence d'un capital de confiance appréciable auprès des bailleurs de fonds tant bilatéraux que multilatéraux. Comme résultat, l'aide publique au développement est passée de 35,5 millions de dollars E.-U. en 1982 à 38,6 millions en 1983 et à 69,2 millions en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Togo a mis au point un programme national de redressement économique (1985-1990) selon l'ordre de priorité suivant :

- a) Réhabilitation des infrastructures;
- b) Développement rural;
- c) Développement socio-culturel;
- d) Développement industriel.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Le Gouvernement togolais a mis en place un large éventail de mesures pour conduire et soutenir le redressement et le développement de son économie dans les domaines suivants :

a) Adoption d'un nouveau code des investissements plus attractif et de la Charte des entreprises togolaises;

b) Mesures d'incitation aux producteurs agricoles dont notamment : l'augmentation des prix agricoles, la vulgarisation agricole, le crédit en faveur du paysan, la diffusion de nouvelles techniques culturales et des résultats de la recherche appliquée;

c) Mise en place d'un plan semencier et d'un programme de lutte contre la sécheresse et la désertification;

d) Réactivation du Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises;

e) Réformes du secteur public par la politique d'austérité budgétaire, révision du code des impôts, contrôle rigoureux et vérification des dépenses publiques, et restructuration des entreprises publiques;

f) Extension de l'informatisation à l'administration et au secteur para-public;

g) Réorganisation des principaux ministères économiques et financiers et création du Ministère des sociétés d'Etat.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

123,5

Millions de dollars E.-U.		
A l'extérieur	186,6	
Total partiel		<u>310,1</u>
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>=</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		310,1
iv) Coût estimatif du Programme		1 001,9
v) Ecart		691,8
<b>E. <u>Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</u></b>		

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	108,4	18,4	126,8
Principal	243,0	76,2	319,2
Total	351,4	94,6	446,0

#### 44. TUNISIE

##### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Tous les plans tunisiens mettent l'accent sur la nécessité de réaliser un système socio-économique homogène en favorisant les relations sectorielles et l'interdépendance régionale. Une attention particulière a été accordée à l'agriculture et au tourisme qui, avec le pétrole, assurent l'essentiel des recettes d'exportation. Pour promouvoir les projets agricoles il a été procédé à la mise en place de réseaux d'irrigation et à la promotion des agro-industries, ce qui permet de créer un entraînement en aval et de créer des emplois, contribuant ainsi à l'accroissement des exportations.

Le caractère diversifié de l'économie tunisienne a permis au pays de connaître une croissance moyenne positive au cours de trois années sur les cinq passées, en enregistrant des taux de croissance de 4,9 p. 100 en 1983 et de 5,5 p. 100 en 1984, la moyenne pour la période 1980-1984 étant de 3,4 p. 100 seulement.

Le montant total de la dette extérieure s'est élevé à 4 milliards 32 millions de dollars en 1984. Le service de la dette en pourcentage des exportations est de l'ordre de 22,1 p. 100. L'autre facteur inquiétant est la tendance à la baisse du volume des ressources au titre de l'APD et l'augmentation des crédits privés. Les premières se sont contractées, tombant de 241,3 millions de dollars en 1981 à 222,3 millions en 1984 tandis que les derniers ont augmenté, passant de 114,9 millions de dollars en 1980 à 250,4 millions de dollars en 1983. Les incidences que présentent ces tendances pour les obligations au titre du service de la dette sont évidentes. La balance des paiements demeure donc déficitaire. Les réformes récemment entreprises ont, en mettant l'accent sur la promotion des exportations, permis d'accroître la production et de réduire la dépendance vis-à-vis des emprunts extérieurs, le principal objectif étant d'assainir la situation des paiements extérieurs.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Les domaines prioritaires de développement rural intégré sont le tourisme, l'agriculture, des mesures d'appui au secteur agricole et la lutte contre la sécheresse et la désertification. Il s'agit essentiellement de stimuler le développement agricole, de créer des emplois dans les zones rurales, d'assurer l'équilibre régional et de produire davantage pour l'exportation. A cet effet un programme de développement rural intégré susceptible d'obtenir un financement international a été mis au point.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les principales réformes envisagées dans le cadre du programme englobent notamment : la nécessité d'aider les agriculteurs à exécuter des projets d'investissement rentables à court terme portant sur la production de légumes et de céréales, ainsi que sur la production zootechnique et halieutique; la révision à la hausse des prix aux producteurs agricoles; la rationalisation du secteur public; la création de nouvelles institutions financières et de banques afin de mobiliser l'épargne pour financer les investissements et les exportations, la mise en place d'un système bancaire off-shore et le renforcement du rôle du secteur privé. Toutefois, ce programme de redressement risque de ne pas aboutir aux résultats escomptés suite aux effets cumulés et récents de la chute brutale des prix du pétrole et du phosphate et de ses dérivés; ce qui a pour conséquence que les ressources intérieures, mentionnées ci-dessous, devraient certainement être révisées.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur

122,8

Millions de dollars E.-U.	
A l'extérieur	30,4
Total partiel	<u>153,2</u>
ii) Ressources à mobiliser	
A l'intérieur	491,4
A l'extérieur	121,8
Total partiel	<u>613,2</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles	766,4
iv) Coût estimatif du Programme	1 375,1
v) Ecart	608,7

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (en millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	792,8	284,2	1 077,0
Principal	1 581,6	766,8	2 348,4
Total	2 374,4	1 051,0	3 425,4

**45. OUGANDA**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

L'Ouganda est un pays enclavé qui a connu une stagnation économique continue du fait d'une mauvaise gestion économique, de dissensions internes et d'un environnement économique international défavorable. La prédominance de l'insécurité intérieure durant la période 1980-1985 a empêché la mise en oeuvre des deux programmes de redressement élaborés durant cette période. Les réformes de politique économique introduites en juin 1981 n'avaient eu aucun effet sur l'économie étant donné que ces mesures étaient contradictoires en raison de charges aggravées du service de la dette, d'une inflation galopante et d'un affaiblissement continu de la monnaie nationale, ce qui à son tour décourageait les investissements et favorisait les activités de spéculation sur la consommation. Le résultat d'ensemble est qu'en dépit de l'abondance de ses ressources naturelles et d'une base économique relativement développée au moment de l'indépendance en 1962, l'Ouganda a actuellement une économie ravagée et est classé parmi les pays les moins avancés du monde.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le plan de redressement économique de l'Ouganda pour la seconde moitié des années 80 aura les trois objectifs essentiels suivants : restauration de la paix, sécurité interne et démocratie comme préalable au redressement économique et au développement; mesures d'urgence en vue de soulager et de réinstaller les personnes déplacées à la suite des luttes internes de la période 1980-1985; et un programme à moyen terme de développement et de redressement dont l'objectif à long terme est de favoriser le développement d'une économie nationale indépendante, intégrée et auto-entretenu. La paix et la sécurité intérieures sont assurées dans une large mesure depuis la fin de la guerre de résistance nationale en mars 1986 et un programme de secours d'urgence et de restauration de six mois d'un coût de 161 millions de dollars a été élaboré et lancé par les autorités gouvernementales. Il est prévu de lancer un plan à moyen terme de redressement/développement à la mi-1986. Les principaux domaines d'intervention de ce plan, en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, sont la réalisation d'une autosuffisance alimentaire nationale réelle et permanente, la suppression des importations de denrées alimentaires, la diversification de la production agricole pour la consommation intérieure, la promotion des exportations et l'établissement de liens solides et durables entre l'agriculture et l'industrie.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Les mesures envisagées pour étayer le plan sont les suivantes :

- a) La fourniture d'intrants agricoles : instruments, outils, semences, etc., à des prix intéressants pour les petits exploitants;
- b) L'octroi de crédits agricoles aux exploitants;
- c) Le paiement de prix rémunérateurs pour les cultures d'exportation;
- d) La participation des coopératives aux différentes phases de la production, de la transformation et de la commercialisation agricoles;
- e) Le renforcement des activités de recherche et des services de vulgarisation agricole;
- f) Le respect d'une discipline financière stricte en ce qui concerne les dépenses publiques et celles des entreprises agricoles.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

---

Millions de dollars E.-U.

---

i) Ressources déjà mobilisées

A l'intérieur	-
A l'extérieur	-

Total partiel

Millions de dollars E.-U.

<u>ii) Ressources à mobiliser</u>			
	A l'intérieur	77,4	
	A l'extérieur	1 087,0	
	Total partiel		1 164,4
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		1 164,4
iv)	Coût estimatif du Programme		2 500,1
v)	Ecart		1 335,7
<b>E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)</b>			

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	81,1	9,0	90,1
Principal	284,0	46,9	330,9
Total	365,1	55,9	421,0

#### 46. REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

##### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Pendant la quasi-totalité des années 70, la République-Unie de Tanzanie a connu une grave crise économique qui a considérablement empiré depuis 1979. Au cours de la période 1980-1984, on a enregistré un taux de croissance du PIB aux prix constants de 0,6 p. 100 seulement par an et une baisse du PIB par habitant à un taux annuel moyen de 2,5 p. 100. L'économie a également souffert de taux élevés d'inflation compris entre 25 et 36 p. 100 par an au cours de la période 1982-1984, d'énormes déficits des recettes fiscales et d'un grave déséquilibre de la balance des paiements. Cette crise est due aux effets conjugués de quatre années de sécheresse, de deux chocs pétroliers, de l'éclatement de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de l'effondrement des cours des produits de base, de l'augmentation des prix à l'importation des produits de première nécessité, de la chute de la production agricole et industrielle, des graves pénuries de devises, de la rapide expansion monétaire, de l'épuisement du stock de capital et de la détérioration de l'infrastructure.

A la fin de 1984, la dette extérieure de la République-Unie de Tanzanie se chiffrait à 2,6 milliards de dollars, dont 0,8 milliard aux conditions du marché. Cela représente un taux d'endettement de 64 p. 100 du PIB et de 603 p. 100 des recettes d'exportations. Le ratio réel du service de la dette était de 30 p. 100. La République-Unie de Tanzanie a commencé à enregistrer des arriérés dans le remboursement de sa dette extérieure et le ratio des obligations totales au titre du service de la dette approche 70 p. 100 des recettes d'exportations. On a enregistré une baisse du flux net des ressources, qui est passé de 515 millions de dollars en 1980 à 280,7 millions en 1981. Bien qu'il ait crû après, son niveau de 1984 était seulement de 74 p. 100 de celui de 1980.

En juin 1982, le Gouvernement a adopté un programme intitulé "Structural Adjustment Programme (SAP)" (Programme global d'ajustement structurel) destiné à résoudre les graves problèmes structurels du pays et à assurer la relance de l'économie. D'une manière générale, l'exécution de ce programme d'ajustement au cours de l'exercice financier 1984/85 n'a été qu'un demi-succès et les mesures d'ajustement n'ont eu qu'une incidence limitée sur l'économie.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Dans le cadre du Programme de redressement 1986/1987 - 1988/1989 la priorité sera accordée aux domaines suivants : accroissement de la production alimentaire et des cultures d'exportation; réaménagement des infrastructures matérielles en appui aux activités directement productives; accroissement de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Ce sont les suivantes :

a) Accroissement de l'importance accordée à la production alimentaire et des cultures marchandes grâce à une augmentation de l'ordre de 28,4 p. 100 de la part de l'agriculture dans le budget; à une augmentation de l'ordre de 46 à 55 p. 100 des prix à la production et l'introduction d'autres mesures d'incitation;

b) Adoption d'un programme d'austérité qui permettrait de réduire au maximum les dépenses de développement et les nouveaux investissements;

c) Rationalisation du système de contrôle des prix;

d) Développement du rôle du secteur privé;

e) Amélioration de l'efficacité des sociétés semi-publiques;

f) Mobilisation de ressources supplémentaires et réduction des dépenses publiques.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	823,0
	A l'extérieur	148,0
	Total partiel	<u>971,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	3 484,0
	A l'extérieur	664,0
	Total partiel	<u>4 148,0</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	5 119,0
iv)	Coût estimatif du Programme	5 832,0
v)	Ecart	713,0

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	229,5	53,3	282,8
Principal	714,4	208,2	922,6
Total	943,9	261,5	1 205,4

**47. ZAIRE**

**A. Evolution de la situation économique depuis 1980**

Le Zaïre, avec 29,8 millions d'habitants sur une superficie de 2 345 000 km<sup>2</sup>, a enregistré un taux moyen de croissance du PIB de 1,3 p. 100 entre 1980 et 1985. Le pouvoir d'achat de la population s'est détérioré durant ces dernières années à cause, entre autres,

a) Du ralentissement de l'offre intérieure des biens et services, à la suite du délabrement des infrastructures de base et de l'outil de production;

b) des méfaits d'une inflation galopante;

c) Grâce au programme rigoureux de stabilisation économique lancé en 1983, le Zaïre a pu rétablir les équilibres fondamentaux, ramener l'inflation de 100 p. 100 à moins de 20 p. 100, améliorer la gestion des finances publiques, déployer de gros efforts pour faire face aux obligations de son endettement extérieur.

La dette extérieure du Zaïre constitue un lourd fardeau: 4,6 milliards de dollars fin 1984, répartis comme suit : 1 milliard 57 millions à des conditions libérales et 3 milliards 58 millions à des conditions non libérales. Le service de la dette par rapport aux recettes d'exportation a évolué de la manière suivante : 14,9 p. 100 en 1980, 13,8 p. 100 en 1981, 11,9 p. 100 en 1983 et 14,9 p. 100 en 1984.

Le flux des ressources extérieures accuse une tendance à la baisse : 344,6 millions de dollars en 1980, 412,7 en 1981, 168,7 en 1982, 128,2 millions en 1983 et 256,9 millions en 1984. Le flux des ressources au titre de l'APD a diminué de la manière suivante: 846,2 millions en 1980, 684,9 millions en 1981, 398,7 millions en 1982, 334,8 millions en 1983 et 238 millions en 1984.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : principaux domaines d'intervention**

Afin d'assurer la relance définitive de son économie, le Zaïre a conçu son premier plan quinquennal 1986-1990 dont les objectifs cadrent avec le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique :

a) Agriculture : Réhabilitation de l'outil de production; lutte contre la crise alimentaire; mise en valeur de ressources en eau, prévention des pertes alimentaires; libéralisation des prix en vue d'inciter les paysans à augmenter l'offre, etc.;

b) Infrastructure : Réhabilitation des routes, surtout dans les régions rurales (office des routes) et des télécommunications (ONPTZ); augmentation des capacités existantes;

c) Santé : Remise en état d'hôpitaux et de dispensaires (ruraux surtout); augmentation de la capacité de l'infrastructure rurale et urbaine existante, l'objectif du plan quinquennal 1986-1990 étant que les soins de santé de base soient administrés à tout citoyen en 1990 par la mise en service d'un certain nombre de centres de santé.

d) Education : Renforcement d'écoles moyennes techniques, surtout agricoles et minières; recherche appliquée, surtout dans ces deux domaines.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Le plan quinquennal 1986-1990, axé sur a) la réhabilitation de l'outil de production, b) la promotion des secteurs sociaux d'appui au développement; et c) l'assainissement et la rationalisation de la gestion publique, a retenu les principales réformes suivantes:

a) Réforme du régime fiscal : Mesures d'incitation à l'investissement privé orienté vers les secteurs et les zones prioritaires retenus dans le plan; création d'une importante zone franche (d'Inga); code des investissements, etc.;

b) Libéralisation : L'intervention de l'Etat dans les activités de production directe sera réduite au minimum; l'effort en matière d'investissements publics sera porté sur la remise en état des infrastructures économiques et sociales et sur la réhabilitation de l'appareil productif; la privatisation de certaines entreprises publiques non rentables sera poursuivie;

c) Réformes relatives à la perception des recettes et à la réduction des dépenses non productives : Décentralisation du processus de perception des impôts et contrôle plus efficace des percepteurs, etc..

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 095,0
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>1 095,0</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	1 951,9
	A l'extérieur	1 415,0
	Total partiel	<u>3 366,9</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	4 461,9
iv)	Coût estimatif du Programme	5 220,9
v)	Ecart	759,0

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	914,9	128,5	1 043,4
Principal	1 378,3	546,7	1 925,0
Total	2 293,2	675,2	2 968,4

#### 48. ZAMBIE

##### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

L'économie zambienne s'est détériorée considérablement depuis 1982. Le PIB a baissé de 3,5 p. 100 en 1982, de 13,7 p. 100 en 1983 et de 21,1 p. 100 en 1984. Le taux de croissance annuel moyen du PIB en termes réels était de -8,8 p. 100 durant la période 1980-1984. Plusieurs facteurs ont contribué à cette maigre performance de l'économie dont le plus important a été la réduction assez forte de recettes d'exportations résultant de la baisse de la demande et des cours du cuivre, qui constitue le principal produit d'exportation du pays, de la baisse de la production agricole due aux sécheresses, ainsi que de la dépression dans le secteur manufacturier, en raison de la pénurie chronique de devises pour l'achat des produits de base et des pièces de rechange nécessaires. Les autres facteurs sont la sécheresse et les effets directs et indirects de la déstabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud.

L'encours de la dette extérieure a progressé d'une façon constante depuis 1980 pour atteindre 4,7 milliards de dollars E.-U. en 1984. Les obligations au titre de la dette représentaient 161,9 p. 100 des exportations en cette année, alors que le ratio réel du service de la dette par rapport aux exportations était de 69,8 p. 100. En même temps, le flux net des ressources a baissé de 861,9 millions en 1981 à 480 millions en 1984.

##### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

La Zambie a donné la priorité aux secteurs de l'agriculture, des industries extractives et des produits manufacturés et de la mise en valeur des ressources humaines. L'accent est mis sur : l'autosuffisance alimentaire; l'infrastructure sociale, à savoir la fourniture de services de santé, d'éducation et les services communautaires; l'administration et la formation à la gestion. La priorité est également accordée à l'appui au secteur agricole grâce à des mesures telles que la mise en place de meilleurs systèmes d'octroi de crédit, les prix à la production, le stockage, la commercialisation et la fourniture d'engrais et de pesticides en vue d'accroître la productivité du secteur agricole. On accorde également une priorité à la participation privée à petite échelle dans les secteurs industriels et des produits manufacturés, y compris les industries extractives, dans le cadre de la politique globale d'investissement.

##### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Le Gouvernement a pris des mesures énergiques d'ajustement et a adopté d'autres réformes pour appuyer le Programme de redressement de l'économie. Celles-ci englobent l'orientation de l'évolution des investissements, la diversification des exportations, la création des petites entreprises techniques ainsi que la restructuration de l'économie nationale en mettant l'accent sur la réalisation de l'autosuffisance dans les secteurs-clés. Ces mesures ont pour but de créer et développer la capacité statistique du pays qui peut être considérée comme un intrant pour le contrôle et l'évaluation de l'efficacité et de l'impact du Programme de redressement économique, l'institution d'un système de marché libre

des devises et d'un programme de libéralisation des importations; la suppression du contrôle des prix et des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales; la diminution des subventions octroyées aux sociétés semi-publiques; la diminution de la consommation et des dépenses publiques.

Une nouvelle loi sur les investissements offrant des incitations attrayantes pour attirer les capitaux locaux autant qu'étrangers a été votée. Les effectifs de la fonction publique et des sociétés semi-publiques ont été réduits et de nouvelles mesures pour améliorer la gestion ont été prises.

**E. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

Millions de dollars E.-U.		
i) Ressources déjà mobilisées		
A l'intérieur	-	
A l'extérieur	-	
Total partiel		-
ii) Ressources à mobiliser		
A l'intérieur	105,9	
A l'extérieur	-	
Total partiel		<u>105,9</u>
iii) Montant estimatif des ressources probablement disponibles		105,9
iv) Coût estimatif du Programme		557,3
v) Ecart		451,4

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	444,6	104,6	549,2
Principal	808,2	406,1	1 214,3
Total	1 252,8	510,7	1 763,5

#### 49. ZIMBABWE

##### A. Evolution de la situation économique depuis 1980

Le Zimbabwe est un grand pays enclavé, d'une superficie de 390 580 km<sup>2</sup>. Il a des frontières communes avec le Botswana, la Zambie, le Mozambique et l'Afrique du Sud. La population, estimée à 7,9 millions d'habitants en 1984, croît à un taux de 2,84 p. 100 par an. Le produit intérieur brut (PIB) était de 5 milliards 846 millions de dollars aux prix courants en 1984 et le PIB par habitant était de 740 dollars pour la même année. Le PIB a crû à un taux annuel moyen de 4,2 p. 100 au cours de la période 1980-1984. La dette extérieure totale s'élevait à 2 156,7 millions de dollars en 1984. Le rapport réel du service de la dette aux exportations de biens et de services était de 30,5 p. 100 en 1984. Le total des entrées nettes de ressources est tombé de 844,3 millions de dollars en 1981 à environ 418 millions en 1984. L'aide publique au développement a cependant augmenté, passant de 212,3 millions de dollars à 282 millions pendant la même période. En tant qu'Etat de première ligne, le Zimbabwe connaît des problèmes résultant de la politique de déstabilisation politique et économique de l'Afrique du Sud. Ce facteur, conjugué avec les sécheresses de 1982 et de 1984 et la récession économique mondiale, a sérieusement entravé la mise en oeuvre du plan de développement national.

##### B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention

Les principaux objectifs du plan de développement national sont les suivants : a) transformation de l'économie en une économie véritablement nationale; b) création d'emplois et relèvement du niveau de vie de la majorité de la population; et c) renforcement de la capacité scientifique et technique du pays. Selon ces objectifs, les secteurs de production sont au centre des nouveaux programmes d'investissement publics; il n'empêche que la sauvegarde et le renforcement des acquis de l'indépendance dans le secteur des services revêtent une importance égale.

##### C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)

Les mesures d'ajustement structurel déjà adoptées sont les suivantes : diversification des cultures de rapport et application d'une nouvelle politique de prix qui a permis d'assurer l'autosuffisance alimentaire; dévaluation de la monnaie nationale visant à augmenter la compétitivité des exportations. Les réformes fondamentales opérées dans le secteur public consisteront à réorganiser les sociétés semi-publiques dans le sens d'une meilleure rentabilité et l'autonomie financière. Parmi les autres mesures, on peut citer : réforme agraire et redistribution des terres au profit des petits exploitants et des coopératives, fourniture de facteurs de production agricole, notamment crédit, engrais, semences améliorées, pesticides, meilleures conditions de commercialisation grâce à l'intervention des offices de commercialisation des produits agricoles. Le Gouvernement zimbabwéen a défini les domaines dans lesquels il souhaite accueillir des investissements étrangers; toutefois, il reste encore à ajuster la législation en la matière. Par ailleurs, la politique fiscale doit être adaptée au nouvel ordre social.

**D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) a/**

Millions de dollars E.-U.		
i)	Ressources déjà mobilisées	
	A l'intérieur	1 246,9
	A l'extérieur	-
	Total partiel	<u>1 246,9</u>
ii)	Ressources à mobiliser	
	A l'intérieur	1 424,4
	A l'extérieur	1 782,5
	Total partiel	<u>3 206,9</u>
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles	4 453,8
iv)	Coût estimatif du Programme	5 601,9
v)	Ecart	1 148,1

a) Estimations mises à jour d'après les données du tableau 2 de l'Annexe.

**E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)**

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	263,1	222,6	485,7
Principal	201,0	720,3	921,3
Total	464,1	942,9	1 407,0

**50. REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DEMOCRATIQUE**

**A. Evolution générale de la situation économique depuis 1980**

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) est née le 27 février 1976. Elle a une superficie de 284 000 kilomètres carrés dont la majeure partie est occupée par le désert. Le fait que l'Espagne, l'ancienne puissance coloniale, n'ait pas laissé de structures administratives ni financières et que la guerre

avec le Maroc a embrasé tout le pays depuis l'indépendance a sérieusement entravé le fonctionnement normal des institutions du pays. Cette situation n'a pas permis à la RASD d'organiser sur l'ensemble du territoire des recensements pour déterminer la population, les niveaux des revenus et des dépenses, l'utilisation des ressources et la structure de l'activité économique. Toutefois, le pays est connu pour sa richesse en ressources halieutiques et en dépôts de phosphate. Outre la guerre qui a causé un déchirement social profond, la sécheresse et la désertification ont davantage contribué à la détérioration de l'environnement et des conditions de vie de la population de la RASD.

**B. Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) : Principaux domaines d'intervention**

Le Programme prioritaire de la RASD a été conçu en fonction de la nécessité de restaurer d'urgence l'intégrité territoriale du pays tout entier. C'est ainsi qu'en dehors des besoins en matière de défense, la priorité est accordée au développement de l'agriculture en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de créer les conditions d'une activité économique normale. Le programme prioritaire de la RASD s'inscrit donc dans ce cadre et porte sur les domaines suivants :

a) Agriculture : création d'unités de développement de l'élevage; services vétérinaires; production fourragère; construction de systèmes d'irrigation; mise en valeur des eaux souterraines; infrastructures de stockage et création d'unités d'entretien et de réparation du matériel agricole;

b) Autres secteurs d'appui à l'agriculture : création d'usines de tissage de tapis et fabrication de tentes et de chaussures;

c) Sécheresse et désertification : programmes de reboisement et de stabilisation des dunes de sable;

d) Mise en valeur des ressources humaines : création de centres d'éducation et de santé; formation d'agronomes, de planificateurs en agriculture et de techniciens dans le domaine de la petite exploitation agricole; et fourniture de matériel et d'équipement aux centres de formation.

**C. Principales réformes dans le cadre du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990)**

En vue d'une relance appropriée du processus de développement économique et social, le Gouvernement de la RASD accorde une attention particulière au développement de mécanismes institutionnels d'appui. Une commission nationale a été créée à cet égard pour formuler un programme de mobilisation et d'allocation des ressources en fonction des priorités qui ont été arrêtées. Le Gouvernement met aussi un accent particulier sur l'intéressement de la population et la participation communautaire au processus de développement.

D. Montants estimatifs nécessaires à l'application du Programme de redressement de l'économie nationale (1986-1990) a/

Millions de dollars E.-U.			
i)	Ressources déjà mobilisées		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		-
ii)	Ressources à mobiliser		
	A l'intérieur	-	
	A l'extérieur	-	
	Total partiel		-
iii)	Montant estimatif des ressources probablement disponibles		-
iv)	Coût estimatif du Programme		-
v)	Ecart		-

a/ Le Gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique a déjà fait connaître que le manque d'informations sur les sources et les moyens de financement et d'exécution des projets/programmes envisagés est dû à la situation de guerre qui prévaut actuellement.

E. Montant estimatif requis au titre du service de la dette (1986-1990) (millions de dollars E.-U.)

	Type de créanciers		
	Publics	Privés	Total
Intérêt	-	-	-
Principal	-	-	-
Total	-	-	-

**VOLUME II**

**PARTIE II : ANNEXES STATISTIQUES**



## PARTIE II : ANNEXE STATISTIQUE

### Notes explicatives

Les notes suivantes sont destinées à clarifier les concepts, définitions et classifications utilisés dans l'annexe statistique. Pour faciliter les références, ces notes sont présentées dans le même ordre adopté pour les tableaux. Pour les éléments qui s'expliquent d'eux-mêmes, aucune clarification supplémentaire n'est donnée. Sauf indication contraire, les sources des données sont les organes compétents des pays eux-mêmes (ministères du plan, des finances et de l'agriculture, bureaux centraux de statistique, banques centrales, etc.).

#### Tableau 1

Superficie en km <sup>2</sup>	: Pour éviter tout risque de contestation, la superficie des pays est celle donnée dans les publications de l'ONU telles que l'Annuaire démographique.
Taux d'accroissement démographique	: Ce taux qui est donné en pourcentage par an est calculé à partir du taux de croissance géométrique.
Taux de croissance du PIB	: Le taux de croissance annuel est exprimé en pourcentage d'augmentation ou de diminution tandis que la moyenne pour la période 1980-1984 est la moyenne arithmétique des quatre taux de croissance annuels.
Montant de la dette extérieure	: Par dette extérieure on entend l'encours total des prêts publics et privés décaissés et non remboursés à la fin de 1984, y compris les rachats au FMI, les prêts privés non garantis et les arriérés. On entend par dette octroyée à des conditions libérales celle résultant de prêts octroyés à des conditions différentes de celles du marché. Cela comprend généralement les prêts à long terme et ceux assortis de taux d'intérêt relativement faibles. Toute autre dette est considérée comme octroyée aux conditions du marché.
Ratio du service de la dette	: Il s'agit du ratio des paiements au titre du service de la dette réelle au cours de 1984, les paiements sont donc exprimés en proportion de la valeur totale des exportations de biens et services non facteurs.
Flux des ressources	: Les flux nets des ressources de l'APD sont calculés comme suit :  Prêts + Dons - Intérêt - Amortissement  Les flux nets des ressources (autres) sont calculés comme suit :  Prêts + Investissement direct - Intérêt - Amortissement  Le total = APD + Autres.

Tableau 2

a) Coût total

Le coût total du Programme prioritaire se rapporte aux éléments du coût des programmes prioritaires nationaux relatif à l'agriculture, des autres mesures sectorielles d'appui à l'agriculture, à la lutte contre la sécheresse et la désertification et de la mise en valeur des ressources humaines, tels que définis dans le Programme prioritaire de redressement économique pour l'Afrique, 1986-1990 adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement en juillet 1985.

b) Ressources locales déjà disponibles ou prévues

Il s'agit des ressources déjà mobilisées localement ou que le Gouvernement était sûr, au moment de l'établissement de l'Annexe statistique, de pouvoir mobiliser localement entre 1986 et 1990.

c) Ressources extérieures disponibles ou annoncées

Il s'agit des ressources déjà engagées par les donateurs étrangers (multilatéraux ou bilatéraux) ou par les institutions financières à caractère commercial. Elles comprennent en outre les fonds déjà mobilisés auprès de ces sources sous forme de prêts et de dons.

d) Ecart devant être comblé grâce à l'aide extérieure

Il s'agit de la différence entre d'une part le coût total du Programme prioritaire par pays diminué du montant des ressources locales disponibles ou prévues et de l'autre le montant des ressources extérieures disponibles ou annoncées.

Tableaux 3, 4 et 5

Ces tableaux expriment des pourcentages du tableau 2 calculés de différentes manières comme les tableaux eux-mêmes l'indiquent.

Tableau 6

Ce tableau a été établi d'après des tableaux de la Banque mondiale sur la dette dans le monde en 1985. Il indique seulement les emprunts publics ou garantis par l'Etat, à l'exclusion des rachats au FMI, des intérêts sur la dette à court terme et des paiements au titre de la dette privée non garantie et des arriérés. Il est fondé sur des projections effectuées sur la base du service de la dette en 1984.

**PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990**

**Tableau 1: Statistiques de base par pays et par sous-région**

	Superficie en km <sup>2</sup>	Pop. en millions (1984)	Den- sité Pop. /km <sup>2</sup>	Taux de croissance de la pop. 80-84	Niveau du PIB Prix courants du marché (en millions de \$ E.U.)		PIB par habitant (\$ E.-U.)	
					1983	1984	1983	1984
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>	<b>591 537</b>	<b>11,19</b>	<b>18,9</b>	<b>2,6</b>	<b>4 170,0</b>	<b>3 649,2</b>	<b>382</b>	<b>326</b>
Comores	2 171	0,40	184,2	3,3	96,6	89,7	261	235
Madagascar	587 041	9,71	16,5	2,8	2 836,6	2 382,9	300	245
Maurice	2 045	1,02	498,8	1,1	1 090,0	1 028,0	1 075	1 004
Seychelles	280	0,06	214,3	0,8	146,8	148,6	2 282	2 296
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>	<b>6 206 411</b>	<b>135,07</b>	<b>21,8</b>	<b>3,1</b>	<b>29 817,1</b>	<b>30 681,5</b>	<b>228</b>	<b>227</b>
Burundi	27 834	4,52	162,4	2,7	1 085,0	966,3	246	214
Djibouti	22 000	0,38	17,3	3,5	125,2	126,8	327	313
Ethiopie	1 221 900	42,20	34,5	2,8	4 845,8	4 831,1	118	114
Kenya	582 646	19,50	33,5	3,8	4 966,0	5 090,0	264	261
Rwanda	26 338	5,92	225,0	3,6	1 503,1	1 736,3	258	293
Somalie	637 657	5,80	9,1	3,1	1 412,0	1 553,0	258	275
Soudan	2 505 813	21,10	8,4	2,8	7 072,0	8 290,0	345	393
Uganda	236 036	15,15	62,0	3,5	3 360,0	3 591,0	230	237
Rép. Unie de Tanzanie	945 087	20,50	21,7	3,3	5 448,0	4 497,0	274	219
<b>PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE</b>	<b>3 958 058</b>	<b>46,21</b>	<b>11,8</b>	<b>3,0</b>	<b>18 893,7</b>	<b>18 452,7</b>	<b>417</b>	<b>399</b>
Angola	1 246 700	8,44	6,8	3,0	4 211,9	4 719,1	522	568
Botswana	600 372	1,05	1,7	3,4	1 274,0	1 274,0	1 251	1 210
Lesotho	30 355	1,47	48,4	2,3	353,2	314,7	245	214
Malawi	118 484	6,81	57,5	3,1	1 214,1	1 209,5	178	177
Mozambique	801 590	13,42	16,7	2,6	1 923,8	1 969,8	147	147
Swaziland	17 363	0,72	41,5	3,2	532,4	481,9	892	669
Zambia	752 614	6,40	8,5	3,2	3 343,1	2 637,7	531	410
Zimbabwe	390 580	7,90	21,5	2,8	6 041,2	5 846,0	785	740
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>	<b>4 082 517</b>	<b>45,88</b>	<b>11,2</b>	<b>2,8</b>	<b>18 337,0</b>	<b>17 709,6</b>	<b>411</b>	<b>386</b>
Cameroun	475 442	9,85	20,7	3,2	7 378,0	7 812,0	771	792
Rép. centrafricaine	622 984	2,62	4,2	2,5	638,0	645,0	244	241
Congo	342 000	1,91	5,6	3,5	2 298,0	2 945,0	1 269	1 100
Guinée équatoriale	28 051	0,40	11,0	2,7	19,2	26,1	49	65
Gabon	267 667	1,30	4,8	2,0	3 380,0	3 490,0	2 582	2 418
Sao Tomé et Príncipe	964	0,10	103,7	2,3	35,2	34,9	346	343
Zaire	2 345 409	29,80	12,7	2,7	4 588,6	2 756,6	159	93

	Superficie en km2	Pop. en millions (1984)	Den- sité Pop. /km2	Taux de croissance de la pop. 80-84	Niveau du PIB Prix courants du marché (en millions de \$E.U.)		PIB par habitant (\$ E.-U.)	
					1983	1984	1983	1984
SAHEL	5 343 545	37,06	6,9	2,6	7 943,7	7 490,7	220	202
Burkina Faso	274 200	6,92	25,2	2,5	909,1	827,1	135	119
Cap Vert	4 033	0,33	81,8	2,0	103,0	83,9	320	256
Tchad	1 284 000	4,94	3,8	2,4	551,7	573,6	123	116
Gambie	11 295	0,72	63,7	3,5	214,5	196,0	309	272
Guinée Bissau	36 125	0,84	23,0	2,0	137,7	149,5	163	174
Mali	1 240 000	8,90	7,2	2,7	1 107,1	1 075,8	145	137
Mauritanie	1 030 700	1,70	1,6	2,7	768,6	722,5	475	425
Niger	1 267 000	6,33	5,0	2,7	1 686,5	1 538,5	274	243
Sénégal	196 192	6,38	32,5	2,9	2 465,5	2 323,8	398	364
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	2 083 141	133,44	64,1	2,7	96 717,8	93 003,9	744	697
Bénin	112 622	3,88	34,5	3,1	1 020,0	1 032,0	270	265
Côte d'Ivoire	322 463	9,74	30,2	4,3	7 085,0	6 552,0	798	671
Ghana	238 537	12,29	51,5	2,6	9 119,9	7 712,0	761	628
Guinée	245 857	5,64	22,9	2,5	837,7	861,2	152	153
Libéria	111 369	2,11	18,9	3,4	821,4	819,0	391	390
Nigéria	923 768	93,30	101,0	2,5	75 906,0	74 213,0	834	795
Sierra Leone	71 740	3,58	49,9	2,3	1 187,6	1 028,7	339	287
Togo	56 785	2,90	51,1	2,9	740,2	786,0	260	268
AFRIQUE DU NORD	5 306 340	79,37	14,9	2,8	119 197,0	127 509,0	1 544	1 607
Algérie	2 381 741	21,60	9,1	3,2	42 624,0	45 716,0	2 040	2 116
Egypte	1 001 449	47,15	47,1	2,7	40 144,0	48 125,0	874	1 021
Jam. arabe libyenne	1 759 540	3,64	2,1	2,9	28 377,0	25 741,0	8 178	7 111
Tunisie	163 610	6,98	42,7	2,5	8 052,0	7 927,0	1 184	1 136
TOTAL	27 571 549	488,22	17,7	2,9	295 076,3	298 496,6	622	611

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
ILES DE L'OCEAN INDIEN	-4,0	0,5	0,9	2,4	-0,1	-6,6	-2,1	-1,7	-0,2	-2,7
Comores	3,6	6,0	3,7	3,9	4,3	0,3	2,7	0,4	0,6	0,9
Madagascar	-8,6	-1,8	0,9	2,1	-1,9	-11,4	-4,6	-1,9	-0,7	-4,5
Maurice	6,4	5,8	0,9	3,1	4,1	5,3	4,7	-0,2	2,0	2,9
Seychelles	-7,1	-1,6	-1,6	1,9	-2,1	-7,9	-2,4	-2,4	2,3	-2,9
AFRIQUE DE L'EST	4,3	1,8	0,2	-0,1	1,6	1,2	-1,3	-2,9	-3,2	-1,5
Burundi	10,5	-3,2	1,1	0,1	2,0	7,8	-5,9	-1,6	-2,6	-0,7
Djibouti	2,9	1,6	0,9	0,5	1,5	-0,6	-1,9	-2,6	-3,0	-2,0
Ethiopie	3,1	1,2	5,3	-3,7	1,5	0,3	-1,6	2,5	-6,6	-1,8
Kenya	6,1	1,8	3,5	0,9	3,0	1,3	-1,7	-0,5	-2,9	-1,0
Rwanda	8,1	1,1	3,0	-2,8	2,4	4,5	-2,5	-0,6	-6,4	-1,2
Somalie	7,2	7,2	-13,0	11,2	3,2	3,9	4,0	-15,7	7,8	-0,4
Soudan	5,0	1,0	-2,8	-1,3	0,4	1,7	-1,0	-5,4	-3,9	-2,1
Uganda	4,0	5,0	7,3	4,5	5,4	0,5	2,4	3,8	1,0	1,9
Rép. Unie de Tanzanie	-1,1	1,3	-0,4	2,5	0,6	-4,3	-1,9	-3,2	-0,8	-2,5
PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE	5,1	2,6	-2,9	-2,4	0,6	2,1	-0,4	-5,9	-5,4	-2,4
Angola	-2,0	5,4	1,5	2,5	1,9	-5,0	2,2	-1,5	-0,5	-1,2
Botswana	10,6	3,8	13,0	11,5	9,7	7,2	0,5	9,4	8,1	6,3
Lesotho	-0,4	-3,6	-1,4	0,4	-1,2	-2,7	-7,2	-3,7	-1,9	-3,5
Malawi	-0,8	3,2	3,8	6,5	3,2	-3,9	0,1	0,7	3,5	0,2
Mozambique	2,3	-2,8	-7,0	-2,7	-2,6	-0,3	-5,4	-9,6	-5,3	-5,2
Swaziland	6,9	-1,1	2,6	0,7	2,3	3,7	-4,3	-0,6	-2,5	-0,9
Zambia	3,2	-3,5	-13,7	-21,1	-8,8	0,0	-6,7	-16,9	-24,3	-12,0
Zimbabwe	14,1	5,0	-1,3	-1,0	4,2	11,3	2,2	-4,1	-3,8	1,4
AFRIQUE DU CENTRE	6,4	3,4	2,2	10,1	5,5	3,6	0,6	-0,6	7,3	2,7
Cameroun	7,1	4,9	5,0	6,3	5,8	4,0	1,9	2,0	3,1	2,7
Rép. centrafricaine	1,5	1,6	-6,5	8,7	4,3	-1,0	-0,9	-9,2	6,1	-1,2
Congo	20,7	8,0	-2,0	31,6	14,5	17,2	4,5	-5,5	28,1	11,0
Guinée équatoriale	2,2	3,9	-2,9	2,2	1,4	-0,5	1,2	-5,6	-0,5	-1,3
Gabon	-3,5	1,0	1,9	6,4	1,5	-5,0	-1,0	-0,1	4,5	-0,5
Sao Tomé et Príncipe	-13,8	3,2	-11,9	-4,3	-6,7	-16,1	1,0	-14,2	-6,6	-9,0
Zaire	3,2	-2,4	1,5	3,0	1,3	0,2	-5,4	-1,5	0,0	-1,7

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	Moyenne
SAHEL	0,5	4,	2,6	-5,1	-0,2	-3,1	1,4	-0,1	-7,7	-2,8
Burkina Faso	1,0	1,0	-4,1	-0,9	-0,7	-0,4	-1,3	-6,1	-4,8	-3,2
Cap Vert	7,3	4,8	0,7	18,4	4,6	7,7	5,1	0,9	18,6	5,0
Tchad	-9,0	-7,3	-7,0	-4,6	-6,9	-11,4	-9,6	-9,4	-6,6	-9,2
Gambie	-4,3	11,4	14,1	-8,7	3,1	-7,6	8,1	9,2	11,8	-0,5
Guinée Bissau	3,0	0,5	2,0	7,6	3,3	1,0	-1,5	0,0	5,6	1,3
Mali	1,0	-0,1	-1,2	1,0	0,2	-0,4	-2,8	-4,2	-1,8	-2,3
Mauritanie	4,6	-1,8	7,5	-2,0	2,1	1,9	-4,5	4,8	-4,7	-0,6
Niger	16,0	-2,6	-0,8	1,0	3,4	-13,3	-5,3	-3,6	-1,7	0,7
Sénégal	-1,2	15,4	2,2	-4,0	3,1	-4,1	12,5	-0,7	-6,9	0,2
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	-1,1	-0,1	-8,1	-4,6	-3,5	-3,8	-2,8	-10,8	-7,3	-6,2
Bénin	4,1	3,9	-3,0	2,9	1,9	1,0	0,8	-6,1	-0,2	-1,2
Côte d'Ivoire	2,7	1,9	-5,2	-2,4	0,7	-1,4	-2,2	-9,0	-6,5	-4,8
Ghana	-3,8	-6,1	-2,9	10,7	-0,5	-6,3	-8,5	-5,4	8,1	-3,1
Guinée	2,1	5,7	1,4	2,8	3,0	-0,4	3,2	-1,1	0,3	0,5
Libéria	-6,6	-1,3	-3,6	-1,7	-3,6	-9,0	-3,9	-7,5	-2,3	-5,7
Nigéria	-1,3	0,0	-8,5	-5,5	-3,8	-3,8	-2,4	-10,8	-7,8	-6,2
Sierra Leone	-3,9	-6,2	-28,8	-7,1	-11,4	-6,1	-8,4	-30,4	-9,1	-13,5
Togo	-3,5	-3,6	-5,3	2,6	-2,5	-6,4	-6,5	-8,2	-0,3	-5,4
AFRIQUE DU NORD	2,0	4,3	3,4	4,7	3,6	-0,8	1,5	0,6	1,9	0,8
Algérie	2,5	6,4	5,2	5,6	4,9	-0,7	3,2	3,0	3,4	1,7
Egypte	7,9	6,9	7,2	7,3	7,5	5,2	5,2	4,5	4,6	4,8
Jam. arabe libyenne	-11,4	-3,0	-7,5	-2,0	-6,0	-14,3	-5,9	-10,4	-4,9	-8,9
Tunisie	6,9	-0,1	4,9	5,5	3,4	4,4	-2,6	2,4	3,0	0,9
TOTAL	1,6	2,5	-1,0	0,9	1,0	-1,3	-0,4	-3,9	-2,0	-1,9

	MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984) (en millions de S.F.-U.)		
	conditions		
	conditions libérales	non libérales	total

ILES DE L'OCEAN  
INDIEN

	1 686,9	1 253,4	2 940,3
Comores	183,4	19,6	203,0
Madagascar	1 326,4	793,4	2 119,8
Maurice	135,8	424,2	560,0
Seychelles	41,3	16,2	57,5

AFRIQUE DE L'EST

	14 358,3	4 760,9	19 119,2
Burundi	335,0	11,0	346,0
Djibouti	168,5	10,5	179,0
Ethiopie	1 384,0	166,2	1 550,2
Kenya	2 487,9	1 323,1	3 811,0
Rwanda	269,5	11,5	281,0
Somalie	1 262,6	166,4	1 429,0
Soudan	5 886,0	2 006,0	7 892,0
Uganda	675,0	356,0	1 031,0
Un. Rep. of Tanzania	1 889,8	710,2	2 600,0

PAYS  
D'AFRIQUE AUSTRALE

	7 241,8	3 220,2	10 462,0
Angola	859,0	-	859,0
Botswana	276,0	80,1	356,1
Lesotho	107,0	33,0	140,0
Malawi	541,3	343,7	885,0
Mozambique	1 044,0	-	1 044,0
Swaziland	189,5	89,4	278,9
Zambia	2 779,0	1 996,0	4 775,0
Zimbabwe	1 446,0	678,0	2 124,0

AFRIQUE DU CENTRE

	4 557,5	6 228,9	10 786,4
Cameroun	1 738,0	991,0	2 729,0
Rép. centrafricaine	60,2	217,0	277,2
Congo	170,1	1 432,9	1 603,0
Guinée équatoriale	89,0	37,0	126,0
Gabon	746,8	228,2	975,0
Sao Tomé et Príncipe	56,9	18,3	75,2
Zaire	1 696,5	3 304,5	5 001,0

MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984)  
EXPRIME EN POURCENTAGE:

DU PIB	DES EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS
--------	---

80,6 309,9

226,3	1 085,6
89,0	575,7
54,5	111,1
38,7	99,5

62,3 480,8

37,4	308,9
141,2	1 140,1
32,1	259,4
74,9	272,2
16,2	162,4
92,0	1 558,3
95,2	1 239,1
28,7	223,2
57,8	562,8

56,0 190,8

18,2	59,3
28,0	45,3
44,5	33,9
73,2	269,8
53,0	939,7
57,9	85,6
181,0	495,3
35,1	191,7

60,9 165,9

34,9	120,7
43,0	180,0
54,4	121,5
482,8	797,5
27,9	53,2
217,3	356,4
181,4	556,3

RATIO DU SERVICE  
DE LA DETTE

(1984)

29,3

45,0
33,0
28,3
9,0

27,3

27,0
2,3
19,3
31,8
6,1
50,0
32,0
21,7
30,0

31,5

15,8
2,3
29,9
27,3
204,6
63,0
69,8
31,6

13,7

7,1
17,1
27,2
84,0
10,5
23,7
14,9

MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984) (en millions de \$ E.-U.)			
	conditions		total
	conditions libérales	non libérales	
SAHEL	5 602,4	1 299,4	6 901,8
Burkina Faso	407,0	122,9	529,9
Cap Vert	118,0	-	118,0
Tchad	135,9	22,0	157,9
Gambie	274,9	36,8	311,7
Guinée Bissau	170,9	43,3	214,2
Mali	1 084,5	91,5	1 176,0
Mauritanie	1 424,0	276,0	1 700,0
Niger	298,9	369,2	668,1
Sénégal	1 688,3	337,7	2 026,0
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	23 261,5	13 255,1	36 516,6
Bénin	289,9	395,1	685,0
Côte d'Ivoire	4 032,4	3 398,6	7 431,0
Ghana	836,3	1 177,3	2 013,6
Guinée	1 168,0	138,9	1 306,9
Libéria	441,1	585,9	1 027,0
Nigéria	15 344,0	7 272,0	22 616,0
Sierra Leone	440,0	153,7	593,7
Togo	709,8	133,6	843,4
AFRIQUE DU NORD			43 928,1
Algérie			16 615,8
Egypte			22 482,5
Jam. arabe libyenne			797,8
Tunisie	1 672,0	2 360,0	4 032,0
TOTAL			130 654,4

MONTANT DE LA DETTE EXTERIEURE (1984)  
EXPRIME EN POURCENTAGE:

DU PIB      DES EXPORTATIONS DE BIENS  
ET SERVICES NON FACTEURS

RATIO DU SERVICE  
DE LA DETTE

(1984)

DU PIB	DES EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS	RATIO DU SERVICE DE LA DETTE (1984)
92,1	334,2	27,2
64,1	335,2	48,1
140,6	1 242,1	20,0
27,5	138,1	10,9
159,0	327,4	32,0
143,3	1 660,5	17,0
109,3	539,4	16,7
235,3	492,8	36,0
43,4	174,4	36,4
87,2	277,9	18,1
39,3	219,2	26,6
66,4	267,7	35,6
113,4	269,6	19,9
26,1	339,8	35,9
151,8	771,0	27,2
125,4	283,5	25,6
30,5	186,7	27,5
57,7	388,0	27,4
107,3	333,4	25,9
34,5	128,4	30,1
36,3	122,4	33,1
46,7	304,8	27,5
3,1	7,6	-
50,9	144,2	22,1
43,8	187,0	27,1

	FLUX NETS DES RESSOURCES APD (en millions de \$ E.-U.)					FLUX NETS DES RESSOURCES AUTRES* (en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>	<b>342,2</b>	<b>407,4</b>	<b>227,1</b>	<b>292,0</b>	<b>205,8</b>	<b>543,3</b>	<b>315,5</b>	<b>247,9</b>	<b>78,2</b>	<b>187,4</b>
Comores	41,1**	47,6**	39,5**	38,8**	24,4	5,1	-1,9	-1,1	-0,8	1,5
Madagascar	246,0*	280,3	121,3	196,7	159,6	370,0	236,0	208,0	82,0	159,0
Maurice	33,1**	58,3**	47,8**	40,7**	19,6	166,0	77,0	33,0	-7,0	27,0
Seychelles	21,7**	21,2**	18,5**	15,8**	2,2	2,2	4,4	8,0	4,0	-0,1
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>	<b>2 196,2</b>	<b>2 146,0</b>	<b>2 211,5</b>	<b>2 333,8</b>	<b>2 234,2</b>	<b>1 178,0</b>	<b>1 339,0</b>	<b>723,0</b>	<b>275,0</b>	<b>672,0</b>
Burundi	112,9	124,4	136,5	159,8	119,5	53,0	56,0	69,0	16,0	40,0
Djibouti	71,6**	63,9**	58,8**	64,6**	40,1					
Ethiopie	237,0*	417,0*	221,5	315,3	397,2	65,0	214,0	61,0	-99,0	46,0
Kenya	381,4	239,0	348,7	337,0	414,6	583,0	696,0	321,0	235,0	14,0
Rwanda	127,3	125,0	126,7	127,6	149,4	44,0	41,0	25,0	-3,0	-2,0
Somalie	262,0	292,8	299,7	230,3	303,0	7,0	-8,0	154,0	39,0	23,0
Soudan	744,0*	679,0*	693,0*	740,0*	542,0*	25,0	309,0	-32,0	-66,0	362,0
Uganda	110,0*	167,0*	135,0*	137,0*	146,0*	36,0	-36,0	34,0	52,0	-112,0
Rép. Unie de Tanzanie	150,0	213,9	191,6	222,2	81,4	365,0	67,0	91,0	101,0	301,0
<b>PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE</b>	<b>1 065,8</b>	<b>1 019,9</b>	<b>1 071,8</b>	<b>1 061,4</b>	<b>1 275,0</b>	<b>1 444,8</b>	<b>2 073,4</b>	<b>1 804,2</b>	<b>636,4</b>	<b>206,0</b>
Angola	50,0*	61,0*	70,0*	71,0*	92,0*	128,0	106,0	308,0	4,0	43,0
Botswana	106,1	96,9	101,5	103,6	101,0*	302,0	307,0	110,0	107,0	49,0
Lesotho	90,8	101,0	89,6	101,3	103,0*	47,0	40,0	18,0	13,0	-1,0
Malawi	143,3	137,6	121,2	116,8	163,0*	150,0	28,0	15,0	53,0	32,0
Mozambique	169,2	143,6	204,8	211,9	250,0*	250,8	322,4	270,2	-58,6	-111,0
Swaziland	49,9	36,6	28,1	33,6	29,0*	8,0	7,0	22,0	27,0	9,0
Zambia	295,4	230,9	240,8	216,4	255,0*	358,0	631,0	464,0	103,0	225,0
Zimbabwe	161,1	212,3	215,8	206,8	282,0*	201,0	632,0	597,0	388,0	136,0
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>	<b>1 381,4</b>	<b>1 116,3</b>	<b>881,3</b>	<b>753,3</b>	<b>636,1</b>	<b>-205,6</b>	<b>173,8</b>	<b>104,3</b>	<b>493,4</b>	<b>-546,9</b>
Cameroun	264,1	200,4	213,6	131,4	142,0*	405,0	312,0	315,0	500,0	-219,0
Rép. centrafricaine	110,0	101,6	89,7	92,9	120,0*	0,0	-5,0	32,0	13,0	17,0
Congo	92,1	69,6	93,1	108,4	44,0*	199,0	411,0	157,0	364,0	161,0
Guinée équatoriale	9,3	10,2	14,0	11,1	11,2					
Gabon	55,8	43,5	62,3	63,1	73,0*	-308,0	-272,0	-169,0	-177,0	-11,0
Sao Tomé et Príncipe	3,9	6,1	9,9	11,6	7,9					
Zaire	846,2	684,9	398,7	334,8	238,0	-501,6	-272,2	-230,7	-206,6	-494,9

\* Données fournies par la Banque Mondiale

\*\* Données fournies par l'OCDE

\*\*\* Estimations de la CEA

	FLUX NETS DES RESSOURCES APD (en millions de \$ E.-U.)					FLUX NETS DES RESSOURCES AUTRES* (en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1984
	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
SAHEL	1 962,5	1 350,1	1 169,9	1 118,4	1 169,3	713,0	632,0	379,0	709,0	277,0
Burkina Faso	212,3	216,8	212,9	189,9	188,0*	15,0	37,0	7,0	6,0	36,0
Cap Vert	39,0**	36,3**	42,6**	41,7**	39,9***					
Tchad	35,3	59,7	64,7	86,1	115,0*	-3,0	2,0	0,0	4,0	1,0
Gambie	135,3	25,0	92,8	18,2	42,7	40,0	40,0	47,0	48,0	0,0
Guinée Bissau	2,8	3,5	2,1	1,7	66,0*	14,0	3,0	10,0	3,0	2,0
Mali	776,2	229,5**	195,2**	214,1**	278,0*	36,0	27,0	7,0	4,0	24,0
Mauritanie	170,0*	193,0*	203,0*	190,0*	156,0*	22,0	52,0	102,0	57,0	94,0
Niger	381,0	449,0	268,7	285,6	251,0	339,0	276,0	161,0	311,0	15,0
Sénégal	210,6	137,3	87,9	91,1	32,7	250,0	195,0	-5,0	276,0	105,0
AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE	883,0	589,3	607,7	611,8	711,2	3,754,0	3,560,0	6 453,0	4 691,0	1 908,0
Bénin	90,4	81,6	80,2	87,2	81,0*	59,0	146,0	265,0	76,0	-8,0
Côte d'Ivoire	210,3	123,7	136,8	156,5	91,0*	1,666,0	1,636,0	985,0	903,0	186,0
Ghana	171,5	131,5	88,4	105,8	229,3	-262,0	310,0	69,0	152,0	337,0
Guinée	65,0*	97,0*	65,0*	53,0*	44,0*	24,0	23,0	23,0	31,0	3,0
Libéria	168,9	35,6	107,7	37,0	139,0*	10,0	22,0	29,0	88,0	29,0
Nigeria	58,0*	35,0*	28,0*	98,0*	30,0*	2,067,0***	1,188,0	4 888,0***	3 359,0***	1 289,0
Sierra Leone	75,5	45,5	66,1	35,7	27,7	122,0	115,0	115,0	35,0	12,0
Togo	43,4	39,4	35,5	38,6	69,2	68,0	120,0	79,0	47,0	60,0
AFRIQUE DU NORD	1 799,5	1 699,5	1 792,7	1 817,5	1 577,3	2 463,0	2 429,1	1 936,9	2 915,7	2 436,2
Algérie	178,8	165,3	139,4	158,0**	160,4***	1,379,8**	1,031,6**	-219,5**	959,1**	787,8*
Egypte	1 387,5**	1 292,9**	1 442,2**	1 455,9**	1 394,6***	968,3**	1,113,8**	1 826,2**	1 629,8**	1 384,5*
Jam. arabe libyenne										
Tunisie	233,2	241,3	211,1	203,6**	222,3***	114,9**	283,7**	330,2**	326,8**	263,9*
TOTAL	9 630,6	8 128,5	7 970,0	7 988,6	7 808,9	9 891,1	10 522,8	11 648,3	9 798,7	5 139,7

\* Données fournies par la Banque Mondiale

\*\* Données fournies par l'OCDE

\*\*\* Estimations de la CEA

	FLUX NETS DES RESSOURCES TOTAL (en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>	<b>885,5</b>	<b>722,9</b>	<b>475,0</b>	<b>370,2</b>	<b>393,2</b>
Comores	46,5	45,7	38,4	38,0	25,9
Madagascar	616,0	516,3	329,3	278,7	318,6
Maurice	199,1	135,3	80,8	33,7	46,6
Seychelles	23,9	25,6	26,5	19,8	2,1
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>	<b>3 374,2</b>	<b>3 485,0</b>	<b>2 934,5</b>	<b>2 608,8</b>	<b>2 906,2</b>
Burundi	165,9	180,4	205,5	175,8	200,5
Djibouti	171,6	63,9	58,8	64,6	40,1
Ethiopie	302,0	631,0	282,5	216,3	443,2
Kenya	964,4	935,0	669,7	572,0	428,6
Rwanda	171,3	166,0	151,7	124,6	147,4
Somalie	269,0	284,8	453,7	269,3	326,0
Soudan	769,0	988,0	661,0	674,0	904,0
Uganda	146,0	131,0	169,0	189,0	34,0
Rép. Unie de Tanzanie	515,0	280,9	282,6	323,2	382,4
<b>PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE</b>	<b>2 510,6</b>	<b>3 093,3</b>	<b>2 876,0</b>	<b>1 697,8</b>	<b>1 657,0</b>
Angola	178,0	167,0	378,0	75,0	135,0
Botswana	408,1	403,9	211,5	210,6	150,0
Lesotho	137,8	141,0	107,6	114,3	102,0
Malawi	293,3	165,6	136,2	169,8	195,0
Mozambique	420,0	466,0	475,0	153,3	139,0
Swaziland	57,9	43,6	50,1	60,6	38,0
Zambia	653,4	861,9	704,8	319,4	480,0
Zimbabwe	362,1	844,3	812,8	594,8	418,0
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>	<b>1 175,8</b>	<b>1 290,1</b>	<b>985,6</b>	<b>1 246,7</b>	<b>89,2</b>
Cameroun	669,1	512,4	528,6	631,4	-77,0
Rép. centrafricaine	110,0	96,6	121,7	105,9	137,0
Congo	291,1	480,6	250,1	472,4	205,0
Guinée équatoriale	9,3	10,6	14,0	11,1	11,2
Gabon	-252,2	-228,5	-106,7	-113,9	62,0
Sao Tomé et Príncipe	3,9	6,1	9,9	11,6	7,9
Zaire	344,6	412,7	168,0	128,2	-256,9

	FLUX NETS DES RESSOURCES TOTAL (en millions de \$ E.-U.)				
	1980	1981	1982	1983	1984
<b>SAHEL</b>	<b>2 675,5</b>	<b>1 982,1</b>	<b>1 548,9</b>	<b>1 827,4</b>	<b>1 446,3</b>
Burkina Faso	277,3	253,8	269,9	195,9	224,0
Cap Vert	39,0	36,3	42,6	41,7	39,9
Tchad	32,3	61,7	64,7	90,1	116,0
Gambie	175,3	65,0	139,8	66,2	42,7
Guinée Bissau	16,8	6,5	12,1	4,7	68,0
Mali	812,2	256,5	202,2	218,1	302,0
Mauritanie	192,0	245,0	305,0	247,0	250,0
Niger	720,0	725,0	429,7	596,6	226,0
Sénégal	460,6	332,3	82,9	367,1	137,7
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE</b>	<b>4 637,0</b>	<b>4 149,3</b>	<b>7 060,7</b>	<b>5 302,8</b>	<b>2 619,2</b>
Bénin	149,4	227,6	345,2	163,2	73,0
Côte d'Ivoire	1 876,3	1 759,7	1 121,8	1 059,5	277,0
Ghana	-90,5	441,5	157,4	257,8	566,3
Guinée	89,0	120,0	88,0	84,0	47,0
Libéria	178,9	57,6	136,7	125,0	168,0
Nigéria	2 025,0	1 223,0	4 916,0	3 457,0	1 319,0
Sierra Leone	197,5	160,5	181,1	70,7	39,7
Togo	111,4	159,4	114,5	85,6	129,2
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	<b>4 262,5</b>	<b>4 128,6</b>	<b>3 729,6</b>	<b>4 733,2</b>	<b>4 013,5</b>
Algérie	1 558,6	1 196,9	-80,1	1 117,1	948,2
Egypte	2 355,8	2 406,7	3 268,4	3 085,7	2 779,1
Jam. arabe libyenne					
Tunisie	348,1	525,0	541,3	530,4	486,2
<b>TOTAL</b>	<b>19 521,7</b>	<b>18 651,3</b>	<b>19 618,8</b>	<b>17 787,3</b>	<b>12 948,6</b>

**PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990**

**Tableau 2: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.**

	COUT TOTAL DU PROGRAMME					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
					Total					Total
	Autr. Sect. Secheresse/	Devpmt				Autr. Sect. Secheresse/	Devpmt			
	Agriculture (Agric.)	Desert'n	Res. Hum.		General	Agriculture (Agric.)	Desert'n	Res. Hum.		
Million de \$ E.U.										
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>										
Comores	52,0	74,1	2,5	19,0	148,4	2,6	9,2	0,1	1,0	12,9
Madagascar	401,3	406,4	64,3		872,0	60,2	52,1	10,0		122,3
Maurice	55,9	37,2	3,2	2,7	99,0	29,2	21,4	3,2	1,0	54,8
Seychelles	66,2	20,0	27,1	17,6	130,9	2,3	1,2	1,2	0,4	5,1
* Sous-Total *	575,4	537,7	97,1	40,1	1.250,3	94,3	83,9	14,5	2,4	195,1
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>										
Burundi	410,6	328,4		173,4	912,4	64,7	51,7		27,3	143,7
Djibouti	66,8	60,3	55,6		182,7	1,9	3,6	3,4		9,1
Ethiopie	1.706,5	2.898,1	176,0	100,0	4.880,6	1.039,4	1.694,3	189,2	99,0	2.897,9
Kenya	350,0	481,0	268,0	98,0	1.197,0	33,0	280,0	129,0	24,8	466,0
Rwanda	613,0	421,7		216,5	1.251,2	117,1	80,5		41,3	238,9
Somalie	1.089,2	240,3	41,0	88,1	1.498,6	83,4	47,9	9,9	5,8	147,0
Soudan	1.083,0	1.608,0	110,0	112,0	2.913,0	424,0	756,0	33,0	39,0	1.292,0
Ouganda	745,0	1.680,0	40,0	39,1	2.500,1	20,4	54,5	1,4	1,1	77,4
Rp.Unie de Tanzanie	1.737,0	3.919,0	93,0	83,0	5.832,0	1.138,0	3.031,0	76,0	62,0	4.307,0
* Sous-Total *	7.801,1	11.636,8	783,6	906,1	21.127,6	2.921,9	5.999,5	362,1	299,5	9.939,0
<b>PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE</b>										
Angola										
Botswana	19,9	93,7	0,6	28,0	142,2	4,2				4,2
Lesotho	89,1	30,5			119,6	23,8	2,9			26,7
Malawi	82,6	316,2			398,8	2,8	73,9			76,7
Mozambique	834,0	724,0	927,0	110,0	2.595,0	223,0	194,0	248,0	30,0	695,0
Swaziland	1,0	2,2			3,2	0,2	0,7			0,9
Zambia	176,7	380,6			557,3	49,6	56,3			105,9
Zimbabwe	1.579,7	3.798,9		263,3	5.601,9	753,3	1.792,4		129,6	2.671,3
* Sous-Total *	2.783,0	5.306,1	927,6	401,3	9.418,0	1.056,9	2.120,2	248,0	195,6	3.580,7
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>										
Cameroun	1.578,0	1.942,0		99,0	3.619,0	1.317,0	1.621,0		82,0	3.020,0
Rep. Centrafricaine	154,5	470,8		50,0	675,3	24,1	43,7		3,4	71,2
Congo	42,9	1.159,1		119,1	1.317,1					
Guinee Equatoriale	45,2	33,1		29,1	107,4					
Gabon	204,5	1.253,8		325,9	1.784,2	151,8	930,6		241,9	1.324,3
San Tome & Principe	19,3	28,4	19,7	43,2	110,6					
Zaire	980,0	3.981,0		259,9	5.220,9	680,0	2.184,0		182,9	3.046,9
* Sous-Total *	3.024,4	8.868,2	19,7	922,2	12.834,5	2.172,9	4.779,3		510,2	7.462,4

**PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990**

Tableau 2: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

COUT TOTAL DU PROGRAMME						RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
						Million de \$ E.U.				
	Autr.	Sect. Secheresses/	Devpmt	Total		Autr.	Sect. Secheresses/	Devpmt	Total	
Agriculture	(Agric.)	Desert'n	Res. Humm.	General	Agriculture	(Agric.)	Desert'n	Res. Humm.	Total	
<b>SAHEL</b>										
Burkina Faso	625,2	109,0	36,8	68,1	839,1					
Cap Vert	103,0	144,0	46,0	41,0	334,0					
Tchad	72,0	265,5	7,1	48,3	392,9					
Gambie	60,0	89,8	1,6	6,0	157,4	2,9	4,5	0,1	0,3	7,8
Guinee Bissau	65,3	58,1		37,0	160,4	10,8	5,5		5,3	21,6
Mali	290,7	177,2	19,3	51,9	539,1	32,1	19,5	2,1	5,7	59,4
Mauritanie	277,0	906,0	19,0	19,0	1.221,0	11,1	36,8	0,8	0,3	49,0
Niger	429,5	627,5	28,0	119,7	1.204,7	4,8	11,2	11,0	4,1	31,1
Senegal	477,0	238,0	62,3		777,3	37,0	31,0	0,3		68,3
* Sous-Total *	2.399,7	2.615,1	220,1	391,0	5.625,9	98,7	108,5	14,3	15,7	237,2
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE</b>										
Benin	361,5	448,4		114,4	924,3	22,9	201,3		41,2	265,4
Cote d'Ivoire	840,1	478,2		63,2	1.381,5	201,6	114,8		15,2	331,6
Ghana	784,0	3.402,0	334,0	204,0	4.724,0	202,0	676,0		68,0	946,0
Guinee	300,0	418,0	41,0	81,0	840,0	36,0	51,0	5,0	10,0	102,0
Liberia	166,0	189,0		19,0	374,0	8,0	4,0		2,0	14,0
Nigeria	3.071,9	5.385,2	883,1	3.096,8	12.437,0	1.456,0	3.983,0	795,0	2.490,0	8.724,0
Sierra Leone	65,4	135,9	2,2	15,6	219,1	14,2	19,3	1,0	7,5	42,0
Togo	437,9	96,7		467,3	1.001,9	18,6	3,5		101,4	123,5
* Sous-Total *	6.026,8	10.553,4	1.260,3	4.061,3	21.901,8	1.959,3	5.052,9	801,0	2.735,3	10.548,5
<b>AFRIQUE DU NORD</b>										
Algerie	15.800,0	11.800,0			27.600,0	15.800,0	11.800,0			27.600,0
Egypte	13.143,0	7.857,0	38,0	429,0	21.467,0	10.543,0	6.286,0	34,0	343,0	17.206,0
Jam. arabe libyenne	5.489,0	15,3			5.504,3	5.489,0	15,3			5.504,3
Tunisie	391,7	920,9	62,5		1.375,1	152,4	430,2	31,6		614,2
* Sous-Total *	34.823,7	20.593,2	100,5	429,0	55.946,4	31.984,4	18.531,5	65,6	343,0	50.924,5
<b>** TOTAL **</b>	<b>57.434,1</b>	<b>60.110,5</b>	<b>3.408,9</b>	<b>7.151,0</b>	<b>128.104,5</b>	<b>40.288,4</b>	<b>36.675,8</b>	<b>1.505,5</b>	<b>4.017,7</b>	<b>82.487,4</b>

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 2: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.					Million de \$ E.U.
	Agriculture (Agric.)		Sect. Secheresse/ Desert'n		Deupmt Res. Humn.	Agriculture (Agric.)		Sect. Secheresse/ Desert'n		Deupmt Res. Humn.	Total
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>											
Comores	42,2	18,8			18,8	79,8	7,2	46,1	2,4		55,7
Madagascar	64,9	97,1	2,4		164,4	276,2	257,2	51,9			585,3
Maurice	13,9	7,4			1,7	23,0	12,8	8,4			21,2
Seychelles	13,6	4,5	2,8		1,2	22,1	50,3	14,3	23,1	16,0	103,7
* Sous-Total *	134,6	127,8	5,2		21,7	289,3	346,5	326,0	77,4	16,0	765,9
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>											
Burundi	198,2	158,6			83,7	440,5	147,7	118,1		62,4	328,2
Djibouti	4,6	8,4	8,1			21,1	60,3	48,3	43,9		152,5
Ethiopie							667,1	1.203,8	66,8	45,0	1.982,7
Kenya	259,0	122,0	99,0		10,0	490,0	58,0	79,0	40,0	64,0	241,0
Rwanda	354,5	243,9			125,2	723,6	141,4	97,3		50,0	288,7
Somalie	493,3	102,8	20,5		58,7	675,3	512,5	89,6	10,6	23,6	636,3
Soudan	361,0	468,0	42,0		40,0	911,0	298,0	384,0	35,0	33,0	750,0
Ouganda	426,0	633,7	12,0		15,3	1.087,0	298,6	991,8	26,6	18,7	1.335,7
Rp.Unie de Tanzanie	319,0	473,0	9,0		11,0	812,0	280,0	415,0	8,0	10,0	713,0
* Sous-Total *	2.415,6	2.210,4	190,6		343,9	5.160,5	2.463,6	3.426,9	230,9	306,7	6.428,1
<b>PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE</b>											
Angola											
Botswana	0,3	35,7			9,9	45,9	15,4	58,0	0,6	18,1	92,1
Lesotho	31,7					31,7	33,6	27,6			61,2
Malawi	78,2	66,7				144,9	1,6	175,6			177,2
Mozambique	161,0	140,0	179,0		20,0	500,0	450,0	390,0	500,0	60,0	1.400,0
Swaziland	0,3	0,1				0,4	0,5	1,4			1,9
Zambie							127,1	324,3			451,4
Zimbabwe	502,7	1.196,1			83,7	1.782,5	323,8	770,7		53,6	1.148,1
* Sous-Total *	774,2	1.438,6	179,0		113,6	2.505,4	952,0	1.747,6	500,6	131,7	3.331,9
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>											
Cameroun	126,0	155,0			8,0	289,0	135,0	166,0		9,0	310,0
Rep. Centrafricaine	130,2	160,3			38,0	328,5	0,2	266,8		8,6	275,6
Congo	42,9	21,8				64,7		1.137,3		115,1	1.252,4
Guinée Equatoriale	36,7	5,8			7,0	49,5	8,5	27,3		22,1	57,9
Gabon							52,7	323,2		84,0	459,9
Sao Tome & Principe	11,3	9,1	0,2		4,4	25,0	8,0	19,3	19,5	38,8	85,6
Zaire	168,0	1.170,0			77,0	1.415,0	132,0	627,0			759,0
* Sous-Total *	515,1	1.522,0	0,2		134,4	2.171,7	336,4	2.566,9	19,5	277,6	3.200,4

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 2: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.				ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.					Million de \$ E.U.
	Agriculture (Agric.)		Sect. Secheresse/ Desert'n		General		Agriculture (Agric.)		Sect. Secheresse/ Desert'n	
	Autr.	Devpmt	Res.	Humn.	Autr.	Devpmt	Res.	Humn.	Total	
SAHEL										
Burkina Faso	422,1		18,6		440,7	203,1	109,0	18,2	68,1	398,4
Cap Vert						103,0	144,0	46,0	41,0	334,0
Tchad						72,0	265,5	7,1	48,3	392,9
Gambie	15,2				15,2	41,9	85,3	1,5	5,7	134,4
Guinee Bissau	19,5	21,4		3,3	44,2	34,9	31,3		28,4	94,6
Mali	166,3	101,4	11,0	29,7	308,4	92,3	56,3		16,5	171,3
Mauritanie	183,5	600,3	12,6	12,6	809,0	82,4	268,9	5,6	6,1	363,0
Niger	202,1	229,9	10,6	39,6	482,2	222,6	386,4	6,4	76,0	691,4
Senegal	280,0	137,0	32,0		449,0	160,0	70,0	30,0		260,0
* Sous-Total *	1.288,7	1.090,0	84,8	85,2	2.548,7	1.012,2	1.416,7	121,0	290,1	2.840,0
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin						338,6	247,1		73,2	658,9
Cote d'Ivoire						638,5	363,4		48,0	1.049,9
Ghana	435,0	2.559,0	167,0	68,0	3.229,0	147,0	167,0	167,0	68,0	949,0
Guinee						264,0	367,0	36,0	71,0	738,0
Liberia						158,0	185,0		17,0	360,0
Nigeria	943,0	598,0		172,0	1.713,0	672,9	804,2	88,1	434,8	2.080,0
Sierra Leone						51,2	116,6	1,2	8,1	177,1
Togo	49,8	59,6		77,2	186,6	369,5	33,6		288,7	691,8
* Sous-Total *	1.427,8	3.216,6	167,0	317,2	5.128,6	2.639,7	2.283,9	292,3	1.008,8	6.224,7
AFRIQUE DU NORD										
Algerie										
Egypte	400,0	271,0		29,0	700,0	2.200,0	1.300,0	4,0	57,0	3.561,0
Jam arabe libyenne										
Tunisie	47,9	98,1	6,2		152,2	191,4	392,6	24,7		608,7
* Sous-Total *	447,9	369,1	6,2	29,0	852,2	2.391,4	1.692,6	28,7	57,0	4.169,7
** T O T A L **	7.003,9	9.974,5	633,0	1.045,0	18.656,4	10.141,8	13.460,6	1.270,4	2.087,9	26.960,7

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

	(Pourcentage par secteur)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVEUES.				
	COUT TOTAL DU PROGRAMME									
	Autr. Agriculture (Agric.)	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Hum.	Total General		Autr. Agriculture (Agric.)	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Hum.	Total	
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	20,15	71,31	0,77	7,75	100,00
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	49,22	42,60	8,17		100,00
Maurice	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	53,28	39,05	5,83	1,82	100,00
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	45,09	23,52	23,52	7,84	100,00
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	48,33	43,00	7,43	1,23	100,00
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	45,02	35,97		18,99	100,00
Djibouti	36,56	33,00	30,43		100,00	20,87	39,56	39,56		100,00
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	35,86	58,46	3,76	1,89	100,00
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	7,08	60,08	27,68	5,15	100,00
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	49,01	33,69		17,28	100,00
Somalie	74,67	16,47	2,81	6,04	100,00	56,73	32,58	6,73	3,94	100,00
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	33,86	60,38	2,63	3,11	100,00
Ouganda	29,79	67,19	1,59	1,40	100,00	26,35	70,41	1,80	1,42	100,00
Rp.Unie de Tanzanie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	26,42	70,37	1,76	1,43	100,00
* Sous-Total *	36,92	55,07	3,70	4,28	100,00	30,63	62,89	3,79	2,67	100,00
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	100,00				100,00
Lesotho	74,49	25,50			100,00	89,13	10,86			100,00
Malawi	20,71	79,28			100,00	3,65	96,34			100,00
Mozambique	32,13	27,89	35,72	4,23	100,00	32,08	27,91	35,68	4,31	100,00
Swaziland	31,25	68,75			100,00	22,22	77,77			100,00
Zambie	31,70	68,29			100,00	46,83	53,16			100,00
Zimbabwe	28,19	67,10		4,70	100,00	28,19	67,09		4,70	100,00
* Sous-Total *	29,54	56,33	9,84	4,26	100,00	29,51	59,21	6,92	4,34	100,00
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	43,60	53,66		2,73	100,00	43,60	53,67		2,71	100,00
Rep. Centrafricaine	22,87	69,71		7,40	100,00	33,84	61,37		4,77	100,00
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00					
Guinee Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00					
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	11,46	70,27		18,26	100,00
Sao Tome & Principe	17,45	25,67	17,81	39,05	100,00					
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00	22,31	71,67		6,00	100,00
* Sous-Total *	23,56	69,09	0,15	7,18	100,00	29,11	64,04		6,83	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

	(Pourcentage par secteur)									
	COUT TOTAL DU PROGRAMME					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total General	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
SAHEL										
Burkina Faso	74,50	12,99	4,38	8,11	100,00					
Cap Vert	30,83	43,11	13,77	12,27	100,00					
Tchad	18,32	67,57	1,80	12,29	100,00					
Gambie	38,11	57,05	1,01	3,81	100,00	37,17	57,69	1,28	3,84	100,00
Guinee Bissau	40,71	36,22		23,06	100,00	50,00	25,46		24,53	100,00
Mali	53,92	32,86	3,58	9,62	100,00	54,04	32,82	3,53	9,59	100,00
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	22,65	75,10	1,63	0,61	100,00
Niger	35,65	52,08	2,32	9,93	100,00	15,43	36,01	35,36	13,18	100,00
Senegal	61,36	30,61	8,01		100,00	54,17	45,38	0,43		100,00
* Sous-Total *	42,65	46,48	3,91	6,94	100,00	41,61	45,74	6,02	6,61	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHÉLIENNE										
Benin	39,11	48,51		12,37	100,00	8,62	75,84		15,52	100,00
Cote d'Ivoire	60,81	34,61		4,57	100,00	60,79	34,62		4,58	100,00
Ghana	16,59	72,01	7,07	4,31	100,00	21,35	71,45		7,18	100,00
Guinee	35,71	49,76	4,88	9,64	100,00	35,29	50,00	4,90	9,80	100,00
Liberia	44,38	50,53		5,08	100,00	57,14	28,57		14,28	100,00
Nigeria	24,69	43,29	7,10	24,89	100,00	16,68	45,65	9,11	28,54	100,00
Sierra Leone	29,84	62,02	1,00	7,12	100,00	33,80	45,95	2,38	17,85	100,00
Togo	43,70	9,65		46,64	100,00	15,06	2,83		82,10	100,00
* Sous-Total *	27,51	48,18	5,75	18,54	100,00	18,57	47,90	7,59	25,93	100,00
AFRIQUE DU NORD										
Algerie	57,24	42,75			100,00	57,24	42,75			100,00
Egypte	61,22	36,60	0,17	1,99	100,00	61,27	36,53	0,19	1,99	100,00
Jam. arabe libyenne	99,72	0,27			100,00	99,72	0,27			100,00
Tunisie	28,48	66,96	4,54		100,00	24,81	70,04	5,14		100,00
* Sous-Total *	62,24	36,80	0,17	0,76	100,00	62,80	36,39	0,12	0,67	100,00
** T O T A L **	44,83	46,92	2,66	5,58	100,00	48,84	44,46	1,82	4,87	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

	(Pourcentage par secteur)					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.									
	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	General	Autr. Agriculture	Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>										
Comores	52,88	23,55		23,55	100,00	12,92	82,76	4,30		100,00
Madagascar	39,47	59,06	1,45		100,00	47,18	43,94	8,86		100,00
Maurice	60,43	32,17		7,39	100,00	60,37	39,62			100,00
Seychelles	61,53	20,36	12,66	5,42	100,00	48,50	13,78	22,27	15,42	100,00
* Sous-Total *	46,52	44,17	1,79	7,50	100,00	45,24	42,56	10,10	2,08	100,00
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>										
Burundi	44,99	36,00		19,00	100,00	45,00	35,98		19,01	100,00
Djibouti	21,80	39,81	38,38		100,00	39,54	31,67	28,78		100,00
Ethiopie						33,64	60,71	3,36	2,26	100,00
Kenya	52,85	24,89	20,20	2,04	100,00	24,06	32,78	16,59	26,55	100,00
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	48,97	33,70		17,31	100,00
Somalie	73,04	15,22	3,03	8,69	100,00	80,54	14,08	1,66	3,70	100,00
Soudan	39,62	51,37	4,61	4,39	100,00	39,73	51,20	4,66	4,40	100,00
Ouganda	39,19	58,29	1,10	1,40	100,00	22,35	74,25	1,99	1,40	100,00
Republique de Tanzanie	39,28	58,25	1,10	1,35	100,00	39,27	58,20	1,12	1,40	100,00
* Sous-Total *	46,80	42,83	3,69	6,66	100,00	38,32	53,31	3,59	4,77	100,00
<b>PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE</b>										
Angola										
Botswana	0,65	72,77		21,56	100,00	16,72	62,97	0,65	19,65	100,00
Lesotho	100,00				100,00	54,90	45,09			100,00
Malawi	53,96	46,03			100,00	0,90	99,09			100,00
Mozambique	32,20	28,00	35,80	4,00	100,00	32,14	27,85	35,71	4,28	100,00
Naziland	75,00	25,00			100,00	26,31	73,68			100,00
Zambie						28,15	71,84			100,00
Zimbabwe	28,20	67,10		4,69	100,00	28,20	67,12		4,66	100,00
* Sous-Total *	30,90	57,41	7,14	4,53	100,00	28,57	52,45	15,02	3,95	100,00
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>										
Cameroon	43,59	53,63		2,76	100,00	43,54	53,54		2,90	100,00
Repub. Centrafricaine	39,63	48,79		11,56	100,00	0,07	96,80		3,12	100,00
Congo	66,30	33,69			100,00		90,80		9,19	100,00
Guinee Equatoriale	74,14	11,71		14,14	100,00	14,68	47,15		38,16	100,00
Liban						11,45	70,27		18,26	100,00
Sao Tome & Principe	45,20	36,40	0,80	17,60	100,00	9,34	22,54	22,78	45,32	100,00
Zaire	11,87	82,68		5,44	100,00	17,39	82,60			100,00
* Sous-Total *	23,71	70,08		6,18	100,00	10,51	80,20	0,60	8,67	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 3: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage par secteur)

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.						ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
(Pourcentage par secteur)										
	Autr. Agriculture (Agric.)	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	General		Autr. Agriculture (Agric.)	Sect. Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
SAHEL										
Burkina Faso	95,77		4,22		100,00	50,97	27,35	4,56	17,09	100,00
Cap Vert						30,83	43,11	13,77	12,27	100,00
Tchad						18,32	67,57	1,80	12,29	100,00
Gambie	100,00				100,00	31,17	63,46	1,11	4,24	100,00
Guinee Bissau	44,11	48,41		7,46	100,00	36,89	33,08		30,02	100,00
Mali	53,92	32,87	3,56	9,63	100,00	53,88	32,86	3,61	9,63	100,00
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	22,69	74,07	1,54	1,68	100,00
Niger	41,91	47,67	2,19	8,21	100,00	32,19	55,88	0,92	10,99	100,00
Senegal	62,36	30,51	7,12		100,00	61,53	26,92	11,53		100,00
* Sous-Total *	50,56	42,76	3,32	3,34	100,00	35,64	49,88	4,26	10,21	100,00
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE										
Benin						51,38	37,50		11,10	100,00
Cote d'Ivoire						60,81	34,61		4,57	100,00
Ghana	13,47	79,25	5,17	2,10	100,00	26,77	30,41	38,41	12,38	100,00
Guinee						35,77	49,72	4,87	9,62	100,00
Liberia						43,88	51,38		4,72	100,00
Nigeria	55,04	34,90		10,04	100,00	33,64	40,21	4,40	21,74	100,00
Sierra Leone						28,91	65,83	0,67	4,57	100,00
Togo	26,68	31,93		41,37	100,00	53,41	4,85		41,73	100,00
* Sous-Total *	27,83	62,71	3,25	6,18	100,00	42,40	36,69	4,69	16,20	100,00
AFRIQUE DU NORD										
Algerie										
Egypte	57,14	38,71		4,14	100,00	61,78	36,50	0,11	1,60	100,00
Jam. arabe libyenne										
Tunisie	31,47	64,45	4,07		100,00	31,44	64,49	4,05		100,00
* Sous-Total *	52,55	43,31	0,72	3,40	100,00	57,35	40,59	0,68	1,36	100,00
** T O T A L **	37,54	53,46	3,39	5,60	100,00	37,61	49,92	4,71	7,74	100,00

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 4: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

	(Pourcentage du cout de chaque secteur par rapport au Grand Total)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	COUT TOTAL DU PROGRAMME									
	Autr.Sect. Agriculture (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total General		Autr.Sect. Agriculture (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total	
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>										
Comores	35,04	49,93	1,68	13,34	100,00	1,75	6,19	0,06	0,67	8,69
Madagascar	46,02	46,60	7,37		100,00	6,90	5,97	1,14		14,02
Maurice	56,46	37,57	3,23	2,72	100,00	29,49	21,61	3,23	1,01	55,35
Seychelles	50,57	15,27	20,70	13,44	100,00	1,75	0,91	0,91	0,30	3,89
* Sous-Total *	46,02	43,00	7,76	3,20	100,00	7,54	6,71	1,15	0,19	15,60
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>										
Burundi	45,00	35,99		19,00	100,00	7,09	5,66		2,99	15,74
Djibouti	36,56	33,00	30,43		100,00	1,03	1,97			4,98
Ethiopie	34,96	59,37	3,60	2,04	100,00	21,29	34,71	2,23	1,12	59,37
Kenya	29,23	40,18	22,38	8,18	100,00	2,75	23,39	10,77	2,00	38,93
Rwanda	48,99	33,70		17,30	100,00	9,35	6,43		3,30	19,09
Somalie	74,67	16,47	2,81	6,04	100,00	5,71	3,28	0,67	0,39	10,07
Soudan	37,17	55,20	3,77	3,84	100,00	14,55	25,95	1,13	1,33	42,97
Ouganda	29,79	67,19	1,59	1,40	100,00	0,81	2,17	0,05	0,04	3,09
Rp.Unie de Tanzanie	29,78	67,19	1,59	1,42	100,00	19,51	51,97	1,30	1,06	73,85
* Sous-Total *	36,92	55,07	3,70	4,28	100,00	13,82	28,39	1,71	1,20	45,14
<b>PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE</b>										
Angola										
Botswana	13,99	65,89	0,42	19,69	100,00	2,95				2,95
Lesotho	74,49	25,50			100,00	19,89	2,42			22,32
Malawi	20,71	79,28			100,00	0,70	18,53			19,23
Mozambique	32,13	27,89	35,72	4,23	100,00	8,59	7,47	9,55	1,15	26,78
Swaziland	31,25	68,75			100,00	6,25	21,87			28,12
Zambie	31,70	68,29			100,00	8,90	10,10			19,00
Zimbabwe	28,19	67,10		4,70	100,00	13,44	31,99		2,24	47,68
* Sous-Total *	29,54	56,33	9,84	4,26	100,00	11,22	22,51	2,63	1,65	38,01
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>										
Cameroun	43,60	53,66		2,73	100,00	36,39	44,79		2,26	83,44
Rep. Centrafricaine	22,87	69,71		7,40	100,00	3,56	6,47		0,50	10,54
Congo	3,25	88,00		8,73	100,00					
Guinee Equatoriale	42,08	30,81		27,09	100,00					
Gabon	11,46	70,27		18,26	100,00	8,50	52,15		13,55	74,22
Sao Tome & Principe	17,45	25,67	17,81	39,05	100,00					
Zaire	18,77	76,25		4,97	100,00	13,02	41,83		3,50	58,35
* Sous-Total *	23,56	69,09	0,15	7,18	100,00	16,93	37,23		3,97	58,14

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 4: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

	(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au Grand Total)					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	COUT TOTAL DU PROGRAMME									
	Autr.Sect.	Secheresse/	Devpmt	Total		Autr.Sect.	Secheresse/	Devpmt	Total	
	Agriculture	(Agric.)	Desert'n	Res. Humn.	General	Agriculture	(Agric.)	Desert'n	Res. Humn.	Total
<b>SAHEL</b>										
Burkina Faso	74,50	12,99	4,38	8,11	100,00					
Cap Vert	30,83	43,11	13,77	12,27	100,00					
Tchad	18,32	67,57	1,80	12,29	100,00					
Gambie	38,11	57,05	1,01	3,81	100,00	1,84	2,85	0,06	0,19	4,95
Guinee Bissau	40,71	36,22		23,06	100,00	6,73	3,42		3,30	13,46
Mali	53,92	32,86	3,58	9,62	100,00	5,95	3,61	0,38	1,05	11,01
Mauritanie	22,68	74,20	1,55	1,55	100,00	0,90	3,01	0,06	0,02	4,01
Niger	35,65	52,08	2,32	9,93	100,00	0,39	0,92	0,91	0,34	2,58
Senegal	61,36	30,61	8,01		100,00	4,76	3,98	0,03		8,78
* Sous-Total *	42,65	46,48	3,91	6,94	100,00	1,75	1,92	0,25	0,27	4,21
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE</b>										
Benin	39,11	48,51		12,37	100,00	2,47	21,77		4,45	28,71
Cote d'Ivoire	60,81	34,61		4,57	100,00	14,59	8,30		1,10	24,00
Ghana	16,59	72,01	7,07	4,31	100,00	4,27	14,30		1,43	20,02
Guinee	35,71	49,76	4,88	9,64	100,00	4,28	6,07	0,59	1,19	12,14
Liberia	44,38	50,53		5,08	100,00	2,13	1,06		0,53	3,74
Nigeria	24,69	43,29	7,10	24,89	100,00	11,70	32,02	6,39	20,02	70,14
Sierra Leone	29,84	62,02	1,00	7,12	100,00	6,48	8,80	0,45	3,42	19,16
Togo	43,70	9,65		46,64	100,00	1,85	0,34		10,12	12,32
* Sous-Total *	27,51	48,18	5,75	18,54	100,00	8,94	23,07	3,65	12,48	48,16
<b>AFRIQUE DU NORD</b>										
Algerie	57,24	42,75			100,00	57,24	42,75			100,00
Egypte	61,22	36,60	0,17	1,99	100,00	49,11	29,28	0,15	1,59	80,15
Jam. arabe libyenne	99,72	0,27			100,00	99,72	0,27			100,00
Tunisie	28,48	66,96	4,54		100,00	11,08	31,28	2,29		44,66
* Sous-Total *	62,24	36,80	0,17	0,76	100,00	57,16	33,12	0,11	0,61	91,02
<b>** T O T A L **</b>	<b>44,83</b>	<b>46,92</b>	<b>2,66</b>	<b>5,58</b>	<b>100,00</b>	<b>31,44</b>	<b>28,62</b>	<b>1,17</b>	<b>3,13</b>	<b>64,39</b>

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 4: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

	(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au Grand Total)					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.									
	Autr.Sect. Agriculture (Agric.)	Sécheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	General		Autr.Sect. Agriculture (Agric.)	Sécheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.		Total
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>										
Comores	28,43	12,66		12,66	53,77	4,85	31,06	1,61		37,53
Madagascar	7,44	11,13	0,27		18,85	31,67	29,49	5,95		67,12
Maurice	14,04	7,47		1,71	23,23	12,92	8,48			21,41
Seychelles	10,38	3,43	2,13	0,91	16,88	38,42	10,92	17,64	12,22	79,22
* Sous-Total *	10,76	10,22	0,41	1,73	23,13	27,71	26,07	6,19	1,27	61,25
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>										
Burundi	21,72	17,38		9,17	48,27	16,18	12,94		6,83	35,97
Djibouti	2,51	4,59	4,43		11,54	33,00	26,43	24,02		83,47
Ethiopie						13,66	24,66	1,36	0,92	40,62
Kenya	21,63	10,19	8,27	0,83	40,93	4,84	6,59	3,34	5,34	20,13
Rwanda	28,33	19,49		10,00	57,83	11,30	7,77		3,99	23,07
Somalie	33,82	7,04	1,40	4,02	46,29	35,13	6,14	0,72	1,61	43,62
Soudan	12,39	16,06	1,44	1,37	31,27	10,23	13,18	1,20	1,13	25,74
Ouganda	17,03	25,34	0,47	0,61	43,47	11,94	39,67	1,06	0,74	53,42
Rp.Unie de Tanzanie	5,46	8,11	0,15	0,18	13,92	4,80	7,11	0,13	0,17	12,22
* Sous-Total *	11,43	10,46	0,90	1,62	24,42	11,66	16,22	1,09	1,45	30,42
<b>PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE</b>										
Angola										
Botswana	0,21	25,10		6,96	32,27	10,82	40,78	0,42	12,72	64,76
Lesotho	26,50				26,50	28,09	23,07			51,17
Malawi	19,60	16,72			36,33	0,40	44,03			44,43
Mozambique	6,20	5,39	6,89	0,77	19,26	17,34	15,02	19,26	2,31	53,94
Swaziland	9,37	3,12			12,50	15,62	43,75			59,37
Zambie						22,80	58,19			80,99
Zimbabwe	8,97	21,35		1,49	31,81	5,78	13,75		0,95	20,49
* Sous-Total *	8,22	15,27	1,90	1,20	26,60	10,10	18,55	5,31	1,39	35,37
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>										
Cameroun	3,48	4,28		0,22	7,98	3,73	4,58		0,24	8,56
Rep. Centrafricaine	19,28	23,73		5,62	48,64	0,02	39,50		1,27	40,81
Congo	3,25	1,65			4,91		86,34		8,73	95,08
Guinée Equatoriale	34,17	5,40		6,51	46,08	7,91	25,41		20,57	93,91
Gabon						2,95	18,11		4,70	25,77
Sao Tome & Principe	10,21	8,22	8,18	3,97	22,60	7,23	17,45	17,63	35,08	77,39
Zaire	3,21	22,40		1,47	27,10	2,52	12,00			14,53
* Sous-Total *	4,01	11,85		1,04	16,92	2,62	20,00	0,15	2,16	24,93

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 4: Coût du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-région.

(Pourcentage du coût de chaque secteur par rapport au Grand Total)

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.					ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
Agriculture	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpm't Res. Humn.	General	Agriculture	Autr.Sect. (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpm't Res. Humn.	Total
SAHEL									
Burkina Faso	50,30		2,21		52,52	24,20	12,99	2,16	47,47
Cap Vert						30,83	43,11	13,77	100,00
Tchad						18,32	67,57	1,80	100,00
Gambie	9,65				9,65	26,62	54,19	0,95	85,38
Guinee Bissau	12,15	13,34		2,05	27,55	21,75	19,51	17,70	58,97
Mali	30,84	18,80	2,04	5,50	57,20	17,12	10,44	1,15	31,77
Mauritanie	15,02	49,16	1,03	1,03	66,25	6,74	22,02	0,45	29,72
Niger	16,77	19,08	0,87	3,28	40,02	18,47	32,07	0,53	57,39
Senegal	36,02	17,62	4,11		57,76	20,58	9,00	3,85	33,44
* Sous-Total *	22,90	19,37	1,50	1,51	45,30	17,99	25,18	2,15	50,41
AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE									
Benin						36,63	26,73	7,91	71,28
Cote d'Ivoire						46,21	26,30	3,47	75,99
Ghana	9,20	54,17	3,53	1,43	68,35	3,11	3,53	1,43	11,62
Guinee						31,42	43,69	4,28	87,85
Liberia						42,24	49,46	4,54	96,25
Nigeria	7,58	4,80		1,38	13,77	5,41	6,46	0,70	16,08
Sierra Leone						23,36	53,21	0,54	80,83
Togo	4,97	5,94		7,70	18,62	36,87	3,35	28,81	69,04
* Sous-Total *	6,51	14,68	0,76	1,44	23,41	12,05	10,42	1,33	28,42
AFRIQUE DU NORD									
Algérie									
Egypte	1,86	1,26		0,13	3,26	10,24	6,05	0,01	16,58
Jam. arabe libyenne									
Tunisie	3,48	7,13	0,45		11,06	13,91	28,55	1,79	44,26
* Sous-Total *	0,80	0,65	0,01	0,05	1,52	4,27	3,02	0,05	7,45
** T O T A L **	5,46	7,78	0,49	0,81	14,56	7,91	10,50	0,99	21,04

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 5: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

(Pourcentage du cout de chaque secteur par rapport au cout total du secteur correspondant)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total General	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
ILES DE L'OCEAN INDIEN										
Comores	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	5,00	12,41	4,00	5,05	8,69
Madagascar	100,00	100,00	100,00		100,00	15,00	12,81	15,55		14,02
Maurice	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	52,23	57,52	100,00	37,03	55,35
Seychelles	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	3,47	6,00	4,42	2,27	3,89
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	16,38	15,60	14,93	5,98	15,60
AFRIQUE DE L'EST										
Burundi	100,00	100,00		100,00	100,00	15,75	15,74		15,74	15,74
Djibouti	100,00	100,00	100,00		100,00	2,84	5,97	6,47		4,98
Ethiopie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	60,90	58,46	62,04	55,00	59,37
Kenya	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	9,42	58,21	48,13	24,48	38,93
Rwanda	100,00	100,00		100,00	100,00	19,10	19,08		19,07	19,09
Somalie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	7,65	19,93	24,14	6,58	10,07
Soudan	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	39,15	47,01	30,00	34,82	42,97
Ouganda	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	2,73	3,24	3,50	3,13	3,09
Rp.Unie de Tanzanie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	65,51	77,34	81,72	74,69	73,85
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	37,45	51,55	46,20	28,19	45,14
PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE										
Angola										
Botswana	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	21,10				2,95
Lesotho	100,00	100,00			100,00	26,71	9,50			22,32
Malawi	100,00	100,00			100,00	3,38	23,37			19,23
Mozambique	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	26,73	26,79	26,75	27,27	26,78
Swaziland	100,00	100,00			100,00	20,00	31,81			28,12
Zambie	100,00	100,00			100,00	28,07	14,79			19,00
Zimbabwe	100,00	100,00		100,00	100,00	47,68	47,68		47,70	47,68
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	37,97	39,95	26,73	38,77	38,01
AFRIQUE DU CENTRE										
Cameroun	100,00	100,00		100,00	100,00	83,46	83,47		82,82	83,44
Rep. Centrafricaine	100,00	100,00		100,00	100,00	15,59	9,28		6,80	10,54
Congo	100,00	100,00		100,00	100,00					
Guinée Equatoriale	100,00	100,00		100,00	100,00					
Gabon	100,00	100,00		100,00	100,00	74,22	74,22		74,22	74,22
Sao Tome & Principe	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Zaire	100,00	100,00		100,00	100,00	69,38	54,86		70,37	58,35
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	71,84	53,89		55,32	58,14

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 5: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

(Pourcentage du cout de chaque secteur par rapport au cout total du secteur correspondant)

	COUT TOTAL DU PROGRAMME					RESSOURCES INTERIEURES DISPONIBLES OU PREVUES.				
	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total General	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ (Agric.)	Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
<b>SAHEL</b>										
Burkina Faso	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Cap Vert	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Tchad	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00					
Gambie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	4,83	5,01	6,25	5,00	4,95
Guinee Bissau	100,00	100,00		100,00	100,00	16,53	9,46		14,32	13,46
Mali	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	11,04	11,00	10,88	10,98	11,01
Mauritanie	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	4,00	4,06	4,21	1,57	4,01
Niger	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	1,11	1,78	39,28	3,42	2,58
Senegal	100,00	100,00	100,00		100,00	7,75	13,02	0,48		8,78
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	4,11	4,14	6,49	4,01	4,21
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE</b>										
Benin	100,00	100,00		100,00	100,00	6,33	44,89		36,01	28,71
Cote d'Ivoire	100,00	100,00		100,00	100,00	23,99	24,00		24,05	24,08
Ghana	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	25,76	19,87		33,33	20,02
Guinee	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	12,00	12,20	12,19	12,34	12,14
Liberie	100,00	100,00		100,00	100,00	4,81	2,11		10,52	3,74
Nigeria	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	47,39	73,96	90,02	80,40	70,14
Sierra Leone	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	21,71	14,20	45,45	48,07	19,16
Togo	100,00	100,00		100,00	100,00	4,24	3,61		21,69	12,32
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	32,50	47,87	63,55	67,35	48,16
<b>AFRIQUE DU NORD</b>										
Algerie	100,00	100,00			100,00	100,00	100,00			100,00
Egypte	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	80,21	80,00	89,47	79,95	80,15
Jam. arabe libyenne	100,00	100,00			100,00	100,00	100,00			100,00
Tunisie	100,00	100,00	100,00		100,00	38,90	46,71	50,56		44,66
* Sous-Total *	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	91,84	89,98	65,27	79,95	91,02
<b>** T O T A L **</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>70,14</b>	<b>61,01</b>	<b>44,16</b>	<b>56,18</b>	<b>64,39</b>

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 5: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.

(Pourcentage du cout de chaque secteur par rapport au cout total du secteur correspondant)

RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.

ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.

	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	General	Autr.Sect. Agriculture	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	Total
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>								
Comores	81,15	25,37		94,94	53,77	13,84	62,21	37,53
Madagascar	16,17	23,89	3,73	18,85	68,82	63,28	80,71	67,12
Maurice	24,86	19,89		62,96	23,23	22,89	22,58	21,41
Seychelles	20,54	22,50	10,33	6,81	16,88	75,98	71,50	79,22
* Sous-Total *	23,39	23,76	5,35	54,11	23,13	60,21	60,62	61,25
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>								
Burundi	48,27	48,29		48,26	48,27	35,97	35,96	35,98
Djibouti	6,88	13,93	14,56		11,54	90,26	80,09	83,47
Ethiopie						39,09	41,53	45,00
Kenya	74,00	25,36	36,94	10,20	40,93	16,57	16,42	65,30
Rwanda	57,83	57,83		57,82	57,83	23,06	23,07	23,09
Somalie	45,29	42,77	50,00	66,62	46,29	47,05	37,28	25,85
Soudan	33,33	29,10	38,18	35,71	31,27	27,51	23,88	31,81
Ouganda	57,18	37,72	30,00	43,58	43,47	40,08	59,03	66,50
Rp.Unie de Tanzanie	18,36	12,06	9,67	13,25	13,92	16,11	10,58	8,60
* Sous-Total *	30,96	18,99	24,32	37,95	24,42	31,58	29,44	29,46
<b>PAYS DE L'AFRIQUE AUSTRALE</b>								
Angola								
Botswana	1,50	38,10		35,35	32,27	77,38	61,89	100,00
Lesotho	35,57				26,50	37,71	90,49	
Malawi	94,67	21,09			36,33	1,93	55,53	
Mozambique	19,30	19,33	19,30	18,18	19,26	53,95	53,86	53,93
Swaziland	30,00	4,54			12,50	50,00	63,63	
Zambie						71,92	85,20	
Zimbabwe	31,82	31,82		31,78	31,81	20,49	20,50	
* Sous-Total *	27,81	27,11	19,29	28,30	26,60	34,20	32,93	53,96
<b>AFRIQUE DU CENTRE</b>								
Cameroun	7,98	7,98		8,08	7,98	8,55	8,54	9,09
Rep. Centrafricaine	84,27	34,04		76,00	48,64	0,12	56,66	17,20
Congo	100,00	1,88			4,91		98,11	100,00
Guinee Equatoriale	81,19	17,52		24,05	46,08	18,80	82,47	75,94
Gabon						25,77	25,77	25,77
Sao Tome & Principe	58,54	32,04	1,01	10,18	22,60	41,45	67,95	98,98
Zaire	17,14	29,38		29,62	27,10	13,46	15,74	89,81
* Sous-Total *	17,03	17,16	1,01	14,57	16,92	11,12	28,94	98,98

**PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990**

**Tableau 5: Cout du PPREA par secteur, source de financement, pays et sous-region.**

**(Pourcentage du cout de chaque secteur par rapport au cout total du secteur correspondant)**

**RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.**

**ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.**

	RESSOURCES EXTERIEURES DISPONIBLES OU ANNONCEES.				ECART A COMBLER PAR L'AIDE EXTERIEURE.				
	Autr.Sect. Agriculture (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	General	Autr.Sect. Agriculture (Agric.)	Secheresse/ Desert'n	Devpmt Res. Humn.	General	Total
<b>SAHEL</b>									
Burkina Faso	67,51		50,54	52,52	32,48	100,00	49,45	100,00	47,47
Cap Vert					100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad					100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Gambia	25,33			9,65	69,83	94,98	93,75	95,00	85,38
Guinee Bissau	29,86	36,83		8,91	53,44	53,87		76,75	58,97
Mali	57,20	57,22	56,99	57,22	31,75	31,77	32,12	31,79	31,77
Mauritanie	66,24	66,25	66,31	66,31	29,74	29,67	29,47	32,10	29,72
Niger	47,05	36,63	37,85	33,08	51,82	61,57	22,85	63,49	57,39
Senegal	58,70	57,56	51,36		57,76	33,54	29,41	48,15	33,44
* Sous-Total *	53,70	41,68	38,52	21,79	45,30	42,18	54,17	54,97	50,48
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON-SAHELIENNE</b>									
Benin					93,66	55,10		63,98	71,28
Cote d'Ivoire					76,00	75,99		75,94	75,99
Ghana	55,48	75,22	50,00	33,33	68,35	18,75	4,90	50,00	33,33
Guinee					88,00	87,79	87,80	87,65	87,85
Liberie					95,18	97,88		89,47	96,25
Nigeria	30,69	11,10		5,55	13,77	21,90	14,93	9,97	14,04
Sierra Leone					78,28	85,79	54,54	51,92	80,83
Togo	11,37	61,63		16,52	18,62	84,37	34,74	61,78	69,04
* Sous-Total *	23,69	30,47	13,25	7,81	23,41	43,79	21,64	23,19	24,83
<b>AFRIQUE DU NORD</b>									
Algerie									
Egypte	3,04	3,44		6,75	3,26	16,73	16,54	10,52	13,28
Jam. arabe libyenne									
Tunisie	12,22	10,65	9,92		11,06	48,86	42,63	39,52	44,26
* Sous-Total *	1,28	1,79	4,16	6,75	1,52	6,86	8,21	28,55	13,28
** T O T A L **	12,19	16,59	18,56	14,61	14,56	17,65	22,39	37,26	29,19
									21,04

**PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990**

**Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette 1986-1990**  
(Million de \$ E.-U.)

	SERVICE TOTAL DE LA DETTE			CREANCIERS PUBLICS			CREANCIERS PRIVES		
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
<b>ILES DE L'OCEAN INDIEN</b>									
Comores	29.7	12.7	42.4	29.6	12.7	42.3	0.1	0.0	0.1
Madagascar	818.7	305.0	1,123.7	544.8	221.7	766.5	273.9	83.3	357.2
Maurice	215.5	122.2	337.7	141.6	90.8	232.4	73.9	31.4	105.3
Seychelles	25.7	8.9	34.6	16.3	6.1	22.4	9.4	2.8	12.2
<b>Sous-Total</b>	<b>1,089.6</b>	<b>448.8</b>	<b>1,538.4</b>	<b>732.3</b>	<b>331.3</b>	<b>1,063.6</b>	<b>357.3</b>	<b>117.5</b>	<b>474.8</b>
<b>AFRIQUE DE L'EST</b>									
Burundi	121.3	70.4	191.7	97.5	66.8	164.3	23.8	3.6	27.4
Djibouti	35.4	13.9	49.3	32.1	13.1	45.2	3.3	0.8	4.1
Ethiopie	472.1	172.8	644.9	356.3	124.5	480.8	115.8	48.3	164.1
Kenya	1,083.4	672.4	1,755.8	709.2	552.7	1,261.9	374.2	119.7	493.9
Rwanda	54.1	20.3	74.4	54.1	20.3	74.4	0.0	0.0	0.0
Somalie	478.0	105.7	583.7	452.0	96.2	548.2	26.0	9.5	35.5
Soudan	2,265.3	1,040.1	3,305.4	1,499.5	847.6	2,347.1	765.8	192.5	958.3
Ouganda	330.9	90.1	422.0	284.0	81.1	365.1	46.9	9.0	55.9
Rép. Unie de Tanzanie	922.6	282.8	1,205.4	714.4	229.5	943.9	208.2	53.3	261.5
<b>Sous-Total</b>	<b>5,763.1</b>	<b>2,468.5</b>	<b>8,231.6</b>	<b>4,199.1</b>	<b>2,031.8</b>	<b>6,230.9</b>	<b>1,564.0</b>	<b>436.7</b>	<b>2,000.7</b>
<b>PAYS D'AFRIQUE AUSTRALE</b>									
Angola *	1,275.0	520.0	1,795.0	1,275.0	520.0	1,795.0	0.0	0.0	0.0
Botswana	151.7	126.5	278.2	140.8	112.5	253.3	10.9	14.0	24.9
Lesotho	33.3	16.7	50.0	30.0	16.1	46.1	3.3	0.6	3.9
Malawi	210.0	110.0	320.0	122.4	90.4	212.8	87.6	19.6	107.2
Mozambique *	1,326.0	273.0	1,599.0	1,326.0	273.0	1,599.0	0.0	0.0	0.0
Swaziland	70.6	49.6	120.2	62.7	47.9	110.6	7.9	1.7	9.6
Zambie	1,214.3	549.2	1,763.5	808.2	444.6	1,252.8	406.1	104.6	510.7
Zimbabwe	921.3	485.7	1,407.0	201.0	263.1	464.1	720.3	222.6	942.9
<b>Sous-Total</b>	<b>5,202.2</b>	<b>2,130.7</b>	<b>7,332.9</b>	<b>3,966.1</b>	<b>1,767.6</b>	<b>5,733.7</b>	<b>1,236.1</b>	<b>363.1</b>	<b>1,599.2</b>
<b>CENTRAL AFRICA</b>									
Cameroun	836.5	424.8	1,261.3	574.4	364.2	938.6	262.1	60.6	322.7
Rép. centrafricaine	83.2	33.9	117.1	70.2	29.8	100.0	13.0	4.1	17.1
Congo	951.9	284.0	1,235.9	348.9	144.8	493.7	603.0	139.2	742.2
Guinée équatoriale	44.8	9.2	54.0	36.0	7.4	43.4	8.8	1.8	10.6
Gabon	550.5	219.0	769.5	139.1	71.1	210.2	411.4	147.9	559.3
Sao Tomé et Príncipe *	10.9	2.9	13.8	10.9	2.9	13.8	0.0	0.0	0.0
Zaire	1,925.0	1,043.4	2,968.4	1,378.3	914.9	2,293.2	546.7	128.5	675.2
<b>Sous-Total</b>	<b>4,402.8</b>	<b>2,017.2</b>	<b>6,420.0</b>	<b>2,557.8</b>	<b>1,535.1</b>	<b>4,092.9</b>	<b>1,845.0</b>	<b>482.1</b>	<b>2,327.1</b>

PROGRAMME PRIORITAIRE DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE 1986-1990

Tableau 6 : Montant estimatif au titre du service de la dette 1986-1990  
(Million de \$ E.-U.)

	SERVICE TOTAL DE LA DETTE			CREANCIERS PUBLICS			CREANCIERS PRIVES		
	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL	PRINCIPAL	INTERET	TOTAL
<b>SAHEL</b>									
Burkina Faso	133.3	50.8	184.1	115.7	47.3	163.0	17.6	3.5	21.1
Cap Vert	28.7	15.5	44.2	27.7	15.0	42.7	1.0	0.5	1.5
Tchad	16.9	6.3	23.2	16.5	6.3	22.8	0.4	0.0	0.4
Gambie	63.1	22.6	85.7	42.4	15.4	57.8	20.7	7.2	27.9
Guinée Bissau	54.7	13.3	68.0	46.0	12.4	58.4	8.7	0.9	9.6
Mali	358.8	81.7	440.5	340.3	74.5	414.8	18.5	7.2	25.7
Mauritanie	596.7	153.8	750.5	527.0	132.8	659.8	69.7	21.0	90.7
Niger	311.8	141.1	452.9	171.8	100.9	272.7	140.0	40.2	180.2
Sénégal	781.4	366.9	1,148.3	577.0	311.2	888.2	204.4	55.7	260.1
Sous-Total	2,345.4	852.0	3,197.4	1,864.4	715.8	2,580.2	481.0	136.2	617.2
<b>AFRIQUE DE L'OUEST NON SAHELIENNE</b>									
Bénin	293.7	83.7	377.4	94.8	39.9	134.7	198.9	43.8	242.7
Côte d'Ivoire	3,112.2	1,591.9	4,704.1	997.9	808.4	1,806.3	2,114.3	783.5	2,897.8
Ghana	351.3	135.1	486.4	307.8	122.7	430.5	43.5	12.4	55.9
Guinée	559.2	105.2	664.4	494.6	94.3	588.9	64.6	10.9	75.5
Libéria	373.1	164.0	537.1	229.9	133.3	363.2	143.2	30.7	173.9
Nigéria	10,593.1	3,111.7	13,704.8	1,276.4	904.4	2,180.8	9,316.7	2,207.3	11,524.0
Sierra Leone	120.6	35.1	155.7	83.8	25.0	108.8	36.8	10.1	46.9
Togo	319.2	126.8	446.0	243.0	108.4	351.4	76.2	18.4	94.6
Sous-Total	15,722.4	5,353.5	21,075.9	3,728.2	2,236.4	5,964.6	11,994.2	3,117.1	15,111.3
<b>AFRIQUE DU NORD</b>									
Algérie	10,798.7	2,846.7	13,645.4	2,363.1	762.8	3,125.9	8,435.6	2,083.9	10,519.5
Egypte	5,100.0	3,200.0	8,300.0	3,700.0	2,500.0	6,200.0	1,400.0	700.0	2,100.0
Jamahiriya arabe libyenne									
Tunisie	2,348.4	1,077.0	3,425.4	1,581.6	792.8	2,374.4	766.8	284.2	1,051.0
Sous-Total	18,247.1	7,123.7	25,370.8	7,644.7	4,055.6	11,700.3	10,602.4	3,068.3	13,670.7
<b>TOTAL</b>	<b>52,772.6</b>	<b>20,394.6</b>	<b>73,167.2</b>	<b>24,692.6</b>	<b>12,673.6</b>	<b>37,366.2</b>	<b>28,080.0</b>	<b>7,721.0</b>	<b>35,801.0</b>





[illegible]

كلية الشؤون على منشورات الأمم المتحدة  
 يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور النشر في جميع أنحاء العالم - استلم هذا من المكتبة التي تفضلها  
 أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو جنيف

**COMMENT OBTENIR**

**HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS**

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations Sales Section, New York or Geneva.

**COMMENT SE PROCURE LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES**

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences spécialisées du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

**КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ**

Издавая Организация Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Извещайте продавца об издании и заказе или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция продаж изданий, Нью-Йорк или Женева.

**CÓMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS**

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todo el mundo. Consulte a su librería o escríban a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.